

La fin de la Première Internationale

René Berthier

LES EDITIONS DU
MONDE LIBÉTAIRE

Éditions du Monde libertaire
145, rue Amelot 75011 Paris
www.editionsmondelibertaire.org/

Correction : SB
Couverture : Pola
ISBN : 9782915514636

Avant-propos

L'AIT : un enjeu politique

L'histoire de l'AIT, comme celle de la Commune de Paris, constitue un enjeu politique pour les différents courants d'idées qui y étaient présents, et qui tous ont voulu donner leur interprétation des événements. Malheureusement, le mouvement libertaire lui-même a façonné, autour de cette histoire, une mythologie qui n'a pas contribué à en donner une vision rationnelle. Les militants libertaires d'aujourd'hui ont à l'esprit un certain nombre de schémas et d'idées reçues qui n'ont pu perdurer que parce que les héritiers de Bakounine n'ont pas vraiment examiné les choses avec attention.

L'intention de ce travail est tout d'abord de tenter de faire la lumière sur ces idées reçues, quitte à bousculer les habitudes acquises.

Nous avons voulu montrer que les exclusions du congrès de La Haye avaient produit un terrible traumatisme, mais que ce traumatisme avait provoqué des réactions qui n'étaient pas forcément les plus opportunes. Est apparu dans le mouvement libertaire une sorte de « syndrome de la victime » qui a conféré à Marx et à son entourage le rôle de « méchants » alors même que la conséquence la plus directe des exclusions de La Haye a été une victoire éclatante du courant fédéraliste, concrétisée au congrès de Saint-Imier.

Précisément, l'un des mythes fabriqués autour de l'AIT « anti-autoritaire » est que le congrès de Saint-Imier de 1872 fut en quelque sorte l'acte fondateur de l'« anarchisme ». C'est totalement faux. Saint-Imier fut la victoire du courant fédéraliste, au sein duquel se trouvaient à l'état embryonnaire ce qui deviendra plus tard le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme, d'une part, l'anarchisme proprement de l'autre. On oublie trop souvent qu'une partie des fédérations qui ont soutenu la fédération jurassienne après son exclusion ne partageaient absolument pas les options « anarchistes » et étaient favorables à la prise du pouvoir par les urnes. Elles ne partageaient avec la Fédération jurassienne que la conviction que les différentes fédérations membres de l'AIT ne devaient pas se voir imposer une stratégie unique et obligatoire. Il est significatif qu'après le congrès de La Haye, ces fédérations-là disparaissent de la circulation : que sont-elles devenues ? Leur disparition est-elle la conséquence de l'orientation qui se dessine de manière évidente au sein de l'AIT « anti-autoritaire » vers la constitution d'une Internationale avec un programme obligatoire « anarchiste » ? Ce fut de toute évidence une des principales causes du départ de la fédération belge.

Alors même que Marx fut le maître d'œuvre de manipulations bureaucratiques invraisemblables destinées à le débarrasser de gens qui le gênaient, il s'est montré dans cette affaire un stratège pitoyable, se tirant littéralement une balle dans le pied et s'emmêlant dans les filets qu'il avait tendus. Bien entendu une telle image ne colle pas avec celle que les marxistes véhiculent, mais dans la mesure où ce sont finalement les vainqueurs qui écrivent l'histoire, les anarchistes eux-mêmes ont fini par intégrer, inconsciemment, la vision marxiste des événements. C'est ainsi que pendant plus d'un siècle le discours marxiste a consisté à accuser les fédéralistes d'être des scissionnistes et, bien souvent, le congrès de Saint-Imier est lui-même défini par les anarchistes comme une scission. Mais Saint-Imier ne fut pas une scission ! *Ce sont les « marxistes » qui scissionnèrent.*

Il est invraisemblable de constater, à la lecture de l'article de Wikipedia sur l'AIT, que le congrès de La Haye soit présenté comme une scission des fédéralistes: « La scission aura lieu début septembre 1872 lors du VIII^e congrès, à La Haye ». On peut s'interroger sur les sources auxquelles ont puisé l'auteur d'un texte qui considère que l'exclusion de deux hommes (fût-elle bureaucratique) constitue une scission. Car le congrès de La Haye ne fit rien d'autre: la clique bureaucratique du Conseil général ne fit qu'exclure deux hommes: Bakounine et James Guillaume. Un troisième avait été sur la sellette, Adhémar Schwitzguébel, mais il ne fut pas exclu. L'exclusion de la Fédération jurassienne eut lieu plus tard, puis celle de tout le mouvement ouvrier organisé de l'époque, par la même clique bureaucratique.

Extraordinaire exemple d'imprégnation de la vision des vainqueurs...

Introduction

La question de l'organisation du mouvement ouvrier s'est cristallisée dans ce qu'on a appelé le « débat » Marx-Bakounine, qui n'a jamais été un débat, en tout cas pas au sens où deux adversaires exposent loyalement leurs positions de manière contradictoire. Le « débat » Bakounine-Marx s'est soldé ainsi : Bakounine, James Guillaume, la Fédération jurassienne puis la presque totalité du mouvement ouvrier organisé de l'époque ont été exclus de l'Association internationale des travailleurs par Marx, Engels et leurs amis à la suite de manœuvres bureaucratiques qui sont un modèle du genre.

Selon Georges Haupt, le refus de Marx d'engager le débat doctrinal avec Bakounine « est avant tout d'ordre tactique. Tout l'effort de Marx tend en effet à minimiser Bakounine, à dénier toute consistance théorique à son rival. Il refuse de reconnaître le système de pensée de Bakounine, non parce qu'il dénie sa consistance, comme il l'affirme péremptoirement, mais parce que Marx cherche ainsi à le discréditer et à le réduire aux dimensions de chef de secte et de conspirateur de type ancien¹ » .

La confrontation entre bakouninistes et marxistes dans l'Internationale prit, on l'oublie parfois, un caractère « institutionnel » à travers des interprétations divergentes des statuts. Ceux-ci affirment que « l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme

1. Georges Haupt, *Bakounine combats et débats*, Institut d'études slaves, 1979.

moyen ». Une telle rédaction convient tout à fait aux bakouniniens, mais pas à Marx, qui a pourtant rédigé le texte. Pendant les années qui vont suivre la création de l'Internationale, les bakouniniens vont s'accrocher à cette formulation, que Marx de son côté va tenter de modifier. Il n'y réussira que par le recours à des manipulations invraisemblables et après avoir exclu de l'AIT la quasi-totalité du mouvement ouvrier international de l'époque.

Certes, l'Adresse inaugurale, rédigée également par Marx, affirme que « La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière » ; mais ce document *n'a fait l'objet d'aucun vote*. Pourtant, les marxistes vont considérer comme acquise la question de la conquête du pouvoir. L'Adresse inaugurale aura pour eux valeur statutaire alors même qu'elle n'est perçue par les militants de l'époque que l'expression du point de vue de son auteur.

Vers 1860 la nécessité de constituer une organisation ouvrière internationale devient évidente à de nombreux militants. L'initiative de créer cette organisation revient à deux groupes d'ouvriers impliqués dans les luttes dans leurs pays respectifs : un groupe de dirigeants syndicalistes anglais et un groupe de mutuellistes proudhoniens français.

Les Anglais. La classe ouvrière anglaise était puissamment organisée sur le plan syndical. En 1859 une grande grève des ouvriers du bâtiment de Londres avait confronté les dirigeants syndicaux à la nécessité pratique de la solidarité avec le mouvement ouvrier du continent pour empêcher l'embauche des briseurs de grève.

Les Français. Le mouvement ouvrier français avait subi une féroce répression après la révolution de 1848 et l'instauration du régime impérial de Napoléon III. En 1861 a lieu une retentissante grève des typographes parisiens. Une nouvelle génération de militants était apparue, influencée par les thèses proudhoniennes et

préconisant l'association ouvrière, l'organisation de coopératives, le crédit mutuel¹.

En 1862, à l'occasion de l'exposition universelle de Londres, une délégation de 340 ouvriers français se rend dans la capitale britannique et noue des relations avec des syndicalistes anglais afin d'examiner les progrès économiques et techniques accomplis au cours des années écoulées. Les travailleurs anglais profitent de l'occasion pour proposer un rapprochement avec leurs camarades français. Des relations suivies s'établissent dès lors des deux côtés de la Manche. Les ouvriers français sont émerveillés par le niveau d'organisation de leurs camarades d'Outre-Manche.

En 1863, les syndicalistes anglais invitent leurs camarades français à l'occasion d'une manifestation en faveur de l'indépendance de la Pologne. De grands meetings sont organisés. À la même époque, les travailleurs allemands s'organisent autour de Ferdinand Lassalle, un chef énergique. Les ouvriers italiens tentent de s'unir. En 1863, Garibaldi avait été reçu avec enthousiasme par les trade-unionistes britanniques. Il y avait donc alors une réelle effervescence en Europe.

Le 22 juillet 1864, un meeting réunit les principaux dirigeants syndicaux de Londres et six ouvriers français. Le lendemain, les Anglais accueillent les Français dans une réunion restreinte où sont jetées les bases d'une entente. L'Association internationale des travailleurs est définitivement constituée au cours d'un voyage que Tolain et Perrachon, accompagnés du Limousin Passementier, font à Londres en septembre 1864. Le 29 septembre 1864, lors d'une réunion à Saint Martin's Hall, l'AIT est constituée officiellement. Le projet français de créer des sections en Europe reliées par un comité central, qu'on nommera Conseil général, est approuvé. Citant un des signataires du « Manifeste des Soixante », James Guillaume écrit avec quelque raison que l'Internationale fut « un enfant né dans les

1. On attribue à Proudhon l'idée selon laquelle il était opposé aux grèves. Il dit simplement que les grèves ne peuvent résoudre sur le fond la question sociale.

ateliers de Paris et mis en nourrice à Londres¹ ». L'Anglais Odger est nommé président du Conseil général.

La nouvelle organisation, essentiellement franco-anglaise, intègre cependant des émigrés polonais, allemands, italiens. Un comité provisoire, auquel se joint Marx, Jung, Eccarius, est chargé de rédiger les statuts de l'organisation. Contrairement au discours des historiens officiels du marxisme, l'Internationale ne fut en rien une création de Marx, qui resta totalement étranger aux travaux préparatoires qui eurent lieu entre 1862 et 1864. « Il s'est joint à l'Internationale au moment où l'initiative des ouvriers anglais et français venait de la créer. Comme le coucou, il est venu pondre son œuf dans un nid qui n'était pas le sien. Son dessein a été, dès le premier jour, de faire de la grande organisation ouvrière l'instrument de ses vues personnelles . » L'ouvrage dans lequel J. Guillaume émet cette opinion a été publié longtemps après la mort de Marx, et sans doute la rancœur consécutive à l'exclusion de l'auteur à la suite des manœuvres bureaucratiques de Marx ne contribue-t-elle pas à atténuer l'expression de sa pensée. Il reste que l'image du coucou n'est pas fausse.

La structure mise en place dans l'Internationale est celle d'une association ouvrière de type syndical. Un Conseil général établit « des relations entre les différentes associations ouvrières de telle sorte que les ouvriers de chaque pays soient constamment au courant des mouvements de leur classe dans les autres pays ». Cette phrase est importante car c'est autour d'elle que vont se cristalliser rapidement les divergences entre partisans de Marx et partisans de Bakounine sur la fonction du Conseil général. On retrouvera alors l'opposition entre centralisation et fédéralisme.

À côté du conseil général doivent se constituer des sections ouvrières locales et des fédérations nationales. L'AIT tiendra des congrès annuels souverains. Le mouvement des Trade Unions refuse

1. James Guillaume : *Karl Marx pangermaniste*, p. 5. (Reprint from the collection of the University of Michigan Library.)

d'adhérer. Très vite apparaîtront sur le continent des sections en France, en Belgique, en Suisse, en Espagne, en Italie, en Hollande.

L'Internationale avait des statuts provisoires qui devaient être ratifiés par son premier congrès, qui devait se tenir en 1865 en Belgique. Ce congrès ne se tint pas et fut remplacé par une conférence qui rassembla Varlin, de Paepe, Jung, Eccarius, Duplex, Becker, Odger, Marx et quelques autres.

Le premier Congrès de l'Internationale eut lieu du 3 au 8 septembre 1866, à Genève. Marx est absent¹, Bakounine n'est pas encore membre. Soixante délégués représentant des sections d'Angleterre, de France, d'Allemagne et de Suisse assistent à ce Congrès, présidé par Hermann Jung, un horloger de Saint-Imier vivant à Londres. Pierre Coullery – un « humanitaire néo-chrétien » selon L. Lorwin², était l'un des secrétaires du Congrès. Coullery et Jules Vuilleumier représentaient la section de La Chaux-de-Fonds, James Guillaume celle du Locle, et Adhémar Schwitzguébel celle de Sonvillier.

Ce premier congrès fut assez confus, mais il adopta notamment la résolution en faveur de la journée de huit heures, une résolution pour des lois internationales protégeant les femmes et les enfants et pour l'abolition du travail de nuit pour les femmes. Le congrès se prononça pour la suppression du salariat. Il adopta les statuts rédigés par Marx, assez vagues pour permettre à tout travailleur d'adhérer. Ne figure pas l'article que Marx fera ajouter en 1872 sur la conquête du pouvoir politique.

Plus tard, Bakounine se référera en ces termes au congrès de Genève :

« L'association internationale des travailleurs a une loi fondamentale à laquelle chaque section et chaque membre doivent se soumettre, sous peine d'exclusion.

-
1. Marx n'assistera à aucun congrès de l'Internationale, sauf celui de La Haye constitué de délégués soigneusement sélectionnés par lui.
 2. Lewis L. Lorwin, *L'Internationalisme et la classe ouvrière (Labor and Internationalism)*, 2e édition, Gallimard, 1933.

Cette loi est exposée dans les statuts généraux, proposés en 1866 par le conseil général de l'association au congrès de Genève, discutés et unanimement acclamés par ce congrès, enfin définitivement sanctionnés par l'acceptation unanime des sections de tous les pays. C'est donc la loi fondamentale de notre grande association.

« Les considérants qui se trouvent à la tête des statuts généraux définissent clairement le principe et le but de l'association internationale. Ils établissent avant tout : *Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; Que les efforts des travailleurs doivent tendre à constituer pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs* – c'est-à-dire l'égalité politique, économique et sociale ; *Que l'assujettissement des travailleurs au capital est la source de toute servitude politique, morale et matérielle ;* Que par cette raison, *l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ;* Que l'émancipation des travailleurs *n'est pas un problème simplement local ou national... mais international*¹. »

En réalité, il s'agit simplement des statuts de l'Internationale rédigés en 1864 par... Marx lui-même, entérinés par le congrès de Genève. Proudhon était mort l'année précédente et ce fut incontestablement sa doctrine qui prédomina à ce congrès et au suivant, à Lausanne (2-8 septembre 1867).

Que ce soit au congrès de Genève ou à celui de Lausanne, les positions du Conseil général, c'est-à-dire de Marx, ne soulevèrent pas l'enthousiasme. En ces premières années, des idées extrêmement variées coexistaient et se confrontaient dans une atmosphère plutôt cordiale. Le programme de ce deuxième congrès était chargé : on

1. « Le jugement de M. Coullery » juillet 1869, L'Égalité, 31 juillet 1869.

recommanda la création de banques accordant des crédits gratuits aux travailleurs; on préconisa la création de sociétés d'assurance mutuelle; les sociétés de métiers furent invitées à créer, avec leurs fonds, des sociétés coopératives de production. La perspective de ce congrès fut la mise en œuvre de mesures concrètes et immédiates visant à émanciper la classe ouvrière. On vota des résolutions au sujet de l'enseignement gratuit, de l'impôt, de l'abolition des monopoles d'État, de l'établissement des libertés politiques et des écoles-ateliers.

La discussion sur la propriété privée opposa Pierre Coullery, partisan de la propriété individuelle, au Belge César de Paepe favorable à la propriété collective, à laquelle allaient se rallier plus tard les internationalistes. Ce problème figurera à l'ordre du jour du troisième Congrès de l'Internationale.

Ce sont encore les idées de Proudhon qui dominent à ce congrès, ce qui fait enragé Marx, qui écrit à Engels le 11 septembre 1867 :

« Au prochain Congrès de Bruxelles, je tordrai moi-même le cou à ces ânes de Proudhoniens. J'ai préparé toute l'affaire de manière diplomatique et je n'ai pas voulu paraître personnellement avant que mon livre (le *Capital*) ne fût publié et que notre Internationale n'eût pris racine. Dans le rapport officiel du Conseil général (où, malgré tous leurs efforts, les bavards parisiens n'ont pu empêcher notre réélection), je ne manquerai pas de les fustiger comme il faut. »

À plusieurs reprises dans cette lettre, Marx parle de « notre Internationale ». Le coucou commence à vouloir s'approprier le nid.

C'est au congrès de Bruxelles, en 1868, que les choses commencent à changer. La question de l'instruction obligatoire et gratuite est posée, ainsi que celle de l'égalité des droits de la femme. Les mutualistes sont mis en minorité: ils s'opposaient à l'examen des problèmes politiques. Pour des hommes comme Varlin et César de Paepe, on ne peut écarter l'examen des problèmes politiques, mais ces problèmes doivent être abordés au sein de l'Internationale.

D'importantes questions sociales figuraient à l'ordre du jour du Congrès de Bruxelles. La grève fut considérée comme l'arme principale des ouvriers. Plusieurs participants préconisèrent l'établissement de cahiers du travail qui rappelaient les cahiers de doléances de 1789. Les délégués se déclarèrent en général partisans du régime de la propriété collective pour les biens immobiliers.

Au congrès de Bâle (6-12 septembre 1869) s'opère un véritable tournant. Bakounine est maintenant adhérent. Les proudhoniens de droite sont définitivement battus à la suite d'une alliance entre bakouniniens, blanquistes et marxistes. Ce quatrième congrès de l'Internationale prit position sur le régime de la propriété. Le Congrès de Bruxelles avait certes déjà traité de cette question, mais les partisans de la propriété privée, qui avaient été mis alors en minorité, relancèrent le débat, affirmant que ce problème était complexe et qu'il n'avait pas été réglé. Après une discussion animée, le Congrès se déclara clairement collectiviste.

La question de l'héritage était la seconde question à l'ordre du jour, sur laquelle eut lieu un affrontement. Cette question ne présentait sur le fond aucun intérêt, mais elle servit aux marxistes de prétexte pour compter les voix. Ceux-ci présentèrent un amendement à la résolution votée, qui fut repoussé. On put ainsi déterminer le poids respectif des différents courants à partir des voix qui se portèrent sur les amendements ou sur les motions :

63 % des délégués de l'AIT se regroupent sur des textes collectivistes « bakouniniens ».

31 % se regroupent sur des textes « marxistes ».

6 % maintiennent leurs convictions mutuellistes (proudhoniens).

Le problème des caisses de résistance fut, sans contredit, le plus important traité à Bâle. Chaque section fut invitée à en créer. On conseilla aux responsables de ces caisses de les fédérer en organisations régionales, nationales, internationales. En leur permettant de

soutenir des grèves prolongées, ces caisses devaient permettre aux travailleurs de lutter contre la bourgeoisie.

Des résolutions administratives furent votées à Bâle dont les délégués fédéralistes n'avaient pas évalué la portée, et qu'ils regrettèrent par la suite. Ces résolutions attribuaient au Conseil général le droit de refuser l'admission de nouvelles sociétés ou de suspendre des sections – décisions qui devaient être soumises au congrès suivant il est vrai. James Guillaume écrit à ce sujet en 1872 :

« Nous étions tous animés de la plus complète bienveillance à l'égard des hommes de Londres. Et notre confiance fut si aveugle que nous contribuâmes plus que personne à faire voter ces fameuses *résolutions administratives* qui allaient donner au Conseil général une autorité dont il a fait un si fâcheux usage. Leçon profitable, et qui nous a ouvert les yeux sur les vrais principes de l'organisation fédérative¹. »

C'est au congrès de Bâle – Bakounine vient d'adhérer à l'Internationale – qu'apparaissent ouvertement les deux courants qui vont s'affronter. Ces courants existaient déjà à Bruxelles, mais ils sont maintenant clairement délimités. D'un côté il y a les Belges, la plupart des Français, les Espagnols et les Jurassiens qui se révèlent fédéralistes et révolutionnaires; de l'autre il y a le Conseil général, les Allemands², une partie des Suisses qui sont centralistes et social-démocrates.

« Depuis le Congrès de Bâle (septembre 1869), la coexistence dans l'Internationale de différentes conceptions, telles que celles des socialistes étatistes, collectivistes, anti-autoritaires et proudhoniens, et de tactiques diverses (action politique, abstentionnisme,

1. Mémoire de la Fédération jurassienne, p. 82. Cf. James Guillaume, *L'Internationale documents et souvenirs* vol. I, p. 207.

2. Au moment du congrès de La Haye, lorsqu'il s'agira de rameuter du monde pour avoir des mandats, on s'apercevra qu'il n'y avait même pas de fédération allemande.

syndicalisme, coopération, etc.), fut remplacée par des agressions des partis autoritaires et étatistes, dont les principaux centres étaient la Fabrique de Genève, le Parti socialiste allemand et le Conseil Général de Londres¹. »

La situation créée au congrès de Bâle est évidemment inacceptable pour Marx. C'est après ce congrès que commenceront les attaques systématiques et les plus violentes contre le révolutionnaire russe. « Ce russe, cela est clair, veut devenir le dictateur du mouvement ouvrier européen. Qu'il prenne garde à lui, sinon il sera excommunié », prophétise Marx dans une lettre à Engels datée du 27 juillet 1869. À quoi Engels répond le 30 juillet: « Le gros Bakounine est derrière tout cela, c'est évident. Si ce maudit Russe pense réellement se placer, par ses intrigues, à la tête du mouvement ouvrier, il est grand temps de le mettre hors d'état de nuire. » Après avoir voulu tordu le cou aux « ânes de proudhoniens », il faut maintenant excommunier Bakounine...

Il est vrai que Marx et Engels avaient de quoi se méfier. Précédemment à son adhésion à l'Association internationale des travailleurs, Bakounine avait créé une organisation nommée Alliance internationale de la démocratie sociale, qui avait demandé son adhésion à l'Association internationale des travailleurs. L'adhésion avait été refusée par le Conseil général pour des raisons parfaitement légitimes, puisqu'elle se concevait elle-même à l'origine comme une organisation internationale. Pour être en conformité avec les statuts de l'Internationale, l'Alliance se transforma en simple section de l'AIT. Sous cette condition, l'adhésion fut acceptée. Son rôle en tant que section de l'Internationale ne put pas négligeable puisque c'est à son instigation que fut créée la fédération espagnole.

Marx et Engels développeront, à propos de l'« Alliance » bakouninienne, une véritable obsession paranoïaque, lui attribuant les

1. M. Nettlau, « Les Origines de l'Internationale anti-autoritaire », article du Réveil du 16 septembre 1922.

pires méfaits et la voyant derrière toutes les initiatives qui n'allaient pas dans le sens de leurs propres vues. Le fantôme de l'Alliance et de Bakounine se dressant derrière elle va littéralement hanter Marx et Engels. Franz Mehring, un historien et militant marxiste parfaitement orthodoxe, écrira dans sa biographie de Marx qu'il n'y avait rien qui puisse prouver les accusations de Marx et d'Engels contre Bakounine. — ils n'auront pas entièrement tort, d'ailleurs.

* * * *

À partir de 1866, l'AIT va être marquée par une profonde évolution. En Europe, l'artisanat, encore important, recule devant le développement de la grande industrie. L'introduction du machinisme prolétarise successivement les différentes branches de l'industrie artisanale ; d'autres se développent. Cette restructuration de la production entraîne des mouvements de prix, de salaires, des licenciements, le chômage, des crises cycliques. Un mouvement de grèves se répand en s'amplifiant dans toute l'Europe, et dont la répression souvent féroce ne fait qu'accroître l'influence de l'Internationale, créée seulement deux ans auparavant. Les grèves, qui avaient jusqu'alors un caractère fortuit, deviennent de véritables combats de classe, qui permettent aux ouvriers de faire l'expérience pratique de la solidarité qui leur arrive, parfois, de l'étranger.

La création de l'AIT est un événement charnière dans la constitution respective de l'anarchisme et du marxisme ; cependant, un peu de recul permet d'assainir la perspective en remettant les « théoriciens » à leur place. Le marxiste Franz Mehring est un des rares à avoir perçu la situation avec acuité. Parlant de l'opposition bakouninienne, il dit :

« On s'aperçoit que la raison pour laquelle elle avait emprunté à Bakounine son nom, c'est qu'elle croyait trouver dans ses idées la solution des antagonismes et des conflits sociaux dont elle était le produit¹. »

1. Franz Mehring, Karl Marx – Histoire de sa vie, Éditions sociales, p. 522.

On pourrait dire strictement la même chose de Marx. Mehring, donc, n'a pas une approche idéologique de la question¹, il fait une analyse en termes de classe, de forces sociales en présence. Or, c'est précisément là que se trouve la clé des conflits dans l'AIT. Bakounine et Marx n'inventent rien, ils ne font que théoriser des situations dont ils sont les témoins.

Prenons les sections sur lesquelles Marx croyait pouvoir s'appuyer, et qui sont aussi les sections qui trouvent chez Marx une justification de leur propre activité institutionnelle :

– Les ouvriers anglais, qui ne constituaient pas à l'origine une section de l'AIT, se désintéressaient complètement de celle-ci et les dirigeants trade-unionistes ne faisaient qu'utiliser l'Internationale pour obtenir la réforme électorale. Après le congrès de La Haye (1872), la toute nouvelle fédération anglaise (constituée donc huit ans après la fondation de l'AIT...), écœurée par les intrigues de Marx, se rallia aux positions de la Fédération jurassienne...

– L'AIT allemande ne représenta jamais grand-chose. Lorsque le parti social-démocrate se développa, l'organisation antérieure de l'AIT en Allemagne déclina – fait souligné par Franz Mehring. Les sections créées par Becker furent vidées de leur substance.

Quatre mois avant le congrès de La Haye qui devait entériner l'exclusion de Bakounine et James Guillaume, Engels écrivit une lettre pressante à Liebknecht : « Combien de cartes, à combien d'adhérents et où, avez-vous distribué à peu près ? Les 208 calculées par Fink ne sont tout de même pas tout² ! »

-
1. Par approche idéologique nous entendons l'approche consistant à prendre au premier degré les idées d'un auteur sur un sujet, sans examen critique. Ainsi, La guerre civile en France serait un livre d'histoire sur la Commune, à prendre comme tel, et contenant la vérité sur cet événement, et non un livre exposant les opinions de Marx sur la question, à un moment donné, et pour des raisons données.
 2. *Ibid.*, p. 66.

C'est presque un vent de panique qui souffle sous sa plume : « La chose devient sérieuse, et nous devons savoir où nous en sommes sinon vous nous obligeriez à agir pour notre propre compte, en considérant que le Parti ouvrier social-démocrate est étranger à l'Internationale et se comporte vis-à-vis d'elle comme une organisation neutre¹. » Il est difficile d'exprimer plus clairement le désintéret total dans lequel se trouvait la social-démocratie allemande vis-à-vis de l'AIT. À titre de comparaison, la fédération espagnole avait 30 000 adhérents.

Quant à la section genevoise, elle était constituée de l'aristocratie des citoyens-ouvriers de l'industrie horlogère suisse occupés à conclure des alliances électorales avec les bourgeois radicaux : « engluée dans les compromis électoraux avec les radicaux bourgeois », comme dit Bakounine.

Ainsi, lorsque Marx décida en septembre 1872 d'exclure les collectivistes fédéralistes, il était singulièrement démuné d'atouts, mis à part son contrôle sur l'appareil de l'organisation. La situation de Bakounine dans l'internationale n'était pas meilleure, l'« autorité » réelle qu'il pouvait y exercer pas plus grande. Par ailleurs, lorsque la section genevoise de l'Alliance se dissout, ses militants ne demandèrent même pas l'avis de Bakounine, ce qui en dit long sur la « dictature » qu'il devait y exercer. La guerre franco-prussienne allait de toute façon briser l'élan pris par le mouvement ouvrier international et disperser les militants.

Les intrigues de Marx et de son entourage aboutiront aux décisions de la conférence de Londres de 1871 (décision d'exclure Bakounine et James Guillaume) et du congrès de La Haye en 1872 (leur exclusion effective). Ce n'est évidemment pas un hasard si au même moment est inséré au *forcing* un article 7a aux statuts de l'Internationale, disant, entre autres choses que « la conquête du Pouvoir politique est devenue le grand devoir du prolétariat ». Cet article 7a, qui est la synthèse d'une résolution adoptée en 1871 à

1. *Ibid.*, p. 66.

la Conférence de Londres, fut inclus dans les statuts par décision du Congrès de La Haye, dont plus aucun historien sérieux ne nie aujourd'hui qu'il fut totalement truqué. C'est sans doute pour cela que ce fut le seul auquel participa Marx.

I

Les questions

La question de la conquête du pouvoir

Pendant des années, Marx a tenté de faire adopter par l'organisation internationale le principe de la conquête du pouvoir comme préalable à l'émancipation des travailleurs.

La surdétermination de la révolution russe sur l'interprétation des thèses marxistes tend à occulter le fait que Marx et Engels n'envisageaient guère l'activité politique autrement que sous la forme de conquête du pouvoir par le parlement. Cette vision stratégique se fondait sur le fait que le prolétariat était censé être majoritaire *et* qu'il voterait en majorité pour les socialistes. Bakounine se trompe lorsqu'il accuse les social-démocrates allemands de vouloir faire des « alliances contre nature » pour parvenir au pouvoir car ils refusèrent longtemps l'idée d'alliances électorales, persuadés qu'ils étaient que les travailleurs, majoritaires, finiraient par voter massivement pour eux.

Bakounine, qui connaissait bien les mécanismes du système parlementaire, savait bien que sans alliance avec certaines fractions de la bourgeoisie libérale, l'accession des socialistes au pouvoir était impossible. Dès lors, cela conduisait inévitablement à une édulcoration du programme socialiste. Il n'est pas nécessaire de s'attarder pour montrer que l'avenir lui donna raison.

L'argumentaire de Bakounine était que l'accession des socialistes au pouvoir par les élections était tout simplement *impossible*. Les « classes possédantes, exploitantes et gouvernantes », dit-il, « ne feront jamais volontairement, par générosité ou par justice, aucune concession si urgente qu'elle paraisse et si faible qu'elle soit au prolétariat » ; « le prolétariat ne doit rien attendre ni de l'intelligence, ni de l'équité des bourgeois, et encore moins de leur politique, fût-ce même celle des radicaux bourgeois ou des bourgeois soi-disant socialistes¹ » .

Cet aspect de la stratégie politique marxiste a été quelque peu occulté par le marxisme post-léninien. Les marxistes révolutionnaires n'appliquèrent pas à la situation en Europe les principes développés par Marx pour les sociétés industrielles, mais ceux de Lénine et/ou Trotsky pour les sociétés agraires et sous-développées. En fait, la politique développée par le Parti communiste français, du moins après que le Komintern eut disparu, était, d'un point de vue strictement marxiste, parfaitement orthodoxe. Ce n'est pas sans une certaine ironie que les héritiers de Bakounine voient aujourd'hui ceux de Lénine et de Trotsky opérer un retour vers l'orthodoxie marxiste, c'est-à-dire social-démocrate.

En Allemagne, le parti social-démocrate fondé par Liebknecht et Bebel, « sous les auspices de M. Marx », dit Bakounine, « annonçait dans son programme que la *conquête du pouvoir politique était la condition préalable de l'émancipation économique du prolétariat* et que par conséquent l'objet immédiat de ce parti devait être l'organisation d'une large agitation légale pour la conquête du suffrage universel et de tous les autres droits politiques² » .

La question de la conquête du pouvoir telle qu'elle se posait dans les débats de l'Internationale doit être considérée sans anachronisme. Il n'est pas possible de transposer dans le monde d'aujourd'hui le problème tel qu'il se posait alors. Le discours tenu par Marx, *qu'il le veuille ou non*, conforte les positions des sections qui peuvent, ou qui

1. Bakounine, *Écrit contre Marx*, novembre-décembre 1872.

2. *Ibid.*

croient pouvoir attendre une amélioration de leur sort par les élections. Les sections qui ne peuvent rien attendre d'une action électorale penchent vers Bakounine : les ouvriers étrangers de Genève, mal payés, méprisés, sans droits politiques ; la jeunesse déclassée d'Italie sans avenir ; les paysans d'Andalousie et d'Italie affamés par les grands propriétaires ; le prolétariat misérable d'Italie ; les ouvriers de l'industrie catalane et les mineurs du Borinage, en Belgique, deux régions où existe un prolétariat concentré et revendicatif, mais dont les moindres grèves sont noyées dans le sang et qui ne peuvent attendre aucune réforme pacifique. Ceux-là ne trouvent dans le discours de Marx rien qui puisse les aider, les soutenir, d'autant que lorsqu'il y a des marxistes (disons plutôt : des gens qui préconisent l'action légale en se réclamant de la direction de l'Internationale), ces derniers s'occupent à casser les mouvements revendicatifs susceptibles d'effrayer les électeurs¹, comme ce fut notamment le cas en Suisse.

Les divergences de stratégie se fondent donc grandement sur les différences concrètes de conditions d'existence du prolétariat européen – c'est un fait qu'on ne peut pas évacuer. Néanmoins, ces divergences préexistaient à la constitution de l'Internationale, celle-ci n'ayant servi que de lieu de confrontation. En effet, au-delà de toutes les divergences entre les deux principaux courants de l'AIT, la question de la nécessité de conquérir le pouvoir par les élections n'est qu'un élément d'un ensemble plus vaste :

– Faut-il s'organiser en partis nationaux, conquérir par les élections l'appareil de pouvoir de la bourgeoisie, en

1. « Et lorsque la circulaire [il s'agit du texte polémique que Marx rédigea pour le Conseil général : « Les prétendues scissions dans l'Internationale »] accusait le "jeune Guillaume" d'avoir taxé les "ouvriers des fabriques" genevois d'affreux bourgeois, elle omettait purement et simplement de dire que le terme "ouvriers de fabrique" désignait à Genève une couche d'ouvriers privilégiés, bien rémunérés, travaillant dans les industries de luxe et qui avaient passé des compromis électoraux plus ou moins douteux avec certains partis bourgeois. » Franz Mehring, Karl Marx – Histoire de sa vie, Éditions sociales, p. 529.

conservant sa forme générale, et l'utiliser dans l'intérêt du prolétariat ;

– Ou faut-il conquérir le pouvoir social, créer de nouvelles formes, radicalement différentes et conformes à la nature du prolétariat, dans lesquelles il pourra procéder à la reconstruction de la société ?

Là est le fondement de l'opposition entre les deux courants de l'AIT qui deviendront le marxisme d'une part, l'anarchisme de l'autre. Mais ce serait une erreur de limiter cela à une opposition entre Marx et Bakounine, les deux hommes, on l'a vu, n'étant pas les « créateurs » de ces deux courants qui se sont affrontés. Or dès 1847 Marx avait posé le problème du pouvoir dans le *Manifeste du Parti communiste*, et ne variera que de façon marginale au fil des années :

« La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie. »

Les termes ne sont pas anodins : la conquête de la démocratie, c'est le suffrage universel et la représentation de la classe ouvrière dans les institutions de l'État.

« Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives [...] Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'État. [...] Centralisation du crédit entre les mains de l'État, au moyen d'une banque nationale, dont le capital appartiendra à l'État et qui jouira d'un monopole exclusif. [...] Centralisation entre les mains de l'État de tous les moyens de transport¹. »

1 *Manifeste du Parti communiste*.

Là encore, les termes ne sont pas anodins. La « suprématie politique » de la classe ouvrière, évoquée ici, est liée à deux facteurs : le prolétariat est la classe la plus nombreuse ; il accède au pouvoir par les élections. Le *Manifeste du Parti communiste*, qui est la référence de base de tous les communistes – y compris des courants marxistes révolutionnaires issus de l'expérience de la révolution russe – n'est qu'un manifeste pour la conquête de la démocratie parlementaire et la participation des travailleurs aux élections. Le refus de participer aux élections est perçu par Marx et Engels comme un refus de toute action politique. *Il n'y a d'action politique que parlementaire*. Engels accusera ainsi les partisans de Bakounine : « Ces messieurs réclament *l'abstention totale de toute action politique*, en particulier la *non-participation à toutes les élections* » (Lettre à Louis Pio, 7 mars 1872), ce qui implique qu'il n'y a pas d'autre alternative possible. L'opposition haineuse de Marx et d'Engels envers les abstentionnistes vient de ce que sans les élections, les communistes n'accéderont jamais au pouvoir !

Trois remarques : a) L'abstentionnisme électoral est assimilé à un refus de l'action politique ; b) La critique de l'abstentionnisme évacue l'examen des solutions alternatives qui sont proposées, à de très rares et fugitives exceptions près ; c) Enfin, pour ce qui concerne Bakounine, on constate dans les faits une attitude qui n'a rien de dogmatique car en plusieurs occasions il conseille à ses amis de participer aux élections. Rappelons que Proudhon lui-même a été élu député en 1848. Marx avait parfaitement compris le projet de Bakounine, mais il ne s'exprime sur cette question que dans sa correspondance privée, jamais dans un texte public :

« La classe ouvrière ne doit pas faire de *politique*. Sa tâche se borne à s'organiser en syndicats. Un beau jour, avec l'aide de l'Internationale, ils supplanteront tous les États existants. »

Marx ajoute même ceci :

« Cet âne n'a même pas compris que tout mouvement de classe comme tel est nécessairement un mouvement

politique et l'a toujours été. » (Lettre à Lafargue, 19 avril 1870.)

En dépit du ton polémique, c'est un parfait résumé de la pensée de Bakounine :

- a) La structure de classe de l'Internationale – *grosso modo* sa forme syndicale – est l'ébauche de l'organisation de la société future ;
- b) Bien que ne participant pas au jeu des institutions bourgeoises (le Parlement) l'activité de l'Internationale est fondamentalement une activité politique.

C'est *exactement* ce que pensait Bakounine, qui ne rejetait pas l'action politique en tant que telle mais niait qu'elle se limitât à l'action parlementaire ; quant à Marx, dont la pensée est plus complexe que ce que Bakounine peut en savoir à partir des éléments qu'il avait à sa disposition à l'époque, s'il n'exclut pas l'usage de formes d'action extra-parlementaires – la violence –, ce n'est que marginalement, et afin d'imposer des formes parlementaires.

Si le *Manifeste* reste un texte de base du marxisme, il va de soi qu'en plusieurs dizaines d'années les fondateurs du socialisme dit « scientifique » ont pu varier quelque peu dans leurs analyses. Ainsi, lorsque, à l'occasion du vingtième anniversaire de la Commune de Paris, Engels écrit une préface à *La Guerre civile en France*, il s'exclame :

« Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat¹. »

La Commune est donc présentée comme la forme sous laquelle s'exerce le pouvoir de la classe ouvrière. Cela ne correspond à rien de

1. Cf. éditions sociales, 1968, p. 302.

ce que Marx et Engels ont pu dire avant l'insurrection communaliste, et à rien de ce qu'ils ont pu dire après. *La Guerre civile en France* est un ouvrage où Marx décrit la Commune en reprenant à son compte le point de vue fédéraliste, alors qu'il haïssait le fédéralisme.

On retrouve le même processus pendant la révolution russe, avec *L'État et la Révolution* de Lénine, qui passe pour contenir le summum de la théorie marxiste du dépérissement de l'État, mais où ce dernier n'est qu'une concession formelle à usage rhétorique. De la même manière que Marx écrivit *la Guerre civile en France* dans l'espoir de rallier les blanquistes, Lénine rédigea *L'État et la Révolution* pour tenter de se concilier le mouvement libertaire russe, très actif, à une époque où le parti bolchevik ne représentait que peu de chose.

Le flirt libertaire de *La Guerre civile* est perçu comme parfaitement isolé par Franz Mehring.

L'expression « dictature du prolétariat » recouvre des acceptions complètement différentes puisque, en 1850, elle signifiait dictature jacobine sans représentation populaire, c'est-à-dire le contraire de ce que dit Engels en 1891. La « dictature du prolétariat » est vidée de tout son sens : elle peut désigner à la fois un régime des plus autoritaires et des plus libertaires !

Mais ce n'est pas tout. Toujours en 1891, Engels fait la critique du programme que la social-démocratie allemande se donnait à Erfurt, et il affirme que la république démocratique est la forme spécifique de la dictature du prolétariat : « ...notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat. »

La même année, Engels donne donc comme modèle de la dictature du prolétariat la Commune et la république démocratique, unitaire.

En fait, la formule « dictature du prolétariat » couvre au moins trois concepts :

- Dans le *Manifeste* (1848), elle signifie une république jacobine et démocratique ;
- Dans le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852) et *Les Luttes de classes en France* (1850), elle signifie une dictature révolutionnaire ultra-centralisée sans représentation populaire ;
- Dans *La Guerre civile*, elle signifie une fédération vaguement libertaire.

Le lecteur un peu attentif pourrait être tenté de trouver une certaine incohérence dans la manière dont les fondateurs du socialisme dit « scientifique » abordent la question des formes du pouvoir. Leurs conceptions sur la question sont en fait déterminées beaucoup plus par les circonstances de temps et de lieu – quitte à changer d'avis au cours de la même année, comme le fit Engels en 1891 – que par des principes précis. Les héritiers de toutes tendances y retrouvent leur compte, même ceux qui veulent mettre en place un « marxisme libertaire » : il suffit de piocher dans le bon texte.

La plupart des ouvrages mentionnés – du *Manifeste* à la *Guerre civile* –, comme la plupart des ouvrages dans lesquels on trouve une réflexion théorique ou historique sur le pouvoir et ses formes, sont antérieurs à l'unification de l'Allemagne au sein du II^e Reich. *Après* la guerre franco-prussienne, c'est la social-démocratie allemande qui constitue le modèle, imparfait, certes, aux yeux de Marx et d'Engels, mais un modèle quand même. Jusqu'à la Commune, suivie de l'unification du Reich sous la domination prussienne, l'autonomie des sections de l'Internationale n'est pas remise en cause par le Conseil général. C'est ainsi qu'un courrier de ce dernier adressé au bureau central de l'Alliance bakouninienne déclare : « ...il correspond à nos principes de laisser chaque section formuler librement son programme théorique¹ ». La guerre et l'unification de l'Allemagne provoquent un basculement. Marx et Engels pensent que le rapport de forces a changé : Marx écrit alors

1. Lettre du 20 mars 1869.

à Engels, le 20 juillet 1870, une lettre dans laquelle il déclare que la centralisation de l'État en Allemagne sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande, assurant ainsi la prépondérance du prolétariat allemand sur la « scène mondiale » (*sic*) en même temps que « la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon¹ ». Il ne s'agit plus de laisser les sections « formuler librement » leur programme théorique : Marx et Engels raisonnent maintenant en termes d'hégémonie du prolétariat allemand et de prépondérance de « leur » théorie sur les autres. Les rapports à l'intérieur du prolétariat lui-même deviennent des rapports de force².

La conquête du pouvoir est l'objectif, et si Marx et Engels critiquent le parti, jusqu'à accuser ses dirigeants de « crétinisme parlementaire », c'est essentiellement parce qu'il s'y prend mal. C'est ce modèle-là qu'ils tentent d'imposer dans l'Internationale.

L'idée sur laquelle ils se fondent, et qui constitue le nœud de leur doctrine, est que des partis représentant différentes fractions de la bourgeoisie se succèdent pour faire l'expérience du pouvoir et s'y « ruinent », selon l'expression d'Engels, avant que le prolétariat leur succède. Des alliances du parti ouvrier avec ces partis peuvent accélérer ce processus : « Et c'est alors que ce sera notre tour³. »

Lorsqu'au congrès de La Haye, lors duquel Marx et Engels firent exclure Bakounine et James Guillaume, Marx déclara qu'il fallait faire la part des institutions, des mœurs, des traditions des différents pays et qu'il est possible que dans certains d'entre eux, en Angleterre, en Amérique et peut-être en Hollande, les travailleurs « peuvent arriver à leur but par des moyens pacifiques », mais, ajoute-t-il, « dans la plupart des pays du continent, c'est la force qui doit être le levier de nos révolutions ». Il faut comprendre que la « force » est, dans les pays despotiques, le moyen par lequel la classe ouvrière effectue une révolution politique pour imposer le suffrage universel et le régime parlementaire.

1 Lettre de Marx à Engels du 20 juillet 1870.

2 Cf. *infra* : « La révolution "par en haut" ».

3. Engels, Lettre du 12-13 juin 1883, *La Social-démocratie allemande*, 10/18, p. 177.

La question du programme

En même temps que se posait la question de l'opportunité de conquérir le pouvoir d'État par les élections, se posait également celle de la mise en place d'un programme unique pour l'AIT. Bakounine était d'autant moins opposé au principe de l'élaboration d'un programme que l'Alliance pour la démocratie socialiste en avait élaboré un, sur la base duquel ses militants faisaient de la propagande pour développer l'AIT. C'est ainsi que Giuseppe Fanelli, un bakouniniste italien, était allé en Espagne en 1868 et avait posé les bases de ce qui deviendra la puissance fédération espagnole de l'Internationale. L'outil des bakouniniens était la Fraternité internationale qui, contrairement aux autres sociétés secrètes que Bakounine avait constituées, était une véritable organisation¹.

Néanmoins, pour des raisons de simple bon sens, Bakounine s'opposait à ce que l'Internationale définisse un projet politique obligatoire pour toutes les fédérations, parce que celles-ci se trouvent « dans des conditions si différentes de tempérament, de culture et de développement économique² ». L'hétérogénéité de l'Internationale rendait impossible l'adoption d'un programme applicable à toutes les fédérations. Il fallait donc laisser le débat politique définir, par un mûrissement progressif, une position d'ensemble. Un cas est assez significatif. Après que le Comité fédéral anglais eut désavoué les

-
1. Elle jouera en fait le rôle de parti politique international. Les principes en étaient l'athéisme, le fédéralisme, le socialisme, l'anti-étatisme, l'anti-patriotisme, la solidarité entre les nations, l'égalité des droits entre les sexes, à commencer par le droit à l'instruction. Le programme de cette Fraternité stipule que l'adhérent « doit être convaincu (...) que la femme, différente de l'homme mais non inférieure à lui, intelligente, travailleuse et libre comme lui, doit être déclarée dans tous les droits politiques et sociaux son égale ». Quant aux enfants, dit Bakounine, leur éducation et leur instruction doit se faire aux frais de la société, « sans que celle-ci, tout en les protégeant soit contre la stupidité, soit contre la négligence, soit contre la mauvaise volonté des parents, ait besoin de les en séparer ; les enfants n'appartiennent ni à la société ni à leurs parents, mais à leur future liberté ».
 2. Bakounine, *Écrit contre Marx*, III, 179.

manœuvres de Marx qui avaient abouti à l'exclusion de Bakounine et de la Fédération jurassienne, John Hales, au nom du Comité anglais, écrivit à cette dernière un courrier dans lequel il dit en substance : nous sommes pour la conquête du pouvoir mais nous ne pensons pas qu'il faille imposer cette politique à toutes les fédérations :

« Nous croyons complètement à l'utilité de l'action politique, et je crois que chaque membre de notre fédération en est persuadé ; car nous avons obtenu quelques-uns de nos meilleurs résultats par les concessions et les craintes des classes possédantes... Nous sentons que nous devons nous emparer du pouvoir politique avant de pouvoir accomplir notre propre émancipation. Nous croyons que vous seriez arrivés à la même opinion sur nous si vous vous trouviez placés dans le même milieu, et nous pensons que les événements donneront raison à nos idées.

« Mais en même temps nous reconnaissons votre loyauté, et nous admettons parfaitement qu'il puisse y avoir une semblable différence d'opinion quant à la politique à suivre pour réaliser les grands principes pour lesquels nous luttons les uns et les autres. C'est une preuve de plus que le principe fédératif est le seul sur lequel notre Association puisse être basée. [...] Les choses étant ainsi, il est certain qu'il serait impossible d'adopter une politique uniforme qui serait applicable à tous les pays et en toutes circonstances¹. »

On a là le simple bon sens auquel Bakounine se réfère.

L'un des textes où Bakounine expose le plus clairement son point de vue est *Écrit contre Marx*, daté de 1872. L'Internationale, dit-il, ne doit pas intégrer dans son programme les questions politiques et philosophiques. Se référant aux considérants du congrès de Genève qui stipulent que « l'émancipation économique des travailleurs est

1. *L'Internationale, documents et souvenirs*, éditions G. Lebovici, II, p. 25.

le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique », Bakounine estime que cette phrase décisive a « brisé les liens qui tenaient enchaîné le prolétariat à la politique bourgeoise ». Entre les deux tendances qui s'opposent sur ce point, « il existe la même différence, le même abîme qu'entre le prolétariat et la bourgeoisie ». Les démocrates socialistes d'Allemagne, en préconisant une stratégie électoraliste, ont « attaché le prolétariat à la remorque de la bourgeoisie », car ce mouvement politique ne peut être dirigé que par des bourgeois ou, ce qui est pis encore, par des « ouvriers transformés par leur ambition ou par leur vanité en bourgeois ». La classe ouvrière deviendra ainsi un instrument aveugle dans la lutte entre les différentes fractions de la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir.

Ce qui divise Marx et Bakounine n'est pas l'idée que l'Internationale ait une politique mais le *processus* par lequel celle-ci définit son programme. Pour le révolutionnaire russe, il doit y avoir une maturation progressive parce que, entre l'Angleterre et l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne, les conditions sont si variées qu'il n'est pas envisageable d'imposer un programme unique. Il faut donc que ce programme soit minimum, fondé sur la solidarité internationale. Le but unique de l'AIT est :

« [...] la conquête de tous les droits humains pour les travailleurs, au moyen de l'organisation de leur solidarité militante à travers les différences de tous les métiers et les frontières politiques et nationales de tous les pays, *la loi suprême et pour ainsi dire unique* que chacun s'impose en entrant dans cette salutaire et formidable association, c'est de se soumettre et de soumettre désormais tous ses actes, volontairement, passionnément, en pleine connaissance de cause et dans son intérêt propre aussi bien que dans celui de ses frères de tous les pays, à toutes les conditions, conséquences et exigences de cette solidarité¹. »

1. *Écrit contre Marx*. novembre-décembre 1972.

Ces principes sont si larges, humains, et en même temps si simples qu'il faut être « abruti par les préjugés bourgeois » pour ne pas les comprendre. Bakounine affirme donc un principe fondamental, celui de la liberté la plus absolue de la propagande politique et philosophique.

« L'Internationale n'admet pas de censure ni de vérité officielle au nom de laquelle on pourrait exercer cette censure ; elle ne les admet pas, parce que jamais jusqu'ici elle ne s'était posée ni en Église ni en État, et c'est précisément parce qu'elle ne l'a pas fait que par la rapidité incroyable de son extension et de son développement elle a pu étonner le monde. »

Absence de programme officiel obligatoire, liberté des débats sont donc les conditions du développement de l'AIT comme organisation de masse.

« En éliminant de son programme tous les principes politiques et philosophiques, non comme objets de discussion et d'étude, mais en tant que principes obligatoires, il [*le congrès de Genève*] a fondé la puissance de notre Association¹. »

L'Association doit être capable « d'entraîner dans son sein et d'embrasser l'immense majorité du prolétariat de tous les pays de l'Europe et de l'Amérique ». Recrutement de masse sur un programme minimum : Bakounine préconise une stratégie d'unification du prolétariat international sur la base de ce qui unit les travailleurs, pas sur ce qui les divise. « Seul un programme excessivement général, c'est-à-dire indéterminé et vague, peut le faire, car toute détermination en théorie correspond fatalement à une exclusion, à une élimination en pratique² ». En effet, comment espérer que les travailleurs de tous les pays, qui se trouvent dans des conditions extrêmement différentes de culture, de développement économique, puissent

1 *Ibid.*

2 *Ibid.*

« s'atteler au joug d'un programme politique uniforme » ? Si on doit introduire un programme politique dans l'AIT, il ne peut y en avoir qu'un seul, qu'il faudrait imposer un programme par la force :

« Puisque l'unité de l'action politique est reconnue nécessaire, ne pouvant espérer de la voir sortir librement de l'entente spontanée des fédérations et sections des différents pays, il a fallu la leur imposer¹. »

La liberté d'action et de pensée au sein de l'Internationale n'est pas à craindre, car l'unité réelle du prolétariat ne se trouve pas « dans les idées philosophiques et politiques du jour », mais dans les conditions matérielles d'existence des travailleurs et dans la solidarité de classe qu'ils manifestent. L'unité se trouve « toute donnée par la solidarité des souffrances, des intérêts, des besoins et des aspirations réelles du prolétariat du monde entier. Cette solidarité n'est point à créer, elle existe dans le fait ; elle constitue la vie propre, l'expérience quotidienne du monde ouvrier, et tout ce qui reste à faire, c'est de la lui faire connaître et de l'aider à s'organiser consciemment. »

Définir une politique unique pour l'Internationale signifie qu'il faut imposer « soit par la violence, soit par l'intrigue, soit par toutes les deux à la fois, le programme politique d'un seul pays ». Toutes les fois qu'on voudra employer l'Internationale comme puissance politique dans la lutte des partis de l'État, « elle se démoralisera immédiatement, s'amoindrira se rétrécira et se dissoudra d'une manière ostensible et finira par fondre tout à fait entre les mains de celui qui follement s'imaginera tenir cette puissance ».

S'il s'oppose à ce que l'AIT ait un programme politique, une philosophie officielle, c'est pour des raisons tactiques. Au lieu de mettre l'accent sur *l'unité idéologique* de l'organisation de masse des travailleurs, Bakounine insiste sur *l'unité organique*, condition de sa puissance face à l'adversaire de classe. Cependant, cela n'exclut pas que l'AIT se pose un jour la question d'un programme politique. En effet, limiter le rôle de l'AIT à l'action économique implique que

1 *Ibid.*

celle-ci ferait « de la statistique comparée, étudierait les lois de la production et de la distribution des richesses, s'occuperait exclusivement du règlement des salaires, formerait des caisses de résistance, organiserait des grèves locales, nationales et internationales, constituerait localement, nationalement et internationalement les corps de métier, et formerait des sociétés coopératives de crédit mutuel, de consommation et de production, dans les moments et dans les localités et pays où de pareilles créations seraient possibles ». Cette éventualité, dit Bakounine, n'est pas envisageable :

« Cette préoccupation exclusive des intérêts seulement économiques, ce serait pour le prolétariat la mort. Sans doute que la défense et l'organisation de ces intérêts – question de vie ou de mort pour lui – doivent constituer la base de toute son action actuelle. Mais il lui est impossible de s'arrêter là sans renoncer à l'humanité et sans se priver même de la force intellectuelle et morale nécessaire à la conquête de ses droits économiques. – Sans doute que dans l'état misérable auquel il se voit réduit maintenant, la première question qui se présente à lui, c'est celle de son pain quotidien, du pain de la famille ; mais plus que toutes les classes privilégiées aujourd'hui, il est un être humain dans toute la plénitude de ce mot, et comme tel il a soif de dignité, de justice, d'égalité, de liberté, d'humanité et de science – et il entend bien conquérir tout cela en même temps que la pleine jouissance du produit intégral de son propre travail. Donc si les questions politiques et philosophiques n'avaient même point été posées dans l'Internationale, c'est le prolétariat qui infailliblement les poserait¹. »

Il y a donc une apparente contradiction : d'une part les questions politiques et philosophiques doivent être exclues du programme de l'Internationale ; d'autre part elles doivent y être nécessairement discutées.

1. *Ibid.*

« Ce problème se résout de lui-même par la liberté. Aucune théorie philosophie ou politique ne doit entrer, comme fondement essentiel, officiel et comme condition obligatoire, dans le programme de l'Internationale, parce que comme nous venons de le voir, toute théorie imposée deviendrait, pour toutes les Fédérations dont elle se compose aujourd'hui, soit une cause d'esclavage, soit celle d'une division et d'une dissolution moins désastreuse. Mais il ne se suit pas de là que toutes les questions politiques et philosophiques ne puissent et ne doivent être librement discutées dans l'Internationale. Au contraire c'est l'existence d'une théorie officielle qui tuerait, en la rendant absolument inutile, la discussion vivante, c'est-à-dire le développement de la pensée propre dans le monde ouvrier¹. »

L'approche de Bakounine ne consiste pas à nier la nécessité de la recherche d'un programme pour l'Internationale, et ce n'est pas sur ce point que se trouve la divergence avec Marx. Il estime que cette recherche doit être le résultat d'une élaboration collective, progressive et que cette recherche se fera d'autant mieux qu'on ne l'impose pas, comme « vérité *officielle* scientifiquement découverte par le travail isolé de cette grande tête exceptionnellement, et pourquoi pas *providentiellement* aussi, garnie de cervelle » – évidemment il pense à Marx.

« Au contraire, si personne n'a et ne peut avoir la prétention de la donner, on la cherche. Qui la cherche ? Tout le monde, et surtout le prolétariat qui en a soif et besoin plus que tous les autres. Beaucoup ne voudront pas croire à cette recherche spontanée de la vérité politique et philosophique par le prolétariat lui-même²... »

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*

Il va de soi que dans ce processus d'élaboration, le rôle des militants révolutionnaires n'est pas occulté. Ce que de nombreux auteurs désignent péjorativement sous le nom de « sociétés secrètes » bakouniniennes ne sont rien que cela : des minorités révolutionnaires agissant au sein même des masses ouvrières.

La formation hégélienne commune de Bakounine et de Marx nous autorise à transposer dans le domaine philosophique leurs divergences d'approche sur la stratégie du mouvement ouvrier. D'autant que la question s'est déjà posée dans le cadre des divergences méthodologiques entre Proudhon et Marx pour ce qui concerne le mode d'exposition des mécanismes du système capitaliste. Cela concerne au fond la question de la théorie de la connaissance : le développement selon le concept ou le développement selon la nature.

Hegel avait fait la distinction entre le *développement selon la nature*, tel qu'il se présente à l'entendement (le réel est premier, la pensée y est conditionnée) et le *développement selon le concept*, tel qu'il apparaît à la raison (la réalité empirique est l'effet de la raison). Le premier rend compte du processus réel tel qu'il se présente à l'entendement : l'empirique, le sensible, sont premiers, la pensée est un conditionné. Le second rend compte du processus logique tel qu'il se présente à la raison : la pensée annule les conditions réelles dont elle semble dépendre et en fait son propre résultat. Dans les rapports existant entre les deux processus, Hegel choisit de n'accorder de réalité qu'au second. D'une certaine manière, Marx suit les traces de Hegel : le programme et la stratégie uniques qu'il entend faire adopter par l'Internationale sont une application du développement selon le concept à la politique du prolétariat. On pose d'abord le concept (le programme) autour duquel doit le constituer la réalité (l'Internationale).

Bakounine suit le processus inverse : il part du développement selon la nature – les conditions réelles d'existence du prolétariat européen – pour parvenir par étapes graduelles au concept – le programme. Il suit en quelque sorte la méthode expérimentale, que

tous les penseurs anarchistes ont considéré comme la seule méthode réellement scientifique.

Quel que soit le niveau d'exigence qu'on puisse avoir envers une organisation de masse comme l'AIT, il y a cependant des limites à ce qu'on peut lui demander, limites liées précisément à son hétérogénéité – ce que Bakounine a largement souligné. C'est une grande erreur, dit-il, que de demander à une institution plus qu'elle ne peut donner. En allant au-delà de ses limites, on risque la démoralisation, la mort. « Est-ce une raison pour espérer qu'on pourra se servir d'elle comme d'un instrument pour la lutte politique¹ ? » C'est ce que Marx a voulu faire et il a abouti à la liquidation de l'organisation.

Il s'agit moins d'un problème théorique que d'un problème pratique. En effet, l'AIT est passée progressivement du soutien à des grèves isolées à une véritable confrontation de classes au niveau européen : elle organise des collectes, lance des appels à la solidarité au-delà des frontières, envoie de l'argent aux grévistes, encourage la formation de sociétés de résistance, le regroupement des forces ouvrières. Les ouvriers du bâtiment de Genève finissent par gagner leur grève grâce à l'intervention des bronziers parisiens. Avec la multiplication des grèves, la politique de l'AIT se radicalise, et cette radicalisation n'enchant pas tout le monde. Bakounine dénonça la tendance marxiste de l'AIT de Genève, qui fit cesser une grève des ouvriers du bâtiment en 1870, parce que cela aurait été « désastreux », selon l'expression d'Outine, un proche de Marx, pour l'élection d'un certain Amberny, avocat.

La définition d'un programme pour l'Internationale doit être, selon Bakounine, un processus spontané. Mais il ne faut pas faire de contresens sur la notion de « spontané » chez le révolutionnaire russe. Est spontané un phénomène qui se développe par le jeu de ses déterminismes internes, sans intervention de l'extérieur. C'est donc tout à fait le contraire d'un phénomène qui se développe sans cause définie, par la seule volonté, ou le hasard. Le concept de spontanéité

1. *Ibid.*

est, par conséquent, très proche de celui de... déterminisme, ce qui va évidemment à l'encontre de l'opinion généralement admise. La question soulevée est en somme celle de l'acquisition de la conscience de classe et de la conscience révolutionnaire par les travailleurs. De la réponse à cette question va évidemment découler la réponse à une autre question : quel type d'organisation adopter.

La conscience de la nécessité de transformer la société ne saurait en aucun cas résulter d'une adhésion exclusivement livresque qui ne serait précédée d'aucune expérience pratique. Seuls un très petit nombre d'individus, dit Bakounine, « se laissent déterminer par l'“idée” abstraite et pure ». Pour entraîner le prolétariat dans l'œuvre de l'Internationale, il faut « s'approcher de lui non avec des idées générales et abstraites, mais avec la compréhension réelle de ses maux réels ; et ses maux de chaque jour, bien que présentant pour le penseur un caractère général, et bien qu'étant en réalité des effets particuliers de causes générales et permanentes, sont infiniment divers, prennent une multitude d'aspects différents, produits par une multitude de causes passagères et partielles¹ » .

Les travailleurs « n'entrent dans l'Internationale et ne s'y organisent d'abord que dans un but éminemment pratique, dans celui de la revendication solidaire de la plénitude de leurs droits économiques contre l'exploitation oppressive de la bourgeoisie de tous les pays² » .

Par ce seul fait, le prolétariat se place dans une situation éminemment politique : il détruit « les frontières politiques et toute la politique internationale des États » ; de l'autre il se place « en dehors de l'action et du jeu politiques de tous les partis de l'État³ » .

Son programme officiel est « *l'organisation de la solidarité internationale pour la lutte économique du travail contre le capital* ». C'est de cette base que doit surgir le monde social, intellectuel et moral nouveau.

1. Bakounine, *Protestation de l'Alliance*.

2. *Écrit contre Marx*.

3. *Ibid.*

« Pour qu'il en soit réellement ainsi, il faut que toutes les pensées, toutes les tendances philosophiques et politiques de l'Internationale, naissant au sein même du prolétariat, aient pour point de départ principal, si non exclusif, cette revendication économique qui constitue l'essence même et le bût de l'Internationale. Est ce possible? »

Il se crée lentement, « tantôt simultanément, tantôt successivement » un processus en trois temps :

- l'organisation et la fédéralisation des caisses de résistance et la solidarité internationale des grèves ;
- l'organisation et la fédéralisation internationale des corps de métier ;
- Et enfin par « *le développement spontané et direct des idées philosophiques et sociologiques dans l'Internationale*, accompagnement inévitable et conséquence pour ainsi dire forcée de ces deux premiers mouvements¹. »

Ainsi, le « dévoilement » effectué par l'individu de la réalité de sa condition d'exploité ne peut provenir d'un quelconque détenteur autoproclamé de la « science » révolutionnaire, il ne peut se faire que progressivement par l'expérience personnelle et collective au sein d'un groupe partageant les mêmes conditions d'existence. Ce processus, Bakounine l'a décrit très clairement. Lorsque l'ouvrier entre dans la section de l'AIT, « on lui apprend que la même solidarité qui existe entre tous les membres de la même section est également établie entre toutes les différentes sections ou entre tous les corps de métiers de la même localité ; que l'organisation de cette solidarité plus large, et embrassant indifféremment les ouvriers de tous les métiers, est devenue nécessaire parce que les patrons de tous les métiers s'entendent entre eux² ... »

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*

L'expérience pratique de la solidarité

À partir de 1866, un mouvement de grèves se répand en s'amplifiant dans toute l'Europe, et dont la répression souvent féroce ne fait qu'accroître l'influence de l'Internationale, créée seulement deux ans auparavant. Les grèves, qui avaient jusqu'alors un caractère fortuit, deviennent de véritables combats de classe, qui permettent aux ouvriers de faire l'expérience pratique de la solidarité qui leur arrive, parfois, de l'étranger :

– Grève des bronziens parisiens en février 1867, collectes organisées par l'AIT ; grève des tisserands et fileurs de Roubaix, mars 1867 ; grève du bassin minier de Fuveau, Gardanne, Auriol, La Bouillasse, Gréasque, avril 1867-février 1867, adhésion des mineurs de Fuveau à l'AIT ; l'essentiel de l'activité des sections françaises consistera à partir de 1867 à soutenir ces grèves et en actions de solidarité pour épauler les grèves à l'étranger.

– En Belgique, grève des mineurs de Charleroi, réprimée durement par l'armée et qui entraîne un renforcement de l'AIT ; grève des tisserands de Verviers qui veulent conserver leur caisse de secours dans l'AIT ; grève des voiliers à Anvers ; l'AIT soutiendra les grévistes par des fonds. Toute la partie industrialisée de la Belgique est touchée par l'AIT.

– À Genève, grève des ouvriers du bâtiment, déclenchée dans une période favorable de plein-emploi, bien conduite, qui se termine avec succès. Solidarité internationale efficace. Un délégué au congrès de l'AIT à Bruxelles déclara : « Les bourgeois, bien que ce soit une république, ont été plus méchants qu'ailleurs, les ouvriers ont tenu bon. Ils n'étaient que deux sections avant la grève, maintenant ils sont vingt-quatre sections à Genève renfermant 4 000 membres. »

Dans la littérature des collectivistes vient constamment l'idée que la solidarité internationale des travailleurs fonde l'existence de l'AIT. Bakounine insiste sur le fait de l'incompatibilité entre la solidarité internationale et la politique de participation aux élections dans le cadre de l'État national.

L'AIT recommande souvent la modération, mais elle est amenée à assumer des luttes de plus en plus nombreuses et violentes. Sa seule existence, appuyée par quelques succès initiaux, crée un phénomène d'entraînement, un effet cumulatif. *La violence de la répression elle-même pousse les ouvriers à s'organiser*. À chaque intervention de l'armée, les modérés perdent du terrain, et peu à peu l'Internationale se radicalise; cette radicalisation, faut-il le préciser, n'est pas le résultat d'un débat idéologique mais à la fois celui de l'expérience des luttes et de la pratique de la solidarité internationale sur le terrain.

Il y a donc incontestablement une cassure dans le mouvement ouvrier international dont l'opposition Bakounine-Marx n'est pas la cause mais *l'expression*. On ne soulignera jamais assez que la théorie anarchiste formulée par Bakounine entre 1868 et sa mort en 1876, est largement fondée sur l'observation qu'il fait des luttes ouvrières de cette époque.

Si l'action révolutionnaire du prolétariat apparaît, à partir du congrès de Bâle de l'AIT (1869) nécessaire pour résoudre le problème social, rien n'est encore décidé quant aux pratiques auxquelles la classe ouvrière devra recourir. Les statuts de l'AIT, rédigés en 1864 par Marx, sont suffisamment ambigus pour que toutes les composantes du mouvement ouvrier puissent y adhérer. Durant les trois années qui vont du congrès de Bâle au congrès de La Haye (1872), années fondamentales puisqu'elles verront successivement la création de la social-démocratie allemande, la Commune de Paris et la naissance de l'anarchisme révolutionnaire, pendant ces trois années les luttes de tendances vont s'amplifier dans l'AIT.

Au congrès de Bâle (septembre 1869), où se trouvaient une forte majorité de collectivistes, les principaux points discutés avaient fait

l'objet de thèses idéologiques opposées. La proposition « marxiste » sur le droit d'héritage, rejetée par 37 voix contre 19, donne une idée du rapport des forces en présence. À la proposition d'introduire dans les débats la question de la prise du pouvoir dans le cadre des États nationaux, Bakounine répond que par ses résolutions, l'Internationale déclare que les questions politiques et sociales sont intimement liées mais que par définitions, ces questions politiques doivent être internationales et non nationales.

Le problème du mode pratique de la révolution prolétarienne ne pouvait plus être éludé. À partir de ce congrès le conflit éclate entre ceux qui, avec Marx à leur tête, veulent transformer l'Internationale en partis politiques nationaux hiérarchisés et présentant des candidats aux élections avec pour objectif la prise du pouvoir, et ceux qui, avec Bakounine comme expression publique, estiment qu'une société égalitaire ne peut résulter que de la prise en mains collective des outils de production par les travailleurs associés.

La tendance qu'on appela « anti-autoritaire » n'apparut pas dans l'AIT avant 1868. Les libertaires eux-mêmes ont accredité l'idée d'une continuité entre les premiers proudhoniens et les internationaux anti-autoritaires. En réalité, ces derniers avaient combattu les premiers proudhoniens, partisans de la propriété privée, et qui avaient été éliminés progressivement. Bakounine lui-même avait soutenu Marx dans la lutte contre les proudhoniens « réformistes ». La nouvelle génération de proudhoniens qui participent à la vie de l'Internationale ou qui seront actifs pendant la Commune sont désormais des collectivistes révolutionnaires et s'opposeront aux proudhoniens réformistes. *L'anarchisme révolutionnaire se constituera tout autant en rupture avec le proudhonisme réformiste qu'avec le marxisme.*

Si l'anarchisme est souvent rattaché au nom de Bakounine, l'influence réelle de celui-ci a souvent été mythifiée. Avant son adhésion à l'Internationale, les positions de Bakounine restent des positions de principe, générales. Ce n'est pas Bakounine qui a orienté la tendance « anti-autoritaire » de l'AIT par ses idées, c'est

le contraire. Les textes de Bakounine datant des quelques années avant son adhésion à l'Association internationale des travailleurs contiennent de vagues positions de principe à caractère libertaire, mais cela reste vague ; ce n'est qu'après son adhésion à l'AIT que ses conceptions se précisent en matière de stratégie, d'organisation. Bakounine n'« invente » pas les pratiques du courant qu'il représente, il les décrit. Les collectivistes qui s'expriment dans les congrès de l'Internationale n'ont pas attendu Bakounine. Cependant, ce serait une erreur de sous-estimer le rôle de Bakounine et de son entourage proche dans la systématisation et dans la diffusion des idées de l'Internationale. Bakounine observe dans l'Internationale une réalité qui confirme ses pressentiments ; le courant « anti-autoritaire » trouve dans Bakounine quelqu'un qui expose clairement ce qu'il ressent. La constitution de la fédération espagnole est entièrement le résultat de l'activité de l'entourage de Bakounine.

Avant son adhésion à l'AIT, le révolutionnaire russe avait déjà un certain nombre d'idées, héritées essentiellement de Proudhon, et qu'il avait développées dans les programmes de ses diverses organisations clandestines. L'observation des pratiques du mouvement ouvrier l'a confirmé dans ses idées. Il y a donc un aller-retour permanent entre théorie et pratique. Si Fanelli, un proche de Bakounine, a si bien réussi lorsqu'il est allé en Espagne pour y développer l'Internationale, c'est parce que les pratiques de l'AIT correspondaient aux attentes du prolétariat espagnol, mais c'est *aussi* parce que les idées de l'Internationale avaient été clairement formulées.

Trade-Unions britanniques et social-démocratie allemande se referment sur leurs problèmes nationaux respectifs. À la veille de la Commune, les fédérations qui fonctionnent réellement participent toujours aux débats des congrès, se développent, paient leurs cotisations. Les seules fédérations sur lesquelles le Conseil général puisse s'appuyer et qui continuent de lui envoyer des comptes rendus, c'est-à-dire à pratiquer l'internationalisme, sont les fédérations belge, espagnole, suisse, française (dans une moindre mesure), toutes

qualifiées de « bakouniniennes ». Toutes ces fédérations disposent d'une organisation propre, indépendante des partis politiques, avec des sections, des fédérations de métiers, un conseil fédéral. Elles se développent en relation étroite avec le mouvement syndical qu'elles tendent à organiser, en relation avec les sociétés ouvrières qu'elles coordonnent, comme en Belgique, ou auxquelles elles s'identifient complètement, comme en Espagne – la CNT espagnole, un million d'adhérents en 1936, sera l'héritière de la fédération bakouninienne de l'Internationale. Cette dernière, qui s'est déclarée d'emblée anarchiste, connaît un développement foudroyant, organisant très vite la classe ouvrière espagnole en sections de métiers, fédérations locales, pratiquant la démocratie directe, le contrôle des mandats – qu'elle semble être la seule à avoir scrupuleusement respecté. En 1870 elle a autant d'adhérents que tout le reste de l'AIT.

Les « anti-autoritaires » de l'AIT perçoivent l'Internationale comme une vaste organisation de masse structurant le prolétariat et la paysannerie pauvre, fondée sur la démocratie interne et le fédéralisme. Elle doit se développer sur ses bases propres indépendamment des organisations bourgeoises. Elle se propose pour tâche :

1. La destruction du pouvoir d'État par l'insurrection du prolétariat en armes organisé dans les sections, les fédérations de métier et les fédérations locales de l'AIT ;
2. L'utilisation de ses propres structures – fédérations de métiers et fédérations locales – comme matrices de la société fédéraliste et libertaire à construire.

Il s'agit littéralement de l'anarcho-syndicalisme.

Le terme « anti-autoritaire », qui signifie alors « anti-bureaucratique », est apparu pour distinguer les sections et fédérations qui s'opposaient à la centralisation bureaucratique de l'Internationale opérée par Marx et son entourage. Il ne s'agit pas d'une bureaucratisation liée seulement à la complexité croissante de la gestion des affaires courantes mais d'une bureaucratisation visant à accaparer le pouvoir. Ainsi, John Hales, membre du comité anglais de

l'Internationale, raconte les déboires qu'il eut avec la bureaucratie de l'organisation :

« Celui qui n'a pas connu le défunt Conseil général ne peut pas se faire une idée de la manière dont les faits y étaient dénaturés et dont les renseignements qui auraient pu nous éclairer étaient interceptés. Il n'a jamais existé de conspiration secrète dont l'action ait été plus occulte que celle de l'ex-Conseil général. C'est ainsi que, lorsque j'étais secrétaire général de ce Conseil, *je n'ai jamais connu et je n'ai jamais pu obtenir les adresses des fédérations du continent*. Autre exemple : un jour le Conseil fédéral anglais reçut une lettre très importante du Conseil fédéral espagnol ; mais le signataire de cette lettre, le citoyen Anselmo Lorenzo, avait oublié de donner son adresse dans la lettre ; le Conseil fédéral anglais pria alors le citoyen Engels, qui était à cette époque secrétaire correspondant du Conseil général pour l'Espagne, de lui donner l'adresse du Conseil fédéral espagnol : le citoyen Engels refusa formellement. Dernièrement, il nous a fait le même refus à l'égard du Conseil fédéral de Lisbonne¹. »

Le lecteur a bien lu : Hales, qui a été pendant plusieurs mois secrétaire général du Conseil général de l'AIT, ne pouvait avoir accès aux adresses des fédérations sur le continent parce que Engels bloquait l'information². On voit que la bureaucratie contre laquelle se battaient les fédéralistes *n'était pas une fiction*.

En cette période d'intensification formidable de la lutte des classes en Europe, où la fraction la plus radicalisée du prolétariat se mobilise en masse, la direction de l'AIT bloque littéralement le fonctionnement de l'Internationale parce qu'une partie de celle-ci

1 Lettre reproduite dans James Guillaume, *L'Internationale documents et souvenirs*, second volume, p. 25.
2. John Hales, lettre au Comité fédéral de la Fédération jurassienne, 6 novembre 1872. *L'Internationale, documents et souvenirs*, éditions G. Lebovici, p. 25.

échappe à son contrôle, et tente de constituer des partis nationaux électoralistes. Le Conseil général ne perçut que très tardivement ce qui se passait sur le continent, à savoir que la situation allait déboucher sur la guerre. Le marxisme semblait incapable d'épouser le mouvement réel des classes laborieuses, comme il l'avait fait jusqu'au congrès de Bâle. Désormais, le marxisme, idéologie élaborée vingt ans plus tôt en de tout autres circonstances, impose à la classe ouvrière une division en blocs nationaux empêtrés dans des alliances contre-nature avec les organismes politiques des classes dirigeantes, en contradiction totale avec l'internationalisme. Ce que Bakounine explique très clairement.

« Je n'hésite pas à dire que les coquetteries marxiennes avec le radicalisme, soit réformiste, soit révolutionnaire des bourgeois ne peuvent avoir d'autre résultat que la démoralisation et la désorganisation de la puissance naissante du prolétariat. [...] A quiconque pourrait en douter, nous n'aurons qu'à montrer ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne, où les organes de la démocratie socialiste chantent des hymnes d'allégresse en voyant un congrès de professeurs d'économie politique bourgeoise recommander le prolétariat d'Allemagne à la haute et paternelle protection des États, et dans les parties de la Suisse où prévaut le programme marxien, [...] l'Internationale est descendue au point de n'être plus qu'une sorte de boîte électorale au profit des bourgeois radicaux¹. »

L'historien marxiste Franz Mehring ajoute même que partout où la stratégie de Marx était appliquée, l'AIT disparaissait : « Là où un parti national se créait, l'Internationale se disloquait », dit-il dans sa biographie de Marx², alors que dans les sections et fédérations vivantes de l'AIT, la solidarité internationale était pour ainsi dire palpable.

1 Lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles, 1-8 octobre 1872.

2 Éditions Sociales, p. 533.

Action et organisation

Le problème de l'action finit toujours par se poser en termes d'organisation. Avec la constitution de l'Internationale qui rassemble de nombreux travailleurs à travers l'Europe commence à se dissiper « l'écran religieux, politique et patriotique » qui, pendant des siècles, empêchait les masses de parvenir à la raison de leur oppression. Ce qui les empêche maintenant de s'émanciper c'est « le manque d'organisation, la difficulté de se concerter et de s'entendre¹ ».

Le peuple dispose d'une immense force spontanée, incomparablement plus grande que celle de l'État. C'est pourquoi la condition première de la victoire du peuple est « l'union ou l'organisation des forces populaires² ». On est loin de l'image d'Épinal du Bakounine « spontanéiste » habituellement présentée...

L'organisation n'est pas seulement une nécessité technique, en quelque sorte, sans laquelle l'acte de renverser le régime d'exploitation est impossible, elle est une nécessité inhérente à toute action : lorsqu'on veut organiser une force, il faut d'abord bien établir son but, car « *de la nature de son but dépend essentiellement le mode et la nature même de son organisation*³ ». Cette phrase est capitale pour comprendre la théorie de l'organisation de Bakounine : le mode d'organisation étant lié au but poursuivi, il ne saurait être en contradiction avec le but ; il doit par conséquent contenir le but poursuivi, être de même nature. La forme de l'organisation du prolétariat international en lutte contre l'exploitation capitaliste est *en même temps* celle de la société future. Il ne s'agit pas d'utopie : l'organisation de la société sans exploitation se *déduit* de la manière dont les travailleurs s'organisent pour lutter.

1. Bakounine, « La science et la question vitale de la révolution », mars 1870. *Œuvres*, VI, 280.

2. *Ibid.*, p. 285.

3. « Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura », *Œuvres*, III, 74.

« Certes, il y a dans le peuple assez de force spontanée ; celle-ci est incomparablement plus grande que la force du gouvernement, celle des classes [dirigeantes] comprise ; mais faute d'organisation, la force spontanée n'est pas une force réelle. Elle n'est pas en état de soutenir une longue lutte contre des forces beaucoup plus faibles mais bien organisées. Sur cette indéniable supériorité de la force organisée sur la force élémentaire du peuple repose toute la puissance de l'État [...] ».

« Ainsi, la question n'est pas de savoir si le peuple est capable de se soulever, mais s'il est apte à former une organisation qui puisse assurer la victoire du soulèvement, une victoire qui soit non pas éphémère, mais durable et définitive¹. »

De tels propos se retrouvent constamment sur des centaines de pages écrites par Bakounine de 1867-68 à sa mort en 1876, et ne peuvent guère être classés dans la rubrique « activités clandestines ».

L'Alliance

La période de l'évolution politique de Bakounine pendant laquelle il pense pouvoir rallier au socialisme les bourgeois radicaux se situe pour une part en Italie (1865-67) et pour l'autre en Suisse (1867-69). En septembre 1867 a lieu à Genève le premier congrès de la Ligue de la Paix et de la liberté, à l'initiative de démocrates et de pacifistes européens inquiets devant les menaces de guerre entre la Prusse et la France.

Les années 1866-1867 avaient été très mouvementées, engendrant de fortes tensions internationales. En avril 1866 Bismarck présente un projet de constitution d'une Confédération de l'Allemagne du Nord, dont l'Autriche se trouve exclue. Le 7 juin éclate une guerre entre les deux pays pour le contrôle du Schleswig-Holstein.

1. « La science et la question vitale de la révolution », mars 1870.

Le 15 juin les Prussiens envahissent la Saxe, puis le Hanovre et la Hesse. Le 20 juin l'Italie déclare la guerre à l'Autriche. Le 3 juillet les Prussiens écrasent les Autrichiens à Sadowa. Napoléon III s'était engagé à ne pas intervenir dans ce conflit en échange de compensations (le Luxembourg), qui lui sont refusées, ce qui crée des tensions entre la France et la Prusse.

La Confédération de l'Allemagne du Nord, constituée définitivement le 16 avril 1867, modifie radicalement l'équilibre des forces en Europe.

C'est dans ce contexte que se déroule le 1^{er} congrès de la Paix et de la Liberté, qui aboutira à la formation de la Ligue internationale de la paix et de la liberté. Ce congrès fut organisé à Genève par le pacifiste français Charles Lemonnier (1806-1891) et par le juriste français Émile Acollas (1826-1891) avec le soutien de nombreuses personnalités comme John Stuart Mill, Elisée Reclus, Élie Reclus, Victor Hugo, Giuseppe Garibaldi, Louis Blanc, Edgar Quinet, Jules Favre, Alexandre Herzen. Dix mille personnes en Europe avaient des pétitions en soutien au congrès, qui se déroule en présence de 6 000 personnes soucieuses de définir les conditions politiques et économiques d'une paix entre les peuples et pour créer les États-Unis d'Europe. Bakounine, qui voyait dans ce congrès l'opportunité de profiter d'une formidable tribune, participa aux deux premiers congrès. Il avait adhéré à cette organisation pour, dit-il, y « faire prévaloir les idées socialistes ». Il devient membre du comité central de cette organisation qui, en juin 1867, vote une déclaration. Bien que la Ligue soit composée surtout de représentants de la bourgeoisie radicale ou libérale, cette déclaration de principes contient des points dont il ne faut pas sous-estimer le caractère progressiste pour l'époque. La Ligue affirme, en effet, que « la religion, affaire de conscience individuelle, doit être éliminée des institutions politiques ainsi que de l'enseignement public, afin que les Églises ne puissent plus entraver le libre développement de la société ».

La Ligue appelle également à la constitution des États-Unis d'Europe fondées sur « des institutions populaires ayant pour lien la

fédération, pour élément l'égalité des droits de l'individu ainsi que l'autonomie des communes et des provinces dans le règlement de leurs intérêts respectifs ».

Le révolutionnaire russe avait fait adopter un troisième paragraphe appelant à un changement radical du système économique et social pour arriver « à une répartition équitable des richesses, du travail, du loisir, de l'instruction, condition essentielle de l'affranchissement des classes ouvrières et de l'abolition du salariat ». Le texte se conclut par un rejet de toute tentative de réforme « faite par un pouvoir despotique quelconque ». Cependant, il restait à faire adopter ce texte par le congrès. À ce moment-là, l'idée de Bakounine était de rapprocher le Ligne de la paix et de la liberté et l'AIT, dont il s'était fait admettre comme membre en juillet 1868, à la section de Genève.

Naturellement le projet de Bakounine échoua ; il démissionna aussitôt, emmenant avec lui 84 personnes – ce qui laisse à penser que tout cela était préparé – et il fonde le 28 octobre 1868 l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, qui regroupait en fait les principaux membres d'une société secrète qu'il avait constituée en 1864, la Fraternité internationale. Cette Fraternité avait elle-même joué un rôle décisif dans la diffusion du socialisme en Italie. Le 21 novembre, la section genevoise de l'Alliance est constituée.

Mis au courant, Marx écrit à un réfugié russe de Genève, Serno, pour obtenir des informations. Serno était un proche de Bakounine et le mit au courant de la démarche. Celui-ci écrivit alors à Marx, le 22 décembre 1868, une lettre où il rend hommage à l'action que son correspondant a menée depuis vingt ans ; il rappelle qu'il a fait des « adieux solennels et publics » aux bourgeois de la Ligue et affirme qu'il ne connaît désormais « plus d'autre société, d'autre milieu que le monde des travailleurs » ; « ma patrie, maintenant, ajoute-t-il, c'est l'Internationale, dont tu es l'un des principaux fondateurs. Tu vois donc, cher ami, que je suis ton disciple, et je suis fier de l'être. »

C'est donc à la fin de l'année 1868 qu'on peut dater le ralliement réel et exclusif de Bakounine à la cause du mouvement ouvrier et qu'on peut définir son activité comme proprement « anarchiste ». Il est symptomatique que cela se fasse sous la forme d'une lettre à Marx. Bakounine avait joint à sa lettre le programme de l'Alliance nouvellement constituée, dont il espérait que le Conseil général de l'AIT accepterait l'adhésion. Là se trouve en réalité le but réel de sa démarche.

Si Marx s'était adressé à Serno, c'est parce que celui-ci avait, auparavant, attaqué Bakounine. C'est en effet ce qui apparaît dans une lettre de Marx à Engels : « Je pensais utiliser ce jeune homme pour m'informer sur Bakounine » ; et il se plaint : « Le Russe Serno n'eut rien de plus pressé que de communiquer ma lettre à B[akounine] et B[akounine] s'en servit pour faire une entrée sentimentale¹. »

Marx ne fut donc pas dupe une seconde des protestations de ralliement de Bakounine. L'AIT refusa l'adhésion de l'Alliance ; celle-ci fut dissoute le 22 juin 1869 et ses sections devinrent des sections de l'AIT.

En septembre 1868, une révolution avait chassé la reine Isabelle en Espagne. Après sa démission de la Ligue de la paix et de la démocratie, Bakounine, revenu à Genève, s'était consacré activement à diffuser les idées de l'Internationale. À son instigation, le comité central de l'AIT de Genève envoya, le 21 octobre 1868, une Adresse aux ouvriers espagnols dans laquelle on reconnaît de nombreux points du programme de l'Alliance. On y lit notamment que « la liberté sans l'égalité politique, et cette dernière sans l'égalité économique, n'est qu'un leurre ».

« Les déshérités de la société actuelle, ayant une même cause à défendre et comprenant la nécessité de s'unir, ont fondé en Europe et en Amérique, à travers et malgré les frontières créées par nos oppresseurs, l'Association internationale des travailleurs. Le but de

1. Cité par Ribeill, *op. cit.*, p. 77.

cette formidable association, c'est le triomphe de la cause du travail contre le privilège, contre le capital monopolisé et contre la propriété héréditaire, institution inique garantie par l'État, institution anarchique¹ s'il en fut, puisqu'elle perpétue et développe l'inégalité des conditions, source de désordre social. [...] Frères d'Espagne, venez adhérer en masse à notre œuvre [...] Ne vous laissez pas tromper par les exploiters éternels de toutes les révolutions, ni par les généraux, ni par les démocrates bourgeois [...] Rappelez-vous surtout que le peuple n'obtient jamais que les réformes qu'il arrache, et que jamais, dans aucun pays, les classes dominantes n'ont fait de concessions volontaires². . . »

En novembre, Giuseppe Fanelli – un des fondateurs de l'Alliance – se rend en Espagne. Ainsi fut créée une section de l'AIT à Madrid, puis une autre à Barcelone en mai 1869. La quasi-simultanéité de la création des sections espagnoles de l'AIT – le plus beau fleuron de l'Internationale – et du départ orchestré de la Ligue de la Paix laisse penser qu'il n'y avait là rien de fortuit. Et que la tentative d'orienter la Ligue dans un sens nettement socialiste avait été faite sans illusion, comme un dernier baroud d'honneur en direction de la bourgeoisie radicale.

Une semaine après la rédaction de l'Adresse aux ouvriers espagnols, se crée à Genève le bureau central de l'Alliance de la démocratie socialiste, avec un groupe local constitué de 85 membres, « des deux sexes » précise James Guillaume. Il s'agissait de réunir « les éléments

-
- 1 L'utilisation du mot « anarchiste » dans ce sens pourra surprendre le lecteur. Bakounine parle dans le même texte de « l'iniquité et l'anarchie de la civilisation bourgeoise ». Le mot était alors rarement employé dans le sens de doctrine politique. Bakounine se définissait comme « socialiste révolutionnaire » ou « collectiviste ». C'est la raison pour laquelle je mets le qualificatif d'« anarchiste » entre guillemets lorsque j'évoque la doctrine politique à laquelle se réfère le révolutionnaire russe.
 2. Cité par James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, éd. Lebovici, I, p. 91.

les plus avancés, pour les occuper à des discussions théoriques sur les principes du socialisme ». James Guillaume estime que c'était une tentative mort-née : « Le petit cénacle, dit-il, ne réussit pas, malgré ses efforts, à attirer la masse ouvrière à ses séances publiques ; mais il n'en suscita pas moins des jalousies et des défiances ; et il devait fournir quelques mois plus tard, à certains pêcheurs en eau trouble, un prétexte bienvenu pour fomenter la discorde dans l'Internationale à Genève et favoriser les intrigues de ceux qui voulaient détruire ou exploiter l'organisation naissante du parti du travail ».

Une divergence apparut au sein de l'Alliance dès le début. Les Français et les Italiens souhaitaient que l'Alliance ait une existence publique et que les adhésions soient collectives. Bakounine était tout à fait opposé à ces positions : il souhaitait maintenir le caractère clandestin de l'organisation et les adhésions individuelles. Il avait mis en garde ses amis contre les réactions du Conseil général.

Le groupe genevois de l'Alliance demanda au comité central des sections de Genève son adhésion à l'Internationale. La question fut examinée par le Conseil général de Londres en décembre. C'est à cette époque que Bakounine envoya à Marx la lettre dans laquelle il se déclare son « disciple ». Le Conseil général refusa l'adhésion de l'Alliance et rédigea une résolution exposant ses raisons : l'argumentation était à peu près la même que celle qui avait motivé les positions de l'AIT concernant la Ligue. Marx décida que cette lettre ne devait pas être publiée, inaugurant ainsi le système des « communications confidentielles » qui allaient devenir une norme.

Lorsque la réponse négative du Conseil général de Londres parvint à Genève, il devint évident que le groupe genevois de l'Alliance ne pouvait plus faire partie de la fédération locale des sections de Genève. « Il était évident, dit James Guillaume, que le raisonnement employé au congrès de Bruxelles contre la Ligue de la paix s'appliquait avec la même force contre l'Alliance internationale de la démocratie socialiste : puisque cette Alliance avait le même but et les mêmes principes que l'Association internationale des travailleurs, elle n'avait nulle raison d'être comme organisation

internationale spéciale¹. » Bakounine reconnut d'autant plus volontiers l'argument qu'il avait voulu éviter, à Berne, que l'Alliance apparaisse comme une organisation rivale de l'AIT.

Voici comment il raconte l'histoire :

« Lorsque lecture fut faite de cet acte au sein du Bureau de l'Alliance, personne ne s'éleva avec tant de véhémence contre lui que le fougueux vieillard J. Philippe Becker.

« Il nous déclara tout d'abord que ces résolutions étaient parfaitement illégales, contraires à l'esprit et à la lettre des statuts de l'Internationale; ajoutant que nous avions le droit et le devoir de passer outre, et traitant le Conseil Général de tas d'imbéciles qui ne sachant rien faire eux-mêmes, voulaient seulement empêcher les autres de faire.

« Les deux membres qui maintinrent le plus opiniâtrement contre lui la nécessité de s'entendre avec le Conseil Général, étaient Perron et Bakounine². Ils reconnurent tous les deux que les protestations du Conseil Général contre le Règlement de l'Alliance étaient parfaitement justes; puisque d'après ce Règlement l'Alliance devait former au sein de l'Association Internationale des travailleurs, une Association Internationale nouvelle, indépendante de la première. Remarquez que dans ces résolutions, les seules que le Conseil Général jusqu'ici ait prises et publiées contre l'Alliance, ce qui est attaqué c'est le seul Règlement. Il n'y est nullement question du Programme qui du reste a été pleinement reproduit plus tard par les statuts de la Section de l'Alliance, approuvés à l'unanimité par le Conseil Général.

1. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, p. 109.

2. Dans ce « Rapport sur l'Alliance », Bakounine parle de lui-même à la troisième personne.

« Après un long débat, il fut unanimement décidé par le Bureau de l'Alliance que Perron, au nom de tous, se mettrait en correspondance avec le Conseil Général de Londres.

« À la suite de cette décision, le Compagnon Ch. Perron écrivit soit au Citoyen Eccarius, soit au Citoyen Jung, une lettre dans laquelle après lui avoir franchement exposé la situation et le véritable but de l'Alliance et après avoir raconté ce que des membres de l'Alliance avaient déjà fait pour la cause ouvrière en Italie, en France, en Espagne, aussi bien qu'à Genève, il le pria de faire, au nom du Bureau Central de l'Alliance au Conseil Général de Londres, la proposition suivante: l'alliance se dissoudra comme organisation internationale, son Bureau Central, représentant de cette Internationalité, cessera d'exister; le Conseil Général voudra-t-il reconnaître les sections fondées par les membres de l'Alliance en Suisse, en Espagne, en Italie et en France, avec le programme de l'Alliance, comme des sections régulières de l'Internationale, ne conservant désormais d'autre lien commun que le programme, mais renonçant à toute autre organisation internationale que celles qu'elles trouveront dans la grande Association des travailleurs? À ces conditions-là le Bureau Central promettait de n'épargner aucun effort pour persuader les sections de l'Alliance déjà établies dans différents pays à renoncer à tout ce qui dans leur constitution était contraire aux statuts de l'Internationale.

« Et en effet, sans perdre de temps, le Bureau Central écrivit dans ce sens à toutes les Sections de l'Alliance, leur conseillant de reconnaître la justesse des résolutions du Conseil Général.

« Je remarquerai en passant que cette proposition du Bureau Central rencontra la plus forte opposition dans le Groupe Genevois et précisément parmi les membres qui nous combattent et nous calomnient avec tant d'acharnement aujourd'hui : Becker, Guétat, Duval, H. Perret et bien d'autres encore, dont je me rappelle bien les figures, pas les noms. Becker fut le plus grand récalcitrant. Il déclara à maintes reprises différentes que seul le groupe de l'Alliance représentait la véritable Internationale à Genève et que le Conseil Général en nous refusant manquait à tous ses devoirs, transgressait ses droits et ne prouvait qu'une chose, son incurable stupidité. Après Becker Guétat et Duval, qui ont toujours leur petit discours stéréotypé sur la révolution dans leur poche, furent les plus violents. Mr H. Perret se montra plus prudent... mais il partagea leur avis. – Enfin il fut décidé aussi par le groupe de Genève qu'on attendrait la réponse définitive du Conseil Général. »

Le bureau de l'Alliance décida, conclut Bakounine, « de se conformer aux observations du Conseil général, qui lui paraissaient justes¹ ». On voit que dans cette affaire, Bakounine fut un élément modérateur...

Lors du congrès de Bruxelles, de fortes amitiés s'étaient nouées entre militants belges et suisses, et ces derniers avaient exposé les positions de l'Alliance. Lorsque la décision du conseil général fut connue, ces militants adressèrent une lettre à l'Alliance de Genève au nom du Conseil général belge. Le tiers de la lettre est consacré à réaffirmer l'accord des Belges sur le contenu du programme de l'Alliance. « Ce n'est donc point votre programme que nous attaquons. Ce que nous ne pouvons approuver, ce que nous regrettons, c'est que, pour poursuivre ce programme, vous ayez cru devoir fonder une branche à

1. « Rapport sur l'Alliance », 1871.

part, au lieu de rester confondus dans la grande masse populaire qui compose l'Association internationale des travailleurs. »

Lorsque l'Alliance de Genève reçut le courrier de Belgique, daté du 16 janvier 1869, Bakounine avait déjà compris la nécessité de dissoudre l'organisation. Mais le texte du Conseil général belge est intéressant parce que Bakounine va en tirer les leçons et va en intégrer l'argumentaire dans ses propres conceptions. Il tire rapidement les leçons de ses erreurs. Ainsi la lettre des Belges reproche à l'Alliance d'avoir voulu « faire un pas en avant en affichant un programme plus avancé, plus radical peut-être que celui de certaines sections ». Or Bakounine défendra avec acharnement l'idée qu'il est nécessaire que l'AIT développe progressivement son propre programme par le débat au sein de ses structures.

La lettre reproche à l'Alliance de vouloir « amener une scission au sein de notre l'Association internationale des travailleurs ». Bakounine insistera sur l'unité réelle des travailleurs fondée sur la lutte quotidienne contre le capital. La lettre déclare que si l'Alliance développe « un programme particulier, demain, tels autres feront la même chose ».

La lettre reproche aux membres de l'Alliance de se constituer en « guides moraux du reste des travailleurs » ; Bakounine luttera contre ceux qui se prétendent les guides du prolétariat : il se déclarera « ennemi en général de toutes les formes possibles de la tutelle *bienfaisante* exercée de bas en haut, par des minorités *intelligentes* sur les masses populaires¹ ».

La lettre des Belges se conclut ainsi :

« Quelle que soit l'amitié qui nous lie spécialement avec ceux d'entre vous que nous avons vus au Congrès de Bruxelles, nous devons vous déclarer que nous avons approuvé sans réserve les résolutions prises par le Conseil général de Londres à l'égard de votre Alliance. »

1. Lettre à Anselmo Lorenzo, 7 mai 1872.

Cette lettre est particulièrement importante car Bakounine va reprendre dans les années qui suivent l'ensemble des thèmes qu'elle aborde et les développer à satiété. Plus que la lettre que Bakounine écrivit à Marx, on peut dire que c'est celle qu'il reçut du Conseil général belge – dont César de Paepe¹ fut un élément déterminant – qui va « déclencher » son anarchisme.

En janvier 1869 a lieu un congrès de la Fraternité internationale, qui avait été fondée en 1864, et qui se solda par la démission de Bakounine. Peu après, la Fraternité est dissoute². Parmi les motifs de la dissolution, il semble que se trouvent des incidents provoqués par Élie Reclus et Aristide Rey pendant le voyage de Fanelli en Espagne, et qui avaient gêné sa mission.

« Quelques-uns des nôtres sont allés en Espagne, et au lieu de s'attacher à grouper les éléments socialistes qui, nous en avons la preuve matérielle, sont déjà assez nombreux et même assez développés dans les villes comme dans les campagnes de ce pays, ils y ont fait beaucoup de radicalisme et un peu de socialisme bourgeois. [...] Ces frères, oublieux du but qu'ils poursuivaient ou qu'ils étaient censés poursuivre, ont embrassé la cause de ce pauvre républicanisme bourgeois qui s'agite avec tant d'impuissance et de bruit en Espagne³... »

La dissolution de la Fraternité ne troubla pas outre mesure Bakounine, qui estimait qu'elle était « formée d'hommes dont la plupart se croient si peu engagés qu'ils se sont crus en droit d'agir en opposition aux devoirs imposés à chaque frère par les principes et les statuts de la Fraternité » – allusion à Reclus et Rey. L'organisation n'était pas un but en soi, elle n'était qu'un moyen. La Fraternité avait fait son temps, des choses sérieuses étaient en cours, et on verra

1. De Paepe sera sans doute celui qui donnera la définition la plus claire de la société sans État. Cf. infra, « Prolétariat et organisation ».

2. Lettre ouverte du bureau central de la Fraternité datée de mars 1869.

3 *Ibid.*

que Bakounine avait raison de se préoccuper prioritairement de ce qui se passait en Espagne.

Le 20 mars 1869, le Conseil général répondit au bureau central de l'Alliance qu'il n'y avait pas d'objection à ce qu'il développe son propre programme et que les sections de l'Alliance pouvaient se convertir en sections de l'Internationale.

La lettre fait cependant une réserve sur l'expression « égalisation des classes », suggérant qu'il s'agit d'un lapsus pour « abolition des classes » : il est demandé de rectifier cette erreur. Le bureau central se dissout et les groupes de l'Alliance se transforment en sections régulières de l'Association internationale des travailleurs. La section de Genève modifie ses statuts en avril 1869. Les nouveaux statuts incluent dans une première partie les « statuts généraux de l'Association internationale des travailleurs adoptés par le congrès de Genève de 1866 », suivis du « programme de la section de l'Alliance de la Démocratie Socialiste, à Genève ».

Le règlement de la section dispose dans son article 1 que « le groupe genevois de l'Alliance de la démocratie socialiste, voulant appartenir exclusivement à la grande Association internationale des travailleurs, constitue une section de l'Internationale, sous le nom de *l'Alliance de la Démocratie Socialiste*, mais sans autre organisation, bureaux, comités et congrès, que ceux de l'Association internationale des travailleurs. »

Le 28 juillet 1869, le Conseil général de Londres reconnaît à l'unanimité la section de l'Alliance de Genève en tant que section régulière de l'Internationale. Le 31 juillet, la section de l'Alliance décide d'envoyer à Londres des cotisations pour 104 adhérents. Il restait à la nouvelle section de se faire admettre dans la fédération cantonale genevoise, hostile, et qui, le 16 août, finira par refuser l'adhésion.

Le 13 août, Bakounine fait savoir au comité de la section de l'Alliance son intention de quitter Genève aussitôt après le congrès de Bâle.

La situation s'était fortement dégradée au sein de la section genevoise de l'AIT. En effet, la composition sociale de cette section était très hétérogène. L'élément de base était constitué à l'origine par les ouvriers de la « Fabrique » : on appelait ainsi les ouvriers horlogers très intégrés à la bourgeoisie, partisans des alliances électorales avec celle-ci. Dans cette même section se trouvaient également les ouvriers du bâtiment, peu qualifiés, la plupart du temps étrangers et surexploités. Les seconds étaient mal vus par les premiers qui leur faisaient sentir qu'ils n'étaient pas citoyens suisses.

« Le Cercle était devenu peu à peu une institution exclusivement genevoise, gouvernée et administrée par les Genevois seulement, et où les ouvriers en bâtiment pour la plupart du temps étrangers, étaient considérés et finirent par se considérer eux-mêmes comme tels. Souvent, trop souvent les citoyens genevois de la Fabrique leur firent entendre ces mots : "Ici nous sommes chez nous, vous n'êtes que nos hôtes". L'esprit genevois, esprit bourgeois-radical, excessivement étroit comme on sait, finit par y dominer tout à fait – il n'y avait plus de place ni pour la pensée de l'Internationale, ni pour la fraternité internationale. Il en résulta ceci, que peu à peu les ouvriers en bâtiment, fatigués de cette position subordonnée, finirent par ne plus aller dans le Cercle, qui aujourd'hui est devenu en effet une institution exclusivement genevoise¹. »

Tout naturellement, les ouvriers les plus exploités se rapprochèrent de ceux des militants de l'Internationale qui étaient prêts à les écouter. Ainsi se trouvait justifiée l'existence de l'Alliance comme section de l'Internationale. Là se trouve la première cause de l'hostilité de la Fabrique : les dirigeants de la Fabrique commencèrent à s'inquiéter lorsqu'ils se rendirent compte que l'Alliance ne se contentait pas d'être « une sorte d'académie » et que celle-ci

1. Bakounine, *Rapport sur l'Alliance*, 1871.

n'entendait pas « faire de la théorie en pure perte » mais au contraire étudier les principes et l'organisation de l'Internationale. Ils s'inquiétaient de voir l'Alliance exercer sur les ouvriers du bâtiment une attraction qui risquait de les soustraire à leur influence.

L'internationale de Genève était en somme partagée en deux tendances, celle du « socialisme et du radicalisme bourgeois représentée par la Fabrique », et celle du « socialisme révolutionnaire soutenue par le juste instinct des ouvriers en bâtiment¹. » Ces deux tendances se combattaient dans chaque assemblée, avec une légère prédominance pour les socialistes révolutionnaires, grâce à la majorité des ouvriers en bâtiment. La contrepartie de ce constat est que les meneurs de la Fabrique goûtaient peu les assemblées générales, qui avaient permis de déjouer quelques-unes de leurs intrigues, et leur préféraient les comités secrets.

D'ailleurs, les assemblées générales elles-mêmes n'apportaient pas grand-chose, car c'était toujours les mêmes meneurs des deux camps qui parlaient « et qui répétaient leurs discours plus ou moins stéréotypés », la majorité se taisant. « On effleurait toutes les questions, on en relevait avec plus ou moins de bonheur le côté sentimental, dramatique, laissant toujours intact leur sens profond et réel. C'étaient des feux d'artifice qui éblouissaient quelquefois, mais qui ne réchauffaient ni n'éclairaient personne, toujours replongeant au contraire le public dans une nuit plus profonde ». C'est ce qui explique que Bakounine qui, par ailleurs, n'hésitait pas à parler devant de grandes assemblées, préférait les réunions de vingt à trente personnes. La description de la dérive bureaucratique de la section genevoise par Bakounine est intéressante en ce sens qu'elle est peut-être la première du genre et qu'elle montre que le mouvement ouvrier est parcouru par d'étonnantes constantes.

La section centrale de Genève fut tout d'abord constituée en majorité par les ouvriers du bâtiment. Ce fut la section fondatrice

1 *Ibid.* Jusqu'à indication contraire, les citations qui suivent sont extraites du *Rapport sur l'Alliance*.

de l'Internationale à Genève et c'était, par définition, une structure interprofessionnelle. Quelques ouvriers de la Fabrique y avaient adhéré. « Pendant bien longtemps ce fut le franc socialisme instinctif des ouvriers en bâtiment qui y domina. C'était une section bien unie ; la fraternité n'y était pas encore devenue un vain mot, c'était une réalité. »

La grande grève des ouvriers du bâtiment de 1868 dut son succès, Bakounine le reconnaît bien volontiers, au soutien des ouvriers de la Fabrique, qui entrèrent alors en masse dans la section centrale en y apportant « leur esprit bourgeois-radical, politique, genevois ». Dès lors, la section centrale se trouva divisée en deux parties. Les Genevois y étaient tout d'abord minoritaires, mais, dit Bakounine, ils « étaient organisés, tandis que les ouvriers en bâtiment étaient complètement désorganisés ». Par ailleurs, les ouvriers du bâtiment étaient « paralysés » par la reconnaissance qu'ils devaient aux « ouvriers-citoyens de la Fabrique » pour le rôle décisif qu'ils avaient joué dans la grève du bâtiment.

Pendant un temps, les deux courants s'équilibrèrent, mais peu à peu se formèrent des sections de métier (en fait des syndicats professionnels) et les ouvriers du bâtiment n'eurent pas les moyens de payer à la fois les cotisations à leur section de métier et celles de la section centrale (l'équivalent de l'union locale) : ils se retranchèrent dans leur section de métier. Ainsi la section centrale devint « une section exclusive de citoyens genevois ».

On constate donc que l'Internationale était constituée de deux types de structures : la section centrale, interprofessionnelle, correspondant à nos unions locales ou départementales, et la section de métier, correspondant aux syndicats. Ces deux structures joueront aux yeux de Bakounine des rôles différents mais complémentaires, et l'observation de leur fonctionnement sera déterminant dans l'élaboration de sa théorie de l'organisation.

Dans le contexte genevois, les ouvriers du bâtiment se trouvaient par la force des choses cantonnés à leurs sections de métiers dans

lesquelles les ouvriers du bâtiment ne se réunissaient que pour régler les affaires courantes.

« Dans ces réunions il ne put y avoir de place pour la discussion des principes; et ce qui pis est, peu à peu les sections de métier s'habituerent à borner leur rôle, leur action, au simple contrôle des dépenses, laissant tout le reste aux soins de leurs Comités, qui devinrent en quelque sorte permanents et omnipotents; ce qui eut pour résultat naturel d'annuler les sections au profit de ces comités »

Ces comités étaient composés de membres inamovibles qui finirent par se considérer comme « autant de dictatures collectives de l'Internationale, décidant sur toutes les questions », tenant leurs réunions à huis clos et formant « le gouvernement invisible, occulte, et à peu près irresponsable de toute l'Internationale de Genève ». Ainsi Bakounine nous fournit une analyse de première main, vue quasiment de l'intérieur, du phénomène de bureaucratisation d'une structure ouvrière.

L'Alliance s'attela à la tâche de combattre cette tendance à faire de l'Internationale un « instrument politique du radicalisme bourgeois à Genève ». Bakounine récuse les accusations de comportements sectaires, affirmant que l'activité du groupe de l'Alliance s'est consacrée à « la discussion publique des principes de l'Internationale ». « Se réunissant une fois par semaine, il appelait tout le monde à ces discussions, s'efforçant à faire parler précisément ceux qui dans les Assemblées générales et dans les séances de la Section centrale se taisaient toujours. » Ces habitudes égalitaires déplurent à la section centrale. Devenant la section des ouvriers du bâtiment, la section de l'Alliance leur donna le moyen, « au grand déplaisir de la Fabrique sans doute, de formuler leur pensée et de dire leur parole » [*Je souligne*]. Bakounine ajoute: « Elle fit plus, elle leur donna le moyen de se connaître, de sorte qu'en peu de temps la section de l'Alliance présenta un petit groupe d'ouvriers convaincus et réellement unis entre eux. »

Il y avait cependant une autre raison à « l'antipathie prononcée des meneurs ambitieux de la Fabrique contre la Section de l'Alliance » :

« l'Alliance par son programme aussi bien que par tous les développements donnés plus tard à ce programme s'était résolument prononcée contre tout mariage adultère du socialisme révolutionnaire¹ du prolétariat avec le radicalisme bourgeois. Elle avait pris pour principe fondamental l'abolition de l'État avec toutes ses conséquences politiques et juridiques. Cela ne faisait pas du tout le compte de MM. les bourgeois-radicaux de Genève qui dès le fiasco qu'ils avaient essuyé dans les élections de novembre 1868 avaient commencé à songer à se faire de l'Internationale un instrument de lutte et de triomphe; ni celui non plus de certains meneurs de la Fabrique de Genève qui n'aspiraient à rien de moins qu'à monter au pouvoir à l'aide de l'Internationale. »

Le « Rapport sur l'Alliance »

Le « Rapport sur l'Alliance » est un document destiné à expliquer le rôle joué par ce groupe au sein de l'Internationale et à montrer, face aux menées de Marx et de son entourage contre le révolutionnaire russe, qu'elle n'était pas une organisation fractionnelle et qu'elle a eu un rôle décisif dans l'expansion de l'Association internationale des travailleurs. Aussi Bakounine s'efforce-t-il de faire un bilan de l'activité du groupe, en particulier dans les autres pays européens. Il rappelle que ce furent des membres de l'Alliance qui fondèrent les premières sections de l'Internationale en Italie et en Espagne : Gambuzzi à Naples et dans la région, Friscia en Sicile, Fanelli à Madrid et à Barcelone. Le programme de l'Alliance a été accepté

1. On notera qu'à plusieurs reprises Bakounine, désignant le courant auquel il se réfère, ne parle jamais d'« anarchisme » mais de « socialisme révolutionnaire ».

à Lyon, Marseille et Paris. Et remarquez bien, précise Bakounine, « tous ces compagnons, loin de vouloir organiser des sections à part hostiles ou seulement étrangères à l'Internationale, ont strictement obéi aux statuts de l'Internationale, et dans l'intérêt de l'organisation des forces ouvrières, ils ont recommandé partout, plus même que ne l'exigeaient ces statuts, la plus sévère subordination des sections nouvelles à la direction centrale du Conseil général siégeant à Londres. »

C'est également sous l'influence de l'Alliance « qu'a été formulée la première parole franchement socialiste-révolutionnaire qui se soit élevée du sein de Genève » : Bakounine fait allusion à l'adresse du comité central de Genève aux travailleurs d'Espagne. C'est encore sous l'influence de l'Alliance que, malgré les intrigues de la Fabrique, Brosset, représentant des ouvriers du bâtiment « fut élu Président du Conseil fédéral institué par le Congrès romand tenu à Genève en janvier 1869, et que la majorité de ce Conseil fut composée d'ouvriers non genevois ».

C'est sous l'influence de l'Alliance que fut créé le journal *l'Égalité*, « le premier organe du franc socialisme révolutionnaire dans la Suisse romande » et que plus tard se modifia le programme du journal *le Progrès*, du Locle. « En un mot, on peut dire sans exagération aucune, que ce fut l'action immédiate de l'Alliance qui posa pour la première fois le programme franchement socialiste-révolutionnaire à Genève et qui creusa un abîme entre le prolétariat et la bourgeoisie à Genève – abîme que tous les intrigants de l'Internationale ne parviendront plus jamais à combler. »

Lorsque le Conseil général de Londres fit savoir que l'Alliance était admise au sein de l'Internationale, dans les conditions par lui précisées, et que l'Alliance eut accepté ces conditions, les sections établies dans différents pays furent dissoutes. La section de Naples et la plupart de ses membres adhérèrent individuellement à l'Association internationale des travailleurs. Il en fut de même pour les sections espagnoles et françaises. C'est ainsi, dit Bakounine, « que mourut d'une mort volontaire l'Alliance internationale de la démocratie socialiste. Voulant avant tout le triomphe de la grande

cause du prolétariat et considérant l'Association internationale des travailleurs comme l'unique moyen pour atteindre son but, elle s'immola non par esprit de concession, mais par esprit de fraternité, et parce qu'elle s'était convaincue de la parfaite justice des résolutions que le Conseil général de Londres, en décembre 1868, avait publiées contre elle. »

Il y avait enfin un fondement programmatique important dans la bataille entre la tendance « radical-bourgeoise » et la tendance « socialiste révolutionnaire » dans l'Internationale genevoise. Dans leurs publications, les socialistes révolutionnaires, ou collectivistes, parlaient de « l'abolition des États, des frontières patriotiques et politiques », de l'abolition du droit d'héritage, de l'organisation de la propriété et du travail collectifs, ce qui ne pouvait évidemment convenir aux citoyens-ouvriers de Genève : « tout cela ne pouvait servir de pont pour unir en un seul parti les bourgeois-radicaux avec les Internationaux-bourgeois de Genève », dit Bakounine dans le Rapport sur l'Alliance. Les intrigues des comités de sections de la Fabrique aboutirent à la démission de Brosset, président du conseil fédéral et représentant des ouvriers du bâtiment.

Les deux questions de la question de la propriété collective et du droit d'héritage faisaient partie de celles qui devaient être discutées au congrès de Bâle de l'Association internationale des travailleurs, « deux questions qui de tout temps eurent le don de mettre en fort mauvaise humeur les coryphées, les meneurs de la fabrique de Genève ». Déjà, au congrès de Bruxelles, la question de la propriété collective avait été discutée, ce qui avait déplu aux représentants de la Fabrique : ils étaient bien décidés cette fois à empêcher qu'on parle de ces deux questions à Bâle.

« C'était pour eux non seulement une nécessité de cœur et d'esprit, mais une nécessité de position politique. Ils s'étaient définitivement entendus et alliés avec la bourgeoisie radicale de Genève. On travaillait activement toutes les sections proprement genevoises, c'est-à-dire les ouvriers-citoyens de la Fabrique pour les

grouper autour du drapeau radical dans les prochaines élections qui devaient avoir lieu en Octobre¹ » .

Il fallait évidemment, dans cette perspective, empêcher toute discussion sur la question de l'héritage et de la propriété collective et éviter de « choquer la délicatesse de leurs nouveaux alliés les bourgeois-radicaux de Genève ». Aussi firent-ils nommer des commissions pour préparer des rapports sur toutes les questions, sauf ces deux questions brûlantes.

Lors d'une assemblée populaire, l'Alliance joua au trouble-fête et fit nommer des commissions pour présenter leur rapport à temps. Les collectivistes avaient pris soin de convoquer tous leurs partisans, ce qui fit que le Temple unique² était plein d'ouvriers du bâtiment. Les orateurs de la Fabrique se succédèrent à la tribune pour dire que « c'était un scandale, une inutile perte de temps, une action subversive, que de venir proposer de pareilles questions à des ouvriers... qu'il fallait s'occuper de questions pratiques et réalisables, par exemple de la coopération bourgeoise, etc. » Ils furent néanmoins battus.

« l'Assemblée Générale décida à une immense majorité qu'on nommerait incessamment des Comités pour les deux questions déplaisantes – Bakounine fut élu pour le Comité sur la question d'héritage, Robin pour celui de la propriété collective³. »

La réponse de la Fabrique ne se fit pas attendre. Il avait été décidé que les frais des délégués du congrès de Bâle seraient mutualisés, ce

1. Bakounine, *Rapport sur l'Alliance*.

2. Dans *Autour d'une vie*, Kropotkine écrit que les sections genevoises de l'AIT « se réunissaient alors dans le vaste Temple Unique, siège de la Loge maçonnique. Plus de mille personnes pouvaient trouver place les jours de réunion générale dans la vaste salle... » Les travailleurs y recevaient l'instruction gratuite d'un « très petit nombre d'hommes de la classe moyenne ». « C'était à la fois une université populaire et un forum populaire. » Kropotkine émettra de sérieux doutes « sur la sincérité de l'agitation organisée au Temple Unique ».

3. *Rapport sur l'Alliance*.

qui était « évidemment dans les intérêts des sections des bâtiments, ces sections étant beaucoup moins riches que les sections de la fabrique ». Lors de l'Assemblée populaire qui suivit, les représentants de la Fabrique firent savoir qu'ils n'acceptaient de pratiquer cette mutualisation des dépenses que si on supprimait ces deux questions litigieuses sur l'héritage et la propriété collective. Les orateurs de l'Alliance eurent beau jeu de protester avec indignation :

« Nous montâmes à la tribune pour expliquer aux ouvriers en bâtiment qu'en leur faisant une telle proposition on les insultait, on attentait à la liberté de leur conscience, à leur droit; que mieux valait pour eux n'envoyer qu'un seul délégué, ou même ne pas en envoyer du tout, que d'en envoyer cinq ou plus à des conditions qui leur seraient imposées au nom des sections de la Fabrique et qu'ils ne sauraient accepter. Alors les orateurs de la réaction revinrent à la tribune pour chanter l'éternelle refrain de l'union, si nécessaire pour constituer la force de la classe ouvrière; ils rappelèrent aux ouvriers en bâtiment la reconnaissance éternelle qu'ils devaient aux Citoyens genevois de la Fabrique pour le concours qu'ils leur avaient prêté dans la grande grève du printemps. Ils les prémunirent surtout contre certains étrangers, qui venaient semer la division dans l'Internationale Genevoise. À cela les étrangers – Brosset, Robin, Bakounine et d'autres répondirent, qu'il ne pouvait y avoir d'étrangers dans l'Internationale; que la reconnaissance et l'union étaient sans doute de fort belles choses, mais qu'elles ne devaient pas aboutir à l'asservissement, et que mieux valait se séparer que de devenir esclaves. Cette fois la victoire fut encore à nous. Les questions et leurs comités furent maintenus à une immense majorité¹. »

1. *Rapport sur l'Alliance.*

Finalement la Fabrique envoya un seul délégué avec mandat impératif de s'abstenir de voter sur les deux questions litigieuses ; les ouvriers du bâtiment réunis aux tailleurs et aux cordonniers en envoyèrent trois, avec mandat impératif de voter en faveur de ces résolutions. La section de l'Alliance se fit représenter au congrès par l'espagnol Gaspard Sentiñón, également délégué de la section de Barcelone. Bakounine avait un mandat des ouvriers ovalistes de Lyon, qui venaient d'adhérer à l'Internationale, et un mandat de la section des mécaniciens de Naples.

Une autre affaire tourna en ridicule les citoyens-ouvriers de Genève avant le congrès de Bâle. Une commission était chargée de faire un rapport sur l'instruction intégrale¹, mais le rapporteur, un certain Cambassedès, membre du parti radical bourgeois, n'était même pas membre de l'Internationale. Il était en outre inspecteur supérieur des Écoles de Genève. Son rapport était fait dans un esprit éminemment bourgeois. Il maintenait la séparation des classes à l'école, « sous ce prétexte touchant et charmant que les bourgeois ne consentiraient jamais à envoyer leurs enfants dans des Écoles fréquentées par les enfants du peuple », dit Bakounine. Tout le reste était à l'avenant. Fritz Heng, qui était chargé de lire ce rapport, dont il n'avait pas pris connaissance au préalable, « s'arrêta au milieu de sa lecture et déclara naïvement que le rapport ne valait rien et ne pouvait convenir à l'Internationale ».

En dehors de son action liée aux contacts qu'elle avait dans différents pays : Espagne, France, Italie, l'Alliance, on le voit, se consacrait à une activité militante élémentaire, consistant à inciter les ouvriers les plus démunis à s'organiser de manière autonome et à combattre les influences bourgeoises dans la classe ouvrière de Genève. Cela aurait évidemment été impossible sans un minimum de cohésion à l'intérieur du groupe. Il ne fait pas de doute que celui-ci se livrait à une activité qui ressemble étrangement à

1. La question de l'instruction intégrale fut discutée lors du congrès de Bruxelles de l'Internationale en septembre 1868. L'article de Bakounine intitulé « l'Instruction intégrale » est paru dans le journal l'Égalité le 21 août 1869.

celle des fractions mises en place quarante ans plus tard par les bolcheviks. On ne se présente pas à une assemblée générale comme celle qu'organisait la Fabrique sans s'être concertés au préalable. Mais cette activité visait à soustraire les ouvriers du bâtiment de l'influence des socialistes bourgeois et électoralistes, pas, comme tenta de le faire croire Marx, à « comploter » contre l'Internationale.

Bakounine quitta Genève après le congrès de Bâle, comme il l'avait annoncé.

L'Alliance demanda son incorporation à la fédération romande. « Le Conseil Fédéral ne nous refusa pas positivement, mais il suspendit sa décision jusqu'à des jours plus favorables, c'est-à-dire il la renvoya aux calendes grecques », dit Bakounine. Heng, proche de l'Alliance et membre du Conseil fédéral, rapporta la réaction de ce dernier. Il avait présenté les deux lettres du Conseil général admettant l'Alliance dans l'Internationale: il était donc impossible de nier la légitimité de la démarche. De plus, l'Alliance avait, en tant que section de l'AIT, envoyé un délégué au congrès de Bâle. Les représentants de la Fabrique tergiversèrent et décidèrent, le 16 août 1869, de reporter la décision.

L'Alliance de Bakounine sera un des prétextes invoqués par Marx pour justifier l'exclusion de Bakounine de l'AIT, en 1872, au congrès de La Haye. La principale pièce du « dossier d'accusation » est un document – en fait un pamphlet – rédigé par Engels, Lafargue et Marx: « L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs ».

À La Haye, une commission de cinq membres sera nommée pour rédiger l'acte d'accusation contre Bakounine et publier les conclusions de l'enquête contre le révolutionnaire russe. Malheureusement pour Marx, l'un des membres déclara Bakounine innocent des charges portées contre lui, et un autre fut démasqué comme étant un mouchard à la solde de la police. La commission était donc quelque peu discréditée pour rédiger les conclusions de l'enquête à charge. C'est donc le bureau du congrès, composé de six membres

dont Marx et Engels, qui publia un mémorandum, quelques semaines avant le congrès qui devait suivre, à Genève: « L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs », rédigé par Engels et Lafargue, avec des ajouts de Marx.

Ce document – en fait un pamphlet – était la principale pièce du « dossier d'accusation » et ne faisait que reprendre et développer la thèse d'un autre document, une communication confidentielle du Conseil général, « Les prétendues scissions dans l'Internationale » dans lequel Bakounine est accusé de vouloir détruire l'Internationale. Franz Mehring, le biographe de Marx, dit à ce sujet que s'il fallait reprendre point par point les éléments de ce pamphlet « afin de vérifier ou d'infirmer l'exactitude des accusations qu'il contient », on aboutirait à un document d'au moins une dizaine de cahiers, travail que Mehring avoue ne pas vouloir faire. « Mais le lecteur ne perd pas grand-chose », ajoute-t-il, précisant que « ce document est très inférieur à tout ce que Marx et Engels ont pu publier » : il « ne consacre pas un mot aux causes internes responsables du déclin de l'Internationale ». « Ce pamphlet n'a pas de valeur historique, c'est un réquisitoire partial dont le caractère tendancieux éclate à chaque page; qui plus est, le traducteur allemand a jugé utile d'en rajouter et d'adopter un titre qu'eut envié un procureur général: *Complot contre l'Association internationale des travailleurs*. »

« Le déclin de l'Internationale était dû à de tout autres causes qu'à l'existence de cette Alliance secrète; de toute manière le pamphlet contre l'Alliance n'apporte même pas le moindre début de preuve que cette Alliance ait vraiment existé. Sur ce plan la commission d'enquête nommée par le congrès de La Haye avait déjà dû se contenter d'hypothèses et d'approximations¹. »

Dans les documents rédigés par Marx et Engels en vue d'exclure Bakounine de l'Internationale, la présence de l'Alliance revient de façon obsessionnelle et tourne à la paranoïa. Si, comme le dit

1 Franz Mehring, *Karl Marx – Histoire de sa vie*, Éditions sociales, p. 547-548.

Mehring, aucun document sérieux n'a pu être produit lors du véritable procès qui sera intenté à Bakounine et à son entourage lors du congrès de La Haye, cette Alliance a cependant réellement existé, mais pas sous la forme qu'imaginaient Marx et Engels. C'était simplement un petit groupe cohérent de militants, d'amis, qui se consacraient entièrement au développement de l'Internationale¹. L'exemple de l'Espagne est particulièrement frappant : frappant : le bakouninien Fanelli, membre de l'Alliance, se rendit dans ce pays en 1868 pour y propager les principes de l'AIT ; lorsque Bakounine fut exclu en 1872 il y avait en Espagne plus de 300 sections de l'Internationale et plus de 20 000 adhérents.

Bakounine s'était déjà rangé du côté de Marx dans la lutte contre Mazzini. Il avait fait de même contre les proudhoniens de l'AIT partisans de la propriété privée. Il déclara encore, en une autre circonstance, aux travailleurs slaves de l'empire d'Autriche que s'ils n'avaient pas d'autre choix possible, il valait mieux adhérer au parti des travailleurs allemands plutôt qu'aux partis nationalistes slaves. Avant même la vague d'exclusions qui, à l'initiative d'une poignée d'hommes, allait s'abattre sur le mouvement ouvrier international, Bakounine avait prévu la possibilité d'une scission provoquée par Marx et son entourage. Si les ouvriers allemands font une grève, déclara-t-il, s'ils se révoltent contre la tyrannie économique de leurs

1. Bakounine explique dans le *Rapport sur l'Alliance* que le caractère conspiratif de l'activité du groupe était essentiellement dû au fait qu'il traitait de questions qui pouvaient mettre des militants italiens, français, espagnols en danger, dans des pays « où l'on était loin de jouir de la liberté et de la sécurité personnelle auxquelles on était habitué à Genève ». « C'est probablement ce demi-secret qui fit accroire à Mrs Duval et Guétat qu'ils avaient été membres d'une société secrète. Ils se trompèrent. C'étaient des réunions discrètes, mais non secrètes. La discrétion nous était commandée par égard pour des hommes qui, en faisant une propagande subversive, couraient le risque d'être emprisonnés tant en Italie qu'en France, mais il n'y avait nulle autre organisation, que celle qui avait établie par le premier Règlement de l'Alliance, règlement si peu secret que nous l'avions publié nous mêmes ». Bakounine ajoute : « Il était entendu entre nous tous qu'on n'irait pas divulguer des correspondances étrangères qui pouvaient compromettre des amis faisant de la propagande dans les pays étrangers ».

patrons ou contre la tyrannie politique de leur gouvernement, « le prolétariat de tous ces pays excommuniés par les marxistes restera-t-il les bras croisés, spectateur indifférent de cette lutte ? » Les exclus devront bien entendu soutenir les travailleurs allemands, « sans leur demander préalablement quel sera le système politique dans lequel ils croiront devoir chercher leur délivrance. Voilà donc où se trouve la véritable unité de l'Internationale¹. »

Le critère de classe reste donc chez Bakounine prépondérant. Voilà aussi qui répond aux accusations de germanophobie portées contre Bakounine : si le révolutionnaire russe voue une haine féroce à l'Allemagne bourgeoise et politique, l'estime qu'il porte au prolétariat allemand ne se démentira jamais.

Prolétariat et organisation

L'ennemi principal du prolétariat est l'exploitation bourgeoise : l'État, avec toute sa puissance répressive, sous quelque forme qu'il existe, précise Bakounine, n'est plus autre chose aujourd'hui que la conséquence en même temps que la garantie de cette exploitation. C'est pourquoi le prolétariat doit chercher « tous les éléments de sa force exclusivement en lui-même », il doit « l'organiser tout à fait en dehors de la bourgeoisie, contre elle et contre l'État ».

Selon Bakounine, il y a un lien direct et nécessaire entre l'objectif et les moyens employés pour l'atteindre, ce qui implique une réflexion approfondie sur les formes et la nature de l'objectif. Marx avait déclaré qu'il ne visait pas à donner la recette de la marmite de la révolution. Sur ce point Bakounine a parfaitement conscience de diverger avec Marx et avec les social-démocrates. La différence de démarche est parfaitement exprimée par Bakounine lorsqu'il écrit qu'« un programme politique n'a de valeur que lorsque, sortant des généralités vagues, il détermine bien précisément les institutions qu'il propose à la place de celles qu'il veut renverser ou réformer². »

1 Lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles, 1-8 octobre 1872. *Œuvres*, III, p. 190.

2. Bakounine, *Écrit contre Marx*, *Œuvres*, Champ libre, III.

Les formes d'action et d'organisation préconisées alors par les marxistes allemands sont, aux yeux de Bakounine, tout simplement adéquates aux buts qu'ils poursuivent : la constitution d'un État national allemand républicain et « soi-disant populaire ». Pour ce faire, ils sont obligés de s'allier à la bourgeoisie avancée, comme l'ont fait les groupes des sections de l'Internationale de Zurich, qui ont adopté le programme des démocrates socialistes d'Allemagne et qui sont devenus des « instruments du radicalisme bourgeois ».

Dans *Écrit contre Marx*, Bakounine cite le cas d'un certain Ambery, un avocat appartenant au parti radical et à l'AIT, qui, en 1872, aurait garanti publiquement « devant ses concitoyens bourgeois, au nom de l'Internationale, qu'il n'y aurait point de grève pendant cette année ». James Guillaume rapporte qu'Ambery, candidat au Grand-conseil, avait obtenu du comité cantonal de l'AIT qu'il fasse voter en sa faveur les ouvriers électeurs. Les ouvriers du bâtiment songeaient à ce moment-là à se mettre en grève parce que leurs patrons avaient baissé leurs salaires. La Fédération jurassienne avait protesté contre ce marchandage. Kropotkine, qui était alors à Genève, écrivit¹ : « Ce fut Outine lui-même qui me fit comprendre qu'une grève en ce moment serait désastreuse pour l'élection de l'avocat M.A. » Ce n'est donc pas sans quelques justifications qu'à la même époque Bakounine écrivit une longue lettre « aux compagnons de la Fédération jurassienne » dans laquelle il disait que « toutes les fois que des associations ouvrières s'allient à la politique des bourgeois, ce ne peut être jamais que pour en devenir, bon gré mal gré, l'instrument². »

La stratégie préconisée par la social-démocratie allemande – l'action parlementaire – conduit inévitablement à la conclusion d'alliances, d'un « pacte politique nouveau entre la bourgeoisie radicale ou forcée de se faire telle, et la minorité *intelligente*, respectable, c'est-à-dire dûment embourgeoisée, du prolétariat des villes³... »

1. Kropotkine, *Autour d'une vie*, Stock, p. 286.

2. Bakounine, « Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura », février-mars 1872, *Œuvres*, III, 74.

3. Lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles, 1-8 octobre 1872, *Œuvres*, III, 161.

L'idée générale de Bakounine est que l'organisation des travailleurs, dans sa forme, n'est pas constituée sur le modèle des organisations de la société bourgeoise, mais qu'elle est fondée sur la base des nécessités internes de la lutte ouvrière et, comme telle, constitue une préfiguration de la société socialiste. Le mode d'organisation du prolétariat est imposé par les formes particulières de la lutte des travailleurs sur leur lieu d'exploitation ; l'unité de base de l'organisation des travailleurs se situe là où ceux-ci sont exploités, dans l'entreprise. À partir de là, elle s'élargit horizontalement (ou géographiquement, si on veut), par localités et par régions, et elle s'élève verticalement par secteur d'industrie. Cette vision des choses devait évidemment fournir à Marx et à Engels l'occasion de multiples sarcasmes à l'encontre de Bakounine, accusé d'être indifférent en matière politique, puisque l'activité du prolétariat se situait ainsi totalement en dehors de toute perspective parlementaire, cette dernière étant considérée comme la seule forme d'action politique envisageable. Engels, cependant, avait parfaitement compris le fond de la pensée de Bakounine, au-delà des déformations de la polémique : il écrit en effet à Théodore Cuno :

« Comme l'Internationale de Bakounine ne doit pas être faite pour la lutte politique mais pour pouvoir, à la liquidation sociale, remplacer tout de suite l'ancienne organisation de l'État, elle doit se rapprocher le plus possible de l'idéal bakouniniste de la société future¹. »

Engels résume en fait parfaitement le point de vue de Bakounine et de ce qui deviendra plus tard l'anarcho-syndicalisme. Si on met de côté l'amalgame habituel selon lequel l'opposition de Bakounine à l'action parlementaire est assimilable à une opposition de principe à la lutte politique, Engels ne dit dans ce passage rien d'autre que ceci :

- l'organisation des travailleurs doit être constituée selon un mode le plus proche possible de celui de la société que la classe ouvrière porte en elle ;

1. Lettre à Th. Cuno, 24 janvier 1872.

- L'organisation de classe des travailleurs, qui est leur instrument de combat sous le capitalisme, constitue également le modèle de l'organisation de la société après le renversement de la bourgeoisie. C'est là le sens de l'expression « destruction de l'État » : la destruction de l'État n'est rien d'autre que le remplacement de l'organisation de classe de la bourgeoisie – l'État – par celle du prolétariat.

Cette organisation de classe regroupe les individus en tant que travailleurs, sur leur lieu de travail d'une part, et dans une structure interprofessionnelle d'autre part. Cette double structuration, verticale et horizontale, se développe sur un modèle fédératif jusqu'au niveau national et international. En somme, l'organisation de classe des travailleurs, qui est l'instrument de lutte sous le capitalisme, constitue le modèle d'organisation politique de la société après la révolution. C'est là une idée de base du bakouninisme et, plus tard, de l'anarcho-syndicalisme lorsque la structure horizontale, géographique (les Bourses du Travail) fusionneront avec la structure professionnelle (les syndicats). Cette démarche est unanimement rejetée par tous les théoriciens marxistes, à l'exception notable de Pannekoek qui a repris cette idée à plusieurs reprises dans ses écrits :

« La lutte de classe révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie et ses organes étant inséparable de la mainmise des travailleurs sur l'appareil de production, et de son extension au produit social, la forme d'organisation unissant la classe dans sa lutte constitue simultanément la forme d'organisation du nouveau processus de production¹. »

Selon Bakounine, c'est à travers la lutte quotidienne que le prolétariat se constitue en classe, c'est pourquoi le mode d'organisation des travailleurs doit se conformer à cette nécessité. Marx de son côté préconise la constitution de partis politiques nationaux ayant pour objectif la conquête du parlement. C'est ici, dit le révolutionnaire

1. Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, EDI, p. 273.

russe, que nous séparons tout à fait des social-démocrates d'Allemagne :

« Les buts que nous proposons étant si différents, l'organisation que nous recommandons aux masses ouvrières doit différer essentiellement de la leur¹. »

Cette idée n'est pas une « invention » de Bakounine, car la citation date de 1872 et on la retrouve dans un court texte de César De Paepe datant de 1869, intitulé significativement « Les institutions actuelles de l'Internationale au point de vue de leur avenir² ». Le militant belge part de l'idée que les institutions que le prolétariat se constitue sous le capitalisme préfigurent les institutions de l'avenir : « Nous voulons montrer que l'Internationale offre déjà le type de la société à venir, et que ses diverses institutions, avec les modifications voulues, formeront l'ordre social futur. » On se souvient que si les Internationaux belges s'étaient opposés à l'Alliance, ils avaient exprimé leur soutien au programme de celle-ci. Il y avait donc une réelle proximité de vues entre eux et les bakouniniens, dont le dénominateur commun était incontestablement Proudhon.

Ainsi la section, qui est, nous l'avons vu, une structure interprofessionnelle, implantée sur une localité, regroupe « les ouvriers de tous les métiers sans distinction. Là doivent être traitées les affaires qui intéressent tous les travailleurs, quelle que soit leur profession. » La section, dit De Paepe, « est le type de la commune. » C'est ce que Bakounine appelle la « section centrale ».

Le Conseil fédéral regroupe ce que De Paepe appelle des « sociétés de résistance », que Bakounine appelle les « sections de métier », et qui sont en fait des syndicats : elles groupent autour d'elles les ouvriers d'un même métier : aujourd'hui elles leur apprennent à « discuter leurs intérêts, à calculer le prix de vente et le prix de

-
1. « Aux compagnons de la fédération des sections internationales du Jura », *Œuvres*, III, 74.
 2. Cité dans Bakounine, *Œuvres*, éd. Lebovici, tome III, appendice III, p. 255-256. Cf. *Le Progrès du Locle*, n° 9 du 1^{er} mars 1869, l'article « L'Internationale et ses institutions de l'avenir ».

revient pour baser là-dessus leurs prétentions, la société de résistance est destinée à organiser le travail dans l'avenir ». Les sociétés de résistance se transformeront en ateliers coopératifs, dit De Paepe.

Le militant belge passe en revue l'ensemble des institutions que la classe ouvrière s'est créées : les sociétés coopératives de consommation remplaceront le commerce actuel ; les caisses de secours mutuel et de prévoyance deviendront des sociétés d'assurance universelle. Les rapports entre les pays seront assurés par un Conseil général international : plus de diplomates, plus de guerres.

Puisqu'on n'est un homme complet que lorsque l'on est travailleur et savant en même temps, les travailleurs réunis au congrès du Bruxelles ont réclamé l'instruction intégrale qui comprend à la fois la science et l'apprentissage des métiers – idée que reprendra Bakounine dans un article de *l'Égalité* intitulé « L'instruction intégrale ».

Selon De Paepe, les sections seront reliées en fédérations, par bassins, puis par pays. Les fédérations comprendront un groupement par sections, mais aussi par corps de métier, comme cela existe pour les communes. Ainsi le travail pourra être organisé au sein des communes et au sein du pays tout entier.

« Nous croyons maintenant avoir montré que l'Internationale renferme en germe dans son sein toutes les institutions de l'avenir. Que dans chaque commune, il s'établisse une section de l'Internationale, et la société nouvelle sera formée et l'ancienne s'écroulera d'un souffle. »

De Paepe ne fait rien d'autre que définir la notion d'abolition de l'État. Bakounine tient exactement le même langage que celui de De Paepe : la question de savoir si l'un a copié sur l'autre n'a pas de sens. L'anarchisme de Bakounine, fondé sur les idées fédéralistes de Proudhon, est issu directement de l'observation qu'il a pu faire de l'activité des ouvriers suisses pendant la période où il séjournait dans le pays. Mais plus largement, les idées que les deux hommes développent sur l'organisation du prolétariat comme préfiguration

de l'organisation de la société émancipée étaient tout simplement dans l'air du temps.

D'une certaine façon, c'est Lénine qui donnera raison à Bakounine et à César De Paepe. On sait qu'à l'origine les bolcheviks étaient opposés aux structures « naturelles » du prolétariat qu'étaient les conseils ouvriers, constitués en période de combat. Ils ont même accusé ceux-ci de faire double emploi avec le parti et les ont sommés de se dissoudre, pendant la révolution de 1905. Le comité du parti de Petrograd lança en effet l'ultimatum suivant aux conseils « Le conseil des députés et ouvriers ne saurait exister en qualité d'organisation politique et les social-démocrates devraient s'en retirer attendu qu'il nuit, par son contenu, au développement du mouvement social-démocrate. »

Les bolcheviks finirent tout de même par comprendre le rôle que ces organismes peuvent jouer, à tel point que leurs mots d'ordre après l'arrivée de Lénine en Russie les feront passer auprès des militants ouvriers européens pour des anarchistes. Les thèses d'avril de Lénine imposent au parti une politique totalement opposée à celle qu'il développait jusqu'alors ; désormais, il s'agit d'armement du prolétariat, de tout le pouvoir aux soviets, et d'antiparlementarisme. Les partisans les plus proches de Lénine n'en croient pas leurs oreilles. Goldberg, vieux collaborateur et ami de Lénine, ancien membre du comité central, s'écrie lorsque ce dernier énonce ses thèses :

« La place laissée vacante par le grand anarchiste Bakounine est de nouveau occupée. Ce que nous venons d'entendre constitue la négation formelle de la doctrine social-démocrate et de toute la théorie du marxisme scientifique. C'est l'apologie la plus évidente qu'on puisse faire de l'anarchisme¹. »

Lénine avait compris que la structure organisationnelle motrice était celle où la population était en contact direct avec les problèmes de la lutte – soviets, conseils d'usine. Si le parti avait suivi

1 Cité par David Shub, *Lénine*, Idées-Gallimard, p. 173.

une politique marxienne orthodoxe, les bolcheviks n'auraient été que l'aile radicale de la gauche parlementaire russe : Kamenev ne déclara-t-il pas que la position de Lénine était inacceptable « parce qu'elle supposait que la révolution démocratique bourgeoise était terminée et comptait sur sa transformation immédiate en révolution socialiste » ?

La 9^e des 21 conditions d'admission à l'Internationale socialiste, quelques années plus tard, constitue là encore une reconnaissance de facto des conceptions bakouniniennes. Elle stipule que tout parti communiste doit constituer dans les organisations de masse de la classe ouvrière des cellules, qui, « par un travail conscient et opiniâtre, doivent gagner les syndicats à la cause communiste ». Le système des cellules d'entreprise fut instauré en France dans les années 1924-1925 au moment de la « bolchevisation » du parti. Jusqu'alors, l'unité de base de l'organisation du parti était la section, implantée sur la commune, cadre de l'action électorale. Dans le parti bolchevisé, c'est l'entreprise, terrain où s'affrontent les « deux classes fondamentales » de la société capitaliste.

« L'usine, c'est le centre nerveux de la société moderne, c'est le foyer même de la lutte des classes. C'est pourquoi l'usine doit être pour toi, communiste, le centre de tes efforts, de ton activité de communiste¹. »

Pierre Sémard, au V^e congrès, à Lille, déclare : « La section, c'était un peu loin du patronat, un peu loin du capitalisme, mais la cellule, c'est beaucoup plus près. » Si l'établissement des cellules d'entreprise comme « force de base de l'organisation du parti » vise à éliminer l'électoratisme issu de la II^e Internationale et de l'aile marxienne de l'AIT, il s'agit aussi de constituer un instrument de lutte contre le syndicalisme révolutionnaire, partiellement héritier de l'aile bakouninienne de l'AIT.

Au III^e congrès du parti, en 1924, lors duquel fut discutée l'éventualité de créer les cellules, Pierre Monatte, alors membre du

1. *Au nouvel adhérent*, préface de Jacques Duclos, p. 5.

parti, s'y opposa fermement, montrant que ce n'était qu'une mesure destinée à subordonner le syndicat au parti. Depuis, périodiquement, le parti doit condamner la tendance qui se manifeste régulièrement, chez les militants de base, à considérer l'action syndicale comme prioritaire: « cette pratique, fondée en définitive sur l'incompréhension du rôle décisif du parti à l'entreprise et sur la vieille conception, maintes fois condamnée, suivant laquelle "le syndicat suffit à tout", est grandement préjudiciable¹. »

Il aura donc fallu attendre le milieu des années vingt pour que les héritiers de Marx comprennent ce principe bakouninien élémentaire que l'exploitation, donc la lutte des travailleurs, se fait en premier lieu sur le lieu de travail et que c'est là le centre de gravité de la lutte et la structure de base de l'organisation ouvrière.

« Sections de métier » et « sections centrales »

Des différents textes où Bakounine traite de la question, il ressort qu'il perçoit l'organisation des travailleurs sous la forme de deux structures complémentaires, l'une verticale, l'autre horizontale; la première est une structure industrielle, la seconde a un caractère interprofessionnel. Dans la première, les ouvriers sont réunis et organisés « non par l'idée mais par le fait et par les nécessités mêmes de leur travail identique ».

« Ce fait économique, celui d'une industrie spéciale et des conditions particulières de l'exploitation de cette industrie par le capital, la solidarité intime et toute particulière d'intérêts, de besoins, de souffrances, de situation et d'aspiration qui existe entre tous les ouvriers qui font partie de la même section corporative, tout cela forme la base réelle de leur association. L'idée vient après, comme l'explication ou comme l'expression équivalente du développement et

1. *La vie du parti*, octobre 1966, p. 3.

de la conscience réfléchie de ce fait. » (*Protestation de l'Alliance.*)

Les sections de métier suivent la voie du développement naturel, elles commencent par le fait pour arriver à l'idée. En effet, dit Bakounine, seuls un très petit nombre d'individus se laissent déterminer par l'idée abstraite et pure. La plupart, prolétaires comme bourgeois, ne se laissent entraîner que par la logique des faits. Pour intéresser le prolétariat à l'œuvre de l'AIT, il faut s'approcher de lui non avec des idées générales mais avec la « compréhension réelle et vivante de ses maux réels ».

Bien sûr, le penseur se représente ces maux de chaque jour sous leur aspect général, il comprend que ce sont les effets particuliers de causes générales et permanentes. Mais la masse du prolétariat, qui est forcée de vivre au jour le jour, et qui « trouve à peine un moment de loisir pour penser au lendemain », saisit les maux dont elle souffre précisément et exclusivement dans cette réalité, et presque jamais dans leur généralité. Pour obtenir la confiance, l'adhésion du prolétariat, il faut commencer par lui parler, « non des maux généraux du prolétariat international tout entier, mais de ses maux quotidiens ».

« Il faut lui parler de son propre métier et des conditions de son travail précisément dans la localité où il habite, de la dureté et de la trop grande longueur de son travail quotidien, de l'insuffisance de son salaire, de la méchanceté de son patron, de la cherté des vivres et de l'impossibilité qu'il y a pour lui de nourrir et d'élever convenablement sa famille. » (*Protestation de l'Alliance*)

Il faut lui proposer des moyens pour améliorer sa situation, mais éviter, dans un premier temps, d'évoquer les moyens révolutionnaires. Il se peut en effet sous l'influence de préjugés religieux ou politiques, il repousse ces idées : il faut au contraire « lui proposer des moyens tels que son bon sens naturel et son expérience quotidienne ne puissent en méconnaître l'utilité, ni les repousser » (*Ibid.*).

La conscience révolutionnaire n'est donc pas un fait naturel, elle n'est pas spontanée, mais chez Bakounine ce mot a un sens particulier, qui a provoqué de nombreux malentendus. Un phénomène social spontané est un phénomène qui se produit par l'action de ses déterminismes internes, sans intervention extérieure. La conscience révolutionnaire s'acquiert graduellement, par l'expérience quotidienne ; pour qu'elle devienne effective, il est nécessaire que l'ouvrier se débarrasse de ses préjugés politiques et religieux. Il n'est pas possible d'insuffler cette conscience révolutionnaire brutalement : il faut une éducation, qui se fait par l'expérience vécue et par le contact avec la collectivité des travailleurs organisés.

Ce n'est qu'au contact des autres que l'ouvrier « néophyte » apprend que la solidarité qui existe entre travailleurs d'une section existe aussi entre sections ou entre corps de métiers de la même localité, que l'organisation de cette solidarité plus large, et « embrasant indifféremment les ouvriers de tous les métiers, est devenue nécessaire parce que les patrons de tous les métiers s'entendent entre eux... » (*ibid.*)

La pratique de la solidarité constitue le premier pas vers la conscience de classe ; ce principe établi, tout le reste suit comme un développement naturel et nécessaire, issu de « l'expérience vivante et tragique d'une lutte qui devient chaque jour plus large, plus profonde, plus terrible. »

On a voulu présenter la coupure entre bakouniniens et marxistes dans l'AIT soit comme l'expression d'un conflit de personnes, soit comme l'expression d'une diversité des niveaux de conscience dans la classe ouvrière : les travailleurs allemands et anglais, les plus conscients, étant avec Marx, les autres avec Bakounine. On a aussi fait état du degré de concentration du capital : les ouvriers de la grande industrie avec Marx, les ouvriers des petites entreprises artisanales avec Bakounine.

En réalité le problème ne se pose pas de savoir qui est avec qui, mais de déterminer quelles sont les fractions de la classe ouvrière qui

peuvent espérer une amélioration de leur condition par l'action parlementaire, et celles qui n'ont rien à en espérer. Les développements théoriques, organisationnels et stratégiques de tel ou tel penseur ne font en définitive que se surajouter à ces situations réelles.

On comprend cependant que Bakounine ait pu écrire que par l'expérience tragique de la lutte, « l'ouvrier le moins instruit, le moins préparé, le plus doux, entraîné toujours plus avant par les conséquences mêmes de cette lutte, finit par se reconnaître révolutionnaire, anarchiste et athée, sans savoir souvent comment lui-même il l'est devenu. » (*Protestation de l'Alliance.*)

Aux yeux de Bakounine, seules les sections de métier – il faut entendre la structure implantée sur le lieu de travail plus qu'un groupement corporatiste au sens étroit – est capable de donner une éducation pratique à leurs membres. Elles seules peuvent faire de l'AIT une organisation de masse, « sans le concours puissant de laquelle le triomphe de la révolution sociale ne sera jamais possible ».

Les sections centrales, en revanche, ne représentent aucune industrie particulière « puisque les ouvriers les plus avancés de toutes les industries possibles s'y trouvent réunis ». Ce sont, en langage d'aujourd'hui, des structures interprofessionnelles, qui représentent l'idée même de l'Internationale. Leur mission est de développer cette idée et d'en faire la propagande : l'émancipation non seulement des travailleurs de telle industrie ou de tel pays, mais de tous les pays. Ce sont des centres actifs où se « conserve, se concentre, se développe et s'explique la foi nouvelle ». On n'y entre pas comme ouvrier spécial de tel métier mais comme travailleur en général.

Au contraire des sections de métier, qui partent du fait pour arriver à l'idée, les sections centrales suivant la voie du développement abstrait, commencent par l'idée pour arriver au fait. C'est, reconnaît Bakounine, une méthode identique à celle dont se servent les idéalistes et dont « l'impuissance finale a été constatée par l'histoire ». C'est pourquoi s'il n'y avait que les sections centrales,

l'AIT ne se serait pas développée en une puissance réelle¹. Les sections centrales n'auraient été que des « académies ouvrières » où se seraient éternellement débattues toutes les questions sociales, « mais sans la moindre possibilité de réalisation ».

S'il n'y avait que les sections centrales, elles auraient peut-être réussi à former des « conspirations populaires », elles auraient peut-être regroupé un petit nombre d'ouvriers les plus conscients et convaincus, mais la masse des travailleurs serait restée en dehors : or, pour renverser l'ordre politique et social d'aujourd'hui, dit Bakounine, « il faut le concours de ces millions ».

Le rôle de la section centrale est un rôle éminemment politique. Implantée dans la localité sur des bases géographiques, elle rassemble les travailleurs sans considération de profession afin de donner aux sections de métier une vision et des perspectives qui dépassent le cadre étroit de l'entreprise. Elle permet, en premier lieu, à l'ensemble des travailleurs d'une localité d'être informés de leurs situations respectives et, éventuellement, d'organiser le soutien en cas de nécessité. Elle est aussi un endroit où, naturellement, s'opère la réflexion. Elle est enfin le centre à partir duquel se fait l'impulsion à l'organisation.

Historiquement, les sections centrales sont l'émanation du foyer principal qui s'était formé à Londres, dit Bakounine. C'est elles qui ont permis à l'AIT de se développer, en allant chercher les masses où elles se trouvent, « dans la réalité quotidienne, et cette réalité c'est le travail quotidien, spécialisé et divisé en corps de métiers ». Les fondateurs des sections centrales devaient s'adresser aux travailleurs déjà organisés plus ou moins par les nécessités du travail collectif dans chaque industrie particulière, afin de créer autour d'eux « autant de sections de métier qu'il y avait d'industries différentes ». C'est ainsi que les sections centrales qui représentent partout l'âme ou l'esprit de l'AIT devinrent des organisations réelles et puissantes.

1. Bakounine ne le formule pas explicitement, mais s'il n'y avait que les sections centrales, l'AIT serait tout simplement un parti politique.

La section centrale, et par extension l'organisation générale des sections centrales sur le plan international, est donc la structure qui donne à l'organisation ouvrière son sens profond, en offrant des perspectives élargies aux travailleurs qui y adhèrent. C'est elle qui définit et constitue le prolétariat en classe en affirmant et en pratiquant le principe de la solidarité d'intérêts des travailleurs.

La section de métier est celle qui unifie les travailleurs selon le principe de la matière, alors que la section centrale les unifie selon le principe de la connaissance.

Bakounine affirme une correspondance entre ces deux processus, entre ces deux instances organisationnelles, et c'est leur synthèse qui constitue l'organisation de classe dans les formes qui lui permettront de constituer un substitut à l'organisation étatique. Alors que dans la société bourgeoise les structures verticales (productives) et horizontales (décisionnelles, politiques) sont séparées, ce qui signifie nécessairement la subordination des secondes aux premières; alors que dans le communisme d'État elles sont totalement fusionnées et concentrées, impliquant la subordination des parties au centre, Bakounine envisage ces structures dans une complémentarité – le fédéralisme – où chaque niveau est autonome dans le cadre de ses attributions et où existent des contrepoids à l'accaparement du pouvoir par le centre (puisque le principe d'autonomie retire au centre la *matière* sur laquelle l'autorité peut s'exercer), et des garanties contre les mouvements centrifuges par l'affirmation du principe de la solidarité des parties au tout. Ainsi se trouve défini l'« anarchisme », plus exactement le « socialisme révolutionnaire¹ » auquel se réfère Bakounine.

Beaucoup, note Bakounine, pensent qu'une fois leur mission accomplie – la création d'une puissante organisation – les sections centrales devraient se dissoudre, ne laissant plus que des sections de métier. C'est une grave erreur, dit-il, car la tâche de l'AIT « n'est

1. Bien entendu à ne pas confondre avec le mouvement de même nom apparu en Russie.

pas seulement une œuvre économique ou simplement matérielle, c'est en même temps et au même degré une œuvre éminemment politique » (*Protestation de l'Alliance*).

En d'autres termes, Bakounine ne limite pas l'organisation de masse des travailleurs à une simple fonction de lutte économique : en retirant à l'AIT ses sections centrales, on retirerait à l'organisation le lieu où peut se faire une élaboration politique, une réflexion indispensable des travailleurs sur les finalités de leur action. Unifiant dans un premier temps les travailleurs sur la base de leurs intérêts immédiats, l'organisation de classe est aussi le lieu où s'élabore et où se met en œuvre la politique qui mènera à leur émancipation. Peut-on encore accuser Bakounine d'indifférentisme politique¹ ?

Bakounine a exposé son point de vue de manière extrêmement claire dans des articles qui étaient publiés dans la presse ouvrière de l'époque. Ses positions n'ont jamais été réfutées de manière argumentée par Marx. Seule la polémique y a répondu. Cependant, l'exilé londonien avait parfaitement saisi de quoi il s'agissait. Rappelons sa lettre à Lafargue du 19 avril 1870 dans laquelle il traite de révolutionnaire russe d'« âne », et où il résume l'idée de Bakounine en déclarant que le rôle de la classe ouvrière « se borne à s'organiser en syndicats. Un beau jour, avec l'aide de l'Internationale, ils supplanteront tous les États existants ». C'est un résumé très sommaire, certes, mais parfaitement exact de la pensée de Bakounine.

Les principes généraux que développe Bakounine sont cependant en partie contredits par ce qu'il dit sur les capacités effectives de l'AIT en matière d'action révolutionnaire *à ce moment-là*. L'AIT a donné aux travailleurs un commencement d'organisation en dehors des frontières des États et en dehors du monde bourgeois. Elle contient, de plus, « les premiers germes de l'organisation de l'unité à venir ». Mais, pense Bakounine, elle n'est pas encore une institution

1. « Indifférentisme » : néologisme inventé par Bakounine dans *L'Empire knouto-germanique* pour désigner l'indifférence envers une croyance ou une doctrine. La plupart des textes de Bakounine sont écrits en français, mais on y trouve quelques inventions savoureuses.

suffisante pour organiser et diriger la révolution. « L'Internationale prépare les éléments de l'organisation révolutionnaire, mais elle ne l'accomplit pas¹ ». Elle organise la lutte publique et légale des travailleurs. Elle fait la propagande théorique des idées socialistes. L'AIT est un milieu favorable et nécessaire à l'organisation de la révolution, « mais elle n'est pas encore cette organisation ». Elle regroupe tous les travailleurs sans distinction d'opinion, de religion, à condition qu'ils acceptent le principe de la solidarité des travailleurs contre les exploités. En elle-même, cette condition suffit à séparer le monde ouvrier du monde bourgeois, mais elle est insuffisante pour donner au prolétariat une orientation révolutionnaire.

Ce constat étant fait, il est évident que doit exister, *quelque part*, une organisation des révolutionnaires. Cette organisation – l'Alliance internationale pour la démocratie et le socialisme – a moins pour rôle de prendre le contrôle de l'organisation de masse que de l'inciter à développer sa logique interne qui est d'embrasser la société entière. Rappelons qu'en 1870, *la forme de cette organisation était encore à découvrir* : il ne faut donc pas analyser cette question de manière anachronique, en projetant sur le contexte de l'époque les données issues de l'expérience historique du siècle qui a suivi. Ce serait une erreur de penser que l'Alliance fournit le modèle d'un « parti anarchiste », comme la tentation en a existé, ou le modèle d'une organisation anarchiste « spécifique » comme on peut le constater aujourd'hui. *L'Alliance est une organisation constituée à l'intérieur d'une organisation de masse par des militants qui en sont des adhérents*, et qui s'évertue à élaborer des stratégies dont cette organisation de masse doit pouvoir discuter.

L'un des documents où Bakounine expose le plus clairement la fonction de l'Alliance est une lettre à un Espagnol – faut-il s'en étonner? – Tomás González Morago, l'un des trois fondateurs de l'Internationale à Madrid avec Lorenzo et Mora. L'Alliance, lui écrit-il le 21 mai 1872, est le « complément nécessaire de l'Internationale ».

1. « Frères de l'Alliance en Espagne » 12-13 juin 1872.

L'une et l'autre ont le même but mais poursuivent des objets différents. L'Internationale a pour mission de « réunir les masses ouvrières, les millions de travailleurs, à travers les différences des métiers et des pays, à travers les frontières de tous les États, en un seul corps immense et compact » ; l'Alliance, quant à elle, « a pour mission de donner à ces masses une direction réellement révolutionnaire¹ ».

« Les programmes de l'une et de l'autre, sans être aucunement opposés, sont différents par le degré même de leur développement respectif. Celui de l'Internationale, si on le prend seulement au sérieux, contient en germe, mais seulement en germe, tout le programme de l'Alliance. Le programme de l'Alliance est l'explication dernière de celui de l'Internationale. »

On serait tenté de voir là le modèle social-démocrate de division du travail entre lutte politique assurée par le parti et lutte économique assurée par le syndicat. D'autant que Bakounine revient encore une fois dans cette lettre sur l'idée que l'AIT ne doit pas imposer de doctrine: si les fondateurs de l'Internationale l'avaient fait, ils auraient « fondé une très petite association, une secte, non le camp retranché du prolétariat du monde entier contre les classes dominantes et exploitantes » : « ...imposez le programme de l'Alliance à l'Internationale, et l'Internationale ne comptera plus en son sein, dans toute l'Europe, à peine 2 ou 3 mille membres », dit encore Bakounine dans sa lettre. On verra que c'est précisément ce qui arriva à l'Internationale dite « anti-autoritaire ».

Formellement, on a donc le même type de rapport. Il y a cependant une différence essentielle: dans la relation de type social-démocrate, la division du travail entre organisation de masse et organisation politique se fait par la subordination de la seconde à la première, l'organisation politique étant seule compétente pour

1. Dans cette phrase, on peut comprendre le mot « direction » dans deux sens, celui de « chemin », « orientation », ou celui de « cadres dirigeants ». Les deux options sont envisageables.

élaborer un programme et des stratégies ; l'organisation de masse n'étant considérée que comme une « école » dans laquelle se formeront les futurs adhérents du parti. L'Alliance, au contraire, se perçoit comme une extension organique de l'organisation de masse dont elle ne fait qu'exprimer le programme implicite ; il n'y a entre l'une et l'autre qu'une différence de degré, c'est ce que Bakounine veut dire lorsqu'il écrit que « le programme de l'Alliance est l'explication dernière de celui de l'Internationale ».

L'objectif de la social-démocratie est la conquête du pouvoir politique par le parti¹ tout en conservant cette division du travail ; dans l'optique de l'Alliance, l'objectif est la conquête du pouvoir social par l'organisation de classe – la fonction de l'Alliance étant précisément de garantir que l'AIT ne perde pas cet objectif de vue.

La lettre à Morago présente un réel intérêt parce qu'elle est adressée à un militant de confiance, et Bakounine s'y exprime sans réserves. Cette lettre a été écrite par le révolutionnaire russe quelques mois avant son exclusion de l'Internationale. Bien entendu, il est au courant de ce qui se trame à Londres contre lui et ses amis. On a l'impression que l'insistance incroyable avec laquelle il martèle la nécessité de maintenir l'unité fondamentale de l'Internationale sur la base des nécessités pratiques est motivée par la conscience qu'il a que cette unité va être battue en brèche. Car cela ne lui ressemble pas de dire que, au regard de l'unité pratique de l'organisation, « l'instruction intégrale, l'abolition des États ou l'émancipation du prolétariat par l'État, l'émancipation de la femme, la propriété collective, l'abolition du droit d'héritage, l'athéisme, le matérialisme ou le déisme » sont « des questions très intéressantes et leur discussion est fort utile au développement intellectuel et moral du prolétariat », mais qu'elles sont au fond accessoires. Bakounine s'était particulièrement dépensé pour en discuter lors des congrès de l'Internationale en 1868 et en 1869, notamment de l'instruction intégrale. On sait

1. Ce qui définit l'approche social-démocrate de la question est la division du travail parti-syndicat, indépendamment des modalités – pacifiques ou violentes.

également que l'émancipation de la femme était une question à laquelle Bakounine était tout particulièrement attaché.

« L'organisation de la lutte internationale, économique, pratique, quotidienne du travail contre le capital, voilà donc le seul but explicite, la seule loi obligatoire, suprême de l'Internationale¹. »

Celui qui ne se soumet pas aux « conséquences pratiques de la solidarité dans cette lutte, doit sortir ou être expulsé de l'Internationale ». Il est clair que Bakounine pense à Marx, qui entendait imposer à l'AIT le principe de la conquête du pouvoir politique². Alors que l'AIT était l'instrument par lequel la classe ouvrière allait réaliser son émancipation globale, Bakounine maintenant rétrécit son champ d'intervention à celui d'une simple Internationale syndicale : il en est d'ailleurs parfaitement conscient :

« À ceux qui m'observeront que je rapetisse le caractère de l'Internationale, en bornant son programme obligatoire et son but à l'organisation de cette lutte exclusivement économique, je répondrai qu'en tentant d'y introduire une directive politique, socialiste ou philosophique uniforme et obligatoire pour tous, on la détruit, on la tue. Car je vous défie de formuler une doctrine explicite quelconque qui puisse réunir sous sa bannière des millions, que dis-je, seulement des dizaines de milliers de travailleurs. Et à moins d'imposer les croyances d'une secte à toutes les autres, on aboutira à la création d'une multitude de sectes, c'est-à-dire à l'organisation d'une véritable anarchie au

1. Lettre à Morago, 21 mai 1872.

2. Précisons que si Marx voulait que l'AIT adopte ce principe, ce n'était pas l'AIT qui devait conquérir le pouvoir politique mais les partis social-démocrates. Rappelons que lors du congrès de La Haye, Marx a fait intercaler à la hussarde, de manière anti-statutaire dans les statuts de l'AIT un article 7a stipulant que « la conquête du Pouvoir politique est devenue le grand devoir du prolétariat ». Ce sont ces statuts que le courant marxiste considère comme seuls légitimes.

sein du prolétariat pour le plus grand triomphe des classes exploitantes¹ ... »

Cette déclaration se situe totalement en dehors de la problématique « anarchiste » qu'on attribue habituellement à Bakounine : elle est incontestablement une préfiguration de ce que sera trente ans plus tard le syndicalisme révolutionnaire. On sent dans la lettre à Morago, écrite cinq mois avant le congrès de La Haye, une attitude nettement défensive. Bakounine semble vouloir préserver à tout prix ce qui lui paraît essentiel, l'unité de l'Internationale, et cette unité n'est possible que sur la base de la solidarité économique.

Les enjeux ne sont plus les mêmes que lors des congrès de Bruxelles et de Bâle lorsque le collectivisme fédéralisme semblait avoir le vent en poupe. Aujourd'hui, en 1872, l'enjeu a changé. Après la guerre franco-prussienne, après la Commune et l'unification de l'Allemagne les rapports de forces se sont modifiés ; en outre, l'emprise de Marx et de son entourage sur l'appareil de l'Internationale ne semble pas pouvoir être remis en cause.

La crainte qu'a Bakounine du danger que court l'Internationale apparaît dans un autre passage de sa lettre. Il fait le constat d'une coupure de fait entre les Anglais, les Américains et les Allemands d'une part, les Français, les Belges, les Espagnols, les Italiens et les Slaves de l'autre. « Faut-il établir deux Internationales ? L'une Germanique, l'autre Latino-Slave ? » demande-t-il. Ce serait un triomphe pour la bourgeoisie. Il pose alors une nouvelle question : « Y a-t-il une possibilité de concilier le programme marxien avec le nôtre ? » La réponse est non. Troisième question : « Faut-il enfin pour l'amour de la paix et pour sauver l'unité de l'Internationale – sacrifier un de ces programmes à l'autre ? » La réponse est encore non.

« Que faire alors ? – Il faut chercher cette unité-là où elle se trouve, et non là où elle ne peut se trouver. Il faut la chercher non dans des théories soit politiques, soit philosophiques, mais dans les aspirations solidaires

1. *Ibid.*

du prolétariat de tous les pays à l'émancipation matérielle ou économique – Sur le terrain de la lutte économique, pratique quotidienne du travail exploité par le capital. »

La solidarité concrète des membres de l'Internationale est le seul point vraiment obligatoire, qui fonde l'unité de l'organisation. Tout le reste est accessoire. Les débats qui se déroulent dans les congrès sur « l'instruction intégrale, l'abolition des États ou l'émancipation du prolétariat par l'État, l'émancipation de la femme, la propriété collective, l'abolition du droit d'héritage, l'athéisme, le matérialisme ou le déisme » constituent des questions très intéressantes et leur discussion est fort utile au développement intellectuel et moral du prolétariat, mais aucun congrès n'a le pouvoir de résoudre ces questions ni de les imposer aux membres de l'Internationale. « L'organisation de la lutte internationale, économique, pratique, quotidienne du travail contre le capital, voilà donc le seul but explicite, la seule loi obligatoire, suprême de l'Internationale. »

À cinq mois de son exclusion de l'AIT, Bakounine réaffirme que la solidarité qui unit les travailleurs est « complètement indépendante des différents courants politiques et philosophiques suivis par les masses ouvrières dans différents pays. Si les ouvriers de l'Allemagne, par exemple, font grève, s'ils se révoltent contre les bourgeois-exploiteurs, vous ne leur demanderez pas s'ils croient en Dieu ou s'il n'y croient pas, s'il sont pour l'État ou contre l'État? Vous les soutiendrez dans la mesure de vos forces parce que ce sont des travailleurs soulevés contre leurs exploiters¹. » Comme pour montrer qu'il ne confond pas la direction allemande du Conseil générale et le prolétariat allemand, Bakounine revient à plusieurs reprises sur la nécessité de soutenir les travailleurs allemands en cas de conflit. Chez lui, le critère de classe prévaut toujours.

1. Lettre à T.G. Morago, 21 mai 1872.

Résumons le point de vue de Bakounine

1. Le mode, la forme de l'organisation des travailleurs sont le produit de l'histoire, ils sont nés de la pratique et de l'expérience quotidiennes des luttes. Toutes les classes ascendantes ont bâti, au sein même du régime qui les dominait, les formes de leur organisation.
2. La forme organisationnelle propre à la bourgeoisie regroupe les citoyens sur la base d'une circonscription électorale; elle correspond au système de production capitaliste qui ne veut connaître que des individus isolés. Ainsi, le vrai pouvoir, qui est celui issu du contrôle des moyens de production, reste-t-il aux mains des propriétaires de ces moyens de production.
3. L'organisation de classe des travailleurs ne regroupe pas des citoyens mais des producteurs. Quel que soit le nom qu'on donne à cette organisation : syndicat, conseil ouvrier, comité d'usine, la structuration reste celle d'une organisation de classe.
4. Le principe sur lequel cette organisation est fondée est le fédéralisme.

La logique du passage d'une société d'exploitation à une autre ne saurait être la même que celle du passage d'une société d'exploitation à une société sans exploitation : c'est une des grandes leçons que nous livre Bakounine, issue de ses réflexions sur l'analyse marxienne de la Révolution française¹. Toutes les révolutions de l'histoire, dit-il, y compris la Grande révolution française, malgré la magnificence des programmes au nom desquels elle s'est accomplie, n'ont été que « la lutte de ces classes entre elles pour la jouissance exclusive des privilèges garantis par l'État, la lutte pour la domination et pour l'exploitation des masses » . Pour Bakounine, l'État étant la forme spécifique de l'organisation d'une classe exploiteuse, la

1. Cf. René Berthier : « La Révolution française comme archétype: 1848 ou le 1789 manqué de la bourgeoisie allemande » et « La Révolution française dans la formation de la théorie révolutionnaire chez Bakounine », in *Les anarchistes et la Révolution française*, Éditions du Monde libertaire, 1990.

classe ouvrière ne saurait adopter la même logique de passage. Ainsi s'explique la notion souvent incomprise de l'abolition de l'État. Il ne s'agit évidemment pas d'abolir toute forme d'organisation mais de remplacer l'État, forme spécifique d'organisation de classe de la bourgeoisie, dont il n'est par conséquent pas question de faire la « conquête », par l'organisation de classe des travailleurs. La phrase de Bakounine sur le projet de la classe ouvrière prend donc tout son sens : « de la nature de son but dépend essentiellement le mode et la nature même de son organisation¹ » .

Si cette organisation de classe des travailleurs est encore à créer, elle n'a pas à être « inventée ». Elle n'est pas une utopie, au sens de création intellectuelle d'un système parfait tel qu'on désirerait qu'il soit. Elle est déduite des pratiques réelles de la classe ouvrière. Ainsi, l'expérience concrète de la classe ouvrière crée cette organisation, dans des formes embryonnaires pour commencer. C'est la tâche à laquelle s'est attelé Bakounine dans les dernières années de sa vie, pendant sa période « anarchiste ». Les développements de Bakounine sur la conscience ouvrière, sur l'organisation des travailleurs ne sont pas une construction a priori mais le résultat d'observations qu'il a pu faire sur le terrain lors de ses nombreux déplacements.

L'AIT à l'époque était dans une période extraordinaire d'expansion consécutive à une montée des mouvements sociaux dans toute l'Europe, sauvagement réprimés, qui suscitaient un réel appui international, et qui provoquaient à chaque fois un accroissement des adhésions. C'est l'observation des luttes ouvrières de son temps qui a fourni au révolutionnaire russe les éléments sur lesquels il fonde sa théorie de l'organisation des travailleurs. Selon ses propres termes, l'objectif de Bakounine, est de « formuler leur pensée et de dire leur parole »

À sa sortie de la Ligue de la paix et de la liberté, les principes généraux de la pensée politique de Bakounine sont déjà définis. Il

1. Cf. supra : « La question du programme ». « Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura », février-mars 1872, Œuvres, III, 74.

y manque cependant l'essentiel, une vision tactique, stratégique et organisationnelle pour le mouvement ouvrier. Cette absence sera comblée par l'observation qu'il fera des pratiques ouvrières de son temps, qu'il conceptualisera dans ses écrits.

* * *

Les réserves formulées par Bakounine sur la capacité de l'AIT à conduire seule le prolétariat vers la révolution sociale alimenteront un débat : est-ce une situation circonstancielle, liée à l'insuffisante expérience historique de la classe ouvrière de l'époque, ou est-ce une situation liée à la nature même de l'Internationale ? Autrement dit : la classe ouvrière peut-elle, si les circonstances s'y prêtent, développer une pratique et fonder une doctrine de manière autonome, ou est-elle intrinsèquement incapable de le faire ? Dans le premier cas on aura le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme ; dans le second cas on aura le léninisme.

Il ne fait pas de doute que pour Bakounine une organisation regroupant une minorité révolutionnaire structurée est indispensable. Cette organisation, c'est l'Alliance internationale pour la démocratie socialiste. Mais la réflexion sur l'organisation de la minorité révolutionnaire à l'époque de Bakounine et de Marx doit éviter l'anachronisme qui consiste à aborder la question dans les termes où elle s'est présentée lors de l'apparition de l'aile radicale de la social-démocratie – le bolchevisme – au début du xx^e siècle. Il faut garder à l'esprit que les débats qui ont marqué la rupture du marxisme révolutionnaire avec la II^e Internationale n'ont pas encore eu lieu ; il faut aussi se rappeler que le marxisme tel qu'il apparaissait à l'époque était essentiellement parlementaire.

Dans les années 1860-1870, on assiste à des tentatives non abouties de constituer une organisation révolutionnaire. Personne à l'époque n'a trouvé de solution acceptable. Si Bakounine oscille entre organisation publique et organisation secrète – il faut se

rappeler que les organisations ouvrières sont illégales en France, en Italie, en Espagne, en Belgique – les organisations secrètes en question sont plus des réseaux de militants qui correspondent entre eux qu’une instance qui prétend se poser en direction du prolétariat international. L’objectif principal est de regrouper les militants actifs et décidés, afin de constituer des cadres révolutionnaires, tâche qui, chronologiquement, semble naturelle lorsqu’on veut imprimer une certaine orientation à une organisation de masse.

Bakounine a posé le problème de l’organisation des révolutionnaires et de ses rapports avec les masses. Il l’a posé en opposition à la stratégie politique de Marx, électoraliste et parlementaire. Les successeurs de Marx oublient volontiers que pendant la révolution de 1848, en Allemagne, existait une organisation révolutionnaire, la Ligue des Communistes, que Marx et Engels avaient dissoute. Dans une large mesure, il s’agit d’une période de tâtonnements, et les modalités d’organisation des révolutionnaires n’apparaissent pas avec l’évidence et les certitudes que développeront plus tard un Lénine.

On peut noter d’ailleurs que l’essentiel de la critique léninienne de la social-démocratie allemande, qui fonde le bolchevisme, a déjà été faite trente ans auparavant par Bakounine. Ce dernier n’a pas trouvé de solution au problème qu’il a posé. On sait maintenant que Lénine non plus. C’est incontestablement grâce à l’observation attentive des pratiques du mouvement ouvrier pendant les années où il fut militant de l’AIT que Bakounine a pu développer une théorie de l’organisation du prolétariat qui mérite mieux que les simplismes réducteurs de ses adversaires et aussi, il faut le dire, souvent de ceux qui se réclament du même courant que lui.

II

Après la Commune

Avec la défaite de la France, Marx et Engels assistent avec quelque satisfaction au transfert du centre de gravité du mouvement ouvrier vers l'Allemagne. Ils y donnent même un petit coup de pouce. En sa qualité de correspondant du Conseil général pour l'Allemagne, Marx envoie le 28 mars 1870 une « Circulaire confidentielle » au Dr Kugelmann pour qu'il la diffuse auprès des chefs du parti socialiste allemand. Ce texte est une des innombrables pièces à mettre au dossier de la campagne de calomnies orchestrée contre Bakounine pour le discréditer politiquement : accusations d'être un agent du tsar, un escroc, un captateur d'héritage, etc. Pourtant, à la veille du congrès de Bâle (septembre 1869), Liebknecht, qui avait accusé Bakounine d'être un agent russe, fut cité devant un tribunal d'honneur et reconnu avoir « agi avec une légèreté coupable ». Cela n'empêcha pas Marx de reprendre l'accusation dans sa « Communication confidentielle » (janvier 1870) dans laquelle on apprend par ailleurs que Bakounine dispose de partisans fanatiques, qu'il veut établir sa dictature sur l'Internationale, qu'il a voulu capter l'héritage de Herzen.

Le « statut » de cette circulaire est curieux, car quoique confidentielle par la volonté de son auteur – Marx –, elle est rédigée au nom du Conseil général, porte l'en-tête de l'AIT et a donc un caractère officiel. Bakounine ne put jamais se défendre contre les accusations portées contre lui dans cette circulaire car il n'en prit jamais connaissance. Le secret de ce document fut si bien gardé que James Guillaume n'en prit connaissance que lorsqu'il fut publié le

12 juillet 1902 dans la *Neue Zeit*, la revue du parti social-démocrate. Ce sont, avant la lettre, de véritables méthodes staliniennes¹.

De son côté, Engels part en campagne pour discréditer Bakounine en Italie, en essayant de s'appuyer sur Cafiero. Il fait si bien que ce dernier rompt brutalement et se rallie à Bakounine. Lafargue tente le même jeu en Espagne, où l'Internationale était très développée: en 1873 elle comptera 25 601 membres et 331 sections. Lafargue tenta de saboter l'activité des Internationaux espagnols mais échoua lamentablement. Lui aussi fit si bien que les militants qu'il avait tenté de dresser contre l'Internationale légitime en Espagne se rendirent compte au bout de deux mois qu'ils avaient été manipulés et rejoignirent les rangs de leurs camarades de combat

La conférence de Londres (17-23 septembre 1871)

Les « anti-autoritaires » s'opposaient à une centralisation excessive de l'organisation et à l'établissement d'un programme obligatoire qui ne correspondait à rien. Cette optique répondait à une préoccupation pratique élémentaire: le niveau de développement des différentes fédérations et sections de l'AIT était extrêmement différent et il paraissait peu opportun, ni souhaitable d'ailleurs, d'imposer un programme uniforme. Par ailleurs, les fédéralistes s'opposaient au projet de Marx de constituer des partis politiques axés sur la prise du pouvoir par l'action parlementaire.

Il était évident que les deux courants de l'Internationale allaient devoir s'affronter un jour ouvertement, et Bakounine recula ce moment autant qu'il put.

Les bakouniniens pensaient résoudre à leur avantage ce qu'ils considéraient comme un simple conflit d'idées. Or Marx, qui

1. On note dans ce texte de trois pages au moins six déformations outrancières et sept mensonges flagrants. Brupbacher écrit à ce sujet dans *Marx und Bakounin*: « il n'y aura personne sur toute la surface de la terre, en dehors d'une poignée de fanatiques, à qui cette communication n'apparaisse comme imprimant sur le caractère de Marx une souillure ineffaçable. »

lui-même était incapable de soutenir en public un débat contradictoire, et qui n'était jusqu'alors jamais intervenu directement dans un congrès de l'AIT, craignait par-dessus tout que les bakouniniens ne s'expriment à un nouveau congrès. Il voulait à tout prix éviter le débat ouvert, et ce n'est que devant un auditoire soigneusement sélectionné qu'il consentit à s'exprimer en septembre 1871 : trois mois après la Commune eut lieu la conférence de Londres, le 17 septembre 1871, qui n'avait statutairement aucun pouvoir de décision mais qui décida d'un certain nombre de mesures qui devaient être confirmées au congrès qui aurait lieu à La Haye l'année suivante. Les thèses marxistes l'emportèrent grâce à une majorité factice obtenue par des mandats truqués offerts à des hommes dont on était sûrs, des délégués cooptés par le Conseil général, des fédérations non averties, en somme tout un arsenal de mesures qui feront leurs preuves dans les pires moments de l'histoire du mouvement ouvrier. Le comité fédéral du Jura en particulier, ne reçut pas de convocation.

Bakounine dira plus tard :

« On sait comment cette conférence fut bâclée ; elle fut composée des intimes de M. Marx, triés par lui-même avec soin, plus quelques dupes. La Conférence vota tout ce qu'il crut bon de lui proposer, et le programme marxien, transformé en vérité officielle, se trouva imposé comme principe obligatoire à toute l'Internationale¹. »

La conférence était formée de vingt-trois membres, dont six délégués belges [dont l'un était en même temps membre du Conseil général], deux délégués suisses, un délégué espagnol, treize membres du Conseil général nommés par ce Conseil, et un inconnu sans mandat, dit James Guillaume. Sur les treize délégués membres du Conseil général et nommés par lui, sept siégeaient à titre de secrétaires correspondants des différents pays non représentés à la Conférence : c'étaient Engels pour l'Italie, Marx pour l'Allemagne, Eccarius pour l'Amérique, Hales pour l'Angleterre, Rochat pour la

1. *Œuvres*, Champ libre, III, 167.

Hollande, Cohn pour le Danemark, et Zabicki pour la Pologne. « Ces treize membres du Conseil général, qui n'avaient aucun mandat, formaient à eux treize la majorité de la Conférence, composée de vingt-trois membres¹. » Mais Marx en avait désigné six autres pour le représenter.

« Il est juste d'ajouter à cette liste les filles de Karl Marx, qui furent admises à siéger à la dernière séance de cette Conférence secrète. La chronique ne dit pas si la Conférence leur donna voix délibérative; elle aurait pu le faire sans déroger, car ces demoiselles avaient autant de titres à représenter le prolétariat international que le plus grand nombre des délégués². »

En Suisse, il était évident qu'une scission se préparait dans la fédération romande. L'influence de l'Alliance, que Bakounine avait quittée, diminuait. Les socialistes gagnaient du terrain à Genève et ils finirent par mettre la main sur l'organe de la Fédération romande, *L'Égalité*, dont les rédacteurs avaient été jusqu'alors des collectivistes. Entre Genève et le Jura, les divergences s'accroissaient et le Conseil général avait clairement pris position pour les socialistes genevois.

Dans les Montagnes, cependant, les sections se portaient bien. De nouvelles sections sont créées dans le Val de Saint-Imier, à Neuchâtel, à Val de Ruz, etc. À la Chaux-de-Fonds, la Section de la propagande, nouvellement fondée, jetait les bases d'une Fédération locale. « Ainsi, l'Internationale atteignit le maximum de son développement au cours des années 1869-1870. Elle jouissait d'un pouvoir moral grâce au dévouement de ses membres les plus éminents et au prestige qu'elle avait acquis auprès des ouvriers qui commençaient à s'éveiller à l'idée de l'organisation³. »

La scission eut lieu au deuxième Congrès de la Fédération romande, au début d'avril 1870, à La Chaux-de-Fonds. Les

1. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, t. II, 3^e partie, p. 194.

2. Mémoire présenté par la Fédération jurassienne, 1^{re} partie, p. 204.

3. L. Lorwin, *op. cit.*, p. 44.

socialistes anti-autoritaires et collectivistes du Jura et les socialistes genevois se séparèrent définitivement.

Les anti-autoritaires et les socialistes ne divergeaient pas seulement par leur programme et leur projet politique, ils divergeaient aussi par leurs pratiques. Les premiers se sont toujours montrés conciliants à l'égard des socialistes; ces derniers se montraient extrêmement mesquins. Les anti-autoritaires considéraient les socialistes comme des camarades, ces derniers considéraient les anti-autoritaires comme des adversaires. Ainsi, lorsque Schwitzguébel eût formé une section internationaliste dans la Val de Saint-Imier et qu'il eût demandé son admission dans la Fédération romande, cette dernière refusa d'admettre une section collectiviste. L'Égalité, passée entre les mains des socialistes publiait des articles attaquant les collectivistes et leurs sections.

Les socialistes de Genève étaient minoritaires par rapport aux anti-autoritaires. Ils voyaient avec une certaine appréhension le congrès annuel de la Fédération romande, qui devait se tenir à La Chaux-de-Fonds.

L'ordre du jour contenait trois points de principe :

1. L'organisation des caisses de résistance. Ce point ne fit aucune difficulté, tout le monde étant d'accord pour créer des caisses permettant d'aider les ouvriers dans leur lutte.
2. La coopération : pour les socialistes, c'était le seul moyen d'émanciper les ouvriers. Pour les collectivistes, ce n'était que la forme de travail de l'avenir.
3. Concernant l'action politique, les socialistes préconisaient l'action parlementaire, tandis que les collectivistes étaient favorables à l'abstention électorale jusqu'à la Révolution sociale.

En fait, le Congrès de La Chaux-de-Fonds ne put pas traiter ces questions. Après la vérification des mandats des délégués et l'élection du bureau, Adhémar Schwitzguébel s'empressa de demander l'admission dans la Fédération romande de la Section des

graveurs et guillocheurs du Val de Saint-Imier, au grand déplaisir de la fraction socialiste de l'assemblée.

Les délégués de cette nouvelle Section, qui furent bientôt autorisés à siéger, renforcèrent la majorité libertaire du Congrès. Mais les anarchistes réclamèrent aussi l'admission de l'Alliance et de la Section de la propagande de La Chaux-de-Fonds! Une violente discussion s'engagea, les Genevois prirent tour à tour la parole pour accuser Bakounine et l'Alliance. Le Congrès dut bientôt se prononcer sur l'admission de l'Alliance dans la Fédération romande. La majorité de l'assemblée étant anarchiste, l'Alliance fut admise par 21 voix contre 182. Les délégués du Locle, du district de Courtelary, de Moutier, de Bienne, de Neuchâtel, de Granges et de Vevey avaient voté *oui*, tandis que les « coullerystes » de La Chaux-de-Fonds et les socialistes de Genève s'étaient prononcés contre l'admission de l'Alliance.

Réaction contre la conférence de Londres

Lors d'une réunion tenue à Saint-Imier le 30 octobre 1871, le comité fédéral décida la convocation d'un congrès régional le 12 novembre à Sonvillier. Nous sommes au lendemain de l'écrasement de la Commune, mais aussi au lendeman de la Conférence de Londres. Précisément, la circulaire de convocation justifie ce congrès par ces deux motifs :

1. « [...] nous pensons que l'Association internationale des travailleurs entre, dès maintenant, dans une nouvelle phase, car elle doit s'organiser de manière à pouvoir utiliser, au profit des travailleurs, toute lutte partielle qui pourrait s'engager entre ces derniers et la bourgeoisie. »
2. « [...] l'attitude dictatoriale du Conseil général vis-à-vis des Sections. La Conférence tenue dernièrement à Londres a pris des résolutions qui nous concernent de près. Vous savez tous qu'une scission

s'était produite au Congrès de la Chaux-de-Fonds en 1870. La minorité dissidente [les Genevois et les coullerystes de la Chaux-de-Fonds] s'est arrogé le titre de *Fédération romande*. Nous avions compté sur l'esprit d'impartialité qui devrait animer les membres du Conseil général, et nous espérions longtemps qu'il mettrait fin à ce conflit, en nous reconnaissant au moins le droit d'existence comme Fédération à l'égal de nos confrères de Genève. Eh bien, le Conseil général s'est enfermé dans un silence inexplicable. Il ne nous restait qu'une seule issue: c'était d'attendre la convocation du Congrès général, qui mettrait fin au conflit. »

Le Comité fédéral du Jura protesta auprès du Conseil général pour n'avoir pas été invité à la Conférence, et contesta le jugement que celle-ci pourrait prononcer à proos de la scission de la Fédération romande: une des parties au conflit n'était pas représentée à Londres et l'autre était à la fois juge et partie. La Conférence en outre n'avait pas les compétences lui permettant de trancher une question relevant des pouvoirs d'un Congrès annuel.

Le congrès de Sonvillier fut donc explicitement convoqué pour réorganiser la fédération sur des bases nouvelles et pour faire connaître aux autres fédérations de l'Internationale la position des fédéralistes sur les « actes de la Conférence de Londres ». Le rapport du comité fédéral présenté au congrès fit le constat de la désorganisation dans laquelle se trouvait l'Internationale en Suisse. Certaines sections avaient cessé d'exister; quant aux corps de métier, ils semblaient se désintéresser de l'activité de l'Internationale. Le Congrès nomma des commissions chargées de faire un rapport sur la Conférence de Londres et les actes du Conseil général; sur la réorganisation de la Fédération et la revision de ses statuts; sur le projet d'un Congrès ouvrier suisse.

Le congrès vota à l'unanimité une résolution qui devait mettre fin à la querelle avec les représentants du Temple-Unique:

« Le Congrès,

« Considérant que la Fédération romande, *dont le présent Congrès est le seul représentant légitime*, a perdu son caractère primitif par la retraite d'une partie des Sections qui la constituaient.

« Pense qu'il y a lieu de dissoudre cette Fédération, et la déclare dissoute.

« Considérant, en outre, qu'un Congrès des Sections romandes, réuni à Saint-Imier en octobre 1870, a discuté la proposition de constituer une Fédération nouvelle, qui porterait le nom de *Fédération jurassienne*, proposition qui a été écartée alors comme prématurée, mais qui est présentée de nouveau aujourd'hui par plusieurs Sections,

« Le Congrès décide de constituer, entre les Sections représentées au Congrès et celles qui y adhéreront, une Fédération nouvelle qui prend le nom de *Fédération jurassienne*. »

On a là l'acte de naissance de la Fédération jurassienne, qui allait attirer sur elle les foudres de Marx. Ce congrès confirme la décision du congrès de la Chaux-de-Fonds : Les fédéralistes, majoritaires, et les sections du Jura détenaient légitimement la qualité de Fédération romande, et c'était bien, par conséquent, la Fédération romande qui décidait de se transformer en Fédération jurassienne. Le congrès adopta le projet de statuts présenté par la section de Neuchâtel :

« Ce projet fut voté par les délégués, sous la réserve de son acceptation ultérieure par les Sections. Il consacrait le principe de l'autonomie des Sections ; et il fournissait la preuve, réduit qu'il était à un très petit nombre d'articles, qu'on pouvait se passer du pesant

bagage de réglementation minutieuse dont on surcharge ordinairement les statuts des associations¹. »

La congrès aborda évidemment la question des actes du Conseil général et des résolutions de la Conférence de Londres. Tous les délégués s'accordèrent pour condamner les manœuvres du Conseil général et les décrets de la Conférence. Le congrès réclama la convocation, à bref délai, d'un Congrès général qui confirmerait le maintien dans l'Internationale du principe d'autonomie. Une circulaire aux fédérations de l'Internationale fut rédigée, exposant les motifs de la création de la Fédération jurassienne et de la condamnation des résolutions de Londres, ainsi que de la nécessité de convoquer un congrès général. Le point le plus sensible de cette circulaire, du point de vue de Marx, fut sans doute l'insistance qui y est mise sur le fait que le siège de l'AIT fut établi à Londres de manière fortuite, et que rien n'obligeait à l'y maintenir. C'est sans doute ce qui explique que, menacé de voir le siège du Conseil général lui échapper et s'installer à Genève, Marx fera tout pour qu'il soit transféré à... New York!

Sur le plan du fonctionnement des instances dirigeantes de l'Internationale, la circulaire rappelle que rien dans les statuts ne permet au Conseil général de s'arroger un quelconque pouvoir sur les fédérations et qu'il ne doit servir que de bureau central de correspondance entre les sections.

La circulaire expose que la composition du Conseil général a jusqu'à présent été décidée « en confiance », sur la base de listes présentées aux congrès « et qui portaient en majorité des noms absolument inconnus aux délégués ». La confiance allait si loin, que « la faculté était même laissée au Conseil général de s'adjoindre qui bon lui semblerait; et, par cette disposition des statuts, la nomination du Conseil général par le Congrès devenait illusoire. En effet, le Conseil pouvait, après coup, s'adjoindre tout un personnel qui en aurait modifié complètement la majorité et les tendances². » C'est ainsi

1. James Guillaume, *L'Internationale documents et souvenirs* 3^e partie, ch. 12, p. 227.

2. James Guillaume, *Ibid.*, p. 230.

qu'au congrès de Bâle la confiance aveugle alla jusqu'à entériner une abdication volontaire entre les mains du Conseil général. Au moyen de *résolutions administratives*, le Conseil général s'est vu attribuer le pouvoir de suspendre des fédérations.

James Guillaume fait ici une remarque extrêmement importante, qui montre que la pensée libertaire n'était à l'époque qu'embryonnaire. Il explique que la composition du Conseil général était pratiquement inamovible :

« Composé pendant cinq années de suite des mêmes hommes, toujours réélus, et revêtu par les résolutions de Bâle d'un pouvoir très grand sur les Sections, il a fini par se regarder comme le chef légitime de l'Internationale. Le mandat de membre du Conseil général est devenu, entre les mains de quelques individualités, comme une propriété personnelle, et Londres leur a paru la capitale inamovible de notre Association. Peu à peu, ces hommes, qui ne sont que nos mandataires, – et la plupart d'entre eux ne sont pas même nos mandataires réguliers, n'ayant pas été élus par un Congrès, – ces hommes, disons-nous, habitués à marcher à notre tête et à parler en notre nom, ont été amenés, par le courant naturel des choses et par la force même de cette situation, à vouloir faire prédominer dans l'Internationale leur programme spécial, leur doctrine personnelle. »

Face à la centralisation de l'Internationale, dont Marx est aux yeux des Jurassiens la personnification, et face aux manœuvres bureaucratiques du Conseil général, les fédéralistes vont opposer un mode d'organisation dont le caractère centrifuge va totalement à l'encontre du fédéralisme ; ils vont préconiser la décentralisation totale.

Or la parade à la dérive bureaucratique soulignée par James Guillaume réside sans doute moins dans la décentralisation totale

des structures que dans la simple rotation des tâches, c'est-à-dire dans la stricte limitation de la durée des mandats. Cette disposition pourtant élémentaire ne semble pas figurer dans l'arsenal des mesures à la disposition des « anti-autoritaires » de l'époque. Peut-être parce qu'elle était alors difficile à mettre en application.

En soulignant que le maintien du Conseil général à Londres ne résulte que de la décision de chaque congrès, le congrès de Sonvillier montre que le siège peut être modifié à tout instant. La réclamation d'un congrès général est donc une menace ouverte contre Marx et ses amis. Ces derniers vont donc devoir réagir vigoureusement.

Le V^e congrès de l'Internationale à La Haye (2-7 septembre 1872)

Comme cette conférence n'avait pas de valeur décisionnelle, on convoqua un congrès, tout aussi truqué, qui se tint à La Haye en septembre 1872 et qui confirma l'exclusion de Bakounine et de James Guillaume, Schwitzguébel passant à travers les mailles du filet. Le Conseil général se fit attribuer les pleins pouvoirs. « On lui donna, dit Bakounine, le droit de censure sur tous les journaux et sur toutes les sections de l'Internationale. On reconnut l'urgence d'une correspondance secrète entre le Conseil général et tous les conseils régionaux ; on lui accorda, en outre, le droit d'envoyer des agents dans tous les pays afin d'y intriguer en sa faveur¹... »

Le Conseil général se vit accorder le droit de « suspendre des branches, sections, conseils ou comités fédéraux, et fédérations de l'Internationale jusqu'au prochain congrès » (Art. 6 des Règlements généraux modifié). C'est grâce à cet article modifié que la Fédération jurassienne sera suspendue. Pour s'assurer des mandats sûrs au congrès qui devait être convoqué en septembre 1872 à La Haye, la conférence de Londres vota une résolution interdisant la constitution de sections de l'Internationale sous forme de sociétés secrètes. C'était

1. *Œuvres*, Champ libre, III, 107.

évidemment une mesure contre l'Alliance bakouninienne mais aussi en principe contre toutes les sections constituées dans les pays où l'AIT et d'une façon générale le droit d'association était interdit.

Pourtant à La Haye se présentèrent des délégués français munis de mandats dont on ne savait pas de qui ils les tenaient : la vérification des mandats était impossible. Serrailleur, secrétaire du Conseil général pour la France (où l'AIT était interdite), arriva à La Haye les poches pleines de mandats. Six délégués français étaient connus par leur seul pseudonyme, sans indication de la ville dont ils tenaient leur mandat. Le seul qui annonça une ville – Rouen – se vit peu après désavoué par la fédération rouennaise parce qu'il avait voté avec le Conseil général alors qu'il avait le mandat impératif de voter pour les fédéralistes. Les Internationaux de Bordeaux s'aperçurent que leur délégué, qui avait reçu le mandat impératif de voter pour les fédéralistes, avait voté pour le Conseil général. Deux autres délégués français, Swarm et Walter – des pseudonymes – furent peu après arrêtés et passèrent en procès l'un à Toulouse, l'autre à Paris. On apprit ainsi que Swarm, agent du Conseil général à Toulouse, était un mouchard ; quant à Walter, agent du Conseil général à Paris, il se repentit et jura de devenir un adversaire acharné de l'Internationale¹.

Une fois le congrès de La Haye terminé, le conseil fédéral anglais s'aperçut que le délégué qui le représentait n'était même pas membre de l'Internationale !

L'Allemagne ne possédait aucune section de l'Internationale mais seulement des adhérents individuels en très petit nombre. Elle ne pouvait donc envoyer au congrès des délégués réguliers. Pourtant, pour renforcer la position de Marx, neuf Allemands furent introduits comme délégués de sections – inexistantes – de l'AIT. Pour pouvoir voter au congrès, il fallait que les sections aient payé leurs cotisations. Or Bebel avait écrit dans le *Volkstaat* du 16 mars 1872 que les Internationaux allemands n'avaient *jamais payé de cotisations à*

1. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, vol I, t. 2 p. 326.

Londres! Engels, qui tentait désespérément de susciter une présence allemande au congrès de La Haye, écrit à Wilhelm Liebknecht :

« Le Parti ouvrier social-démocrate veut-il se faire représenter au congrès? si oui, comment pense-t-il au préalable se mettre en règle afin que ses mandats ne puissent pas être contestés au congrès? Il faut pour cela: 1. qu'il déclare, non seulement *symboliquement*, mais encore réellement, et expressément, son adhésion à l'Internationale comme branche allemande, et 2. qu'il paie en tant que telle sa cotisation avant le congrès. La chose devient sérieuse, et nous devons savoir où nous en sommes, sinon vous nous obligeriez à agir pour notre propre compte, en considérant que le Parti ouvrier social-démocrate est étranger à l'Internationale et se comporte vis-à-vis d'elle comme une organisation neutre¹. »

Il est clair, à lire ces lignes, qu'il *n'y a pas de section allemande de l'AIT*. Tout au plus peut-on parler de l'adhésion verbale de quelques dirigeants social-démocrates aux orientations politiques de leur maître à penser de Londres, *en aucun cas* de l'adhésion de travailleurs organisés à une organisation internationale.

L'argument justifiant l'absence de sections allemandes par la loi interdisant l'adhésion à l'Internationale n'est pas du tout recevable. Malgré la loi et la répression, il existait en France des sections effectives. En Espagne, les Internationaux subissaient une répression féroce, ce qui n'empêchait pas l'Internationale d'avoir plus de 20 000 adhérents.

Profitant de l'absence de toute opposition, le congrès de La Haye introduisit une modification importante des statuts en ajoutant un article 7a. Marx avait toujours été obsédé par l'idée d'introduire dans les statuts un article appelant à la constitution des travailleurs en partis politiques nationaux et à la conquête du pouvoir. Les

1. Engels à Wilhelm Liebknecht, 22 mai 1872.

« anti-autoritaires » s'étaient opposés à l'introduction de cette clause dans les statuts, estimant que l'article 7 était suffisant et que les fédérations de l'AIT devaient déterminer elles-mêmes leurs positions sur cette question. Marx et Engels profitèrent de la conférence et du congrès truqué pour inclure un article disant que « le prolétariat ne peut agir en tant que classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct » et concluant que « la conquête du Pouvoir politique est devenu le grand devoir du prolétariat ». Techniquement, cet article 7a n'a aucune valeur dans la mesure où la totalité des fédérations de l'AIT¹ ont désavoué les décisions du congrès de La Haye. Pourtant, les marxistes considèrent comme acquis que cet article fait intégralement partie des statuts de l'Internationale.

Le congrès de Bâle (septembre 1869), où pourtant les « anti-autoritaires » étaient majoritaires, avait naïvement et imprudemment accordé au Conseil général la possibilité de suspendre des *sections*. Marx fit remarquer à La Haye que l'extension de ce droit de suspension aux *fédérations* n'était en somme qu'une mise en conformité des statuts, puisque le Conseil général pouvait déjà suspendre une à une toutes les sections d'une fédération, et par là suspendre une fédération entière²...

Lorsque les fédérations adhérentes de l'AIT se rendirent compte de la manipulation dont elles avaient été victimes, elles désavouèrent les décisions de ce congrès truqué :

- la fédération jurassienne, le 15 septembre 1872 ;
- les délégués des sections françaises en octobre ;
- la fédération italienne en décembre, ainsi que la fédération belge ;
- la fédération espagnole en janvier 1873 ainsi que les fédérations hollandaise et anglaise.

1. Sauf les Allemands qui ne représentaient rien.

2. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, Vol. I, tome 2, p. 338.

Certes, toutes les fédérations n'étaient pas « bakouniniennes », et le désaveu des pratiques de Marx et de ses amis ne constituait pas un acte de ralliement au point de vue « anarchiste ». Ce désaveu exprime cependant de façon claire que l'unité internationale du mouvement ouvrier n'était possible que sur la base de la solidarité concrète, comme le proposait Bakounine, et que la « puissante centralisation de tous les pouvoirs dans les mains du Conseil général » aboutissait à la dissolution de fait de l'AIT¹.

Les deux congrès de Saint-Imier (15 septembre 1872)

Aussitôt après le congrès de La Haye, la Fédération jurassienne convoqua un congrès extraordinaire, qui eut lieu le 15 septembre 1872. Adhémar Schwitzguébel – qui n'avait pas été exclu, au contraire de Bakounine et de James Guillaume – rendit compte de ce qu'il avait vu et entendu à La Haye. Le congrès jurassien vota une première résolution dénonçant la conduite du Conseil général à La Haye, qui a été « suffisamment suspecte de ne point représenter réellement l'opinion des sections composant la totalité de l'Association » ; par conséquent le congrès de la fédération jurassienne ne reconnaissait pas « les résolutions prises au Congrès de La Haye, comme étant injustes, inopportunes et en dehors des attributions d'un Congrès ».

La seconde résolution déclare que les accusations portées contre Bakounine et James Guillaume, ainsi que leur exclusion, sont le résultat de « l'intrigue de quelques personnalités haineuses ». En conséquence de quoi, « le Congrès considère comme son devoir d'affirmer hautement qu'il continue de reconnaître, aux compagnons Bakounine et Guillaume, leur qualité de membres de l'Internationale et d'adhérents à la Fédération jurassienne. »

1 Cf. *Œuvres*, Champ libre, III, 411.

Une heure plus tard, James Guillaume et Adhémar Schwitzguébel rejoignent le congrès international de Saint-Imier – qui se tenait dans la même salle et qui avait été convoqué à l’initiative de la fédération italienne. Si le congrès international de Saint-Imier vota la rupture avec le Conseil général de Londres, son ordre du jour ne se limita pas à cela. Quatre questions étaient à l’ordre du jour. A propos de la Première question : « Attitude des Fédérations réunies en Congrès à Saint-Imier, en présence des résolutions du Congrès de La Haye et du Conseil général », le congrès résolut ce qui suit :

« Le Congrès des délégués des Fédérations espagnole, italienne, jurassienne, américaine¹ et française, réuni à Saint-Imier, déclare repousser absolument toutes les résolutions du Congrès de La Haye, ne reconnaissant en aucune façon les pouvoirs du nouveau Conseil général nommé par lui ; et, pour sauvegarder leurs Fédérations respectives contre les prétentions gouvernementales de ce Conseil général, aussi bien que pour sauver et fortifier davantage l’unité de l’Internationale, les délégués ont jeté les bases d’un projet de pacte de solidarité entre ces Fédérations. »

La deuxième résolution dénonce tout « pouvoir centralisateur ». L’unité de l’Internationale est fondée sur « l’identité réelle des intérêts et des aspirations du prolétariat de tous les pays, d’un côté, et de l’autre sur la fédération spontanée et absolument libre des fédérations et des sections libres de tous les pays ». La majorité de La Haye a sacrifié « tous les principes de l’Internationale » ; en outre, le nouveau Conseil général, disposant de pouvoirs accrus, « menace de détruire cette unité de l’Internationale par ses attentats contre sa liberté ». C’est pourquoi les délégués des fédérations et sections espagnoles, italiennes, jurassiennes, françaises et américaines décident de constituer un « pacte d’amitié, de solidarité et de défense mutuelle » auquel pourront se joindre tous ceux qui voudront y adhérer.

1. La toute nouvelle fédération américaine s’était scindée en deux. L’une d’elles, dite de Spring Street, se déclara fédéraliste le 19 janvier 1873.

Ces fédérations et sections établiront « des communications et une correspondance régulière et directe tout à fait indépendantes d'un contrôle gouvernemental quelconque ». Enfin, lorsqu'une des fédérations ou sections sera « attaquée dans sa liberté », les autres fédérations ou sections se proclameront solidaires.

Ces deux premières questions étaient sans surprise, vu les circonstances. Elles établissent les bases d'un nouveau départ pour l'Internationale.

La troisième question débattue est d'un intérêt capital car elle traite de la manière dont l'Internationale aborde la « question politique ». Le congrès de Saint-Imier développe une attitude qui apparaît comme anti-sectaire. Il refuse d'imposer au prolétariat une « ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale » : c'est là, est-il dit, « une prétention aussi absurde que réactionnaire ». Est donc reconnu *le principe de la diversité des voies vers le socialisme*. Les fédérations et sections se voient reconnaître le « droit incontestable de déterminer elles-mêmes et suivre la ligne de conduite politique qu'elles croiront la meilleure ».

Néanmoins, le congrès trace tout de même les limites de cette liberté. En effet, l'objectif que le congrès assigne au prolétariat est « l'établissement d'une organisation et d'une fédération économiques absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendantes de tout gouvernement politique » : il est précisé que « cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes ».

De plus, le congrès prend clairement position contre toute organisation politique, qui ne peut être que « la domination au profit d'une classe et au détriment des masses » ; en conséquence, « le prolétariat, s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante ». Aussi le congrès conclut-il :

« Le Congrès réuni à Saint-Imier déclare :

« 1° Que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;

« 2° Que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ;

« 3° Que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la Révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire. »

Il s'agit donc d'une opposition sans ambiguïté à la stratégie politique marxiste de conquête du pouvoir politique, de dictature du prolétariat comme période transitoire. Il est intéressant de noter que ces deux points essentiels de la politique marxiste sont assimilés à une « politique bourgeoise » par les alliances électorales (les « compromis ») qu'ils impliquent.

Le dernier point traité au congrès est plus concret ; il développe les lignes générales d'action de la classe ouvrière en traitant de l'organisation du travail comme condition de l'émancipation de l'ouvrier. Cette organisation ne saurait se faire qu'en dehors de tout gouvernement et de toute administration des masses populaires de haut en bas. Ce qui est prôné, c'est « la libre fédération de tous les groupes producteurs fondée sur la solidarité et sur l'égalité ».

Malheureusement, cette « libre fédération de tous les groupes producteurs » n'est jamais vraiment explicitée. Il est possible que la formule, pour les militants de l'époque, avait un sens qui allait de soi. Curieusement, c'est dans Proudhon qu'on lui trouve un sens. C'est assez paradoxal car les collectivistes de l'Internationale s'étaient opposés aux proudhoniens. La négation de la politique et de l'État est la conséquence de la mise en œuvre d'une *logique* totalement différente. Cette nouvelle logique est difficile à appréhender parce

qu'on est conditionné à n'envisager l'organisation de la société qu'à travers l'État. Cette « libre fédération » implique deux choses :

1. *Le mode d'organisation.* Les producteurs sont organisés en fonction de leur rôle dans le processus de production – entreprise, branche d'industrie, etc. Ils sont aussi organisés géographiquement dans des structures interprofessionnelles. Dans ce type d'organisation, que Bakounine a parfaitement décrit, il n'y a pas de « citoyens » mais des producteurs.
2. *Le flux des décisions.* Les orientations les grands choix politiques et sociaux sont discutés et déterminés dans les structures qui se trouvent au bas de l'organigramme et répercutés progressivement, à travers les structures intermédiaires, vers le sommet.

Cette organisation est appelée à se substituer à l'État. Les militants de l'époque avaient conscience que tout restait encore à défricher : il y aura, peu après le congrès de Saint-Imier, un débat pour savoir comment *nommer* cette organisation. Est-ce encore un État, faut-il continuer de nommer cette organisation « État », ou trouver autre chose ? Il reste que sur le fond du problème, le projet des « anti-autoritaires » est simplement de remplacer le *pouvoir politique* de la bourgeoisie par le *pouvoir social* de la classe ouvrière.

Le quatrième point aborde la question de l'adéquation entre l'action revendicative du prolétariat et le projet révolutionnaire. Les deux ne sont pas incompatibles. Toute amélioration immédiate de la condition ouvrière est immédiatement absorbée par le capitalisme, ce qui implique une lutte permanente. Celle-ci permet au prolétariat de fraterniser dans la communauté de ses intérêts, « elle le prépare pour la lutte suprême ». C'est pourquoi il faut « organiser et solidariser la résistance sur une large échelle ». La grève à ce titre est un « moyen précieux de lutte », mais il ne faut pas se faire d'illusions : elle n'est que le « produit de l'antagonisme entre le travail et le capital ». Elle permet de « fortifier l'organisation des travailleurs, et de préparer, par le fait des simples luttes économiques, le prolétariat à la grande lutte révolutionnaire et définitive ».

Le premier sentiment qui se dégage du congrès international de Saint-Imier est qu'il y a une contradiction entre le refus d'imposer une « ligne de conduite ou un programme politique uniforme » comme « voie unique » qui puisse le conduire le prolétariat à son émancipation sociale, l'affirmation que les fédérations et sections ont le « droit incontestable de déterminer elles-mêmes et suivre la ligne de conduite politique qu'elles croiront la meilleure », pour ensuite définir des limites qui réduisent le choix des fédérations et sections adhérentes aux orientations définies par le programme « anti-autoritaire ».

Pour l'instant cette contradiction ne semble pas insurmontable, mais elle fournira dans peu de temps aux « sectaires » de l'Internationale dit anti-autoritaire un point d'appui pour justifier la transformation de l'organisation en internationale spécifiquement « anarchiste », ce qui conduira à sa perte – confirmant la prédiction de Bakounine dans *Écrit contre Marx*: fonder l'Internationale sur un programme particulier suscitera la création d'autant d'Internationales qu'il y aura de programmes.

Dans les textes d'obédience marxiste, la constitution d'une internationale « anti-autoritaire » à Saint-Imier le 15 septembre 1872 est désignée comme une scission. Cela est totalement faux. L'Internationale dite « anti-autoritaire » n'est statutairement que la continuation de l'AIT fondée en 1864. Au congrès de La Haye, Bakounine (absent) et James Guillaume sont exclus dans des conditions anti-statutaires. Cette exclusion sera suivie par l'exclusion tout aussi bureaucratique de la Fédération jurassienne, qui refuse d'entériner les décisions de La Haye. La Fédération jurassienne sera ensuite soutenue par la quasi-totalité des fédérations de l'Internationale, qui seront, pour cela, elles aussi exclues...

Le VI^e congrès de l'AIT sera convoqué, dans la continuité des congrès précédents de l'Internationale, à Neuchâtel le 27 avril 1873, avec des délégués des fédérations anglaise, belge, hollandaise, suisse, espagnole, italienne et des délégués français. Le congrès se prononce pour l'autonomie des fédérations et l'abolition complète de

tout conseil général et son remplacement par une coordination des tâches sous la responsabilité d'une fédération désignée aux congrès – mesure censée éviter la concentration indéfinie du pouvoir par une instance unique.

Le Conseil général, qui avait été transféré par le congrès de La Haye à New York, déclara nulles et non avenues les résolutions de Saint-Imier et somma la fédération jurassienne de les annuler, ce qui impliquait la convocation d'un congrès extraordinaire. Sorge, nommé par Marx à la tête du Conseil général¹, donna aux Jurassiens un délai de quarante jours. Passé ce délai, la Fédération jurassienne serait suspendue. Pourtant, cet ultimatum n'impressionna guère les autres fédérations de l'Internationale : la commission fédérale espagnole écrivit à New York le 22 février 1873 :

« Le Conseil général peut être assuré que, malgré le décret de suspension fulminé contre la Fédération jurassienne, elle continuera d'être reconnue par l'immense majorité des internationaux du monde². »

Un mois auparavant, le 26 janvier 1873, le Conseil général avait voté une résolution disant que « toutes les sociétés et personnes qui refusent de reconnaître les résolutions des congrès ou qui négligent exprès de remplir les devoirs imposés par les statuts et règlements généraux, se placent elles-mêmes en dehors de l'Association internationale des travailleurs et cessent d'en faire partie³ » .

Ceux qui connaissent bien le mouvement communiste savent à quel point l'argument : « Ils se sont placés d'eux-mêmes en dehors de l'organisation », a pu resservir par la suite. En d'autres termes, *Marx et Engels menacent d'exclusion de la Première Internationale le*

-
1. En fait, c'est plus subtil. Marx savait que Sorge ne serait jamais élu au Conseil général, malgré le fait que les hommes qui l'auraient élu étaient de son côté. En effet, Sorge était détesté de presque tout le monde. Mais Marx fit insérer une clause dans le nouveau règlement qui imposait aux membres du Conseil général d'inclure des membres cooptés – ce qui laissait une place à Sorge.
 2. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, vol II, t. 3 p. 58.
 3. *Ibid.*

mouvement ouvrier organisé de l'époque – sauf les Allemands qui, selon August Bebel, n'avaient jamais payé de cotisations à Londres¹ !

1. Bebel, Volkstaadt du 16 mars 1872.

III

L'effondrement de l'Internationale marxisée

Pour la Fédération jurassienne, l'activité continuait normalement. Lorsqu'une grève de bijoutiers éclata à Genève, le comité fédéral jurassien entreprit de leur venir en aide. Un appel fut lancé aux sections de la Fédération romande, dans lequel il était affirmé que malgré les divisions sur les questions d'organisation et de pratique politique, « nous sommes frères dans la servitude économique ». Les Jurassiens tinrent leur congrès annuel le 24 avril. Un appel fut lancé à la Fédération romande et aux sections de langue allemande pour qu'elles participent à ce congrès. C'était nettement un appel à la réconciliation :

« Au lieu de continuer à récriminer, à nous accuser mutuellement, il nous paraît qu'il serait préférable de tenir compte des diversités de tempérament, de conceptions philosophiques et politiques... Nous souffrons tous également de l'asservissement du travail au capital ; nos misères économiques sont identiques. Il serait donc possible que les trois groupes internationaux de la Suisse, tout en conservant leur autonomie particulière et leur mode d'action propre, s'entendissent pour tout ce qui concerne les luttes économiques du travail contre le capital... Venez à

notre congrès, venez-y en frères, vous serez reçus en frères; ... nous vous donnerons des explications sincères, nous y discuterons fraternellement, comme des hommes qui ne recherchent que la vérité... Nous osons espérer que notre appel sera entendu, et que des délégations des sections de la Fédération romande et de la Suisse allemande viendront apporter à notre Congrès la bonne nouvelle que le désir de la paix est dans vos cœurs comme il est dans les nôtres. »

Pas grand monde ne répondit à cet appel : les bijoutiers de Genève, que les Jurassiens avaient soutenus, envoyèrent un salut télégraphique. Les ouvriers tailleurs de Genève, en réponse à l'appel conciliant du comité fédéral jurassien, dit James Guillaume, exprimèrent par lettre leur « regret de ne pouvoir, pour cette fois, se faire représenter au congrès ». Un représentant de Genève, Rossetti, arriva après le début du congrès, mais la section qu'il représentait ne faisait pas partie de la Fédération romande et son représentant était mandaté pour offrir ses bons services et amener une réconciliation. Rossetti ne comprenait pas pourquoi les deux fédérations, jurassienne et romande, ne pouvaient pas se réunir en une seule. La discussion qui s'engagea révéla, comme on va le voir, un fait stupéfiant.

Adhémar Schwitzguébel répondit qu'on pouvait bien oublier le passé, mais qu'une réunification n'était pas envisageable, et que les trois composantes¹ pouvaient vivre séparément et œuvrer ensemble sur le terrain de la solidarité économique. Rossetti ne comprenait pas cette attitude. James Guillaume lui expliqua alors que ce qui séparait les deux fédérations, c'était le congrès de La Haye et le Conseil général de New York : la Fédération romande avait approuvé le congrès de La Haye et reconnu le Conseil général de New York, qui avait exclu la Fédération jurassienne :

« Rossetti déclara qu'il n'avait jamais ouï parler de la suspension de la Fédération jurassienne, et qu'il ne

1. Fédération jurassienne, Fédération romande et sections de langue allemande.

savait pas ce que cela voulait dire; qu'à Genève, dans son entourage, on n'en avait pas connaissance. Son opinion était qu'on ne devait pas prolonger un conflit qui ne profitait qu'à la bourgeoisie, et qu'il fallait se tendre la main¹. »

James Guillaume précisa à Rossetti que la plupart des fédérations de l'Internationale s'étaient solidarisées avec les Jurassiens et que pour cela elles avaient été exclues. *Rossetti n'avait jamais entendu parler de cela!!!*

Le congrès vota en conclusion une résolution :

« Le Congrès jurassien remercie les Sections de Genève qui ont répondu à son appel de leurs manifestations sympathiques, et exprime le vœu de voir, dans un prochain avenir, tous les groupes internationaux de la Suisse s'unir sur le terrain de la solidarité économique, tout en conservant leur autonomie, et sans faire le sacrifice de leurs principes respectifs. »

Le congrès jurassien vota une résolution en faveur de la révision des statuts de l'Internationale, dont il sera question ci-après. Mais il engagea également un débat capital sur la création d'unions régionales de métier, de fédérations de métiers.

En fait, les soutiens traditionnels des marxistes à Genève – la Fédération romande – avaient disparu dans la nature. Leur journal, *L'Égalité*, n'avait plus de lecteurs ni de rédacteurs, dit James Guillaume, et avait cessé de paraître. Des dissensions sordides éclataient entre les meneurs. Une assemblée générale, tenue le 11 janvier 1873, révéla que la section centrale de Genève n'avait plus que 13 adhérents...

Le congrès de Saint-Imier est souvent désigné comme une scission. Par exemple, si on cherche « Association internationale des travailleurs » sur Google, on peut lire à propos de l'AIT

1. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, vol II, t. 3, p. 70.

« anti-autoritaire » : « La constitution de cette *nouvelle* internationale a lieu à Saint-Imier le 15 septembre 1872 » et on y apprend que « L'Internationale "officielle" dénonce cette scission ». Cette vision est malheureusement parfois entérinée par les anarchistes eux-mêmes.

Le congrès international de Saint-Imier ne fut pas une scission, et l'AIT dite « anti-autoritaire » ne fut pas une « nouvelle » organisation ! Ce fut tout simplement un congrès extraordinaire de l'AIT qui décida que l'AIT de 1864 continuait, et qui décida des nouvelles conditions dans lesquelles l'Internationale continuait. C'est tellement vrai que la numération des congrès, à partir du congrès ordinaire suivant, tenu à Genève en 1873, reprend naturellement la suite des congrès précédents !

Au mois de septembre de l'année 1873 se tint à Genève deux congrès : du 1^{er} au 6 eut lieu celui de l'Internationale « maintenue », « canal historique » dirions-nous, et celui de l'Internationale marxiste, scissionniste¹. Nous disons l'Internationale « maintenue » parce qu'à cette date, toutes les fédérations de l'AIT ont désavoué les décisions de La Haye. Il s'agit donc bien de *la même Internationale* qui continue son existence légitime. C'est l'Internationale marxisée qui, dans les faits, a scissionné, en prenant des décisions antistatutaires qui ont été récusées par toutes les fédérations de l'Internationale.

1. Désormais, lorsque nous mentionnerons « l'Internationale », il s'agira de l'organisation légitime qui a désavoué les décisions de La Haye et qui continue son existence normale. Pour désigner les débris qui se rassemblent autour de l'ex-Conseil général, nous parlerons de « l'Internationale scissionniste » ou de « l'Internationale marxisée ». Dans la numération des congrès, celui de La Haye était le cinquième. L'Internationale « maintenue », se considérant comme légitime, reprendra naturellement la numération à partir du congrès de La Haye : le congrès de Genève, tenu du 1^{er} au 3 septembre 1873, sera donc le sixième. Les social-démocrates allemands, on le verra, contesteront la légitimité de cette démarche.

L'AIT en Allemagne

L'histoire des relations entre le socialisme allemand et l'Internationale se joue à plusieurs personnages :

- Le premier parti socialiste créé en Allemagne ne fut pas marxiste : dirigé par Ferdinand Lassalle, qui se réclamait de Marx quand ça l'arrangeait, puis par J.B. Schweitzer, *l'Allgemeine Deutscher Arbeiterverein* (ADAV) avait un champ d'activité limité à l'Allemagne du Nord, soutenait l'unité allemande formée autour de la Prusse, défendait l'idée d'un socialisme étatique et n'avait que peu de sympathie pour les questions internationales.

Le socialisme de Lassalle, essentiellement allemand et étatique, préconisait l'unité allemande sous direction prussienne : c'était là l'un des principaux points de divergence avec Liebknecht et Bebel, qui sont féroce­ment antiprussiens. L'État selon Lassalle garantit le droit et la justice, il est conçu comme une structure neutre, au service de tous, au-dessus des classes sociales : ce n'est pas du tout le point de vue de Marx, pour qui l'État n'est pas un arbitre mais l'instrument de domination au service d'une classe sociale. Mais dans la mesure où Marx n'a pas pris la peine de contredire publiquement les thèses de Lassalle, qui à l'occasion se réclamait dudit Marx, ce dernier a créé une ambiguïté : c'est ainsi que Bakounine fit du socialisme étatique de Marx une critique fondée pour une bonne part sur des thèses qui étaient en fait celles de Lassalle.

Le socialisme de Lassalle repose sur des structures coopératives financées et garanties par l'État. Son combat principal est en faveur du suffrage universel, dont il pense qu'il permettra à la classe ouvrière de contrôler l'État.

La doctrine lassallienne est fondée sur deux idées-forces : le socialisme se construit à l'intérieur du cadre national et rejette donc toute idée d'internationalisme prolétarien : la priorité est donnée à la lutte pour le suffrage universel et à l'activité électorale. Précisons que l'ensemble des courants socialistes ne divergent pas beaucoup sur ce dernier point.

Le refus de l'internationalisme ne pouvait que plaire à Bismarck, et il existait entre les lassaliens et le chancelier un accord implicite là-dessus, que Bismarck rompra lorsqu'une fraction non négligeable du parti prêtera une oreille intéressée à la propagande de l'AIT.

Depuis 1850 existait une loi qui interdisait toute liaison entre les associations ouvrières prussiennes et des sociétés étrangères, ce qui empêcha plus tard l'Internationale de s'implanter en Allemagne. Mais en fait cette loi était diversement appliquée dans les nombreux États allemands, et elle l'était avec plus ou moins de rigueur selon les périodes ; elle servit surtout aux dirigeants socialistes de prétexte commode pour justifier leur manque d'enthousiasme à créer des sections de l'Internationale, malgré l'extraordinaire succès que rencontra J.P. Becker lorsqu'il commença à faire de la propagande pour l'AIT sur le territoire allemand.

- Le *Verband Deutscher Arbeitervereine* (Ligue des clubs ouvriers allemands) auquel adhéraient Liebknecht et Bebel, était le parti rival de l'ADAV, créé peu après lui ; et au contraire du parti lassalien, il était une fédération souple de clubs locaux dont la direction n'avait qu'un minimum d'autorité. Le *Verband* considérait que le problème social se réduisait à une question d'éducation : la démarche politique n'était pas privilégiée, ce qui provoqua des dissensions internes, notamment sous l'impulsion de Wilhelm Liebknecht et August Bebel.

Ces derniers s'opposaient radicalement à Bismarck et au prussianisme ; ils considéraient que la victoire prussienne contre l'Autriche en 1866 avait été une catastrophe car elle renforça la position de la Prusse en Allemagne. Les deux courants du socialisme allemand ont donc une approche radicalement opposée de la question de l'unité allemande.

Alors que l'ADAV était un parti purement prolétarien dont l'orientation socialiste était clairement exprimée, le *Verband*, dont les adhérents étaient socialement très diversifiés, était confus sur le plan de la doctrine. Il avait à l'origine été fondé comme réponse

antisocialiste à l'ADAV de Lassalle : « bien que Liebknecht communiquât quelques notions incertaines de socialisme à ses collègues, la tradition de “pure” démocratie était suffisamment forte pour susciter de considérables doutes, même après que le *Verband Deutscher Arbeitervereine* fût devenu le parti d'Eisenach en 1869, quant à savoir si c'était en fait réellement un mouvement socialiste ou si c'était simplement une large alliance d'ennemis de la Prusse¹. »

Bebel avait obtenu la présidence du *Verband* en 1867, tandis que Liebknecht en dirigeait l'organe de presse, le *Demokratisches Wochenblatt*. En septembre 1868 les deux tiers de 93 associations présentes au congrès adoptent le programme de l'Association internationale des travailleurs.

L'évolution du *Verband* (VDAV) vers une orientation socialiste, ainsi que des modifications de rapports de forces au sein même de l'ADAV, concourent à susciter un courant en faveur de la création d'une organisation unique. Aussi les deux tendances organisent-elles un congrès à Eisenach du 7 au 9 août 1869, qui aboutit à la fondation du Parti social-démocrate des travailleurs – SDAP –, dont la direction est collégiale : les méthodes dictatoriales de Lassalle et de Schweitzer ont laissé de mauvais souvenirs. Le parti se reconnaît comme une section de l'AIT. Cependant, le programme du nouveau parti, élaboré par Bebel, affirme qu'il est possible de s'allier à la bourgeoisie libérale et démocratique, rejette la politique unitaire de Bismarck et prône la solidarité internationale.

Le programme du nouveau parti est assez hétéroclite. Il contient des aspects radical-démocratiques et marxistes, mais emprunte également des points à l'ADAV qui existe toujours. C'est un parti d'orientation clairement réformiste, qui reconnaît l'activité syndicale et soutient les actions des ouvriers en faveur de l'amélioration de leur situation matérielle, comme par exemple lors des grèves des mineurs de Waldenburg en Silésie, fin 1869.

1 *The German Social Democrats and the International 1864-1872*, Roger Morgan, Cambridge University Press, 1965.

- Marx et Engels, exilés de la révolution de 1848, n'avaient pratiquement pas de partisans en Allemagne lorsque fut fondée l'Internationale, et ne réussirent que partiellement à exprimer le projet de l'organisation dans des termes pertinents pour la société allemande.

- J.P. Becker, un autre exilé vivant en Suisse, réussit là où Marx avait échoué : créer des sections de l'Internationale en Allemagne à partir de 1865, c'est-à-dire bien avant que l'historiographie socialiste officielle n'en attribue les mérites à Liebknecht et Bebel.

- Wilhelm Liebknecht, un prétendu « disciple » de Marx, se concentrait sur la constitution d'un mouvement démocratique anti-prussien et anti-lassallien, sans pratiquement se consacrer à la moindre propagande pour l'Internationale, sinon très tardivement.

- Lorsque l'AIT acquit du prestige, les différents protagonistes de cette histoire jugèrent utile de se référer à l'Internationale pour renforcer leur position dans la concurrence qu'ils se faisaient :

« [...] et finalement, lorsque le prestige grandissant de l'Internationale en fit un atout utile dans la lutte entre les socialistes allemands rivaux, Liebknecht récolta là où Becker avait semé et affilia sa propre faction à l'Internationale dans des termes qui impliquaient le minimum de dépendance matérielle ou idéologique à cette organisation non germanique. » (Morgan, p. X.)

Nous avons ainsi ce paradoxe que le mouvement socialiste allemand, le mieux organisé d'Europe et de très loin, n'était que très marginalement marxiste ; sa principale préoccupation, l'unification nationale du pays, l'avait écarté de toute identification avec l'Association internationale des travailleurs.

Il n'est pas exagéré de dire que l'Internationale n'était, pour les dirigeants socialistes allemands, qu'une affaire marginale. Ce constat ne vaut certainement pas pour les travailleurs allemands de base qui avaient bien compris que l'Internationale pouvait être un vecteur incomparable de solidarité internationale concrète. Les

innombrables demandes d'aide reçues par le Conseil général provenant de groupes d'ouvriers en lutte, en font foi.

En effet, l'influence de l'Association internationale des travailleurs en Allemagne ne doit pas être examinée à l'aune de l'attitude que l'organisation suscita auprès des dirigeants socialistes allemands. Le fait que l'AIT soit invoquée comme arbitre dans les « querelles d'Allemands » du mouvement socialiste montre qu'elle ne suscitait pas une totale indifférence ; en outre le programme de l'Internationale suscita auprès des travailleurs de nombreux adeptes en dépit de l'attitude de retrait des dirigeants socialistes et, dans ce sens, l'Internationale eut un effet réel sur l'évolution de la pensée socialiste allemande.

L'histoire du socialisme allemand ne commence donc pas au congrès d'unification de Gotha en 1875¹, et Marx n'y joue qu'un rôle relativement marginal. Le *Manifeste du Parti communiste* est alors d'autant moins connu que ses auteurs ont tout fait pour qu'il ne soit pas divulgué pendant la révolution de 1848-1849, pour ne pas effrayer les commanditaires libéraux de la *Nouvelle Gazette rhénane*. Les *Mémoires* d'Auguste Bebel témoignent :

« A cette époque je n'ai jamais entendu aucun ouvrier qui connût quoi que ce soit du *Manifeste*, ni de l'activité de Marx et Engels pendant les années de la révolution dans les pays du Rhin.

« [...] »

« Le *Manifeste du Parti communiste* et les autres écrits de Marx et Engels ne devinrent connus dans notre parti avant la fin des années soixante ou le début des années soixante-dix². »

En effet, ce n'est qu'avec la publication du *Capital* en 1867 que le nom de Marx commence à être connu en dehors du cercle

-
1. Marx ne se reconnaissait pas du tout dans le programme de Gotha et était furieux de l'influence lassalienne demeurée très forte.
 2. August Bebel, *Reminiscences*.

des dirigeants socialistes allemands. Peu d'entre eux avaient lu les œuvres de l'exilé du British Museum et encore moins nombreux étaient ceux qui étaient capables de comprendre *Le Capital*.

Ce n'est pas sans raison que Marx était impatient de voir son ouvrage sur le capital publié : il comptait beaucoup là-dessus pour asseoir sa réputation auprès des socialistes allemands, mais aussi pour asseoir sa position au Conseil général de l'Internationale. Lorsque le livre eut assuré à son auteur une certaine notoriété en Allemagne, les dirigeants socialistes s'efforcèrent de s'attirer ses bonnes grâces dans le cadre de la concurrence qui les opposent les uns et les autres pour le leadership du prolétariat du pays.

Les dirigeants socialistes allemands s'étaient peu intéressés de l'Internationale à l'époque où son prestige n'était pas encore établi ; ce n'est que lorsque ce prestige fut au plus haut, entre 1868 et 1870, qu'ils tentèrent de l'utiliser pour résoudre leurs conflits internes ou dans le cadre des rivalités qui les opposaient les uns aux autres. C'était une attitude parfaitement opportuniste. L'AIT servit en quelque sorte d'otage dans le conflit qui opposait l'ADAV et le *Verband*.

Dans la mythologie marxiste, Wilhelm Liebknecht passe pour être l'« apôtre allemand de l'Internationale » qui aurait été « envoyé » en Allemagne par Marx comme « missionnaire » et organisateur du nouveau mouvement, et qui aurait rencontré un succès immédiat grâce à la coopération de Bebel¹. Cette vision est totalement fautive. D'abord Marx méprisait Wilhelm Liebknecht et avait pour l'intelligence de son « disciple » (qui avait passé douze ans à ses côtés mais ne semblait pas connaître grand-chose de sa doctrine) une opinion extrêmement réservée. Liebknecht avait en outre le don de provoquer les fureurs du « Maître » par ses gaffes et son absence presque totale de bon sens politique². Ce qui n'empêchait

1 Cf. *The German Social Democrats and the International 1864-1872*, Roger Morgan, Cambridge University Press, 1965.

2. Par exemple Liebknecht avait fait publier dans le *Demokratisches Wochenblatt* l'information selon laquelle le Conseil général prenait parti pour lui dans son

pas le jeune homme d'avoir un réel courage politique – rappelons qu'il fut avec Bebel l'un des rares à s'abstenir lors du vote des crédits de guerre en 1870.

L'Internationale joua en vérité un très petit rôle dans les activités de Liebknecht et de Bebel qui, jusqu'en 1868, firent très peu de chose pour en diffuser les idées, et pratiquement rien pour enrôler des membres. Leur principale préoccupation était de constituer en Allemagne du Sud un pôle démocratique antibismarckien dans lequel prolétaires et bourgeois libéraux seraient unis dans une commune haine de Bismarck et de la Prusse. Ce n'est que tardivement, lorsqu'ils furent obligés de rompre avec les libéraux, qu'ils se consacrèrent à la propagande socialiste, sans pour autant se transformer en partisans farouches de l'Internationale.

Alors même qu'en 1865 J.P. Becker militait avec succès pour la création de sections allemandes de l'AIT, Liebknecht s'en désintéressait au point que Marx avait fini par penser qu'il n'y avait rien à en tirer. En 1867 encore, l'Internationale n'était pas et de loin sa principale préoccupation. Mais en 1868 elle devint une source de prestige que lui et Schweitzer allaient tenter de monopoliser. Une véritable bagarre de cour de récréation va opposer les deux hommes pour avoir les faveurs du maître. C'est que Marx venait de publier le *Capital* (septembre 1867). Par ailleurs, la croissance impressionnante de l'AIT coïncidait avec une expansion de la lutte des classes et avec une radicalisation de la classe ouvrière en Allemagne. Enfin, la propagande incessante de J.P. Becker avait commencé de porter ses fruits.

conflit avec Schweitzer. Furieux, Marx menaça de désavouer publiquement Liebknecht « s'il commet encore une fois une telle insolence ». Marx ajoute une précision intéressante : « [Liebknecht] n'a même pas l'excuse d'être inconditionnellement des nôtres. Il commet ses bêtises sous sa propre responsabilité, nous trahissant quand bon lui semble et nous identifiant à lui, quand il ne sait plus comment se tirer d'affaire [...] Les Allemands se font une étrange idée de nos moyens financiers [...] Ils n'ont jamais envoyé un liard. Le C.G. doit cinq semaines de loyer et n'a pas payé son secrétaire. » (Marx à Engels, 22 juillet 1869.) On aura saisi que Liebknecht n'est pas un partisan « inconditionnel ».

Même si peu de gens étaient capables de lire le livre, la publication du *Capital* joua un rôle important dans l'affermissement des convictions socialistes dans le mouvement ouvrier allemand. L'argumentation « scientifique » de l'ouvrage fournissait aux socialistes une fondation pour leur propagande. Des comptes rendus du livre parurent même dans des publications de la classe moyenne ainsi que dans celles qui étaient contrôlées par Becker, Schweitzer et Liebknecht. Les critiques mêmes faites contre le livre contribuèrent à son succès. Il reste que Bebel ne lut le livre que deux ans après sa publication. Quant à Liebknecht, Marx écrit à Engels le 25 janvier 1868 : « je crois qu'il n'a pas encore lu 15 pages du livre ». Aucun des journaux socialistes qui, en Allemagne, rendirent compte du *Capital* ne firent de commentaires détaillés.

L'impact du livre, écrit par un Allemand secrétaire général de l'AIT, contribua grandement à renforcer le crédit de l'Internationale auprès des travailleurs du pays et à le transformer en enjeu pour les dirigeants socialistes en concurrence pour la direction du mouvement ouvrier.

Deux congrès de l'AIT s'étaient déroulés avec succès à Genève et à Lausanne et l'attention des travailleurs allemands commençait d'autant plus à être attirée qu'une récession économique en 1866, accompagnée par de mauvaises récoltes deux années successives, produisit de violents conflits en Europe : une grève des bronziers à Paris en février 1867, la grève du bâtiment de Genève en avril 1868 et la répression terrible du gouvernement belge contre les mineurs de Charleroi peu après, mais également de nombreux autres conflits sociaux moins spectaculaires, accrurent la popularité de l'Internationale qui fit de la propagande et collecta des fonds de soutien. Les ouvriers allemands devinrent de plus en plus conscients de l'importance que pourrait jouer l'AIT dans le soutien à leurs luttes contre la crise économique qui frappait l'Europe. En l'absence à la fois d'une fédération allemande de l'Internationale et d'un réel

investissement des dirigeants socialistes (à l'exception de Becker)¹, les groupes d'ouvriers s'adressaient directement au conseil général pour obtenir un soutien à leurs conflits.

Précisons que ce ne sont pas les dirigeants des partis socialistes allemands d'Allemagne qui furent les vecteurs de la propagande en faveur de l'Internationale mais essentiellement J.P. Becker, exilé en Suisse

On peut dire en vérité que le véritable fondateur de l'AIT en Allemagne fut J.P. Becker, un vieux révolutionnaire de 1848 qui fut un temps membre de l'Alliance bakouninienne et qui se consacra infatigablement à cette tâche mais dont le mérite fut occulté et scandaleusement approprié par Liebknecht et Bebel.

Cet ancien membre de l'Alliance bakouniniste, devenu anti-bakouninien féroce, s'efforça de créer un lien organique entre le mouvement ouvrier allemand et l'Association internationale des travailleurs, mais il fut grandement handicapé par le fait qu'il était établi à Genève et qu'il était peu réaliste d'imaginer que le mouvement ouvrier allemand puisse en quelque sorte avoir son quartier général en Suisse. Néanmoins, le développement de l'Internationale en Allemagne fut à l'origine essentiellement son fait.

Il avait organisé en 1865 un congrès des communautés dissidentes des associations lassalliennes et dénoncé la politique de soutien à l'État militaire prussien. C'est à partir du noyau le plus actif de ces communautés que fut constituée l'AIT. À une époque où Bebel et Liebknecht étaient occupés à organiser un mouvement anti-prussien en Allemagne du Sud, Becker avait réussi à créer des sections de l'Internationale dans les milieux d'opposition à Schweitzer, le chef de file des lassaliens. Bebel et Liebknecht, pendant ce temps, tentaient de constituer avec les démocrates bourgeois un parti national et légal. Marx, de loin, poussait les deux hommes à construire leur

1 « Notre Association gagne chaque jour du terrain. En Allemagne toutefois, à cause de cet âne de Liebknecht (le brave garçon !), il n'y a rien à faire. ». (Lettre de Marx à Engels, 17 mai 1866.)

parti tout en leur reprochant de ne pas travailler au développement de l'AIT.

Dans l'ensemble d'accord avec Marx, Becker s'opposait cependant à lui parce qu'il préconisait d'organiser les fédérations de l'AIT par secteur linguistique plutôt que par secteur national, comme le voulait Marx ; en outre, Becker voulait leur donner une forme syndicale, conceptions fortement suspectes d'anarchisme. À ce sujet Marx écrivit à Engels :

« Tu constateras que le vieux Becker ne peut s'empêcher de faire l'important. Son système d'organisation par groupes linguistiques démolit tous nos statuts et leur esprit, et transforme notre système tout naturel et rationnel en une méchante construction artificielle, fondée sur des liens linguistiques au lieu de liens réel que forment les États et les nations¹. »

Cette déclaration, faite environ un mois avant le congrès de Bâle de l'AIT, expose de manière extrêmement concise et claire le projet de Marx et Engels et révèle quelles étaient leurs dispositions d'esprit concernant l'Internationale : il s'agissait de constituer des partis nationaux destinés à participer aux institutions parlementaires, diffusant l'illusion qu'ils pourront accéder au pouvoir – ce dont Bakounine avait démontré l'impossibilité pratique du fait que le prolétariat n'est pas nécessairement majoritaire et que les partis socialistes devront contracter des alliances qui dénatureront leur programme.

Il est certain qu'en préconisant une organisation fondée sur des critères linguistiques, on s'écarte du champ d'intervention légal des États : la stratégie parlementaire devient inopérante. Le fait que des hommes en lutte et parlant la même langue puissent s'organiser et communiquer, indépendamment de l'existence de frontières nationales, est donc qualifié de « construction artificielle », tandis que les États constituent des liens réels. Le problème que soulève Marx

1. Marx à Engels, 27 juillet 1869, Le parti de classe, II, Maspéro, p. 153.

est en fait celui des finalités de l'organisation : les conceptions de Becker interdisent la participation du prolétariat aux institutions parlementaires des États¹.

L'organe central des sections de langue allemande de l'AIT, le *Vorbote*, paraissait à Genève. Grâce à lui Becker influençait les sections en Allemagne, en Suisse, aux États-Unis. L'AIT restait en principe clandestine en Allemagne mais elle fut, pour la diffusion des idées socialistes, un ferment qui contrastait avec l'activité des organisations strictement « politiques » dont les chefs se compromettaient dans des tentatives tous azimuts de constituer une force électorale. La section allemande fut représentée au congrès de Genève en 1866, et malgré la faiblesse de ses effectifs, les nouvelles du développement de l'Internationale dans les autres pays suscitait l'intérêt des travailleurs allemands, si bien que Liebknecht et Schweitzer firent connaître leur sympathie à l'égard de l'Association. Liebknecht et ses amis du *Verband Deutscher Arbeitervereine*, parti rival de l'ADAV lassallienne, donnèrent leur adhésion aux principes de l'AIT au congrès de Nuremberg. Mais Marx écrira à Engels le 29 mars 1869 : « Wilhelm [Liebknecht] et Cie n'ont pas fait un seul pas en faveur de l'Internationale depuis le congrès de Nuremberg »...

Alors que la légende situe la création des premières sections de l'AIT à la fondation du parti d'Eisenach en 1869, Becker avait activement commencé le travail, avec succès, quatre ans auparavant. L'occultation du rôle de Becker conduisit à la surévaluation de celui de Liebknecht. Bien que les dirigeants socialistes allemands ne se soient réellement intéressés à l'Internationale que pendant deux ans, de 1869 à 1870, cette dernière devint après la Commune un événement mythologique qui fut approprié par l'historiographie officielle et devint une arme dans les controverses souvent féroces

1 Kautsky, qui s'efforçait de ne pas « persister dans le point de vue dépassé de Marx » sur la question nationale, pressentira en 1896 que « la communauté de langue constitue un lien bien plus solide que la communauté d'action dans les luttes politiques ». Cf. Claudie Weill, *L'Internationale et l'autre, les relations inter-ethniques dans la IIe internationale*, Arcantère éditions.

qui divisèrent le parti. Personne n'avait dès lors intérêt à insister sur les résultats spectaculaires obtenus en Allemagne par Becker, qui vivait en Suisse, et qui voulait fonder une fédération allemande non pas sur la base territoriale de circonscriptions électorales mais sur des bases linguistiques.

La mémoire magnifiée de l'Internationale devint ensuite un motif de gloire pour quiconque pouvait faire croire qu'il avait joué un rôle dans la diffusion de ses idées en Allemagne. C'est ainsi que Liebknecht et Bebel gonflèrent le rôle qu'ils purent jouer et minimisèrent celui de Becker, qui de toute façon était décédé entre-temps.

Lorsque Liebknecht réédita les minutes du procès de 1872 lors duquel lui-même et d'autres inculpés avaient été accusés de haute trahison pour leur attitude par ailleurs louable face à la guerre et à la Commune, on put lire, page après page, que lui-même et Bebel n'auraient eu aucun lien politique avec Becker, dont l'influence était – disaient les accusés – négligeable en Allemagne. Le lecteur allemand finit par accepter l'idée que Becker eut un rôle effacé, son influence se limitant à la Suisse.

En août 1869 à Eisenach, le nouveau parti social-démocrate s'affilia *théoriquement* à l'AIT et se déclara section allemande, « dans la mesure où les lois d'association le permettent ». Les lois allemandes, en effet, interdisaient toute affiliation à une organisation étrangère. Le parti d'Eisenach recommanda donc les adhésions individuelles à l'Internationale. Premier grand parti ouvrier électoraliste, le parti social-démocrate se développa considérablement et l'organisation antérieure de l'AIT en Allemagne déclina. Les sections créées par Becker furent vidées de leur substance.

Engels dira que le parti allemand n'avait avec l'Internationale qu'un rapport purement platonique : « Il n'y a jamais eu de véritable adhésion, même pas de personnes isolées¹ », avoue-t-il dans une lettre à Théodore Cuno du 7 mai 1872. Le mouvement ouvrier,

1 Marx-Engels, *La social-démocratie allemande*, 10/18, p. 68.

précise-t-il, est, « sous la direction de Bebel et de Liebknecht, *en principe* pour l'Internationale ».

En 1872, on trouve encore dans la correspondance d'Engels un écho du débat avec Becker. C'est à peine si celui-ci n'est pas traité de vieux radoteur qui a « toujours en tête les idées d'antan sur l'organisation, celles qui appartiennent à 1848 ». Cette lettre d'Engels à T. Cuno est étonnante¹. L'auteur raille Becker et ses manies de conspirateur, comme si ce n'était là qu'une survivance du passé : « de petites sociétés, dont les chefs gardent entre eux une liaison plus ou moins systématique pour donner une direction commune à l'ensemble, à l'occasion un peu de conspiration... » Surtout, Becker est attaqué parce qu'il préconise que l'autorité centrale de l'AIT allemande ait son siège « en dehors de l'Allemagne », ce qui n'est pas illogique puisque l'AIT en Allemagne ne représente rien, étant interdite². Mais l'organisation de l'Internationale, dit Engels, est trop vaste pour conserver le mode préconisé par Becker, elle est « trop puissante et a trop d'importance par elle-même pour qu'elle puisse reconnaître la direction de la section mère genevoise ; les ouvriers allemands tiennent leurs congrès et élisent leurs propres directions ».

En d'autres termes Engels oppose aux méthodes « conspiratrices » de Becker l'action légale du parti. Mais il se garde de dire que les méthodes conspiratrices ne sont justifiées que parce que *l'AIT est précisément interdite en Allemagne*, et il ne se demande pas si le développement de l'AIT dans ce pays ne représentait pas pour le pouvoir un danger bien plus grand que celui du parti social-démocrate – mais ce n'est pas là ce qui le préoccupe. Notons que dans d'autres pays où l'AIT est également interdite, celle-ci se développe tout de même... mais dans ces pays-là n'existe pas de système représentatif.

La section allemande de l'AIT ne fut plus représentée dans les congrès que par le parti social-démocrate et ses dirigeants qui,

1. Engels à Theodor Cuno, 7-8 mai 1872.

2. Notons que dans d'autres pays où l'AIT est également interdite, celle-ci se développe tout de même...

occupés exclusivement de politique intérieure, se désintéressèrent totalement de la question. Parti politique national bâti sur le même moule que les partis bourgeois, jouant le jeu des institutions, la social-démocratie allemande ne se souciait plus d'obligations devenues pour elle théoriques. Roger Dangeville essaie, sans conviction, de dédouaner les dirigeants socialistes allemands en suggérant qu'ils étaient « moins soucieux de l'adhésion formelle des militants à l'Internationale parce que l'organisation du parti fonctionnait correctement en Allemagne, et ce d'après les principes et les statuts de l'Internationale¹ » (*sic*). Tout cela est totalement faux. Dangeville suggère tout de même que les dirigeants allemands « eussent dû [...] opposer plus de résistance au gouvernement bismarckien interdisant les liaisons internationales ».

Dans la littérature du courant fédéraliste de l'Internationale vient constamment l'idée que la solidarité internationale des travailleurs fonde l'existence de l'AIT. Bakounine insiste sur le fait de l'incompatibilité entre la solidarité internationale et la politique de participation aux élections dans le cadre de l'État national. Les faits confirment cette crainte et Franz Mehring, le biographe de Marx, l'a parfaitement vu, qui constate que là où la stratégie de Marx était appliquée, l'AIT disparaissait : « *Là où un parti national se créait, l'Internationale se disloquait*². » Cela a été particulièrement vrai de l'Allemagne.

On peut s'interroger sur cette section d'une organisation internationale qui fonctionne « correctement » d'après les principes de cette internationale, tout en se désintéressant des questions internationales, et qui ne fait pas grand-chose pour imposer son droit à adhérer à l'Internationale. Rappelons qu'il y avait des sections françaises actives de l'Internationale alors même qu'elles subissaient la répression sous le Second empire ; que le gouvernement belge exerçait une répression féroce contre le mouvement ouvrier, etc. Ainsi

1 Marx, Engels, *La social-démocratie allemande*, 10/18, note 35, p. 352. Notes et commentaires de Roger Dangeville.

2 Franz Mehring, *Karl Marx, histoire de sa vie*, Éditions sociales, p. 533.

on peut lire un message de soutien des sections romandes aux sections belges, envoyé le 26 avril après la répression des grèves dans le Borinage: « Nous remplissons un devoir en vous exprimant toute notre indignation des massacres organisés par votre bourgeoisie, ainsi que contre les persécutions dont quelques-uns de vous sont l'objet... Nous approuvons vivement la conduite ferme et intelligente de votre Conseil général... » Cette adresse est signée par le Comité fédéral romand. À quoi répond une correspondance dans *L'Égalité*:

« Les tueries sont terminées à Seraing et dans le Borinage; mais les grèves doraines continuent, calmes et pacifiques [...] la cause de ces grèves est: insuffisance du salaire des ouvriers mineurs... la profession la plus pénible et la plus dangereuse qui existe... [...] A chaque instant, nous nous attendons à apprendre l'arrestation de quelqu'un des nôtres, car après l'emprisonnement arbitraire de Hins, Croisier, etc., nous nous attendons à tout¹... »

L'argument, avancé par Marx et ses amis, de l'interdiction légale d'adhérer à l'Internationale en Allemagne ne tient pas, sauf à penser qu'on doit nécessairement obéir aux lois iniques. En fait, une agitation vigoureuse en faveur de la légalisation de l'adhésion à l'AIT aurait évidemment effrayé les couches moyennes que le parti voulait ménager. Bakounine ne disait-il pas que la stratégie parlementaire était une négation de la solidarité ouvrière internationale?

Il n'est pas invraisemblable de penser que les prises de position de Marx et d'Engels après 1849 éclairent leur attitude après 1871 lorsqu'ils sentent que le contrôle de l'AIT commence à leur échapper. Les commentateurs marxistes expliquent que la lutte des classes est constituée de cycles – fait que Bakounine ne nie pas – et que les périodes de reflux, les défaites du mouvement ouvrier doivent être consacrées à sauver de la débâcle ce qui peut l'être,

1 *L'Égalité*, n° 16 du 8 mai 1869.

à organiser les forces qui restent, en attendant une remontée du cycle révolutionnaire. L'attitude de Marx et d'Engels après 1848 s'expliquerait donc, selon Roger Dangeville, par le fait qu'ils ont « appliqué au cours révolutionnaire la méthode d'analyse scientifique pour en tirer les mots d'ordre d'action » ; ainsi ils s'aperçurent de l'immensité de la crise et de l'ampleur du recul général du mouvement ouvrier », écrit encore Dangeville¹, qui tente de rassurer le lecteur sur les phrases où Engels se dissocie violemment du parti. On ne saurait déduire, dit-il, « qu'à partir de cette période, ou au cours de celle-ci, Engels ait rejeté l'idée d'appartenir à un parti ». Nous voilà rassurés.

On a l'impression que pour Dangeville il suffit d'appliquer au « cours révolutionnaire la méthode d'analyse scientifique » pour que tout soit dit, même malgré les invraisemblances ou les anachronismes. Qu'Engels ait « rejeté l'idée d'appartenir à un parti », ce n'est guère contestable à la lecture de sa correspondance. Il ne vient pas à l'esprit de Dangeville qu'Engels ait pu simplement ne pas savoir ce qu'était, en 1848, un « parti ouvrier », parce qu'il n'en avait jusqu'alors jamais vraiment existé ; que son rôle, ses fonctions, ses objectifs n'étaient pas encore bien délimités et qu'on en était encore à une période de tâtonnements. L'empressement à affirmer que jamais Engels – ou Marx – n'auraient rejeté l'idée d'appartenir à un parti est un anachronisme parce que cela implique qu'ils avaient alors une théorie achevée de ce qu'était un parti, ce qui n'est pas le cas : en 1848 c'était pour eux soit une organisation de conspirateurs soit une organisation de propagande ; ils ne semblent pas lui attribuer le rôle d'organisateur du mouvement ouvrier. Ce n'était nullement de leur part une « trahison » que d'avoir dissout la Ligue des communistes : ils n'imaginaient simplement pas qu'ils puissent en avoir besoin. C'était tout au plus une absence de bon sens.

Après 1848 comme après 1871, l'isolement dans lequel Marx et Engels se sont trouvés est attribué par eux à la « période » et

1 Note de Dangeville, in : *Le Parti de classe, recueil de textes*, Maspéro, II, p. 45.

non à leurs propres erreurs. Ce sont aussi les exilés allemands à Londres, après 1849, et l'ensemble du mouvement ouvrier international, après 1872, qui n'ont rien compris à leurs théories. Dans les deux périodes, les injures pleuvent sur ceux qui s'opposent à eux, le ressentiment et un repli sur soi presque pathologique se manifestent, sans que jamais il soit même envisagé qu'ils aient pu faire des erreurs.

Les années qui suivent l'écrasement de la Commune, jusqu'au transfert du siège de l'AIT à New York, voient se renouveler, à une échelle beaucoup plus grande, ce qui s'est passé en 1848-1850. L'isolement des deux hommes est encore plus important dans la mesure où c'est la presque totalité du mouvement ouvrier international qui les a désavoués. Tel ces généraux défaits qui veulent sauver la face et tentent de présenter une défaite humiliante comme une retraite stratégique, Dangeville explique que c'était là un choix de Marx, qui voulait « organiser la retraite et sauver d'abord les principes et l'honneur de l'Internationale, afin de resurgir avec l'acquis historique lorsque les conditions matérielles redeviendront favorables ». Ceux qui parlent le plus souvent de méthode scientifique étant parfois ceux qui l'appliquent le moins, Dangeville se préoccupe beaucoup moins de faits historiques fondés sur des recoupements de témoignages, que de commentaires justificatifs à partir d'un seul texte, celui fourni par Marx. Ce n'est pas à une réflexion historique qu'il se livre mais à la scolastique.

C'est en Allemagne que l'organisation politique de la classe ouvrière se constitue en modèle. La social-démocratie crée le prototype et la première forme historique de parti politique de la classe ouvrière, subordonnant toute autre forme d'organisation – le syndicat en particulier – à ses exigences. C'est au point que si on connaît bien l'histoire politique du mouvement ouvrier allemand, si on connaît l'histoire des instances dirigeantes du socialisme allemand, les congrès du parti, curieusement on a du mal à se représenter l'histoire de la lutte des classes en Allemagne, parce qu'elle figure au second plan, masquée par l'histoire organisationnelle. Le

militant moyen peut citer quelques noms de dirigeants du parti social-démocrate allemand ; il est en général incapable de citer le nom d'un dirigeant syndicaliste.

Pourtant les luttes ouvrières ne manquèrent pas, à l'époque de l'Internationale. Elles se manifestaient même avec une extrême violence, c'étaient quasiment des insurrections ; mais elles étaient isolées, sporadiques – et mal organisées. Les grèves s'étendirent dans les années 1871-1872, chez les métallurgistes de Chemnitz, les ouvriers de la construction mécanique à Nuremberg, les mineurs de la Ruhr. Une crise sévère toucha l'industrie allemande en 1873 ; les ouvriers se battaient avec ténacité contre le chômage, les réductions de salaire. Plus que jamais, les principes énoncés par Bakounine sur la priorité à donner à la solidarité internationale des travailleurs auraient dû s'appliquer. Or les dirigeants socialistes allemands, lassaliens ou eisenachiens, s'étaient d'abord désintéressés de l'Internationale, puis lorsque celle-ci fut devenue incontournable, ils se battirent entre eux pour avoir l'imprimatur de Marx sans jamais mettre en application les principes qui fondaient l'AIT.

En 1875, le congrès de Gotha affirme « qu'il est du devoir des ouvriers de maintenir leurs syndicats éloignés de la politique », mais juge aussi qu'il est de leur devoir de s'affilier au Parti, « car c'est le seul moyen d'améliorer la situation politique et économique des ouvriers ». Le modèle social-démocrate de division du travail entre parti et syndicat, de subordination du syndicat au parti est ainsi définitivement constitué.

Le Vi^e congrès de l'Internationale, Genève, 1^{er} septembre 1873

Après les manipulations qui avaient été mises en œuvre à La Haye par le Conseil général sous la direction de Marx, le congrès de l'Internationale anti-autoritaire décida de modifier ses statuts. Le principal point nouveau est l'article 3 : « Les fédérations et sections composant l'Association conservent leur complète autonomie,

c'est-à-dire le droit de s'organiser selon leur volonté, d'administrer leurs propres affaires sans aucune ingérence extérieure, et de déterminer elles-mêmes la marche qu'elles entendent suivre pour arriver à l'émancipation du travail. »

Un autre point important, qui découle de cet article 3 : Art. 6 : « La mission du Congrès est de mettre en présence les aspirations des travailleurs des divers pays, et de les harmoniser par la discussion. »

Ces dispositions représentent un point de vue beaucoup plus ouvert que celui défendu par l'Internationale scissionniste, qui entendait bien imposer l'article 7a ajouté au forcing aux statuts : lorsque la conquête du pouvoir politique devient « le grand devoir du prolétariat », il n'y a plus de discussion possible. La disposition d'esprit des marxistes participant au congrès de La Haye ne laissait pas de doute : selon James Guillaume, Vaillant déclara que « ceux qui ne pensaient pas comme lui étaient des bourgeois ou des intrigants, et qu'une fois la proposition votée et insérée comme article de foi dans la *Bible de l'Internationale* (textuel), tout international serait tenu de se conformer au programme politique qui y est tracé, sous peine d'exclusion¹ ». L'exclusion devient une vraie manie chez les marxistes.

Laissant à chaque fédération le choix de sa propre stratégie, le point de vue de l'Internationale anti-autoritaire n'exclut donc en aucun cas la possibilité pour une fédération de se livrer à une activité « politique » entendue dans le sens de propagande électorale – car c'est bien de cela qu'il s'agit. Il y a incontestablement un malentendu dans l'affirmation selon laquelle le congrès de Saint-Imier avait été l'« acte fondateur » de l'anarchisme, dans la mesure où les nouvelles dispositions mises en place reconnaissent en principe le droit pour les fédérations de mener une activité électorale. Si cela n'avait pas été le cas, la Fédération jurassienne n'aurait jamais eu le soutien d'autres fédérations exclues, comme l'anglaise, qui elle aussi reconnaissait l'autonomie des fédérations, mais réclamait pour elle le droit de se livrer à l'« action politique ».

1 James Guillaume, *op. cit.*, vol I, t. 1, 3^e partie « La scission », p. 341.

Réactions à New York

Le congrès des scissionnistes se tint le 8 septembre. Craignant de voir les autonomistes venir en nombre, Engels envoie ses instructions à Sorge¹, qui est à New York, afin d'empêcher le plus grand nombre de délégués de participer au congrès. En réalité, les opposants au Conseil général marxisé ne se préoccupaient aucunement de ce qui allait se passer au congrès des « autoritaires » et n'entendaient pas y participer.

Engels dresse à Sorge la liste de ceux qui doivent être déclarés « sortis » de l'Internationale. Il lui donne même la liste de ceux qui doivent faire partie de la commission de vérification des mandats. Sorge exécuta scrupuleusement les ordres. Le Conseil général de New York vota une résolution déclarant que toutes les fédérations régionales ou locales qui ont rejeté les décisions du congrès de La Haye « se sont placées elles-mêmes en dehors de l'Association internationale des travailleurs et ont cessé d'en faire partie ».

Le transfert du siège de l'AIT à New York, où personne ne pouvait aller, avait donné le coup de grâce à l'organisation scissionniste. Marx justifia ce transfert en disant que « chaque année des centaines de milliers d'hommes se rendent en Amérique, bannis de leur pays ou poussés par le besoin² », ce qui, d'ailleurs, ne semble pas compatible avec la « puissante centralisation » réclamée.

Ainsi le transfert, espéré par Marx au moment de la guerre franco-prussienne, du centre de gravité du mouvement ouvrier de France en Allemagne s'accompagne du transfert du siège de l'AIT en Amérique, entre les mains d'Allemands émigrés aux États-Unis. Ce nouveau Conseil général est en fait un auxiliaire de Marx ; ce dernier demanda à toutes les instances de l'AIT de lui envoyer les noms et adresses de tous les adhérents : personne ne répondit. Les pleins pouvoirs furent accordés à d'ex-membres du Conseil général de Londres pour traiter les affaires européennes. La correspondance

1. Lettre du 3 mai 1873 (James Guillaume, op. cit., vol II, t. 3 p. 82.

2. Cité par A. Lehning, *Œuvres*, Champ libre, 411.

de Marx et de ses proches à cette époque concerne en grande partie l'attribution de mandats donnant aux uns et aux autres les pleins pouvoirs pour tel ou tel pays : Engels pour l'Italie, Wroblewski pour la Pologne, Lafargue pour l'Espagne, etc. C'est eux que Bakounine appelle les « agents secrets » de Marx et que James Guillaume appelle ses « proconsuls ».

L'un des premiers actes du nouvel organisme dirigeant de l'AIT fut de suspendre la fédération jurassienne (5 janvier 1873) qui, la première, s'était solidarisée avec Bakounine et James Guillaume. Marx et Engels exprimèrent leurs regrets que le Conseil général de New York n'ait tout d'abord que *suspendu* la fédération jurassienne au lieu de l'exclure. Marx justifie son opinion par l'argument qui, depuis, a beaucoup servi, selon lequel le contrevenant s'est « mis de lui-même en dehors de l'organisation », ce qui permet d'éviter la peine toujours un peu gênante, malgré tout, d'exclure formellement un individu ou un groupe. On se borne ainsi à « constater » le départ du gêneur et à entériner le départ¹. Marx commente :

« Si donc le Conseil général de New York ne modifie pas sa façon d'agir, quel sera le résultat ! Après le Jura, il suspendra les fédérations scissionnistes d'Espagne, d'Italie, de Belgique, et d'Angleterre. Résultat : toute la racaille réapparaîtra à Genève et y paralysera tout travail sérieux, comme elle l'a déjà fait à La Haye, et compromettra de nouveau le Conseil général au profit de la bourgeoisie. Le grand résultat du congrès de La Haye a été de pousser les éléments pourris à s'exclure eux-mêmes, c'est-à-dire à se retirer. Le procédé du Conseil général menace d'annuler ce résultat². »

Le 30 mai 1873, le Conseil général de New York vote, selon des indications envoyées par Engels, l'exclusion de toutes les fédérations

1. Cf. la lettre de Marx au Conseil général de New York, 12 février 1872, citée par A. Lehning, Bakounine, Œuvres, Champ libre, III, pp. 406-407.

2. Lettre de Marx à Sorge, citée par A. Lehning, Œuvres, Champ libre, III, 407.

ou sections qui déclarent se désolidariser avec le congrès de La Haye. La rupture est ainsi consommée. Marx et Engels, avec autour d'eux une petite clique de fidèles, ont littéralement exclu de l'AIT la quasi-totalité du mouvement ouvrier international de leur temps...

Bakounine n'a donc pas tort de dire que l'AIT est séparée en deux camps : « d'un côté il n'y a à proprement parler que l'Allemagne » ; de l'autre il y a, « à des degrés différents, l'Italie, l'Espagne, le Jura suisse, une grande partie de la France, la Belgique et la Hollande et dans un avenir très proche les peuples slaves¹ ». Bakounine réaffirme l'inopportunité de faire de la question politique un principe obligatoire pour l'Internationale ; la solidarité sur le terrain des luttes nous unit, dit-il, tandis que les questions politiques nous séparent.

Réactions des « anti-autoritaires »

En septembre 1873, les anti-autoritaires ont des raisons d'être satisfaits, puisque l'Internationale s'est débarrassée de Marx et des socialistes allemands, ces derniers ne se sentant d'ailleurs pas concernés par l'AIT. Il ne s'agit en aucun cas d'une scission des « anti-autoritaires », dans la mesure où *toutes* les fédérations de l'Internationale avaient désavoué le Conseil général. Il s'agit incontestablement, à ce moment-là, d'une victoire écrasante des « anti-autoritaires ». Ainsi s'expliquent les propos que tient Bakounine dans une lettre qu'il écrit à un correspondant, Zamfirij Konstantinovitch Ralli-Arbore : « Nous avons démolì l'Édifice autoritaire, l'anarchie est notre programme, par conséquent il n'y a pas lieu de reculer. » Bakounine a toutes les raisons d'être satisfait, mais il n'ignore cependant pas que le transfert du Conseil général à New York ne retire rien du contrôle que Marx et Engels exercent sur l'AIT. Le « gouvernement officiel, apparent, de New York » ne fait que cacher le pouvoir occulte réel de Marx et des siens, dit Bakounine, qui, faisant allusion à un article du *Volkstaat* du 28 septembre 1872, rappelle les raisons qui ont poussé Marx à faire ce transfert :

1 *Œuvres*, Champ libre, III, 149.

1. L'impossibilité de s'entendre avec les blanquistes émigrés à Londres :
2. La défection de la fédération anglaise de l'AIT envers Marx¹.

Les derniers mois de la vie de l'AIT marxisée se situent sous le signe de la fébrilité et de l'incohérence, ce que de nombreux témoignages confirment. Johannard, un des membres du Conseil général présent à La Haye, écrit à Jung le 9 septembre 1872 en évoquant le transfert à New York :

« Vous vous représentez le Conseil envoyant des instructions ou des communications aux Parisiens, aux Allemands, aux Espagnols? Je vous jure qu'on rira bien en l'apprenant. [...] M[arx] et E[ngels] sont d'une maladresse inouïe, et d'une passion que rien n'égale, quelle qu'elle soit; leur jeu déloyal révolte même leurs amis². »

Avant le congrès de La Haye, Marx s'était fortement opposé au changement du siège de l'AIT, aussi créa-t-il une surprise en proposant lui-même le transfert à New York. Le rapport du II^e congrès de la fédération britannique explique que « le motif de cette politique de girouette était, lorsque Marx et Engels soutinrent que le siège du Conseil général ne devait pas être changé, de s'assurer des votes des blanquistes membres du conseil qui désiraient que le Conseil général restât à Londres. Les blanquistes furent donc flattés d'abord, puis trahis plus tard; quand on n'eut plus besoin d'eux on

-
- 1 Marx avait poussé les manipulation à un point tel que Eccarius et Jung, pourtant des proches, s'en prirent à la manière dont le congrès de La Haye avait été « fabriqué », aux décisions qui y avaient été prises et à la prétention du Conseil général d'imposer aux fédérations de l'Internationale un programme obligatoire. Jung reprocha à Marx et à Engels d'avoir fait du congrès de La Haye « une triste mystification ». Le congrès de la fédération anglaise, qui se tint à Londres le 26 janvier 1873, déclara la réunion de La Haye irrégulière et ses résolutions dépourvues de validité.
 2. Citée par A. Lehning, *Œuvres*, Champ libre, III, 466.

les jeta par-dessus bord ; aussi ont-ils dès lors donné leur démission de membres de l'Internationale¹. »

Cette analyse corrobore tout à fait celle que fit Bakounine :

« M. Marx, plus habile et plus fin que ses alliés blanquistes, les a joués. Les blanquistes s'étaient rendus au congrès de La Haye avec l'espoir, sans doute entretenu dans leur esprit par M. Marx lui-même, de pouvoir s'assurer la direction du mouvement socialiste en France au moyen du Conseil général, dont ils se promettaient bien de rester les membres très influents. [...] Mais il est plus probable qu'il [Marx] avait fait des promesses positives à ses collègues français, sans le concours desquels il n'aurait point eu la majorité au congrès de La Haye. Mais après s'être servi d'eux, il les a poliment éconduits, et conformément à un plan arrêté d'avance entre lui et ses véritables intimes, les Allemands d'Amérique et de l'Allemagne, il a relégué le Conseil général à New York, laissant ses amis d'hier, les blanquistes, dans la situation fort désagréable de conspirateurs victimes de leur propre conspiration². »

Le choix de New York n'était évidemment pas fortuit. En fait, en même temps que Marx manœuvrait pour exclure Guillaume et Bakounine de l'AIT, s'était développé parmi les militants les plus en vue de l'organisation, et de nationalités diverses, un désir de changer le siège de l'AIT pour que celui-ci *échappe au contrôle de Marx*. Ce n'est que lorsque ce dernier se rendit compte que cette tendance était irréversible qu'il proposa New York, où se trouvaient de nombreux Allemands exilés, et en particulier Sorge, un

1 *Ibid*

2. *Œuvres*, Champ libre, III, 151.

partisan de Marx très sûr mais, dit Jung, qui « s'était rendu si déplaisant que personne n'aurait voté pour lui ». Marx promet que Sorge ne ferait pas partie du Conseil mais, ajoute Jung, « le premier acte du nouveau conseil fut d'appeler Sorge dans son sein comme secrétaire général ».

L'incohérence atteint son comble lorsque deux internationaux refusent leur nomination au Conseil général issu du congrès de La Haye. Le premier, Edward David, écrit dans *Le Socialiste* (New York, 20 octobre 1872) :

« Je refuse de siéger au Conseil général issu de ce congrès... Quel que soit son génie [*il s'agit de Marx*], je ne saurais l'estimer après les actes qu'il a commis avant et durant le congrès de La Haye. Je ne saurais non plus marcher à côté des hommes qui consentent à lui servir de compères dans la pitoyable comédie qu'il joue en ce moment au détriment de l'Internationale et du mouvement socialiste universel¹. »

Le second, Osborn Ward, apprit sa nomination par la presse. Il écrivit au même journal à propos des préparatifs du congrès de La Haye :

« Je m'efforçais de trouver une excuse à tout cela en mon propre empressement de voir un rapprochement s'opérer entre tous. Mais quand vint la proposition d'élire des délégués au congrès de La Haye et que j'ai vu la même coterie qui, avec un grand nombre de ses membres comme délégués des sections de l'intérieur, avait préparé sa liste, choisi le moment propice, massé son vote, élu son président de séance, pour agir d'une manière expéditive avec une habileté calculée, le résultat était connu d'avance... »

1 Cité par Arthur Lehning.

Ces quelques indications montrent que les anti-autoritaires ne sont pas les seuls à accuser Marx et son entourage d'intrigues et de machinations bureaucratiques. Le sentiment était à l'époque très largement partagé. Le discours marxiste qui a longtemps dominé accréditait l'idée qu'une vaste centralisation de l'organisation était indispensable pour assurer son efficacité, et que Marx était celui qui était le porteur de cette idée. La réalité était tout autre. Tout le monde ou presque en avait assez de Marx.

L'organisation d'une internationale ouvrière devenait trop complexe pour qu'elle puisse fonctionner sur un mode centralisé. Il ne s'agissait plus de quelques petits groupes d'ouvriers et d'artisans mais de fédérations ayant, comme en Espagne, plusieurs dizaines de milliers d'adhérents. Dans une société devenue de plus en plus complexe, dans laquelle se déroulaient des affrontements de classe qui nécessitaient des prises de décision rapides et une bonne connaissance du contexte, imaginer qu'un petit groupe d'intellectuels puisse, de Londres, tout gouverner était absurde.

Le congrès des scissionnistes marxistes de Genève (8 septembre 1873)

La scission opérée par les marxistes fut entérinée par le congrès qu'ils convoquèrent en septembre 1873 à Genève, une semaine après le VI^e congrès de l'Internationale « canal historique ».

Ce fut un congrès fantôme convoqué par un Conseil général devenu lui aussi fantôme. Personne ou presque ne participa à ce congrès scissionniste. Tous ceux sur lesquels Marx comptait se désistèrent poliment. Le congrès « marxiste », si on peut l'appeler ainsi, fut marqué par les mêmes falsifications et truquages de mandats que lors de la conférence de Londres en 1871 et le congrès de La Haye en 1872.

C'est que l'enjeu était de taille :

1. Certains Internationaux de Genève, qui avaient constamment tiré à boulets rouges sur la fédération jurassienne et les « anti-autoritaires », semblaient penser que le congrès de La Haye avait été trop loin et parlaient de conciliation. Les Suisses de Genève qui, jusqu'alors, avaient soutenu le Conseil général, semblaient vouloir faire défection et se rapprocher de l'Internationale anti-autoritaire, ce qui risquait de mettre les marxistes en minorité ;
2. Et ils entendaient faire transférer le siège du Conseil général à Genève, ce qui ne faisait pas *du tout* l'affaire de Marx-Engels.

Il fallait montrer à la face du mouvement ouvrier international la vitalité de cette organisation. Pourtant, ce fut un *fiasco total*. J.-P. Becker était le maître d'œuvre de ce congrès, en l'absence de Marx, qui ne s'était prudemment pas déplacé. Il écrit à Sorge un mois plus tard (2 novembre 1873) :

« Nous attendions un plus grand nombre de délégués d'Allemagne et d'Autriche, où j'avais préalablement écrit en termes pressants, ainsi que d'Allemagne et d'Amérique. Quand nous fûmes déçus dans cet espoir, nous eûmes deux raisons pour une de recruter le plus grand nombre possible de délégués, tant pour nous assurer une majorité décidée que pour assurer la tenue du Congrès. Si la fabrication de délégués¹ n'avait pas réussi, nous aurions naturellement rendu impossible la tenue du Congrès par une retraite facile à motiver, mais, étant donné le Congrès précédent, qui avait fait tant d'impression dans le monde entier, cela serait apparu comme une effroyable défaite morale, comme le triomphe des dissidents, et on aurait pu annoncer, avec plus de raison encore qu'on ne le fit en effet, la mort de l'Internationale. »

1 *Delegiertenmacherei*.

Transféré par la volonté de Marx à New York, le Conseil général, confié par des manœuvres bureaucratiques, encore une fois, à la direction de Sorge, un disciple exalté de Marx, se retrouva coupé des forces vives du mouvement ouvrier européen, et périclita. Il continua pendant un temps d'enregistrer les décisions que prenait Marx de Londres, et qui n'eurent aucun effet. Les fédérations vivantes et actives que les manœuvres de Marx et Engels avaient éloignées du Conseil général ne revinrent pas, d'autant moins qu'elles avaient été formellement exclues.

Il n'y avait plus personne avec Marx. Dès lors, parler d'Internationale germanisée n'est pas vraiment exact. Tout au plus peut-on dire que quelques Allemands se trouvaient avec un appareil dirigeant, le Conseil général, vide de troupes. On a dit ce qu'il en était de la social-démocratie allemande : aucune structure n'adhérait à l'Internationale. La fin de l'Internationale marxisée fut pathétique. Ce congrès ne fut constitué pratiquement que de Suisses alémaniques. Marx n'avait avec lui que les socialistes allemands, autrichiens et suisses alémaniques. La microscopique section des États-Unis était elle-même formée presque exclusivement d'immigrés allemands.

Déjà, Engels avait dû racler les fonds de tiroirs pour trouver des adhérents allemands afin d'avoir une représentation au congrès de La Haye. L'historien bolchevik Steklov reconnaît qu'« il n'y avait en réalité aucune fédération nationale derrière le Conseil général¹ ».

En fait, les rats quittaient le navire.

1 *Je souligne.* Georg [Iuri] Stieklow [Steklov], *Die Bakunistische Internationale nach dem Haager Kongress*. Ein Beitrag zur Geschichte der Internationalen Arbeiterassoziation, supplément à la *Neue Zeit*, avril 1914. (<http://archive.org/stream/diebakunistische00stek#page/n1/mode/2up>)

“*Abgesehen von den Vereinigten Staaten, in denen zu der Zeit die Bewegung noch sehr schwach war und sich hauptsächlich auf die deutschen Emigranten beschränkte, die dabei im Streite miteinander lagen, stand eigentlich keine Nationalföderation hinter dem Generalrat.*” (« En dehors des États-Unis où à l'époque le mouvement était encore très faible et essentiellement limité aux émigrés allemands, qui se querellaient les uns avec les autres, il n'y avait en fait derrière le Conseil général aucune fédération nationale. »)

« La caisse du Conseil général était vide »

Aucun Américain n'assista à ce congrès parce que « la caisse du Conseil général était vide », selon une lettre de Sorge à Engels. Ce dernier refusa même de représenter Sorge, ne voulant pas se compromettre dans un congrès dont tout le monde sentait qu'il se présentait mal. Sorge, qui n'avait pas d'argent pour venir à Genève, en envoya à Sérailler pour qu'il assiste au congrès. Un Italien, Bignami, s'était lui aussi poliment désisté.

Sérailler annonça ensuite qu'il ne viendrait pas au congrès, et le conseil fédéral anglais non plus. Il ne restait que des Genevois. Il était évident qu'il n'y aurait pas grand monde, à part les Suisses. Or il était également vital d'empêcher que les projets de Marx-Engels-Sorge & Co soient contrariés. Becker joua le rôle de metteur en scène dans la comédie qui allait se dérouler, et fit en sorte qu'il y ait quand même quelques délégués, et que ces délégués votent correctement. Becker fut sauvé par l'arrivée d'un Autrichien, Heinrich Oberwinder, qui faisait partie de l'aile droite du mouvement socialiste autrichien¹. Sous le nom de Schwarz, Oberwinder s'entendit avec Becker à qui il remit une douzaine de mandats autrichiens sortis d'on ne sait où, qui furent distribués à des Allemands de Genève. Becker se trouva ainsi en position de contrer les Genevois dont la proposition de transfert du siège du Conseil général fut rejetée par 11 voix contre 7.

Becker, l'exécuteur des basses oeuvres de Marx, se vanta dans une lettre à Sorge du 22 septembre 1873 :

« Avant même que fussent arrivées ici les fâcheuses nouvelles concernant l'abstention de Sérailler et du Conseil fédéral anglais, j'avais, pour donner plus de prestige au Congrès par le nombre de ses membres, et pour assurer la majorité à la bonne cause, fait surgir de

1 Ce garçon tourna mal : il rejoignit ensuite le mouvement chrétien social antisémite.

terre, en quelque sorte, treize délégués d'un seul coup, et le résultat, en fin de compte, dépassa de beaucoup mon attente. Tu auras appris par Serrailier et par le Conseil fédéral anglais, – qui ne pourront jamais faire excuser leur absence, à plus forte raison la justifier, – les circonstances particulièrement difficiles résultant d'une certaine dislocation de la Fédération romande. Les Genevois firent tous leurs efforts pour transférer le Conseil général ici, mais la solide union des délégués allemands et suisses allemands réussit à empêcher ce qui eût été, en pareilles circonstances, un événement très malheureux. »

Ce spécialiste de la *delegiertenmacherei* (fabrication de délégués) n'en resta pas là : il se vanta également dans une lettre du 2 novembre d'avoir manipulé la composition de la commission de vérification des mandats, où il réussit à faire passer douze délégués de sa fabrication. Becker commente :

« Si la chose n'avait pas réussi, nous aurions naturellement rendu la tenue du Congrès impossible par une retraite facile à motiver ; mais, étant donné l'importance qu'avait eue l'autre Congrès aux yeux de tout le monde, c'eût été pour nous une effroyable défaite morale et un triomphe pour les dissidents¹. »

Malgré cela, la commission de vérification des mandats refusa de reconnaître certains délégués dont les mandats étaient jugés vraiment *trop* fantaisistes. L'enthousiasme de Becker semble cependant quelque peu tombé. Il est très remonté contre les chefs qui ne montent pas au créneau pour soutenir leurs (maigres en la circonstance) troupes. Dans sa lettre du 2 novembre, il écrit à Sorge :

« Que devient donc cette solidarité tant vantée et si chaudement recommandée si l'on reste chez soi quand on voit le char social embourbé, en laissant à quelques

1. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, vol II t. 3 p. 138.

camarades le soin de le tirer de l'ornière, afin de pouvoir dire, si les choses tournent mal, qu'on n'en était pas, et de se soustraire ainsi à toute responsabilité, tandis qu'au contraire toute la faute d'un insuccès devrait à juste titre retomber sur de telles abstentions ? Que le diable emporte ces je-m'en-foutistes qui tremblent de perdre leur renom de grands hommes ! S'ils pensaient qu'il y eût du danger, ils étaient doublement tenus de venir¹. »

Ce congrès fut si lamentable que les résolutions n'en furent *même pas publiées*. On décida de ne pas convoquer de congrès l'année suivante, mais deux ans plus tard, à New York. C'était un échec retentissant pour Marx, qui reconnut lui-même que le congrès fut un « *fiasco*² ». Mais la fin de l'Internationale « marxiste » ne chagrina pas particulièrement Marx. L'essentiel était d'éviter que le Conseil général ne tombe entre des mains que Marx et ses proches ne contrôlaient pas, comme cela apparaît à l'évidence dans la lettre que Marx écrivit à Engels le 27 septembre 1873 :

« Étant donné les conditions actuelles de l'Europe, il est absolument utile, à mon avis, de faire passer à l'arrière-plan pour le moment l'organisation formelle de l'Internationale, en ayant soin seulement, si c'est possible, de ne pas lâcher le point central de New York, afin d'empêcher que des imbéciles comme Perret ou des aventuriers comme Cluseret ne s'emparent de la direction et compromettent la cause. »

Mais même à New York la situation lui échappe :

« À New York, les emmerdeurs et les mouches du coche du Conseil général ont eu la majorité, si bien que Sorge a démissionné et s'est retiré. Maintenant, nous ne sommes plus responsables pour quoi que ce

1. Cité par James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, p. 137.

2. Lettre de Marx à Sorge, 27 septembre 1873.

soit dans le bazar. Quelle chance que nous possédions les protocoles! »

Marx était déjà en train de préparer la suite : il constate : « Les événements de l'inévitable involution et évolution des choses pourvoient d'eux-mêmes à une résurrection de l'Internationale sous une forme plus parfaite. » L'essentiel, dit-il, est de « ne pas laisser glisser entièrement de nos mains la liaison avec les meilleurs éléments dans les divers pays ». S'adressant aux « compagnons de la Fédération jurassienne » dans une lettre datée de la première quinzaine d'octobre 1873, Bakounine fait le bilan du congrès « anti-autoritaire » :

« Vous venez de remporter aujourd'hui, contre l'intrigue ambitieuse des Marxistes, et au profit de la liberté du prolétariat et de tout l'avenir de l'Internationale, une victoire si complète.

« Puissamment secourus par vos frères de l'Italie, de l'Espagne, de la France, de la Belgique, de la Hollande, de l'Angleterre et de l'Amérique, vous avez remis la grande Association internationale des travailleurs sur le chemin dont les tentatives dictatoriales de M. Marx avaient manqué de la faire dévier. »

De ces deux congrès, Bakounine fit le commentaire suivant dans une lettre « aux compagnons de la Fédération jurassienne », publiée dans leur Bulletin du 12 octobre :

« Les deux Congrès qui viennent d'avoir lieu à Genève ont été une démonstration triomphante, décisive, de la justice et en même temps aussi de la puissance de votre cause.

« Votre Congrès, celui de la liberté, a réuni dans son sein les délégués de toutes les fédérations principales de l'Europe, moins l'Allemagne; et il a hautement proclamé et largement établi, ou plutôt confirmé, l'autonomie et la solidarité fraternelle des travailleurs

de tous les pays. Le Congrès autoritaire ou Marxiste, composé uniquement d'Allemands et d'ouvriers suisses, qui semblent avoir pris la liberté en dégoût, s'est efforcé vainement de rapiécer la dictature brisée et désormais ridiculisée de M. Marx. »

Ce que dit Bakounine correspond exactement à la réalité du moment : l'enterrement de la tendance marxienne et le succès éclatant du courant fédéraliste. C'est la même Association internationale des travailleurs qui continue son existence ; ce sont les marxistes qui s'en sont exclus eux-mêmes et qui se sont révélés comme des scissionnistes.

Bakounine termine sa lettre en affirmant que le centre de la réaction se trouvait maintenant en Allemagne, et qu'elle est représentée « aussi bien par le socialisme de M. Marx que par la diplomatie de M. de Bismark ». Cette réaction se propose comme objectif « la pangermanisation » de l'Europe ; « Elle a déclaré une guerre à mort à l'Internationale, représentée uniquement aujourd'hui par les Fédérations autonomes et libres. Comme les prolétaires de tous les autres pays, quoique faisant partie d'une république encore libre, vous êtes forcés de la combattre, car elle s'est interposée entre vous et votre but final, l'émancipation du prolétariat du monde entier. »

Le congrès international de Saint-Imier fut un succès politique éclatant des fédéralistes de l'Internationale contre les bureaucrates centralistes, un succès que les autres fédérations entérinèrent en se ralliant à l'idée que chacune avait le droit de décider de son propre sort sans se voir contrainte d'adopter un programme uniforme. Mais il faut dire cependant que ce succès fut de courte durée, puisque l'expérience prit fin six ans plus tard. La Fédération jurassienne décida à son congrès des 3-5 août 1878, tenu à Fribourg, de ne plus convoquer de congrès international. Il paraît donc nécessaire de s'interroger sur les causes qui conduisirent à la régression du mouvement ouvrier « anti-autoritaire ». Et surtout : quelles furent les causes internes au mouvement qui conduisirent à cette situation.

Dissolution du Conseil général

En août 1874, Sorge proposa la dissolution du Conseil général de New York ; il fut en fait remplacé par un autre Allemand, Speyer, et le Conseil général continua de vivre deux ans, mais Speyer se lassa de présider une organisation fictive et convoqua pour juillet 1876 une conférence qui déclara que l'Internationale avait cessé d'exister. Celle-ci fut donc « suspendue » indéfiniment¹.

Engels dira à Sorge dans une lettre du 12 septembre 1873 : « La vieille internationale est complètement finie et a cessé d'exister. » Il s'en réjouit : il accuse les proudhoniens belges d'être jaloux des communistes allemands et de se jeter dans les bras des aventuriers bakouninistes. Il se réjouit également du transfert de la direction de l'AIT à New York mais en même temps constate que là-bas tout est fini. Et il prédit que la prochaine internationale, après que les écrits de Marx auront agi, sera directement communiste et « implantera nos principes ». Encore une fois, la question est posée en termes d'hégémonie d'une doctrine sur une autre.

« Ce congrès fut un *fiasco* », dit encore Engels à Sorge, le 27 septembre. Le 15 juillet 1876, le conseil général s'auto-dissout. Marx et Engels se retrouvent totalement isolés ; toutes les fédérations ont désavoué la décision de La Haye, sauf les Allemands et les Suisses de Genève. Commentaire de Bakounine :

« Après avoir lancé beaucoup d'injures à droite et à gauche, comme pour bien constater leur majorité genevoise et allemande, ils ont abouti à un produit hybride qui n'est plus l'autorité intégrale, rêvée par M. Marx, mais qui est encore moins la liberté, et ils se sont séparés profondément découragés et mécontents d'eux-mêmes et des autres. Ce Congrès a été un enterrement². »

1 Cf. G. Steklov, *Die Bakunistische Internationale*, p. 17.

2 Bakounine, « Lettre aux compagnons de la fédération jurassienne », première quinzaine d'octobre 1873.

Engels avait tort de dire que la « vieille internationale » avait cessé d'exister. C'est l'embryon d'Internationale que Marx avait fait transférer à New York qui mourait tranquillement, mais les fédérations qui avaient secoué le joug de Marx continuaient de se développer et de tenir des congrès.

« Au congrès de l'Association internationale tenu en 1872 à La Haye, le Conseil général de Londres exclut de l'Internationale, au moyen d'une majorité fictive, Bakounine, son ami Guillaume et même la Fédération jurassienne. Mais comme il est certain que la plus grande partie de ce qui restait de l'Internationale – c'est-à-dire les Fédérations espagnole, italienne et belge – suivrait les Jurassiens, le congrès essaya de dissoudre l'Association. Un nouveau conseil général, composé d'un petit nombre de social-démocrates, fut nommé à New York, où il n'y avait pas d'organisation ouvrière appartenant à l'Association qui pût le contrôler; et on n'en a plus entendu parler depuis. Pendant ce temps les Fédérations espagnole, italienne, belge et jurassienne continuèrent à exister et à tenir comme d'habitude pendant les cinq ou six années qui suivirent les congrès internationaux annuels¹. »

Si l'Association internationale des travailleurs échappait aux mains des marxistes, ces derniers estimaient cependant nécessaire l'existence d'une Internationale bien à eux. Alors même que le Conseil général de New York était dissous, Marx préparait déjà le terrain pour la reconstitution d'une organisation à sa mesure dans laquelle les « anarchistes » n'auraient pas le droit de cité.

1. Kropotkine, *Autour d'une vie*, Stock, p. 398.

IV

L'Internationale anti-autoritaire et les tentatives de rapprochement

Les Jurassiens anti-autoritaires n'eurent jamais avec le courant socialiste d'État l'attitude sectaire que ces derniers eurent avec eux. Alors que les socialistes étaient en général dans une situation d'*incompréhension totale* envers les thèses fédéralistes (Cf. *infra* le chapitre sur le congrès d'Olten), les Jurassiens tentèrent constamment d'engager avec eux un dialogue. D'une certaine manière la véritable naissance de l'anarchisme date du jour où les anarchistes ont compris qu'aucun dialogue n'était passible, lorsqu'en 1896 ils furent définitivement expulsés des congrès socialistes internationaux auxquels ils s'obstinèrent à participer après l'effondrement de l'AIT.

Avant d'exposer quelques-unes des tentatives qui furent faites en vue de parvenir à un rapprochement avec les socialistes, il semble nécessaire de pénétrer dans l'univers mental des militants social-démocrates afin de tenter de comprendre comment ils percevaient les fédéralistes de l'Internationale, les « anti-autoritaires », et les anarchistes. Nous avons choisi d'évoquer les impressions qu'ont rapportées deux militants de la Fédération jurassienne qui ont assisté à un congrès social-démocrate ; et de rendre compte de notes prises par un certain Wilhelm Schröder qui livre ses impressions sur les débats qui eurent lieu concernant l'anarchisme au sein du parti

social-démocrate allemand. On aura alors une petite idée du gouffre qui sépare l'univers mental des deux courants.

Le congrès d'Olten (1^{er} juin 1873) : dialogue (presque) dépassionné

L'Internationale, documents et souvenirs, l'ouvrage monumental et irremplaçable de James Guillaume, fourmille d'informations sur l'histoire de l'Association internationale des travailleurs. Au détour d'une page relatant des événements de l'année 1873, on tombe sur le compte rendu du congrès d'Olten, qui eut lieu le 1^{er} juin 1873.

Le congrès d'Olten fut une date marquante pour le mouvement socialiste suisse, mais ce qui nous intéresse particulièrement pour notre propos n'est pas lié au caractère historique de cette date mais au fait que s'y produisit un événement inédit : un dialogue (presque) dépassionné et quelque peu surréaliste – en tout cas sans invectives – entre deux représentants de la Fédération jurassienne et des représentants social-démocrates allemands et germanophones de Suisse. On y constate en même temps l'hallucinant niveau de désinformation qu'avaient les socialistes d'État sur la situation dans laquelle se trouvait l'Internationale.

James Guillaume et Pindy avaient été mandatés pour représenter les Jurassiens à ce congrès, qui devait discuter de la création d'une « organisation centrale de la classe ouvrière en Suisse ». Les deux hommes y allèrent sans trop d'illusions, mais entendaient défendre leur point de vue et écouter celui des autres délégués. Pour mémoire, dans les mois qui ont précédé ce congrès, la Fédération jurassienne avait été exclue de l'AIT par Marx et consorts et, peu après, toutes les fédérations de l'AIT avaient subi le même sort.

James Guillaume et Pindy rencontrent des militants suisses germanophones avec qui ils échangent des idées. La relation de ces discussions éclaire de manière extraordinaire l'attitude que pouvait avoir la social-démocratie allemande, ou influencée par elle, envers

les « anti-autoritaires ». Dans son rapport, James Guillaume reconnaît aux socialistes d'État le droit de défendre leurs options : c'est là, dit-il, un idéal qui a sa légitimité.

« Mais le côté fâcheux de la chose, c'est que, dans leur camp, on n'est pas si tolérant : on se croit en possession de la véritable *doctrine scientifique*, et on regarde en pitié les dissidents ; on ne se contente même pas de cette pitié, on croit avoir reçu la mission d'extirper l'hérésie et d'implanter partout la saine doctrine de l'éternité et de la nécessité du bât. Rien n'est plus amusant que de discuter avec un de ces citoyens et de voir le sourire de condescendance avec lequel il accueille vos arguments ; rien n'a jamais troublé et ne troublera jamais la sérénité de ses convictions ; il a la conscience de sa supériorité et de votre infériorité, cela lui suffit¹. »

Guillaume semble extrêmement irrité par l'arrogance et la suffisance de ceux qui se réclament du socialisme « scientifique », dont certains vont même jusqu'à accuser les Jurassiens d'être des « ennemis des ouvriers », des « traîtres salariés par la bourgeoisie pour prêcher de fausses doctrines ».

On se rend alors compte à quel point le dialogue est impossible parce que les structures mentales mêmes des militants social-démocrates rendaient impossible toute compréhension mutuelle ; parce que le sens des mots n'était pas le même, voire même parce que certains concepts employés par les « anti-autoritaires » n'avaient tout simplement pas d'équivalent en allemand.

Ainsi, dans les séances du congrès, les explications des Jurassiens sur l'organisation fédéraliste, en opposition à l'organisation centraliste, étaient systématiquement traduites en allemand en laissant entendre que « les délégués jurassiens voulaient que chaque société restât isolée, sans union avec les autres ». Les protestations

1. James Guillaume, *L'Internationale documents et souvenirs*, 5^e partie, ch. III, p. 75. Éditions G. Lebovici.

des Jurassiens devant de telles traductions se voyaient répondre que « c'était ainsi que l'on comprenait nos paroles, et que, puisque nous ne voulions pas de *centralisation*, nous demandions nécessairement *l'isolement* et le *chacun pour soi* ».

« Et tous nos efforts pour obtenir une meilleure traduction demeuraient vains, non pas qu'on y mît de la mauvaise volonté, mais parce que, disait-on, il était impossible de nous traduire plus clairement¹. »

Nous avons là une parfaite illustration de l'impossibilité totale du dialogue entre représentants des deux courants du mouvement ouvrier parce que les social-démocrates étaient simplement incapables de comprendre un des concepts fondamentaux des « anti-autoritaires », le fédéralisme, qui est ni de la centralisation, ni de l'éparpillement.

Les conversations qu'eurent James Guillaume et Pindy révélèrent en outre que leurs interlocuteurs n'avaient aucune information sur l'état dans lequel se trouvait l'Internationale. Ils ne savaient pas qu'au moment où se tenait le congrès d'Olten – 1^{er} juin 1873 – la totalité des fédérations de l'Internationale avaient désavoué les décisions du congrès de La Haye, désavoué le Conseil général, et que pour cela Marx et ses amis avaient tout simplement exclu de l'AIT la totalité du mouvement ouvrier organisé de l'époque – les Allemands ne pouvant pas être exclus, puisque aucune fédération ou section allemande n'y avait jamais adhéré!!! Et lorsque James Guillaume et Pindy essayèrent de le leur expliquer, les social-démocrates ne voulurent tout simplement pas les croire!

Comment la social-démocratie allemande percevait l'« anarchisme »

Wilhelm Schröder, un social-démocrate, écrivit un « précis des congrès du Parti social-démocrate » dans lequel il livre des

1. *Ibid.*

informations intéressantes sur les débats concernant l'anarchisme, et sur la manière dont les socialistes allemands percevaient celui-ci¹. Pour mémoire, la I^{re} Internationale n'existe plus, même dans sa forme « antiautoritaire », et la II^e Internationale ne sera créée que neuf ans plus tard. Cependant des congrès socialistes internationaux sont convoqués, auxquels participaient des militants de l'ancienne AIT dissoute, et d'autres qui se réclament de son héritage, tels que Fernand Pelloutier et Émile Pouget. Les dirigeants social-démocrates allemands vont tenter de toutes leurs forces d'éliminer les « anarchistes » de ces congrès.

Quelques rappels historiques sont cependant nécessaires.

Le 11 mai 1878, un certain Max Hödel avait tenté d'assassiner l'empereur Guillaume II, sans succès. Après la tentative manquée de Hödel, Karl Eduard Nobiling, tira sur l'empereur le 2 juin et le blessa grièvement. Ajoutons que la période fut marquée en Allemagne par plusieurs attentats et assassinats spectaculaires. Naturellement, les deux personnages seront qualifiés d'« anarchistes ». Cette qualité d'« anarchiste » est même un peu hâtivement reconnue par le *Monde libertaire* lui-même puisque dans son numéro 1624 (24 février-2 mars 2011) il est fait mention de « deux tentatives d'assassinat organisées par les anarchistes Max Hödel et Karl Nobiling ». Si Max Hödel avait quelques anarchistes dans ses relations, il ne l'était pas lui-même. Il avait en revanche fréquenté les milieux social-démocrates. Karl Nobiling quant à lui n'était lié à aucun courant politique et n'était ni anarchiste ni social-démocrate.

Le chancelier Bismarck profita de l'occasion pour faire voter une loi antisocialiste (« loi contre les agissements séditieux de la social-démocratie ») qui s'abattit sur le mouvement ouvrier jusqu'en 1890. La répression fut terrible. Toute activité socialiste ouverte fut réprimée pendant douze ans. La presse socialiste dans son ensemble fut

1. Cf. l'article « Anarchisten » de son Handbuch. Un compte rendu du « Précis » de Schröder se trouve dans *La Revue socialiste, syndicaliste et coopérative*, janvier-juin 1911, pp. 81-82.

supprimée, ainsi que toutes les organisations du parti. Les organisations syndicales subirent le même sort. Rudolf Rocker écrit à ce sujet :

« Le côté le plus infâme de cette loi antisocialiste, comme on la désignait alors habituellement en Allemagne, était que les individus n'étaient pas uniquement condamnés pour des activités illégales, mais poursuivis aussi pour leurs opinions, même s'ils n'avaient commis aucun acte répréhensible. Il suffisait qu'une personne fût socialiste ou présumée telle pour être expulsée de sa commune. Plusieurs centaines d'honnêtes travailleurs furent ainsi arrachés à leurs familles et chassés de leur maison, ce qui plongeait bien souvent leurs femmes et leurs enfants dans la plus noire des misères. Si un tel proscrit parvenait à gagner son pain dans une autre localité, il restait à la merci de la tyrannie policière et risquait à la première occasion d'être refoulé derechef de sa nouvelle résidence¹. »

Les mesures furent reconduites tous les deux ans jusqu'en 1890. Elles aboutirent à la dissolution des associations socialistes, à l'interdiction des caisses d'entraide, à l'interdiction de toute manifestation et à la suppression de la presse. Cependant, alors que toute activité effective du parti se trouvait bloquée, le groupe parlementaire socialiste n'était paradoxalement pas interdit.

Bismarck avait compris une chose essentielle, dont on retrouvera les effets en 1914 : pour le parti social-démocrate, l'existence du parti se limitait en somme à l'existence de la direction du parti, et tant que cette dernière pouvait continuer à vaquer à ses occupations, tout allait bien. Ainsi s'explique que, avant 1914, les dirigeants social-démocrates aient systématiquement évacué tout débat sur la grève

1 Rudolf Rocker, « Fritz Kater et les origines du syndicalisme révolutionnaire en Allemagne », Traduit de l'allemand par Jérôme Anciberro et Gaël Cheptou. (Cf. *A Contretemps*, <http://acontretemps.org/spip.php?article164>)

générale, comme le proposaient les syndicalistes révolutionnaires¹ et une partie du mouvement socialiste français, limitant toute action contre la guerre aux initiatives des parlementaires socialistes. En 1878, la direction du parti refusa d'engager la moindre action révolutionnaire et, comme en 1914, elle respecta la légalité. C'est ainsi que Wilhelm Liebknecht put déclarer au Reichstag : « Le parti observera la loi parce qu'il est un parti de réforme, au sens le plus fort du terme, et tient pour insensée la fabrication de révolutions par la force². » Durant les dix premières années des lois d'exception, 1 299 publications, 95 syndicats, 23 sociétés d'entraide, 106 associations politiques et 108 clubs de divertissement furent purement et simplement interdits³.

La police pouvait décider de décréter l'état de siège dans des villes ou des régions entières : elle pénétrait dans les maisons à la recherche d'écrits, procédant à chaque fois à des expulsions en grand nombre. « En 1890, près de 900 militants sociaux-démocrates firent l'objet d'arrêtés d'expulsion dans les villes de Berlin, Hambourg, Leipzig, Francfort/Main et Stettin⁴. » Ces persécutions, qui visaient à intimider les ouvriers, produisirent l'effet inverse : le mouvement socialiste se développa alors considérablement. On comprend dès lors que l'anarchisme, que les dirigeants social-démocrates désignaient comme les responsables de ces persécutions, ne se trouvait pas en odeur de sainteté au sein de la social-démocratie allemande.

Dans son « Précis des congrès du Parti social-démocrate », Schröder affirme que « la social-démocratie allemande semble bien opposée à tout compromis avec les anarchistes ». Liebknecht⁵, dit-il, « au Congrès de Wyden, en 1880, a montré qu'il y a une opposition irréductible entre le socialisme et l'anarchisme ».

1 Il faut préciser que les syndicalistes révolutionnaires français, parmi lesquels se trouvaient nombre d'anarchistes il est vrai, seront tout simplement assimilés en bloc à des « anarchistes » par les dirigeants socialistes allemands.

2. Cité par R. Rocker, *loc. cit.*

3 *Ibid.* note.

4 *Ibid.* note.

5 Il s'agit de Wilhelm Liebknecht, le père de Karl.

On apprend ainsi que les anarchistes sont « optimistes » et prétendent qu'il y a une « harmonie naturelle dans le domaine économique et social » : c'est la raison pour laquelle ils veulent « supprimer toutes les entraves, réduire au minimum le rôle de l'État ». C'est là, affirme Schröder, un « libéralisme essentiellement bourgeois que les anarchistes interprètent seulement dans un sens très individualiste¹ ». Par opposition, le socialisme est une doctrine « pessimiste » qui « fait intervenir l'État pour redresser les difformités congénitales de l'organisme social ».

Ainsi, l'opposition entre anarchisme et socialisme se fonde sur leur caractère *optimiste* ou *pessimiste*. Le premier se fonde sur l'individu, le second sur l'État. En outre, on comprend que l'objectif qu'il s'agit d'atteindre est de redresser les « difformités congénitales » de la société. On a l'impression d'entendre du Jean-Claude Vandamme².

On reste confondu par la régression intellectuelle subie par le marxisme en très peu de temps : en 1880, Marx est encore de ce monde...

Mais W. Liebknecht, selon Schröder, indique une autre raison à l'opposition entre anarchisme et socialisme : « le socialisme, dit-il, prend une forme juridique » et la révolution sociale est un « transfert de droits », ce que Liebknecht illustre en disant que « la force est donc chose extérieure, accessoire, un prolongement du droit ».

Suit un exposé édifiant, sinon pertinent, du rôle de la « force » dans la doctrine anarchiste. Selon Liebknecht, la force joue le principal rôle dans « les doctrines anarchistes », elle aurait la vertu d'être

-
- 1 On a le sentiment que la social-démocratie allemande n'a absolument aucune connaissance des écrits de Proudhon ou de Bakounine.
 - 2 « J'adore les cacahuètes. Tu bois une bière et tu en as marre du goût. Alors tu manges des cacahuètes. Les cacahuètes c'est doux et salé, fort et tendre, comme une femme. Manger des cacahuètes, it's a really strong feeling. Et après tu as de nouveau envie de boire de la bière. Les cacahuètes c'est le mouvement perpétuel à la portée de l'homme. » (J.C. Van Damme, cité par Olivier Deckmyn et Pierre-Julien Grizel dans Zope, éditions Eyrolles, p. 145.)

en elle-même révolutionnaire. « Liebknecht, dit Schröder, insiste sur le danger qui résulte de ce malentendu : la force est indifférente entre la révolution et la réaction ; elle est même très souvent, le plus souvent, au service des partis réactionnaires. » C'est donc « commettre une lourde faute que de lui donner la place principale : c'est habituer "la masse" au mépris du droit. » Un autre registre dans lequel anarchisme et socialiste se trouvent inconciliables se situe donc dans l'opposition entre recours à la force et recours au droit. Malgré le caractère quelque peu farfelu de l'argumentaire en termes d'orthodoxie marxiste, on a là une explication de toute la politique de la social-démocratie allemande.

Par leur recours à la « force », les anarchistes favorisent donc les menées de la société bourgeoise, qui pratique la politique du pire « pour épouvanter les indifférents et se donner, à peu de frais, le beau rôle » et qui a recours aux « agents provocateurs ». L'action directe, dit Liebknecht par l'intermédiaire de Schröder, « n'est donc pas une tactique socialiste ».

« Cette déclaration a été renouvelée par Bebel à Gotha en 1896, où elle a rencontré l'opposition de Grenz (Leipzig). Grenz, partisan d'une politique opportuniste, a montré dans les anarchistes d'excellents auxiliaires du socialisme. Mais à Stuttgart (1898), Liebknecht a repris sa thèse en insistant sur l'effet désastreux produit dans l'opinion par l'assassinat de l'impératrice d'Autriche. »

On ne peut nier que le mouvement anarchiste de l'époque donnait du grain à moudre aux socialistes allemands dans la mesure où les attentats et l'apparition d'un courant s'affirmant comme « individualiste » fournissait des arguments à la critique de l'anarchisme.

Engels écrivit en 1874 un texte, « De l'autorité », dans lequel il critique les dérives du concept d'« autorité » dont le mouvement dit « anti-autoritaire » commençait à être atteint. Or ce texte est souvent très pertinent dans sa critique.

Mais il y avait aussi une volonté délibérée de jouer sur l'ambiguïté. Engels en effet, dans sa croisade contre l'anarchisme, s'efforçait de faire croire que Bakounine était un disciple de Stirner, ce qui est une totale absurdité, et Engels était fort bien placé pour le savoir puisqu'il avait connu les deux hommes sans sa jeunesse. Cette campagne anti-anarchiste avait pour objectif de récuser la présence des anarchistes dans les congrès socialistes internationaux.

Précédents de tentatives de rapprochement

À la fin de 1869, lorsqu'un groupe de socialistes de Zurich fonda un journal, la *Tagwacht*, dont le programme ne correspondait pas du tout avec celui de la Fédération jurassienne, *Le Progrès* du Locle du 25 décembre 1869 annonça la parution de ce nouveau journal en lui souhaitant la bienvenue, et publia son programme en concluant :

« Les rédacteurs de la *Tagwacht* sont nos amis... Unis comme nous le sommes sur le terrain des principes fondamentaux, n'est-il pas regrettable qu'on n'ait pas songé à s'entendre pour une action commune?.. Ce qui n'a pas été fait peut se faire encore... Il apparten-drait au Comité fédéral romand de prendre l'initiative d'une réunion de délégués de toute la Suisse, qui amènerait sans doute des résultats heureux¹. »

En 1870, la *Tagwacht* publia un article dans lequel il était dit notamment : « Ne serait-ce pas une belle tâche pour les internationaux des Montagnes jurassiennes de devenir le trait d'union entre les corps de métier de langue allemande et ceux de langue française? » La *Solidarité* répondit : « Il y a cinq mois, le *Progrès* avait proposé une réunion de délégués de la Suisse romande et de la Suisse allemande, dans le but d'arriver à un rapprochement, à une union plus étroite. Cette proposition n'eut pas de suite. Nous pensons que le moment serait venu de songer sérieusement à une réunion de cette

1. James Guillaume, Tome Ier, p. 253-254.

espèce, qui ne pourrait avoir que d'heureux résultats, puisque des deux côtés on est disposé à une action commune¹. »

Même la question des candidatures ouvrières au Parlement avait été abordée par les militants jurassiens d'une manière totalement dépourvue de sectarisme. Cette question avait divisé le mouvement socialiste dans la Suisse francophone, puis s'était étendue au mouvement socialiste international. Or la *Solidarité*, qui défendait le point de vue des Jurassiens, estimait que c'était là une question de tactique « qui pourrait être résolue de différentes façons suivant les pays et les circonstances », dit James Guillaume. La *Solidarité* du 4 juin 1870 disait ainsi dans un article intitulé « L'Internationale et les candidatures ouvrières » :

« Si les Anglais, les Allemands, les Américains... croient servir la cause du travail au moyen des candidatures ouvrières, nous ne pouvons leur en savoir mauvais gré... Après tout, ils sont plus compétents que nous pour juger de la situation chez eux... Mais nous demandons à être mis au bénéfice de la même tolérance. Nous demandons qu'on nous laisse juger quelle est la tactique qui convient le mieux à notre position, sans en conclure dédaigneusement à notre infériorité intellectuelle². »

La position des Jurassiens est donc extrêmement conciliante et pragmatique : « nous devons compter avec les faits existants », dit l'article (souligné par nous) :

« [...] ce qui convient à certains groupes d'hommes peut n'être pas approprié à d'autres, et laissons chaque groupe choisir en toute liberté l'organisation, la tactique et la doctrine qui résultent pour lui de la force des choses³. »

1 *Solidarité* du 28 mai 1870, cité par James Guillaume.

2 Cf. James Guillaume vol. I, 3^e partie, ch. 2, tome II, p. 43.

3. James Guillaume, 5^e partie ch. II, p. 27.

Dès le début de la querelle sur la question des candidatures ouvrières, les Jurassiens traitèrent l'affaire sans aucun dogmatisme, tranchant, d'ailleurs, avec ce que sera plus tard la position anarchiste. La fédération jurassienne n'avait jamais caché la nécessité d'un rapprochement avec les socialistes, malgré le passif de leur exclusion de l'AIT. C'est ainsi que le *Bulletin* de la Fédération jurassienne, faisant le récit des funérailles de Bakounine dans son numéro du 9 juillet 1876, rapporte que « après la cérémonie, une réunion eut lieu au local du *Sozialdemokratischer Verein*. Là, un même vœu sortit de toutes les bouches, allemandes, italiennes, françaises et russes : l'oubli, sur la tombe de Michel Bakounine, de toutes les discordes purement personnelles, et l'union, sur le terrain de la liberté, de toutes les fractions du parti socialiste des deux mondes ». L'article précise les conditions de cette nécessaire réconciliation, qui ne doit pas être le fruit d'une effusion sans lendemain : « il doit être laissé à chaque groupe pleine liberté d'action et de propagande ; seulement de cette action et de cette propagande doivent être exclues les récriminations personnelles entre hommes qui au fond poursuivent le même but, les suspicions injustes, les insultes et les calomnies, qui ne font que déshonorer ceux qui les lancent. »

Les participants aux funérailles de Bakounine votèrent une résolution :

« Les travailleurs réunis à Berne à l'occasion de la mort de Michel Bakounine, et appartenant à cinq nations différentes, les uns partisans de l'État ouvrier, les autres partisans de la libre fédération des groupes de producteurs, pensent qu'une réconciliation est non seulement très utile, très désirable, mais encore très facile, sur le terrain des principes de l'Internationale tels qu'ils sont formulés à l'article 3 des statuts généraux révisés au Congrès de Genève de 1873.

« En conséquence, l'assemblée réunie à Berne propose à tous les travailleurs d'oublier de vaines et fâcheuses dissensions passées, et de s'unir plus étroitement sur

la base de la reconnaissance des principes énoncés à l'article 3 des statuts mentionnés ci-dessus¹. »

Cette résolution allait être diversement accueillie.

Sur la tombe de Bakounine

Le 3 juillet juillet 1876, sur la tombe de Bakounine, on en appelle à « l'oubli des discordes et à l'union sur le terrain de la liberté, de toutes les fractions du parti socialiste des deux mondes² ». Une réunion eut lieu après l'inhumation du révolutionnaire russe, qui aboutit au vote d'une résolution appelant à l'unité :

« Les travailleurs réunis à Berne à l'occasion de la mort de Michel Bakounine, et appartenant à cinq nations différentes, les uns partisans de l'État ouvrier, les autres partisans de la libre fédération des groupes de producteurs, pensent qu'une réconciliation est non seulement très utile, très désirable, mais encore très facile, sur le terrain des principes de l'Internationale tels qu'ils sont formulés à l'article 3 des statuts généraux révisés au Congrès de Genève de 1873.

« En conséquence, l'assemblée réunie à Berne propose à tous les travailleurs d'oublier de vaines et fâcheuses dissensions passées, et de s'unir plus étroitement sur la base de la reconnaissance des principes énoncés à l'article 3 des statuts mentionnés ci-dessus. »

Cet article 3 stipule que les fédérations et sections conservent leur autonomie, « c'est-à-dire le droit de s'organiser selon leur

1 L'article 3 des statuts de l'Internationale révisés à Saint-Imier dit ceci : « Les fédérations et sections conservent leur complète autonomie, c'est-à-dire le droit de s'organiser selon leur volonté, d'administrer leurs propres affaires sans aucune ingérence extérieure, et de déterminer elles-mêmes la marche qu'elles entendent suivre pour arriver à l'émancipation du travail. »

2 *Bulletin de la Fédération jurassienne*, cité par James Guillaume.

volonté, d'administrer leurs propres affaires sans aucune ingérence extérieure, et de déterminer elles-mêmes la marche qu'elles entendent suivre pour arriver à l'émancipation du travail ».

Selon le point de vue de l'Internationale, l'unité ne signifie pas alignement sur une seule position ; elle n'est pas incompatible avec des approches différentes concernant l'émancipation du travail ; elle se révèle par la manifestation de la solidarité concrète en cas de conflit avec l'État et le Capital. C'est évidemment un point de vue que le courant marxiste ne peut pas accepter.

Des initiatives de rapprochement semblent se concrétiser

En 1876, des initiatives de rapprochement sont prises à l'initiative de l'Internationale, et semblent se concrétiser. Le *Bulletin de la Fédération jurassienne* du 3 septembre 1876 rappelle dans un article que ce n'était pas une idée nouvelle et que depuis 1869 ils n'avaient cessé de « prêcher l'union et la paix » :

« Le rapprochement tant désiré entre les socialistes des diverses nuances, et spécialement entre ceux de la fraction dite anarchiste¹ et ceux dont l'idéal est l'État populaire (*Volksstaat*), paraît être en bonne voie de s'opérer. Nous saluons avec la joie la plus vive ce fait important, qui aura pour résultat d'accroître considérablement les forces du parti révolutionnaire, en dissipant bien des malentendus, et en fournissant, à des hommes qui ne se jugeaient mutuellement que sur des oui-dire, l'occasion d'apprendre à se connaître et à s'estimer.

1 La formulation : « la fraction dite anarchiste » laisse clairement entendre que l'auteur établit une distance avec le terme « anarchiste », auquel il ne souscrit pas, et qui semble être employé par d'autres pour désigner le courant fédéraliste de l'Internationale.

« Ce rapprochement, nous l'avons désiré et demandé même dans les instants où la lutte entre les deux fractions de l'Internationale était dans sa période la plus aiguë. Il ne sera pas inutile de faire voir, par quelques citations des divers journaux qui ont successivement servi d'organe aux socialistes du Jura, que toujours nous avons recherché l'union et la paix, et que la conciliation qui s'accomplit aujourd'hui n'est que la réalisation du vœu que nous n'avons cessé d'émettre pendant huit années. »

Alors même que l'ensemble des journaux de langue allemande, et en particulier le *Volksstaat* et la *Tagwacht* se livraient contre les Jurassiens à la polémique la plus vive, la *Solidarité* du 25 juin 1870 incitait les sections jurassiennes à s'abonner aux journaux socialistes sans distinction, et parmi les journaux allemands, elle recommandait le *Volksstaat*, « le plus recommandable des journaux socialistes allemands ». « Ainsi donc, commente James Guillaume, au plus fort de la lutte entre marxistes et bakounistes, le journal des socialistes du Jura recommandait la lecture du *Volksstaat* : tant les Jurassiens étaient étrangers à tout esprit sectaire, tant ils désiraient la paix et la solidarité¹ ! »

Est-ce l'ambiance du moment dominé par une perspective de réconciliation entre les deux courants opposés du mouvement ouvrier ? James Guillaume commente un article du *National suisse*, un journal radical de la Chaux-de-Fonds, publié à la louange des socialistes d'Allemagne. Le journal félicite les social-démocrates d'être des gens pratiques, car « l'abstention, ce rêve creux, n'est pas leur affaire » – ce qui apparaît à James Guillaume comme « une pierre jetée dans notre jardin » : c'est, indirectement, une attaque contre les socialistes jurassiens. Pourtant, J. Guillaume tient à préciser, une fois de plus, qu'il ne blâme pas « la tactique que suivent chez eux nos amis d'Allemagne ; nous ajoutons même qu'à leur

1. James Guillaume, *L'Internationale documents et souvenirs* 6^e partie, ch. VII, p. 78.

place, il est très probable que nous ferions exactement comme eux. »
(*Je souligne.*)

Mais inversement, « il n'est pas moins probable que, s'ils se trouvaient placés dans les mêmes conditions que nous, ils agiraient comme nous ». James Guillaume y voit pour preuve que les socialistes allemands contraints de vivre en Suisse « donnent leur approbation à la ligne de conduite que nous avons adoptée, dès qu'ils se sont mis au courant de notre politique ». Sur ce point, le compagnon de Bakounine commet une réelle exagération, car tous les Allemands vivant en Suisse sont loin d'être en accord avec la Fédération jurassienne.

Assez malicieusement, James Guillaume fournit une autre « preuve » : le congrès de Gotha a décidé que « dans les circonscriptions d'Alsace-Lorraine [*occupées par les Allemands, rappelons-le*] où les socialistes du pays auront décidé l'abstention, nous respecterons cette décision ». Les socialistes allemands qui reconnaissent ce choix pour une région ne peuvent le nier pour une autre, n'est-ce pas ? « Il est bien évident qu'ils ne peuvent trouver mauvais que les socialistes jurassiens pratiquent ce que les ouvriers d'Alsace-Lorraine sont admis à pratiquer. »

James Guillaume va encore plus loin. Alors que le *National suisse* affirme que, selon le congrès de Gotha, seul un *gouvernement socialiste* peut « assurer aux masses la liberté et le bien-être matériel », il déclare que cette résolution a été mal traduite : « Le texte original ne parle pas le moins du monde de gouvernement socialiste ; il dit que “la liberté et le bien-être ne peuvent exister que dans une *société socialiste*” (nur in der sozialistischen Gesellschaft), ce qui est bien différent¹. »

Enfin, si le parti socialiste allemand, depuis une douzaine d'années qu'il est constitué, se mêle de luttes électorales, « il n'a jamais fait et ne fera jamais de la politique parlementaire » ; les

1. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, 6e partie, ch. VII, p. 82.

socialistes allemands savent bien que la politique électorale ne mène à rien. S'ils profitent de la tribune du Reichstag pour donner plus de retentissement à leur propagande, « c'est en parfaite connaissance de cause et en comprenant fort bien que les moyens légaux seraient à tout jamais impuissants à réaliser leur programme ». C'est une constante que tous les partis socialistes qui tentent l'aventure parlementaire déclarent vouloir faire simplement de l'agitation, de la propagande politique.

Il est clair que James Guillaume fait de *gros efforts* pour montrer que les positions des socialistes allemands ne sont pas si éloignées que cela de celles de la Fédération jurassienne. La résolution de Gotha établit clairement, affirme-t-il, que les socialistes n'envoient pas des députés au Parlement pour « confectionner » des lois, qu'ils n'imaginent pas y avoir jamais la majorité, mais qu'ils « utilisent les élections comme moyen d'agitation, la politique qu'ils font au Reichstag est purement négative et consiste à dénoncer sans cesse au peuple les vices de la société bourgeoise et à exposer du haut de la tribune les principes du socialisme. »

Cette attitude a peut-être été celle de la social-démocratie en 1876 ; ce sera loin d'être le cas après la fondation de la II^e Internationale.

Socialistes allemands contre le rapprochement

Les tentatives de réconciliation entre les deux courants du mouvement ouvrier n'avaient cependant pas l'approbation de tous les socialistes allemands ou germanophones. James Guillaume raconte : « Il y eut des ennemis dont l'acharnement ne désarma pas, et qui continuèrent leur triste besogne de vulgaires injures ou d'infâmes insinuations ». Il faisait allusion à la *Tagwacht*, à laquelle, dit-il, « nous avons tant de fois tendu la main de la conciliation ». Le journal publia un article absolument scandaleux, reprenant entre autres, tout en faisant semblant de ne pas y croire, l'accusation d'« agent russe ». Dans cet article, Greulich déclare notamment : « La brochure

publiée par ordre du Congrès de La Haye¹, en dévoilant le complot bakouniste, donna le coup de mort au vieux machinateur. Il publia dans le *Journal de Genève* une déclaration par laquelle il annonçait qu'il se retirait entièrement de la vie publique, et il a tenu parole pendant ces trois dernières années. »

Le *Bulletin de la Fédération jurassienne* répondit que cet article n'était « pas fait pour faciliter le rapprochement que des socialistes de diverses nations, amis ou adversaires de Bakounine, ont exprimé le souhait de voir s'accomplir ».

La *Tagwacht* de Zurich s'était montrée dès le début féroce opposée à la Fédération jurassienne². Elle publia le 17 octobre 1876 une lettre, signée de Greulich et de quatre autres personnes au nom d'un « Comité central du groupe des sections internationales de langue allemande » qui était une violente attaque contre l'Internationale anti-autoritaire. On pouvait y lire entre autres gentillesses :

« Dans tout ce bourdonnement d'union et de conciliation, bien fait pour tromper la sentimentalité et égarer le cœur, nous voyons tout simplement *les bakounistes à l'œuvre*³ une fois de plus, pour venir, consciemment et inconsciemment, provoquer comme toujours et partout la discorde et la désorganisation, au lieu de l'organisation et de l'union, et apporter dans le mouvement ouvrier la division et la dispute au lieu de la conciliation et de là paix⁴. »

1 C'est le pamphlet d'Engels-Lafargue-Marx, « L'Alliance de la démocratie socialiste ».

2. En 1870 à Zurich, Hermann Greulich réunit quelques sections de l'Internationale autour de son journal, la *Tagwacht*. De là découlera la formation du Parti social-démocrate suisse. En 1873 il sera à l'origine de l'Union ouvrière suisse, assemblage composite regroupant sections de l'Internationale et du Grütli, syndicats, sociétés allemandes d'éducation ouvrière, etc. La *Tagwacht* fut son organe de presse.

3. Allusion au pamphlet d'Engels de 1873, *Die Bakunisten an der Arbeit*.

4. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, 6^e partie, ch. VII p. 88.

L'objectif de cette lettre, publiée en deux fois, était manifestement de montrer qu'il n'y avait aucune entente possible entre les deux courants du mouvement ouvrier, « entre les représentants du *socialisme scientifique* », comme s'intitulent modestement les auteurs de la lettre, et les « cerveaux fêlés de l'Internationale bakouniste¹ ». Pour James Guillaume, le projet des auteurs de cette lettre était de « prêcher l'éternisation des discordes ; jeter le ridicule sur les tentatives faites pour rapprocher les diverses fractions du parti ouvrier ; représenter ces tentatives comme une manœuvre perfide des "bakounistes" ; et cela au moment où, d'Allemagne, les champions les plus connus de la démocratie socialiste de ce pays applaudissent à l'idée de la réconciliation² ». Sur ce dernier point, James Guillaume prenait peut-être un peu ses désirs pour des réalités.

Il s'avéra que parmi les signataires de la lettre se trouvait J. Ph. Becker, un des membres les plus violemment anti-bakouniniens de l'Internationale et un proche de Marx (après avoir été un membre de l'Alliance). On se souvient qu'il avait été le metteur en scène du lamentable congrès marxiste de 1873. Dans la traduction française de la lettre, publiée ensuite par Becker, on pouvait lire :

« Comment pourrions-nous, ayant des divergences d'opinion aussi profondes, faire de nous la risée du monde entier en voulant concilier l'eau et le feu, et laisser entraver notre marche en introduisant au milieu de nous des lumières trompeuses, capables d'introduire parmi nous l'erreur et la confusion!... Par conséquent il faut mettre fin aussi promptement que possible à toutes ces velléités sentimentales de conciliation³. »

Comme lors du fiasco de septembre 1873, comme en bien d'autres occasions, c'est sans nul doute Marx qui avait envoyé Becker au créneau, cette fois pour tenter de saboter les tentatives

1. James Guillaume 6^e partie, ch. VII, p. 87.

2. *Ibid.*

3. Cité par James Guillaume, *L'Internationale documents et souvenirs*, 6^e partie, Ch. VII, p. 87.

de réunification du mouvement ouvrier : en dehors de la référence explicite à un pamphlet anti-bakouninien écrit par Engels, on trouve dans le discours de Becker deux thèmes chers à Marx : d'abord l'anti-bakouninisme viscéral ; mais surtout, en sabordant l'AIT, Marx n'avait pas caché son intention de voir se constituer *une autre Internationale*, à sa mesure. Le rapprochement des deux courants du mouvement ouvrier contrariait grandement ce projet.

Il y avait à Zurich un certain Franz, qui avait rédigé autrefois le *Proletarier* d'Augsbourg et gérait une librairie. Au moment-même où les Jurassiens parlaient de réconciliation, il mit en circulation dans sa librairie un vieux stock du pamphlet anti-bakouninien de Marx et Engels, *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs*. C'était véritablement mettre de l'huile sur le feu. Il était difficile de croire à un hasard. Le *Bulletin* de la Fédération jurassienne du 6 août répliqua : « Tandis que les socialistes de diverses nuances (y compris celle de l'*Arbeiterbund*), réunis à Berne le 3 juillet [*sur la tombe de Bakounine*], ont déclaré unanimement qu'il fallait « oublier de vaines et fâcheuses dissensions passées », le citoyen Franz croit au contraire le moment opportun pour réchauffer les haines et remettre en lumière les injures et les calomnies dont nous ne voulions plus nous souvenir¹. » Devant une levée générale de boucliers, Franz dut faire marche arrière. Il retira la brochure de sa boutique, protestant de sa bonne foi.

Les dérives de la *Tagwacht* et du libraire Franz semblent cependant avoir été marginales. Le 11 octobre 1876, le *Vorwärts*, organe central du Parti socialiste d'Allemagne, annonça : « Le Congrès ouvrier international convoqué par la Fédération jurassienne s'ouvrira le 26 octobre. »

1. James Guillaume, 6^e partie, ch. IV, p. 43.

V

Le déclin

Le VII^e congrès de l'Internationale à Bruxelles (7-13 septembre 1874)

Le VII^e congrès de l'Internationale se tint à Bruxelles du 7 au 13 septembre 1874. Il ne s'agissait alors aucunement d'une internationale « anarchiste ». Les fédérations qui avaient dénoncé les exclusions du congrès de La Haye n'approuvaient pas nécessairement les options politiques de Bakounine et de James Guillaume. Elles s'étaient prononcées contre la centralisation bureaucratique mise en place par Marx et Engels sans que cela implique en quoi que ce soit une adhésion à l'« anarchisme ». De Bakounine, elles approuvaient au moins l'idée que l'organe central de l'AIT n'avait aucun droit d'imposer à l'ensemble des fédérations une doctrine, une stratégie et un programme uniques. Cela n'allait pas plus loin. Hales, le nouveau secrétaire de la fédération anglaise, adressa un courrier aux Jurassiens dans lequel il leur faisait part de son soutien, mais précisa que, quant à lui et ses camarades Anglais, il était en faveur de l'usage du suffrage universel et de la politique électorale¹.

Du fait même de la disparité des conditions existant dans chaque pays, vouloir définir une politique unique pour l'Internationale

1 Cf. *supra*, « La question du programme ».

signifiait imposer à l'organisation le programme politique d'un seul pays. On en viendrait ainsi, dit Bakounine, à « dissoudre l'Internationale, en la divisant en plusieurs parties, dont chacune suivrait son propre programme politique¹ » : on en arriverait à une situation où « il y aurait autant d'Internationales qu'il y aura de programmes différents² », alors que ce qui cimentait l'organisation, c'était la nécessité de mettre en pratique la solidarité.

La « centralisation » que voulait mettre en place Marx et son entourage était une centralisation des décisions concernant l'orientation *politique* de l'Internationale, une centralisation en somme de *l'idéologie*. Mais les luttes ouvrières en Europe étaient devenues beaucoup trop complexes pour être prises en charge par un appareil administratif centralisé – cette prise en charge centralisée était d'autant plus irréaliste que le Conseil général, et Marx en particulier comme représentant de l'Allemagne au Conseil général, était incapable de faire face aux nombreuses demandes de soutien provenant de groupes ouvriers allemands qui ne savaient pas à qui s'adresser faute d'une fédération allemande de l'AIT.

Le congrès de Bruxelles vota à l'unanimité une résolution sur l'action politique – entendre par là la participation aux élections :

« Sur la question de savoir dans quelle mesure l'action politique des classes ouvrières peut être nécessaire ou utile à l'avènement de la Révolution sociale, le Congrès déclare que c'est à chaque Fédération et au parti démocratique socialiste de chaque pays à déterminer la ligne de conduite politique qu'ils pensent devoir suivre. »

Trois constats :

1. Il n'y a, on le voit, aucune position catégoriquement anti-électorale dans le courant fédéraliste du mouvement ouvrier : l'autonomie réclamée pour les fédérations constituant

1. Bakounine, *Écrit contre Marx*, novembre-décembre 1872.

2. *Ibid.*

l'Internationale va jusqu'à laisser chacune d'elles choisir son monde d'intervention.

2. Les « partis démocratiques socialistes » de chaque pays sont reconnus comme acteurs.
3. On aurait pu penser qu'une telle position aurait satisfait les marxistes, libres de mettre en œuvre leur propre stratégie. De toute évidence, ce n'était pas le cas: il fallait que *tout le monde* adopte *leur* stratégie. Le courant marxiste va mener un combat déterminé contre toute tentative de garantir la liberté des fédérations de déterminer leurs propres orientations. Les social-démocrates se battront pour imposer leurs propres orientations et ils finiront par exclure de la II^e Internationale ceux qui s'opposeront à eux – une fois de plus.

Le VIII^e Congrès de l'Internationale à Berne (26-27 octobre 1876)

Deux années s'étaient passées avant que soit convoqué à Berne le VIII^e congrès de l'Internationale. Ce ne fut pas le moins important par les sujets qui y furent inscrits à l'ordre du jour, mais il fut surtout marquant par l'espoir de réconciliation entre les deux courants du mouvement ouvrier. Au contraire de Marx et Engels, qui s'efforcèrent en permanence de mettre de l'huile sur le feu et d'agrandir le fossé entre « anti-autoritaires » et « socialistes d'État », les militants de la Fédération jurassienne, qui furent les véritables animateurs du courant fédéraliste, ne ménagèrent pas leurs efforts pour parvenir à une réconciliation.

C'est à ce titre que la Fédération jurassienne, puis l'Internationale anti-autoritaire lors de son congrès de Berne, en 1876, proposèrent de convoquer un congrès réunissant tous les courants du mouvement ouvrier afin de trouver les modalités d'un rapprochement. Ce n'était cependant pas, et de loin, la première initiative que les fédéralistes avaient prise dans ce sens.

Les débats du congrès de Berne

Il avait été convenu que les congrès ne seraient plus convoqués par un Conseil général supprimé mais sur décision de l'ensemble des fédérations de l'Internationale : les convocations du congrès de Berne sont parties de la Chaux-de-Fonds parce que c'était la Fédération jurassienne qui était cette année-là chargée de cette tâche.

César De Paepe et la section belge présentèrent au VIII^e congrès de l'AIT un projet de convocation d'un congrès socialiste international auquel assisteraient les représentants des organisations des deux courants du mouvement ouvrier ; mais les opposants social-démocrates au rapprochement ne lâchèrent pas pied.

La lettre que Greulich et ses quatre amis avaient publiée en octobre 1876 dans la *Tagwacht* de Zurich, féroce opposée à la Fédération jurassienne, fut publiée dans le *Vorwärts* du 13 octobre. Les signataires étaient des hommes liés à l'ex-Conseil général de New York, donc proches de Marx. La lettre demandait que le Congrès de Berne abandonne les statuts actuels de l'Internationale, statuts révisés par le Congrès de Genève en 1873, et en revienne aux anciens statuts de 1866, c'est-à-dire qu'il rétablisse le Conseil général.

Or les statuts révisés en 1873 permettaient parfaitement un rapprochement des deux courants du mouvement ouvrier international :

« [...] Nous avons proposé, à ceux des anciens membres de l'Internationale qui s'étaient séparés de nous lors du Congrès de La Haye (1872) un rapprochement "sur le terrain des principes de l'Internationale, tels qu'ils sont formulés à l'article 3 des statuts généraux révisés au Congrès de Genève de 1873", c'est-à-dire sur la base de l'autonomie des groupes. Cette base nous semble assez large pour pouvoir satisfaire chacun. Nous n'avons nullement prétendu par là imposer aux dissidents l'obligation d'entrer dans l'organisation votée au Congrès de Genève, et d'accepter pour leur propre compte tous les articles des statuts de 1873. Nous avons voulu dire que l'Internationale, reconstituée en vertu des statuts de 1873, désire la fin des querelles entre

socialistes, et propose, à ceux qui sont restés en dehors de notre organisation, non une *fusion*, mais un *rapprochement* amical¹. »

On constatera que, aux yeux des « anti-autoritaires », ce sont les *marxistes* qui se sont « séparés » de l'Internationale et qui sont des « dissidents » – ce qui correspond tout à fait à la réalité.

Les socialistes allemands acceptent l'invitation à participer au congrès de l'Internationale à Berne, mais un malentendu s'installe. Aussi les Jurassiens précisent-ils que les représentants socialistes allemands seront là en tant qu'*observateurs*, non seulement parce que la loi allemande leur interdit l'affiliation à une organisation internationale, mais aussi, dit-on clairement, parce qu'ils ne sont de toute façon *pas adhérents*. Ils ne peuvent donc venir comme délégués avec voix délibérative :

« Les socialistes allemands qui viendront à Berne y viendront comme hôtes, comme invités, comme amis : ils y viendront pour rencontrer les représentants de ces fédérations anti-autoritaires qui ont été pendant longtemps en butte aux attaques des amis de Karl Marx. Que sortira-t-il de ce rapprochement ? Une entente, espérons-le². »

Quant à une reconstitution de l'Internationale sur la base des statuts de 1866, il n'en est pas question : « En effet, ce serait proposer aux huit Fédérations régionales qui ont fait les statuts de 1873 de se déjuger, et de rentrer dans la vieille ornière d'où elles sont définitivement sorties. » Échaudées par leurs précédentes expériences, les Jurassiens ne tiennent pas à précipiter les choses...

Le *Vorwärts* du 29 octobre accuse réception de cette précision, mais conteste le droit des Internationaux à désigner le congrès de Berne comme le huitième congrès de l'Internationale car, dit le journal social-démocrate, « l'Association internationale des travailleurs

1. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, 6^e partie, ch. VII, p. 89.

2. James Guillaume, 6^e partie, ch. VII, pp. 89-90.

n'a absolument rien à faire avec ce Congrès, qui a précisément pour mission de rechercher les moyens d'effectuer une reconstitution *de cette Association, ou un rapprochement.* »

Bien entendu, le *Bulletin* de la Fédération jurassienne contesta cette interprétation et répliqua le 5 novembre, alors que le Congrès avait clos ses séances, que le Conseil général de New York n'avait plus tenu de congrès depuis l'échec de celui qu'ils avaient tenu en septembre 1873 ; que vu les informations dont ils disposaient, on pouvait considérer que « la moitié autoritaire de l'Internationale n'existe plus », que seule la moitié « anti-autoritaire » existe encore et que, « bien loin d'être en décadence, elle fait preuve d'une énergique vitalité ; elle peut montrer à tous le terrain gagné et les progrès accomplis. Puisque la moitié anti-autoritaire de l'Internationale existe seule aujourd'hui, puisqu'à elle seule elle constitue tout ce qui reste de l'Internationale, il est évident qu'elle a le droit de s'appeler *l'Internationale*, car il n'y a plus personne pour lui contester ce titre¹. » Confirmant le point de vue des rédacteurs du *Bulletin* de la Fédération jurassienne, le Conseil général de New York décida de se dissoudre en juillet 1876.

Les débats du congrès de Berne furent marquants, à des degrés divers. Son ordre du jour était parfaitement en phase avec les problèmes du moment :

1. Le rapport que fit le représentant belge sur la situation de son pays, qui révélait les profondes mutations subies par la société et qui annonçait une crise profonde si l'Internationale ne se montrait pas capable d'y faire face.
2. Les prémisses de la dérive « anarchiste » dans le débat sur le mode de représentation ;
3. La « guerre d'Orient » ;
4. Les perspectives de rapprochement avec la social-démocratie allemande.

1 James Guillaume, 6^e partie, ch. VII, p. 89.

Rapport de la fédération belge

Le rapport que fit César De Paepe pour la Belgique et la Hollande au congrès de Berne de l'Internationale est particulièrement instructif. Il montre que les mutations qui se sont opérées dans ces pays ont grandement affecté les fédérations de l'Internationale. Dans beaucoup de sections les anciens membres de l'Internationale et les sections historiques ont presque tous disparu. La fédération de Charleroi, qui regroupait des sections nombreuses, a disparu, ainsi que celle de Liège. Dans le Borinage, il ne reste qu'une section. Une nouvelle génération est apparue, des hommes « qui n'étaient que des enfants lors des premiers congrès de l'Internationale », dit De Paepe.

Il y a aussi un déplacement de l'organisation : beaucoup de sections ont disparu dans le pays wallon, ou ont décliné, alors qu'elles progressent et sont actives dans le pays flamand. De Paepe parle d'une « nouvelle ligne de conduite » adoptée par la nouvelle génération.

Par ailleurs, un problème grave mobilise l'attention, celui du travail des enfants, et la manière dont il va être résolu affectera grandement l'avenir de l'Internationale. Les sections de Gand et d'Anvers, ainsi que celle de Bruxelles, entendent « s'adresser à la législature pour obtenir une loi sur le travail des enfants ». C'est, dit le représentant belge, « un premier pas sur le terrain de la politique », qui sera probablement suivi par d'autres. Le travail des enfants mobilisera également les socialistes suisses.

Mode de représentation

Le congrès de Berne eut à statuer de la situation de trois délégués qui représentaient des sections isolées qui n'adhéraient pas à la fédération de leur région. Apparaît peut-être pour la première fois de manière claire la ligne qui sépare les « syndicalistes » et les « anarchistes ».

Le délégué belge, De Paepe, estimait qu'il fallait refuser la voix délibérative à ces délégués. Les délégués italiens, Cafiero

et Malatesta, pensaient au contraire que les votes n'ayant que la valeur d'une « statistique des opinions », il fallait accorder aux représentants des sections isolées le droit de voter. La majorité se rangea à l'avis de De Paepe. Autrement dit, des sections qui n'appartenaient pas à l'AIT pouvaient-elles s'exprimer ? Les « syndicalistes » disent : elles ne sont pas membres, elles ne participent pas aux décisions. Les « anarchistes » disent : elles peuvent bien délibérer, puisque les votes n'ont aucune valeur et qu'on ne prend pas de décision.

On a là les prémisses d'un débat qui va occuper le mouvement anarchiste sur la question de la représentation et sur la fonction des assemblées générales et des congrès, et il est significatif que cette question opposa le délégué belge et les délégués italiens, c'est-à-dire une fédération qui fut longtemps sur des positions de type syndicaliste, proches de celles de Bakounine, et une fédération toute récente qui jouera un rôle décisif dans la formation de l'« anarchisme » proprement dit.

La représentation, en tant que « délégation de pouvoirs », sera considérée par les anarchistes comme « autoritaire » puisqu'elle prive l'individu de son autonomie. Les congrès sont conçus comme des réunions où les avis se confrontent mais où aucune décision ne sera prise. Une organisation ne saurait donc avoir la fonction de définir et de mettre en œuvre une activité globale, elle n'a qu'une fonction technique : faire circuler le courrier, etc. Ainsi Malatesta dira au congrès anarchiste international d'Amsterdam, en 1907 que les congrès sont « exempts de tout autoritarisme parce qu'ils ne font pas la loi », ils « n'imposent pas aux autres leurs propres délibérations ». Ils ne servent qu'à « maintenir et à étendre les rapports personnels entre les camarades les plus actifs, à résumer et provoquer l'étude de programmes sur les voies et moyens d'action, à faire connaître à tous la situation des diverses régions et l'action la plus urgente en chacune d'elles, à formuler les diverses opinions ayant cours parmi les anarchistes et à en faire une sorte de statistique, et leurs décisions ne sont pas des règles obligatoires, mais des suggestions, des

conseils, des propositions à soumettre à tous les intéressés, elles ne deviennent obligatoires et exécutives que pour ceux qui les acceptent jusqu'au point où ils les acceptent. » Les organes administratifs que les congrès nomment n'ont « aucun pouvoir de direction, ne prennent d'initiatives que pour le compte de ceux qui sollicitent et approuvent ces initiatives, n'ont aucune autorité pour imposer leurs propres vues qu'ils peuvent assurément soutenir et propager en tant que groupes de camarades, mais qu'ils ne peuvent pas présenter comme opinion officielle de l'organisation. » Etc.

Pour les Italiens, le fait que trois délégués qui n'adhéraient à aucune fédération, et qui par conséquent n'étaient pas membres de l'Internationale, puissent voter n'était pas important parce qu'il n'était pas essentiel qu'ils *représentent* quelque chose. Ce qui importait était leur opinion individuelle, et il n'était pas déterminant que leur opinion aille dans un sens ou dans l'autre, puisque les débats du congrès ne conduisaient de toute façon à aucune prise de décision. Ce type de comportement fut totalement absent du mouvement anarcho-syndicaliste espagnol, par exemple, mais il correspondait à l'introduction de pratiques spécifiquement anarchistes dans l'organisation de classe. C'est peut-être cela qui incita nombre de militants, comme ceux de la fédération belge avait été un des piliers du combat contre le centralisme de Marx, à quitter le courant anti-autoritaire et à rejoindre la social-démocratie.

L'espoir de rapprochement

L'un des principaux arguments avancés par les Jurassiens, et James Guillaume en particulier, pour justifier le rapprochement avec la social-démocratie allemande – car c'est bien de cela qu'il s'agit – est que les différences entre les deux courants ne sont pas si importantes que cela et que les Jurassiens ne sont pas opposés par principe à la tactique électorale, puisque les résolutions mêmes du congrès de Saint-Imier laisse le loisir aux fédérations adhérentes de déterminer leur propre voie.

Nous sommes, déclara James Guillaume en conclusion du rapport de la Fédération jurassienne, d'accord nous aussi pour combattre pied à pied la bourgeoisie, la « battre en détail », lui « arracher pièce à pièce son influence » – c'est-à-dire de livrer des luttes revendicatives. Sur ce point les Jurassiens se trouvent en accord avec les Belges et le *Schweizerischer Arbeiterbund*:

« Ceux qui représentent les Jurassiens comme des théoriciens dédaigneux de la lutte quotidienne, vivant dans les nuages et attendant impassibles le jour de la grande révolution, ceux-là font un portrait de fantaisie inspiré par la malveillance¹. »

En fait James Guillaume explique que les Jurassiens se livrent également à la lutte revendicative, ce que leurs interlocuteurs socialistes ne semblent pas avoir compris. Mais dans le domaine politique ils ne peuvent adopter les mêmes méthodes que les socialistes flamands ou les Suisses allemands. En s'efforçant d'expliquer les raisons – liées au contexte local – pour lesquelles les ouvriers du Jura ne peuvent adopter ces méthodes, James Guillaume quitte le terrain de l'anti-électoratisme de principe pour faire de la participation aux élections une simple question d'opportunité et de contexte. Lorsque auparavant il disait: « Notre tâche doit être tout au contraire de séparer les ouvriers de tous les partis politiques bourgeois, qui ne forment à nos yeux qu'une seule masse réactionnaire », il restait dans le domaine des principes car cette analyse restait valable en toute circonstance. À l'embrigadement par les « agents électoraux » de la bourgeoisie, James Guillaume oppose – pour le Jura suisse – une autre méthode: « organisez-vous tout d'abord sur le terrain économique du corps de métier; sur ce terrain-là, vous vous apercevrez bien vite que le bourgeois qui, au sein du parti radical, vous apparaissait comme un allié et un coreligionnaire, est en réalité votre ennemi ». Le rapport de la Fédération jurassienne précise qu'en Suisse la candidature ouvrière socialiste « n'est pas *pratiquement* possible » – il ne s'agit donc pas

1 James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, 6^e partie, ch. VIII, p. 99

d'une opposition de principe – parce que pour se faire élire, les candidats ouvriers seraient contraints de contracter des alliances avec la bourgeoisie radicale¹ – mais ce risque n'est-il pas le même ailleurs ?

Le rapport de la Fédération jurassienne, sans doute rédigé par James Guillaume, poursuit :

« Il ne faut pas croire que les Jurassiens aient pour la candidature ouvrière, envisagée comme moyen de propagande et d'agitation, l'invincible répugnance qu'on leur prête. Au contraire, ils ne seraient pas éloignés d'en essayer, ne fût-ce que pour démontrer expérimentalement, à ceux qui croient à la possibilité de transformer la société par la voie de simples réformes législatives, qu'ils ont des illusions². »

On peut dire que James Guillaume lui aussi opère une rupture avec les principes énoncés par Bakounine. Le révolutionnaire russe n'avait jamais envisagé la stratégie parlementaire comme une option possible. S'il était favorable au débat dans l'Internationale – ce qui implicitement signifiait la possibilité d'adopter des voies différentes – il ne pensait du tout que la voie parlementaire était une option réaliste : il laissait la discussion ouverte parce qu'il pensait que l'expérience des luttes mènerait à la conclusion que l'émancipation ne pouvait venir que de la prise en main directe et coordonnée de l'ensemble des rouages de la société par la classe ouvrière.

L'opposition de Bakounine à la participation du mouvement ouvrier à l'institution parlementaire se fondait sur ce qu'il considérait comme le caractère de classe de celle-ci ; sur sa fonction dans la société capitaliste moderne ; sur le dévoiement du programme ouvrier qu'entraînent les alliances contre-nature que cette participation impose ; sur l'écart qui se creuse entre l'élu et l'électeur ; enfin

1 Ce qui, curieusement, rejoint au moins l'esprit de la motion qui sera votée en 1907 au congrès de Stuttgart du parti social-démocrate allemand, qui interdit toute action commune avec la bourgeoisie...

2. James Guillaume, 6^e partie, Ch. VIII, p. 100.

sur la négation de la solidarité internationale qui apparaît inévitablement. Bakounine ne se contentait pas de dire que l'institution parlementaire imposait au prolétariat un jeu risqué : ses principales objections venaient de ce que la classe dominante elle-même n'hésite pas à saborder la démocratie parlementaire lorsque ses intérêts sont en cause : la bourgeoisie ne joue le jeu de la démocratie que lorsque cela l'arrange. Autrement dit, la démocratie n'est qu'un système de référence parmi d'autres qui cède facilement la place à la dictature lorsque c'est nécessaire. Tel est, résumé, le schéma théorique de la position de Bakounine.

La plupart des auteurs – y compris bien souvent les anarchistes – se sont arrêtés à une vision partielle de la critique bakouninienne du système représentatif et du suffrage universel, sans retenir ce que le révolutionnaire russe en retenait de positif. En effet, Bakounine ne conteste pas le *suffrage universel en tant que tel*, comme mode de désignation à des responsabilités électives – ce que nombre d'anarchistes semblent ignorer –, il conteste l'illusion selon laquelle le suffrage universel puisse réaliser le socialisme et supprimer la propriété privée des moyens de production. C'est, dit-il, impossible, parce que la bourgeoisie ne respectera jamais un vote majoritaire qui la léserait, et par ailleurs il ne pourra jamais y avoir un vote majoritaire allant dans ce sens :

« Est-ce à dire que nous, socialistes révolutionnaires, nous ne voulions pas du suffrage universel, et que nous lui préférions soit le suffrage restreint, soit le despotisme d'un seul ? Point du tout. Ce que nous affirmons, c'est que le suffrage universel, considéré à lui tout seul et agissant dans une société fondée sur l'inégalité économique et sociale, ne sera jamais pour le peuple qu'un leurre ; que, de la part des démocrates bourgeois, il ne sera jamais rien qu'un odieux mensonge, l'instrument le plus sûr pour consolider, avec une apparence de libéralisme et de justice, au détriment

des intérêts et de la liberté populaires, l'éternelle domination des classes exploitantes et possédantes¹. »

Dans un document datant de 1866 dans lequel Bakounine expose le programme de la « Société internationale révolutionnaire ». au point *f*, on peut lire :

« Élection immédiate et directe de tous les fonctionnaires publics, judiciaires et civils, aussi bien que de tous les représentants ou conseillers nationaux, provinciaux et communaux par le peuple, c'est-à-dire par le suffrage universel, de tous les individus, hommes et femmes majeurs². »

Il n'y a donc pas d'ambiguïté. Notons que les femmes ont le droit de vote. Au point *n*, on lit encore :

« Aussitôt après avoir renversé le gouvernement établi, les communes devront se réorganiser révolutionnairement, se donner des chefs, une administration et des tribunaux révolutionnaires, bâtis sur le suffrage universel et sur la responsabilité réelle de tous les fonctionnaires devant le peuple³. »

Voilà pour ce qui est du suffrage universel comme technique de désignation des responsables. Quant à son application dans la réalité politique du moment, Bakounine n'était pas aussi catégorique dans les faits. Il reconnaissait une certaine validité aux élections locales, communales. Dans une lettre à Gambuzzi, il lui conseille même de manière circonstancielle l'intervention au Parlement. L'abstentionnisme électoral n'est pas élevé au niveau d'un principe métaphysique. De même, les partis dont se dotent les différentes fractions de la bourgeoisie ne sont pas mis indistinctement dans le

1. « La situation politique en France » (Lettre à Palix), Lyon, 29 septembre 1870-début octobre 1870.

2. Catéchisme révolutionnaire, (1866).

3. *Ibid.*

même sac. Lors de l'insurrection cantonaliste¹ de 1873 en Espagne, les libertaires, minoritaires mais bien organisés, s'étaient alliés dans l'action avec les radicaux bourgeois. Bakounine avait alors écrit :

« Des lettres que je reçois de différents points de ce pays m'annoncent, en effet, que les ouvriers socialistes de l'Espagne très sérieusement organisés, et non seulement les ouvriers mais les paysans de l'Andalousie, parmi lesquels les idées socialistes ont été très heureusement propagées, se proposent de prendre une part très active à la révolution qui se prépare, donnant cette fois la main aux partis politiques, sans toutefois se confondre avec eux, et avec l'intention bien arrêtée d'imprimer à cette révolution un caractère franchement socialiste² ... »

Bakounine n'hésita pas à conseiller aux Internationaux italiens de collaborer avec les mazziniens et les bertaniens³ en vue d'atteindre des objectifs politiques précis. Cependant il n'ira jamais jusqu'à préconiser des alliances électorales dans lesquelles le programme socialiste des travailleurs serait absorbé et édulcoré par le programme des partis de la bourgeoisie radicale.

La politique de Bakounine ne partait pas d'une conception abstraite des rapports entre les classes, établie une fois pour toutes et immuable. Lorsque le prolétariat était dans une position de faiblesse,

-
1. L'insurrection cantonaliste de 1873 fut lancée par des éléments radicaux de la bourgeoisie mécontents de la toute nouvelle constitution, la trouvant trop centraliste. Mal organisés, ils ordonnèrent cependant la fermeture des églises, confisquèrent les biens du clergé, instaurèrent une taxe sur les riches, armèrent le peuple, distribuèrent des terres aux journaliers agricoles. Les libertaires soutinrent le mouvement en tentant de lui imprimer une orientation socialiste.
 2. Lettre à Celsio Cerretti, 13-27 mars 1872.
 3. Agostino Bertani (1812-1886) médecin, homme politique et patriote italien, ami de Mazzini. Il fut l'un des organisateurs des cinq journées de Milan en 1848. IL soutint la république romaine en 1849. Il participe à la deuxième guerre d'indépendance dans le corps des volontaires de Garibaldi. Elu au parlement du Royaume d'Italie en 1861. IL est considéré comme l'inspirateur du Parti radical.

il ne préconisait pas de lutter indistinctement contre toutes les fractions de la bourgeoisie. Les différentes formes politiques par lesquelles s'établit la domination capitaliste ne sont pas identiques, et il n'était pas indifférent que les travailleurs se trouvent dans un régime de type bismarckien, tsariste ou parlementaire.

En 1870, Bakounine recommande d'utiliser la réaction patriotique du prolétariat français pour la convertir en guerre révolutionnaire. Dans les *Lettres à un Français*, il fait une remarquable analyse des rapports entre les diverses fractions de la bourgeoisie et le prolétariat et développe quelques mois à l'avance, de façon prophétique, ce que seront les communes de Paris et de province.

Le fait que le prolétariat (et avec lui la petite paysannerie) soit majoritaire ou non n'a que peu d'importance ; ce qui compte, c'est la notion de classe productive. Cette idée de fonction sociale de la classe productive est essentielle, et elle est parfaitement résumée dans un texte de Bakounine datant de 1869, « L'Instruction intégrale » :

« Il arrive très souvent qu'un ouvrier fort intelligent est forcé de se taire devant un sot savant qui le bat, non par l'esprit qu'il n'a pas, mais par l'instruction, dont l'ouvrier est privé, et qu'il a pu recevoir, lui, parce que, pendant que sa sottise se développait scientifiquement dans les écoles, le travail de l'ouvrier l'habillait, le logeait, le nourrissait et lui fournissaient toutes les choses, maîtres et livres, nécessaires à son instruction. »

Dans de telles conditions, la question de majorité numérique n'a guère d'importance. Au moyen âge, les forces productives étaient peu développées et la productivité du travail très faible : pour entretenir un petit nombre de privilégiés il fallait une grande masse de travailleurs productifs. On peut très bien concevoir un système développé où les couches non productives (pas forcément exploiteuses, précisons-le, mais qui souvent développent une idéologie d'exploiteurs) et les couches parasitaires, sont majoritaires, simplement parce que la productivité du travail est telle qu'un nombre

relativement petit de producteurs suffit pour produire la plus-value sociale nécessaire. Il suffit de regarder autour de soi et d'imaginer tous les métiers qui pourraient se mettre en grève générale illimitée sans que notre existence quotidienne en soit fondamentalement modifiée : militaires, contractuelles, huissiers, notaires, brocanteurs, etc. En revanche, une grève des cheminots ou des éboueurs a des répercussions immédiates...

La plupart des auteurs – y compris bien souvent les anarchistes –, se sont arrêtés à la critique bakouninienne du système représentatif et du suffrage universel sans retenir ce que le révolutionnaire russe en retenait de positif. En effet, Bakounine ne conteste pas le suffrage universel en tant que tel, comme mode de désignation à des responsabilités électives, il conteste le fait qu'on puisse parvenir au socialisme, c'est-à-dire à la suppression de la propriété privée des moyens de production, par ce moyen, dans le cadre des institutions bourgeoises. C'est, dit-il, impossible.

En outre, avant même d'avoir recours aux méthodes les plus violentes pour garantir ses privilèges, la bourgeoisie a d'autres armes, autrement plus efficaces : le contrôle de l'opinion et le maintien de la masse de la population à un niveau de connaissance des mécanismes politiques et économiques si bas que le système ne peut pas être réellement menacé.

Bakounine est redevable à Proudhon pour sa sociologie des classes sociales. Dans la *Capacité politique des classes ouvrières*, Proudhon fait son testament politique et c'est un étonnant exposé de la situation du mouvement ouvrier de l'époque. Il expose quelles sont les conditions pour que le prolétariat puisse parvenir à la capacité politique et conclut qu'alors, toutes les conditions ne sont pas remplies :

1. La classe ouvrière est arrivée à la conscience d'elle-même « au point de vue de ses rapports avec la société et avec l'État », dit-il ; « comme être collectif, moral et libre, elle se distingue de la classe bourgeoise ».

2. Elle possède une « idée », une notion « de sa propre constitution », elle connaît « les lois, conditions et formules de son existence »
3. Mais Proudhon s'interroge pour savoir si « la classe ouvrière est en mesure de déduire, pour l'organisation de la société, des conclusions pratiques qui lui soient propres ». Il répond par la négative : elle n'est pas encore en mesure de créer l'organisation qui permettra son émancipation.

Il est significatif que l'ouvrage de Proudhon, écrit en 1864, parut quelques semaines après sa mort en 1865. Proudhon y affirmait que la démocratie ouvrière devait se séparer radicalement de la bourgeoisie. Cet acte de séparation « signifierait que la classe ouvrière décide de rompre radicalement avec les classes autrefois dominantes, avec les pratiques de subordination et avec la totalité du système des aliénations¹ » ; la classe ouvrière devait agir « spontanément par elle-même et pour elle-même, sans plus rien espérer ni des autres classes ni des partis politiques constitués² ».

1864 est aussi l'année de la constitution de l'Association internationale des travailleurs, qui allait poser dans la pratique les problèmes soulevés par Proudhon.

On ne saurait donc conclure de la critique bakouninienne du système représentatif à l'apologie du « vide » politique, du « néant » et d'une spontanéité transcendante à partir desquels les « masses » découvrirait de façon immanente des formes politiques nouvelles et radicalement différentes. La critique bakouninienne de la démocratie représentative n'est pas une critique de principe de la démocratie (et de ses techniques à peu près immuables) mais une critique du contexte *capitaliste* dans lequel elle est appliquée. On voit à quel point de mouvement anarchiste a dérivé à partir de la fin du XIX^e siècle : les anarchistes ne s'opposent pas tant à la démocratie en tant que telle qu'à un système de démocratie limité à la sphère

1 P. Ansart, *Marx et l'anarchisme*, PUF, p. 319.

2 *Ibidem*.

du politique. Tant que la démocratie ne fera pas irruption dans la sphère de l'économique, elle ne sera qu'illusion. Ce qu'exprime parfaitement Noam Chomsky :

« Les anarchistes [...] ont toujours pensé que le contrôle démocratique de l'activité productive est au cœur même de toute libération humaine ou, dans le même ordre d'idée, de toute pratique démocratique valable¹. »

L'activité dans les institutions parlementaires est souvent désignée comme « action légale » ; la propagande révolutionnaire étant, elle, opposée à l'« agitation légale ». L'activité parlementaire est elle-même perçue de deux manières : elle fait partie de l'« action légale » là où elle est autorisée, mais il y a ceux qui y croient et ceux qui n'y croient pas. Les social-démocrates allemands qui se livrent à l'action légale pensent – ou font semblant de penser – que c'est temporaire et qu'un jour une révolution sera nécessaire. La social-démocratie allemande s'accrochera jusqu'au bout à son vocabulaire révolutionnaire illusoire, même lorsqu'elle aura sombré dans le réformisme le plus total.

La position de la social-démocratie allemande est bien décrite par Brousse et Pindy, les délégués français au congrès de Berne :

« Il n'y a pas en France, comme il y a en Allemagne, un parti ouvrier qui, tout en adoptant l'agitation légale comme moyen de propagande, proclame cependant la nécessité d'une révolution sociale. Ceux des ouvriers français qui font de l'action légale ne sont pas des gens qui se couvrent de cette légalité comme d'un masque, tandis qu'au fond ils viseraient un but révolutionnaire ; non : ceux-là ne veulent réellement rien de plus que ce qu'ils disent publiquement. Ainsi, par exemple, les orateurs du récent Congrès ouvrier de Paris sont

1 Noam Chomsky, « Théorie et pratique de l'anarcho-syndicalisme », in *De l'espoir en l'avenir*, Agone.

des hommes qui ne songent en aucune façon à quitter une fois le terrain de la légalité ; toutes les mesures qu'ils désirent sont exclusivement des réformes légales. Mais les membres des sections secrètes de l'Internationale française ont un programme différent et se placent sur un autre terrain ; leur activité principale s'exerce en dehors de la légalité, elle a pour but d'organiser les ouvriers pour la révolution. Cela ne les empêche pas d'ailleurs, à côté de cette action secrète, de se mêler publiquement aux organisations pacifiques ; tout en travaillant en secret à leur organisation propre, ils entrent dans tous les groupements publics, et ils y apportent leur propagande socialiste révolutionnaire¹. »

En Allemagne, le parti social-démocrate a recours à « l'agitation légale » mais reconnaît la nécessité d'une révolution sociale. Le parti allemand ne cessera de se considérer comme révolutionnaire même lorsque ses pratiques seront totalement contradictoires avec cet objectif. Les socialistes allemands se fondaient sur l'idée de l'imminence de « l'écroulement de la société bourgeoise » qu'ils tiraient de leur lecture mécaniste de Marx.

Dans les années 1890, Édouard Bernstein, frappé par l'écart grandissant entre la théorie et la pratique du socialisme allemand, inquiet de voir le parti se normaliser dans la pratique et s'adapter aux institutions du Reich, proposera une révision du marxisme et tentera de faire assumer l'idée qu'il n'y aura jamais de révolution violente et que le passage au socialisme peut se faire de manière progressive à travers des réformes graduelles et pacifiques.

En 1912 il écrit au congrès de Stuttgart du parti une lettre dans laquelle il récusé l'idée selon laquelle la social-démocratie doit « régler sa tactique sur cette grande catastrophe » : « Les partisans de cette

1. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, 6^e partie, ch. VIII, p. 101-102.

théorie du cataclysme invoquent, à l'appui de leur façon de voir, le *Manifeste du Parti communiste*. À tort, sous tous les rapports », dit-il. Les idées de Bernstein seront vigoureusement combattues dans le parti qui refusait d'abandonner sa rhétorique révolutionnaire.

Julius Vahlteich

Au congrès de Berne de l'AIT se trouvait un social-démocrate allemand, Julius Vahlteich, dont il est nécessaire de parler parce qu'il contribua, peut-être pas volontairement, à convaincre les Jurassiens de la possibilité d'un rapprochement avec les social-démocrates. Avait-il été envoyé pour manipuler les anti-autoritaires? Ce cordonnier né en 1839 avait été un des fondateurs de l'ADAV – dont Lassalle fut le leader charismatique – avec lequel il a fini par rompre en 1864. Il fut invité comme observateur au congrès de Berne.

Vahlteich avait milité en 1862 dans une organisation de Leipzig, la *Gewerbliche Bildungsverein*, dans laquelle il avait défendu, avec August Bebel et Friedrich Fritzsche, l'idée que les ouvriers devaient s'impliquer dans l'action politique. Les trois hommes entrèrent en conflit avec les partisans libéraux de l'organisation qui pensaient que les ouvriers devaient plutôt être éduqués. Le groupe quitta l'organisation et fonda une association nommée *Vorwärts* (en avant).

Vahlteich et ses deux compères furent désignés par les ouvriers de Leipzig pour faire partie d'un comité préparatoire afin de constituer une organisation ouvrière. Un congrès eut lieu à Leipzig du 18 au 25 novembre 1862. Au début de 1863, le comité de Leipzig fit appel à Lassalle pour qu'il se fasse le porte-parole de leurs revendications et prenne la tête du mouvement. Lassalle répondit par une lettre ouverte le 3 mars 1863. Le 23 mai 1863 fut fondée l'Association générale des travailleurs allemands (*Allgemeine Deutsche Arbeitervereine* – ADAV). Parmi les fondateurs: Julius Vahlteich, qui devint secrétaire de l'organisation. Lassalle fut élu président, mais il accepta le mandat à condition d'avoir tous les pouvoirs. À sa mort en 1864, l'ADAV n'avait que 4 500 adhérents

mais ce fut le noyau à partir duquel allait se développer une organisation de masse. Un véritable culte de la personnalité se développa autour de Ferdinand Lassalle. Vahlteich finit par démissionner en protestation contre son comportement dictatorial.

En 1866, Vahlteich adhère à l'Association internationale des travailleurs¹. Entre 1867 à 1869 il est président de l'Association éducative des travailleurs de Dresde. En 1869 il participe à Eisenach à la fondation du *Sozialdemokratische Arbeiterpartei* (SDAP – Parti social-démocrate des travailleurs). De 1874 à 1877 il est élu au Reichstag pour la Saxe, puis de 1878 à 1881. Il est également rédacteur en chef et collaborateur pour différents journaux social-démocrates. Il sera à ce titre condamné à 22 mois de prison pour délit de presse. En 1875 et 1876 il est membre du comité central du parti. Après le vote de la loi antisocialiste, il émigrera aux États-Unis en 1881. Vahlteich fut donc une personnalité centrale du mouvement socialiste allemand. Ayant vu de près le culte de la personnalité qui entourait Lassalle, il avait l'expérience de l'action militante et une carrure intellectuelle et morale suffisante pour ne pas se laisser impressionner par la personnalité de Marx ou celle d'Engels.

Il fit parler de lui en 1878 lors de la publication de *l'Anti-Dühring* d'Engels, une attaque virulente contre le philosophe Eugen Dühring. Il protesta contre le ton polémique de l'ouvrage, déclarant qu'Engels comme Dühring avaient leur place dans le parti et que la publication de ce texte sous forme de feuilleton dans le *Vorwärts* était une erreur. Une résolution condamnant Engels fut à deux doigts d'être votée lors du congrès de Gotha en 1875. Grâce à Bebel, un compromis de dernière minute sauva Engels. Parmi ceux qui soutenaient Engels, beaucoup ne le firent pas sur la base des arguments théoriques de celui-ci mais parce que Dühring aurait « insulté » Marx².

1 Les Allemands n'y adhéraient qu'à titre individuel.

2 Dühring n'était pas tendre pour Marx. Il déclare dans *Kritische Geschichte der Nationalökonomie* que la Commune de Paris fut plus salie par Marx et les marxistes que par les réactionnaires.

L'observateur allemand au congrès de Berne de l'AIT n'était donc pas une « créature » de Marx infiltrée dans l'Internationale anti-autoritaire, contrairement à ce qui a été dit. Il y déclara qu'il ne représentait pas officiellement son parti, mais il exposa les positions de celui-ci. Il déclara en particulier que si certaines attaques avaient pu être faites contre des fédérations socialistes d'autres pays par telle ou telle personnalité, la masse des travailleurs y était indifférente : chez nous il n'y a, dit-il, « ni marxistes ni dühringiens ». « Il n'existe en Allemagne aucune antipathie contre les personnes ou les tendances des socialistes des autres pays¹. » Vahlteich exprime le sentiment de la base socialiste qui se désintéresse des conflits d'intellectuels dans le parti, et sans doute à plus forte raison des divergences théoriques entre les courants du mouvement ouvrier.

C'était là une claire déclaration d'ouverture.

Les propos de Vahlteich rendirent Engels furieux. Quelques mois après le congrès de Berne, il écrivit à Liebknecht (31 juillet 1877) :

« Vahlteich a bel et bien affirmé que les socialistes n'étaient ni des marxistes ni des dühringiens (!?!!) : tous les journaux ont mis en évidence cette formule après le congrès lorsqu'ils ont publié le discours qu'il a perpétré en réunion publique. Je ne crois pas qu'il voudra se dédire. Qu'il soit actuellement en taule n'est pas une raison pour moi de le considérer pour meilleur qu'il n'est. »

En déclarant au congrès de Berne qu'il n'y a « ni marxistes ni dühringiens », Vahlteich voulait dire qu'il ne s'agissait pas de se référer à un théoricien providentiel et omniscient. Son expérience avec Lassalle l'avait vacciné contre le culte de la personnalité. Evidemment, cela ne plut pas aux caciques du parti, et en particulier à Engels. De toute évidence, ce sont ces caciques qui adoptaient une attitude sectaire et qui tentaient de discréditer tout ce qui n'était pas

1. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*. II, 6^e partie, p. 102.

d'obédience marxiste et s'opposaient à toute forme de convergence avec l'Internationale anti-autoritaire.

Le congrès de Gotha

Le congrès de Berne avait voté à l'unanimité une résolution réaffirmant la nécessité du « respect réciproque relativement aux moyens employés dans les différents pays par les socialistes pour arriver à l'émancipation du prolétariat » :

« Le congrès déclare que les ouvriers de chaque pays sont les meilleurs juges des moyens les plus convenables à employer pour faire la propagande socialiste. L'internationale sympathise avec ces ouvriers en tout cas, pour autant qu'ils n'ont pas d'attaches avec les partis bourgeois quels qu'ils soient¹. »

Remarques :

- a) On constate qu'il n'y a aucune obsession anti-électorale dans les positions de l'Internationale qualifiée à tort par certains d'« anarchiste ».
- b) Il n'y a aucune volonté d'exclusion des ouvriers qui choisiraient d'autres voies vers le socialisme.
- c) La priorité est faite au critère de classe par le refus de toute attache avec des partis *bourgeois*².

1 James Guillaume, *op. cit.*, Vol. II, t. 3, p. 105.

2. Il faudra attendre le congrès de Dresde en 1903 pour que les social-démocrates allemands adoptent une motion condamnant toute participation à une coalition avec les partis politiques bourgeois. Ils firent adopter un texte presque identique au congrès international d'Amsterdam en 1904 : « Le Congrès condamne de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes tendant à remplacer la tactique éprouvée et glorieuse fondée sur la lutte de classes par une politique de concessions à l'ordre établi qui aboutirait à faire d'un parti révolutionnaire, qui poursuit la transformation... de la société bourgeoise en une société socialiste... un parti se contentant de réformer la société bourgeoise. »

La fédération belge, qui s'était réunie en congrès le 1^{er} octobre, avait mandat de proposer au congrès de Berne de convoquer en Belgique, en 1877, un « congrès socialiste universel » auquel seraient admis les délégués des organisations socialistes, toutes tendances confondues.

L'initiative prise par l'Internationale de convoquer un congrès international de toutes les tendances socialistes du moment ne faisait que réaliser le vœu, formulé lors de l'inhumation de Bakounine, de réconcilier les deux courants du mouvement ouvrier. C'est dans cet esprit qu'avait été votée au congrès de la Fédération jurassienne (6-7 août 1876), qui se tint trois mois avant le congrès international de Berne, une Adresse au Congrès des socialistes allemands à Gotha, qui se réunit du 19 au 23 août¹ :

« Le Congrès de la Fédération jurassienne, composé de représentants de sections de langue française, allemande et italienne, et siégeant à la Chaux-de-Fonds, les 6 et 7 août 1876, a décidé d'envoyer un salut fraternel au Congrès des socialistes allemands à Gotha.

« Nous savons que les lois actuelles ne permettent pas aux travailleurs de l'Allemagne de former avec leurs compagnons des autres pays une organisation internationale; mais nous savons aussi que chez les travailleurs allemands le sentiment de la solidarité qui doit exister entre les prolétaires des diverses contrées est aussi vif que partout ailleurs. Si donc nous ne pouvons pas être unis par les liens d'une association formelle, nous pouvons au moins échanger des témoignages de sympathie et des vœux pour la réalisation de notre but commun.

« Dans ces dernières années, des dissidences d'opinion, qui trop souvent ont dégénéré en querelles regrettables, ont existé, non seulement entre les groupes

1 J. Guillaume, p. 61-62

socialistes d'un pays à l'autre, mais encore entre des groupes du même pays. Cette division nuisait beaucoup au progrès de notre propagande. Vous avez, frères d'Allemagne, donné un grand exemple : les socialistes de l'*Allgemeiner Deutscher Arbeiter-Verein* et ceux du parti d'Eisenach, abjurant leurs inimitiés passées, se sont tendu la main. L'œuvre de conciliation que vous avez si heureusement inaugurée chez vous par ce rapprochement de deux fractions jadis hostiles peut et doit être continuée partout. Dans tous les groupes que nous représentons, le besoin en est vivement ressenti ; et les socialistes de diverses nations qui, le 3 juillet 1876, à Berne, sur la tombe de Michel Bakounine, ont recommandé l'oubli de vaines et fâcheuses dissensions passées, ont exprimé notre vœu le plus cher. Oui, nous croyons que, tout en gardant leur programme et leur organisation spéciale, les diverses fractions du parti socialiste peuvent établir entre elles une entente amicale, qui leur permettra à toutes de concourir plus efficacement à la réalisation de notre but commun : l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes. Nous sommes persuadés, compagnons, que vous recevrez la présente adresse avec les mêmes sentiments de sincère fraternité qui nous l'ont dictée, et nous vous présentons nos meilleurs souhaits pour la réussite des travaux de votre Congrès.

« Salut et solidarité.

« Au nom du Congrès jurassien,

« Le bureau : Ali Eberhardt, Voges, R. Kahn, H. Ferré. »

Ces propos montrent qu'il y a une réelle volonté de rapprochement avec la social-démocratie allemande. Le procès-verbal du congrès de Gotha rendit compte en ces termes du message de sympathie qui lui fut envoyé :

« L'Adresse votée par le Congrès jurassien, tenu à la Chaux-de-Fonds le 7 août, exprime le regret des divisions qui ont régné jusqu'à présent entre les ouvriers des divers pays, et la satisfaction produite par l'heureuse réussite de l'union des ouvriers allemands ; elle parle de la nécessité d'oublier les discordes passées et de grouper toutes les forces pour atteindre le but commun.

« Bebel prend alors la parole et s'exprime ainsi : C'est un symptôme réjouissant que de voir les ouvriers de tous les pays civilisés profiter de l'occasion de notre Congrès pour affirmer leur solidarité avec les ouvriers allemands. Dans une assemblée à laquelle l'orateur a assisté dernièrement à Berne, il a été question d'un rapprochement avec les socialistes russes, français, etc. Il a dû faire observer, il est vrai, que, dans la situation actuelle de l'Allemagne, une organisation internationale n'est pas possible. Mais ce qui peut très bien se faire, c'est d'établir une correspondance amicale entre les représentants des diverses organisations socialistes, et de profiter de quelque occasion pour avoir une entrevue, de façon à créer au moins un lien moral entre nous et nos frères des autres pays. L'orateur propose qu'il soit répondu dans ce sens aux adresses qui ont été lues¹. »

Le commentaire de Bebel a quelque chose d'ironique – involontairement, s'entend. Bebel propose de mettre en place une Internationale sans Conseil général, dans laquelle les fédérations adhérentes établiraient une « correspondance amicale entre les représentants des diverses organisations socialistes », des liaisons directes, « horizontales » dirait-on aujourd'hui ! Or les fédérations de l'AIT qui ont été exclues par Marx-Engels, et qui s'opposaient à

1 James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, 6^e partie, Ch. VII, p. 72.

la centralisation bureaucratique que ces derniers avaient instaurée, voulaient *précisément* cela!

Liebknecht répondit au nom du congrès de Gotha et exprima « sa joie que le Congrès de la Fédération jurassienne se soit prononcé en faveur de l'union de tous les socialistes ». Il souligne que « la discorde dans les propres rangs du prolétariat est le seul ennemi que nous ayons à craindre » et que tout sera fait pour mettre fin aux discordes du passé.

Le *Bulletin de la Fédération jurassienne* commenta :

« Comme le prouvent les sentiments exprimés par cette lettre, l'œuvre d'apaisement commencée sur la tombe de notre cher et regretté ami Michel Bakounine¹ est en bonne voie de s'accomplir; et nous espérons que le Congrès général de l'Internationale, qui doit avoir lieu cet automne dans une ville de la Suisse, contribuera à faire faire aux diverses fractions du grand parti socialiste un nouveau pas dans la voie de l'union². »

Alors que les relations entre les Jurassiens, les lassalliens et leur journal, le *Neuer Sozial-Demokrat*, avaient toujours été cordiales et qu'un échange de journaux s'était instauré, les socialistes marxistes n'avaient jamais caché leur hostilité à l'AIT anti-autoritaire. Le *Volksstaat*, dit James Guillaume, « nous avait traités en ennemis, et n'avait pas ménagé, en plus d'une circonstance, les outrages et les calomnies à nos militants ». L'échange de courrier lors du congrès de Gotha pouvait donner l'impression que les choses s'amélioraient: en tout cas un échange de journaux fut décidé.

La manière dont le congrès de Berne était annoncé dans les journaux des deux organisations socialistes allemandes restait tout de même significative: le *Volksstaat* l'annonça assez sèchement en une phrase: « Dans ce Congrès sera discuté le rapprochement des

1. En réalité, les tentatives de rapprochement avaient commencé bien avant la mort de Bakounine. Voir *supra*: Tentatives de rapprochement.

2. James Guillaume, 6^e partie, ch. VII, p 72.

fractions aujourd'hui divisées, et on travaillera à réaliser l'union de tout le parti ouvrier international. » Le *Neuer Sozial-Demokrat* lassalien fut plus chaleureux et publia *in-extenso* le programme du Congrès, d'après la circulaire lancée par le Bureau fédéral de l'Internationale.

Plus tard, James Guillaume en viendra à penser que le projet de congrès international élargi faisait peut-être partie d'un plan dirigé contre l'Internationale anti-autoritaire :

« Je compris plus tard – plusieurs mois après le Congrès de Berne – qu'il y avait autre chose : l'attitude des meneurs du Parti socialiste flamand qui se constitua en 1877 m'ouvrit les yeux. Il y avait des gens qui voulaient détruire l'organisation de l'Internationale : et c'étaient ces gens-là qui avaient lancé l'idée du "Congrès socialiste universel", pour en faire contre l'Internationale une machine de guerre¹. »

Le fait est que dès l'effondrement de l'Internationale marxisée, Marx et Engels n'eurent plus en tête que la constitution d'une nouvelle Internationale idéologiquement homogène, dans laquelle les « anarchistes » seraient exclus.

1. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, op. cit., p. 70.

VI

Vers la fin de l'AIT « anti-autoritaire »

Le IX^e congrès de l'Internationale à Verviers (6-8 septembre 1877)

Le IX^e congrès de l'AIT tenu à Verviers les 6-8 septembre 1877, qui se réunit peu avant le congrès socialiste universel de Gand, sera le dernier de l'Internationale anti-autoritaire. Il regroupe onze délégations acquises aux nouvelles idées radicales, c'est-à-dire à la coupure avec le reste du mouvement socialiste. Il n'est plus question de rapprochement avec le reste du mouvement socialiste. Les représentants des fédérations présentes ne vont s'entendre que pour s'opposer à ce rapprochement : « Tous les partis forment une masse réactionnaire... il s'agit de les combattre tous. » L'entente était donc impossible avec les trente-cinq délégués « marxistes » et « socialistes autoritaires » qui seront présents quelques jours plus tard à Gand.

Les délégués « anti-autoritaires » seront minoritaires à Gand et, de plus, leur congrès qui venait de se terminer à Verviers avait littéralement choisi de transformer ce qui restait de leur Internationale en organisation affinitaire anarchiste (recrutement sur critère d'idée). La fédération belge et les sections flamandes quittent l'Internationale, considérée comme annexée par les anarchistes, pour se rallier au socialisme. Marx avait beau se réjouir de la situation après le départ

des Belges, la situation de ses amis en France était encore pire. Sur les trois représentants du Conseil général sur lesquels il comptait, l'un s'était révélé être un mouchard, l'autre, arrêté, avait renié l'Internationale et le troisième était en fuite. Une fois de plus, la coupure est évidente, le divorce est consommé. Mais, cette fois, à l'avantage des « marxistes ». Le malaise ne va que s'accroître chez les anti-autoritaires qui représentent de moins en moins une force réelle.

C'est à Verviers, le dernier congrès de l'AIT, que se mettent définitivement en place les éléments qui vont conduire à sa disparition comme organisation de masse. S'y trouvaient des délégués venus de France, d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne, de Russie, de Suisse, de Belgique, d'Égypte et de Grèce. Comme pour le précédent congrès, les délégués d'organisations ne faisant pas partie de l'Internationale, mais qui adoptaient son programme, furent autorisés à s'exprimer, avec voix consultative.

Le congrès réaffirme la nécessité de la « solidarité de fait dans l'action révolutionnaire socialiste », et la définit comme étant « non seulement le moyen le plus pratique, mais indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale ». Une résolution est votée sur proposition de Costa et de Brousse. Fait remarquable : le délégué de la fédération jurassienne – James Guillaume – est le seul à voter contre :

« Considérant que, si la révolution sociale est, par sa nature même, internationale ; et s'il est nécessaire pour son triomphe qu'elle s'étende à tous les pays, il y a néanmoins certains pays qui, par leurs conditions économiques et sociales, se trouvent plus que les autres à même de faire un mouvement révolutionnaire,

« Le Congrès déclare :

« Qu'il est du devoir de chaque révolutionnaire de soutenir moralement et matériellement chaque pays en révolution, comme il est du devoir de l'étendre

[???]¹, car par ces moyens seulement il est possible de faire triompher la révolution dans les pays où elle éclate². »

On n'a pas d'explications sur les raisons du vote négatif des Jurassiens. On peut voir là l'un des signes, presque imperceptibles, qui révèlent qu'à l'intérieur de l'Association internationale des travailleurs anti-autoritaire des divergences importantes étaient apparues, sur lesquelles James Guillaume reste extrêmement discret. Le constat que la révolution sociale ne devait pas se limiter à un seul pays n'était pas nouveau et ce n'est pas cela qui a pu motiver le vote de James Guillaume contre la motion de Costa et Brousse. Il est possible que la résolution ait paru quelque peu démagogique. Il est possible surtout que les Jurassiens, mieux que d'autres, aient compris les raisons qui ont poussé Brousse et Costa à proposer la résolution, raisons moins liées à une préoccupation générale de principe qu'au besoin qu'ils avaient de légitimer a posteriori « l'équipée du Bénévent » en Italie, qui avait eu lieu cinq mois auparavant et à laquelle Costa avait participé.

Interprétant de manière très restrictive et partielle certains propos de Bakounine, les militants italiens de l'Internationale avaient décidé de passer à la « propagande par le fait ». En janvier 1874, ils avaient créé un « Comité italien pour la révolution sociale » qui organisa plusieurs tentatives de soulèvements populaires, dont celui du Bénévent. Lors du congrès de la Fédération italienne de l'AIT, tenu à Florence en 1876, Costa, Malatesta, Cafiero et Covelli avaient proclamé le communisme anarchiste – une doctrine et un programme *politiques* – ce qui les mettait en opposition avec le point de vue jusqu'alors accepté par l'Internationale, qui avait adopté le collectivisme – un principe d'organisation *économique et social*. C'est

-
1. Note de James Guillaume : « Le sens de ce membre de phrase incorrect est peut-être celui-ci : « Comme il est aussi de son devoir de chercher à étendre la révolution à son propre pays ».
 2. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, 6^e partie, ch. XIV, p. 261.

incontestablement un pas dans la transformation de l'Internationale comme organisation de classe en groupe affinitaire, en organisation politique. L'idée de « propagande par le fait » commence à se diffuser mais dans un sens totalement différent de celui adopté initialement par l'Internationale. La « propagande par le fait » avait à l'origine le sens constructif de création caisses de secours, de coopératives, de syndicats, de bibliothèques, etc. L'expression sera dénaturée par la suite. Gaston Leval dit à ce sujet :

« Bakounine, devant l'échec des tentatives révolutionnaires auxquelles il avait pris part et devant celui de la Commune, arriva à la conclusion que "l'heure des révolutions était passée". Il recommanda alors la "propagande par le fait", entendant ainsi les réalisations directes servant d'exemples. Mais la démagogie et la bêtise faisant la loi dans le mouvement anarchiste, la formule fut interprétée comme une recommandation des attentats individuels, qui n'avaient rien à voir avec la pensée du grand lutteur¹. »

Costa, qui sera l'un des fondateurs du parti socialiste en Italie, fait une conférence sur ce thème le 9 juin 1877 ; Paul Brousse écrira un article sur la propagande par le fait dans le *Bulletin de la Fédération jurassienne* : c'est, dit-il, « un puissant moyen de réveiller la conscience populaire ». Le discours sur la « révolte », sur l'illégalité, sur l'action violente est d'autant plus virulent que l'Internationale se désagrège. C'est même, peut-on dire, le symptôme de sa désagrégation. La disparition du mouvement de masse s'accompagne également de l'effondrement du niveau théorique du mouvement. L'action anarchiste sera ainsi définie, en 1880 : « La révolte permanente par la parole, par l'écrit, par le poignard, le fusil, la dynamite [...] tout est bon, pour nous, qui n'est pas la légalité². »

1 Gaston Leval, *La crise permanente de l'anarchisme*.

2. *Le Révolté*, 25 décembre 1880, cité par Jean Maitron. Rappelons que Le Révolté était dirigé par Kropotkine et qu'il est peu probable que l'opinion émise ici soit en contradiction avec les idées du révolutionnaire russe.

L'effondrement du niveau théorique du mouvement anarchiste est très bien décrit par Jean Maitron :

« Si, sur le plan international, il ne restait pratiquement plus rien de l'ancienne AIT, au nom des mêmes principes d'autonomie, disparaissait également, sur le plan national et régional, tout lien entre les groupes. Le principe d'organisation – ou d'inorganisation – admis à cette époque est bien défini de ces quelques lignes du *Révolté* : “Nous ne croyons pas [...] aux associations, fédérations, etc. à long terme. Pour nous, un groupement [...] ne doit s'établir que sur un point bien déterminé, d'une manière immédiate ; l'action accomplie, le groupement se reforme sur de nouvelles bases, soit entre les mêmes éléments, soit avec de nouveaux”¹. »

On peut essayer d'imaginer quel est l'état d'esprit de James Guillaume en 1877. Il voit bien que l'Internationale commence à se désagréger. C'est ainsi que les sections belges du Centre adressent une lettre au congrès disant que « le Conseil régional belge ayant négligé de nous donner connaissance de la tenue du Congrès, nous n'avons pu en discuter l'ordre du jour dans nos sections, ni nous préparer à y envoyer un délégué. » La lettre ajoute que les militants se sont réunis en « séance intime », ils réaffirment les principes exposés dans les congrès antérieurs de l'AIT. Est-ce le début de la fin ?

James Guillaume doit penser qu'un rapprochement avec la social-démocratie, tout en préservant l'identité spécifique de la Fédération jurassienne, est un moindre mal. Les Italiens, qui se proclament maintenant ouvertement « anarchistes », semblent vouloir s'engager dans des actions aventuristes dont le compagnon de Bakounine sait bien qu'elles ne mèneront à rien. C'est à ce moment-là qu'il quitte la Suisse et s'installe à Paris, où il collaborera étroitement avec les syndicalistes révolutionnaires ; Brousse et Costa deviendront des socialistes parlementaires.

¹ *Le mouvement anarchiste en France*, Gallimard, tome I, p. 118.

Au moment du congrès de Verviers, l'Internationale anti-autoritaire n'était plus que l'ombre d'elle-même¹. Peu de délégués s'étaient déplacés. La fédération belge, qui avait été un des piliers de l'Internationale, n'était pas représentée. D'autres défections auront lieu après le congrès.

Curieusement, le bureau fédéral de l'AIT, qui avait eu son siège à La Chaux-de-Fonds de 1875 à 1877, fut transféré en Belgique, dont la fédération n'était pas représentée au congrès! Quelques sections collectivistes subsistaient encore dans le pays. La fédération de la vallée de la Vesdre fut chargée des fonctions du bureau fédéral pendant un an mais ne put accepter immédiatement le mandat, puisque la fédération belge n'était pas représentée au congrès! Finalement, le congrès de la fédération belge décida de transférer le bureau fédéral de l'AIT à Bruxelles, ce qui équivalait à le remettre entre les mains de la social-démocratie!

Paul Brousse (1844-1912) et Andrea Costa (1851-1910)

Nous évoquons rapidement le parcours de deux militants typiques de la fraction « radicale » de l'AIT anti-autoritaire qui s'opposa aux tentatives de rapprochement avec le mouvement socialiste et qui constituèrent le « noyau dur » d'un courant qui s'affirmera plus tard comme « anarchiste ». Significativement, tous deux finiront par devenir des personnalités du socialisme parlementaire.

Après ses études de médecine, Paul Brousse adhère à l'AIT, milite à la Fédération jurassienne et participe au congrès de Genève en 1873 : « Brousse y prit une part active et y défendit les thèses de ce

1. Sachant quels furent les effectifs de la Fédération jurassienne, on peut avoir une idée du niveau auquel elle était tombée au moment du congrès de Verviers. Marianne Enckell indique qu'en 1870, qui fut la meilleure année des sections des montagnes, il y avait 726 membres. En 1873, la Fédération jurassienne avait à peine 400 membres. (Marianne Enckell, *La Fédération jurassienne, les origines de l'anarchisme en Suisse*, L'Âge d'Homme, 1971, p. 65.)

qu'on peut désormais appeler l'anarchisme », dit Marx Vuilleumier : « Brousse évoluait dans une direction de plus en plus extrémiste ; au sein de la Fédération jurassienne, il s'opposait toujours plus nettement à James Guillaume¹. »

Contre l'avis de James Guillaume, il entraîne le 18 mars 1877 le noyau des militants de la Fédération jurassienne dans une manifestation à la gloire de la Commune, à Berne. Après un affrontement avec la police, il est condamné à un mois de prison. En juin il crée avec Jean-Louis Pindy le journal *L'Avant-Garde*, qui se veut l'« Organe de la Fédération française de l'Association internationale des travailleurs ». *L'Avant-garde* deviendra à partir d'avril 1878 un « Organe collectiviste et anarchiste ». Paul Brousse tente de faire revivre une fédération française de l'AIT, qui se réunit en congrès les 19 et 20 août 1877 à La Chaux-de-Fonds, en Suisse.

Après avoir fait dans ses colonnes l'apologie des attentats d'Emil Heinrich Hödel et de Karl Eduard Nobiling, qui avaient tenté d'assassiner l'empereur d'Allemagne Guillaume I^{er}, *L'Avant-Garde* est interdit en décembre 1878 et Paul Brousse arrêté². Le 15 avril 1879 il est condamné à deux mois de prison et à dix ans de bannissement de la Suisse. Il séjourne à Bruxelles de juin à août 1879, puis à Londres où il collabore au lancement du journal *Le Révolté*. Mais ses positions politiques évoluent : il veut maintenant rapprocher différents courants socialistes. Il crée *Le Travail*, bulletin mensuel du Club international d'études sociales de Londres.

Après son retour en France en 1880, Brousse s'éloigne des idées anarchistes et devient le leader d'un des principaux partis socialistes de la période 1880-1900, la Fédération des travailleurs socialistes de France (FTSF). Il s'oppose ensuite au marxiste orthodoxe Jules Guesde, estimant possible d'arriver au socialisme par des réformes

1 *Cahiers Vilfredo Pareto*, 1965, n°7-8, p. 64, Droz Genève.

2 Le chancelier Bismarck prendra prétexte de ces deux attentats pour édicter en octobre 1878 sa loi anti-socialiste.

progressives. En 1902 la FTSF fusionnera avec le Parti socialiste français de Jean Jaurès.

Il reprendra ensuite ses fonctions médicales et sera nommé directeur de l'asile d'aliénés de Ville-Évrard en 1911.

Paul Brousse est le type même de ces fils de bourgeois qui adhèrent un temps à l'« anarchisme », sèment la pagaille dans le mouvement par leurs positions ultra-radicales puis se retirent en reprenant à leur compte tout ce qu'ils avaient condamné pendant leur brève période « extrémiste ».

Ce commentaire vaut également pour Andrea Costa, diplômé de Lettres de l'université de Bologne, connu dans les dictionnaires surtout comme l'un des fondateurs du Parti socialiste italien. Il fut pourtant un militant anarchiste, compagnon d'Errico Malatesta et de Carlo Cafiero dans la Fédération jurassienne. James Guillaume disait qu'il était l'auteur de la formule « propagande par le fait », popularisée par Paul Brousse. Costa donna à Genève, le 9 juin 1877, une conférence lors de laquelle il définissait ce principe d'action politique fondé sur la violence, qui visait à favoriser la prise de conscience populaire¹. La « propagande par le fait » sera adoptée au congrès anarchiste de Londres en 1881.

Sous l'influence de sa femme, Anna Kuliscioff, Costa se convertit au parlementarisme en 1879². Dans son livre de souvenirs, Eduard Bernstein³ évoque la manière dont un anarchiste italien de ses connaissances, Marzotti, réagit à la nouvelle de la conversion de Costa, en 1879: « Quand il apprit la nouvelle que Costa était perdu pour la cause anarchiste, il leva les mains d'excitation au-dessus de sa tête et s'écria de manière répétée, presque avec désespoir :

-
1. Voir Christian Beuvain, Stéphane Moulain, Ami-Jacques Rapin, Jean-Baptiste Thomas, Révolution, lutte armée et terrorisme, Tome 1, Paris, L'Harmattan, coll. « Dissidences », 2006.
 2. E. Bernstein, *My Years or Exile*, ch. II, version anglaise de 1922.
<http://www.marxists.org/reference/archive/bernstein/works/1915/exile/ch02.htm>
 3. C'est à la suite des attentats du « demi-anarchiste Hödel et du fou Nobiling » que le dirigeant social-démocrate allemand dut s'exiler.

“Anna! Anna! Anna!” » Costa fonde en 1881 le Partito Socialista Rivoluzionario Italiano, précurseur du Partito Socialista Italiano.

Débats sur le congrès socialiste universel de Gand

Présentée par les délégués belges au congrès de l'Internationale tenu à Berne les 26-29 octobre 1876, l'idée du congrès universel avait suscité des oppositions, en particulier au sein d'un courant qui se réclame maintenant explicitement de l'anarchisme et qui ne veut pas entendre parler de rapprochement. La commission chargée de rédiger le projet de résolution n'a pu présenter un texte, « vu les divergences de vues qui s'étaient produites dans son sein », dit James Guillaume. On n'en sait pas plus. Cependant, on peut déduire ces divergences de la suite des événements. Manifestement, deux courants s'opposèrent dans la commission : ceux qui étaient favorables à un rapprochement avec la social-démocratie allemande et qui défendaient l'idée d'une Internationale dont les fédérations adhérentes pouvaient définir leur propre stratégie, qu'elle soit parlementaire ou non – ce qui correspondait tout à fait aux dispositions du congrès de Saint-Imier, faussement présenté comme fondateur de l'« anarchisme » ; ceux qui étaient opposés à ce rapprochement et voulaient une Internationale axée uniquement sur l'activité antiparlementaire, en fait une Internationale de type affinitaire qui serait opposée à l'Internationale des social-démocrates, elle aussi affinitaire mais dans un autre sens. Ce sont ceux-là qui finirent par imposer leur point de vue en présentant au congrès socialiste universel de Gand des conditions inacceptables pour les social-démocrates. On assiste à l'émergence de deux courants, tous deux issus de l'AIT « anti-autoritaire » : un embryon de syndicalisme révolutionnaire et un embryon d'anarchisme « spécifique ».

On sait quelles furent les conséquences de l'optique radicale, qui domina : l'AIT anti-autoritaire disparut très rapidement après. On ne peut bien entendu que supposer quelles auraient pu être les

conséquences du point de vue favorable à un rapprochement, mais il faut pour cela faire un raisonnement *a contrario*, en partant de ce qui arriva réellement. Lorsque l'AIT anti-autoritaire eût disparu, une partie importante des anarchistes qui s'étaient retrouvés sans Internationale continuèrent tout simplement à participer jusqu'en 1896 aux congrès socialistes internationaux, date à laquelle les manœuvres des social-démocrates allemands réussirent à les en exclure définitivement. C'étaient en quelque sorte des « squatters d'Internationale ».

Tant qu'à faire, il eût été préférable qu'ils participent aux congrès de manière régulière. Leur position aurait été plus solide et ils auraient peut-être pu se maintenir dans l'organisation, éviter leur exclusion et, bien que minoritaires, influencer sur les orientations de l'Internationale. Le maintien dans la II^e Internationale d'un courant plus radical aurait peut-être sensiblement modifié l'attitude de celle-ci face au danger de guerre et l'aurait peut-être incitée à considérer sérieusement la possibilité d'une grève générale, alors que dans les faits les dirigeants social-démocrates ont systématiquement évacué toute discussion sur cette question. Bien entendu il ne s'agit-là que de spéculations.

La commission n'ayant pu proposer de résolution pour le congrès de Gand, César De Paepe, chargé de présenter le projet, donna donc lecture du mandat qu'il avait reçu de la fédération régionale belge. Il s'agissait de proposer « l'organisation d'un Congrès socialiste universel, à tenir en 1877, et auquel seraient admis les délégués des diverses organisations socialistes, que ces dernières soient des branches de l'Internationale, ou qu'elles existent en dehors de cette association ». L'objectif du congrès était de « cimenter, le plus étroitement possible, un rapprochement entre les diverses organisations socialistes, et de discuter des questions d'un intérêt général pour l'émancipation du prolétariat ». Enfin, ce congrès devait être convoqué par l'Internationale, mais aussi par les autres organisations socialistes qui auraient adhéré à l'idée du congrès.

James Guillaume avoue qu'il n'a pas d'information sur l'origine de cette proposition belge. Il n'y vit tout d'abord « qu'une tentative louable pour rapprocher les uns des autres tous les partisans

de l'émancipation du travail », une tentative inspirée, pense-t-il, par « le même esprit de conciliation qui avait porté les Jurassiens à tendre la main au Parti de la démocratie socialiste d'Allemagne¹ » .

On ne connaît pas le contenu des débats qui eurent lieu au sein de la commission chargée de présenter le projet. Dans le débat public, quelques délégués – espagnols – s'opposèrent à l'idée d'un congrès socialiste universel. Pour le reste, les seules réserves qui ont été formulées lors du débat sur le projet concernaient le maintien de l'autonomie de l'Internationale et l'indépendance de ses principes. James Guillaume souligna qu'il ne s'agissait pas de *reconstituer* l'Internationale, puisqu'elle existait déjà.

César De Paepe, à son habitude, voyait beaucoup plus loin. « L'extension de la liberté d'association dans certains pays » pourrait conduire à de nouvelles adhésions, pense-t-il. De Paepe n'attend pas de miracle de ce premier congrès, mais il pourrait y avoir d'autres initiatives, qui pourraient conduire à la reconstitution d'une Internationale nouvelle regroupant les socialistes de tous les pays, avec les partis socialistes d'Allemagne, du Danemark, du Portugal, de Hollande, et l'*Arbeiterbund* de Suisse. De Paepe n'ignore pas que ce sont des organisations qui ne vont pas particulièrement dans le sens des positions de l'Internationale « anti-autoritaire ». Peut-être a-t-il l'intuition de la rupture qui allait diviser le mouvement ouvrier. Et c'est peut-être pour cela qu'il envisage à terme la possibilité de deux Internationales : l'une pour les pays latins et l'autre pour les pays du Nord. Ces deux Internationales, qui divergent sur des questions de tactique, ne seraient pas hostiles, pense-t-il, puisque « unies par une communauté de but et de principes » :

« Aujourd'hui, peut-être les inimitiés, les rancunes personnelles sont-elles encore trop vives pour que rien de tout cela puisse se réaliser immédiatement ; Eh bien alors le Congrès universel de 1877 sera au moins un jalon qui doit nous conduire à une Association

1. James Guillaume, Vol. II, 6e partie pp. 69-70.

réellement internationale de tous les travailleurs socialistes¹. »

Dans l'ensemble, le point de vue qui domine chez les Jurassiens est qu'il n'est pas utile de créer une *nouvelle* organisation dans la mesure où il en existe déjà une, qui offre toutes les garanties de liberté d'opinion et de modes d'action. C'est la position de Guillaume, Perron, Joukovsky et Gutschmann². De Paepe a un point de vue un peu ambigu : il envisage la « reconstruction d'une Internationale nouvelle », mais il précise qu'elle regroupera « comme autrefois celle de 1866 » les socialistes de tous les pays. On aurait pu penser qu'une internationale comme celle de 1866 n'est précisément pas *nouvelle*.

Les objections qui ont été formulées ne remettent pas en cause le maintien de l'organisation actuelle mais concernent la fonction de l'Internationale. Elles émanent d'une part d'hommes qui ont un passé d'opposants à l'Internationale « anti-autoritaire », d'autre part de l'anarchiste Errico Malatesta. Greulich et Franz³ demandèrent à bénéficier à être admis au Congrès au même titre que l'avaient été Gutschmann et Vahlteich, ce qui leur fut accordé.

Greulich avait adhéré à l'Association internationale des travailleurs en 1867 et participa à la création de la section zurichoise. Il fut

1 James Guillaume, 6^e partie, ch. VIII, p. 107.

2. Ce dernier n'était pas membre de l'Internationale mais il avait participé à la fondation d'un « Club indépendant de socialistes » qui avait envoyé au *Bulletin de la Fédération jurassienne* une communication pour annoncer son existence : « Compagnons, Nous avons le plaisir de vous annoncer la formation à Genève d'un Club indépendant de socialistes. Étudier les différends qui divisent les diverses fractions socialistes ; amener toutes les nuances socialistes à un rapprochement : telle est la mission que se donnent les membres du Club. Composé de socialistes appartenant chacun à un groupe quelconque, il y a lieu d'espérer que le Club aura sa part d'action au profit de la cause révolutionnaire... » Gutschmann, qui avait été trois ans auparavant président du Congrès d'Olten, puis du Comité central de l'*Arbeiterbund*, fut désigné comme délégué au congrès de Berne. Comme Vahlteich, le représentant social-démocrate allemand, Gutschmann se vit accorder par le congrès le droit de prendre part aux délibérations.

3 On se souvient que ces deux hommes avaient eu un comportement lamentable après l'inhumation de Bakounine.

rédacteur de la *Tagwacht* de 1869 à 1880. Ses principaux axes militants étaient le progrès social, la création de syndicats, l'émancipation féminine et la lutte contre le travail des enfants. Il est l'un des fondateurs de la Fédération ouvrière suisse en 1873. Réformiste pragmatique, il considérait que les problèmes devaient se négocier entre partenaires égaux, dans le cadre de l'ordre social et politique existant. Hermann Greulich était un émigré allemand naturalisé suisse. L'Union ouvrière suisse qu'il contribua à créer était un ensemble hétéroclite regroupant des sections de l'Internationale et du *Grütli*, des syndicats, des sociétés allemandes d'éducation ouvrière, etc., et dont l'organe de presse était la *Tagwacht*. L'organisation avait environ 5 000 membres entre 1875 et 1878.

L'Union ouvrière suisse limitait son activité au domaine professionnel et économique et insistait sur la formation de syndicats. Elle joua un rôle décisif dans le vote (de justesse cependant) de la loi fédérale sur les fabriques de 1877 réduisant la journée de travail à 11 heures (!!!), interdisant le travail des enfants, le travail de nuit, imposant aux patrons des normes de sécurité qui rendaient ceux-ci responsables en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, et instaurant un corps fédéral d'inspecteurs d'usines chargé de surveiller le respect des dispositions légales. C'était en quelque sorte la fin du capitalisme sauvage obtenu pacifiquement, par la loi. Le paradoxe de cette loi est que les patrons ferblantiers de Zurich, « se basant sur les dispositions de la loi sur les fabriques, ont voulu ramener à onze heures la journée qui était précédemment de dix heures ; les ouvriers ont résisté, et les patrons les ont congédiés ». Il manquait dans le dispositif juridique suisse la nation d'« avantages acquis ».

Le *Bulletin de la Fédération jurassienne* du 4 février 1878 commente : « Voilà donc, ainsi que nous l'avions prédit, la loi sur les fabriques invoquée contre les ouvriers, contre la journée de dix heures. Les ouvriers de la Suisse allemande, en croyant voter pour un progrès, ont donné à leurs patrons une verge pour les fouetter¹. »

1 Le *Bulletin de la Fédération jurassienne* du 7 janvier 1878 révèle que « à la suite de la disposition de la loi sur les fabriques, qui rend les patrons responsables des

Nous sommes donc en plein dans le débat qui oppose les partisans de « l'action politique » et ceux de l'action révolutionnaire. Même si la mise en œuvre de cette loi, en particulier de ses articles sur le temps de travail, fut longue et difficile, la satisfaction de ces revendications mettait de l'eau dans le moulin des partisans de l'action légale. Il est incontestable que la réalisation d'une partie du programme du mouvement démocrate donna un coup d'arrêt aux options les plus radicales en Suisse.

Franz était en faveur de la reconstruction de l'Internationale, mais celle-ci devait être « une sorte d'avant-garde des masses travailleuses, le groupement des socialistes conscients, des propagandistes ». Greulich était opposé à Franz car il estimait que l'Internationale ne devait pas devenir une sorte d'aristocratie: les Trade-Unions anglaises y avaient leur place.

Quant à Malatesta, parlant au nom des Italiens, il estimait que l'Internationale ne devait pas être une association « exclusivement ouvrière » car la révolution sociale ne doit pas seulement émanciper les travailleurs, mais « l'humanité entière ». L'Internationale doit par conséquent regrouper tous les révolutionnaires, sans distinction de classe. Pour Malatesta, l'Internationale devait être une organisation politique (ou « spécifique », en langage anarchiste).

Pour résumer, Franz voulait créer un parti politique; Greulich semblait avoir une vision paritaire des rapports sociaux et Malatesta

accidents arrivés à leurs ouvriers, une filature zurichoise « a eu l'intention de renvoyer tous les ouvriers faibles d'esprit qu'elle gardait plutôt par humanité, classe d'ouvriers qu'on retrouve, paraît-il, dans toutes les fabriques en nombre plus ou moins grand, et qui fournit le plus fort contingent aux accidents. » Pour éviter cette mesure, les communes dont ces ouvriers sont ressortissants se sont engagées à assumer la responsabilité des accidents à la place des patrons. Le *Bulletin* souligne que les patrons emploient les « faibles d'esprit » « par mesure d'économie, et non certes par humanité ». C'est là, souligne le *Bulletin*, un des moyens employés par les patrons pour détourner la loi. La *Tagwacht*, qui a fait tant de propagande en faveur de la loi sur les fabriques, « commence donc à s'apercevoir que les patrons seront assez malins pour savoir esquiver les articles qui pourraient les gêner. »

voulait créer des groupes d'affinité en dehors de toute considération de classe. On verra que c'est ce dernier point de vue qui finira par dominer, ce qui précipitera la fin de l'Internationale « anti-autoritaire ».

Le Congrès de Gand (9 septembre 1877)

Le congrès de Gand fut dominé par le groupe des représentants flamands, le plus nombreux : vingt-sept délégués, mais au moins la moitié n'assista que peu, ou pas du tout, aux séances. Venant de leur congrès de Verviers, les délégués de l'Internationale étaient onze. Le groupe des Allemands était constitué de trois délégués, dont Wilhelm Liebknecht, qui ne participa pas à tout le congrès. Les Anglais avaient deux représentants. Un cinquième groupe était, selon James Guillaume, hétéroclite et « assez difficiles à classer¹ ».

James Guillaume fait remarquer que ces groupes ne représentaient qu'une « masse confuse », mais cette impression se dissipa dès qu'on aborda les questions de fond : alors deux camps se formèrent : celui des « communistes autoritaires » et celui des collectivistes, délégués de l'Internationale fédéraliste.

Le vote, ayant un caractère de « recensement des opinions », se fit par tête. Une vive discussion s'engagea pour savoir si les débats seraient ou non publics. Le point de vue de César De Paepe en faveur de séances publiques l'emporta, mais James Guillaume fit remarquer que « en dehors de trois ou quatre journalistes, *pas un seul auditeur n'assista aux débats du Congrès*, et c'est une des particularités qui frappèrent le plus les délégués de l'Internationale ». James Guillaume s'interroge si c'est le résultat de l'indifférence des

1 « C'étaient Bazin, un Français habitant Bruxelles et représentant un groupe français de Londres ; Zanardelli, un Italien représentant des groupes de Milan, de Palerme et de Mantoue, ou, plus exactement, la rédaction de deux journaux trop connus, le *Povero* et la *Plebe* ; un délégué d'un groupe de Puteaux près Paris, Bert (pseudonyme) ; un délégué d'un groupe de Lyon, Paulin (pseudonyme) ; enfin un délégué d'un groupe de Paris, Robin (pseudonyme). »

ouvriers de Gand ou d'un « mot d'ordre donné par une autorité inconnue ». Avec un peu de recul, l'étrange impression donnée par le déroulement du congrès tend à montrer que les organisateurs n'étaient pas très convaincus de son utilité.

James Guillaume dira qu'ils étaient tombés dans un piège. L'impression désagréable des délégués de l'Internationale fut renforcée le soir lorsqu'il leur fut demandé de ne pas prendre la parole lors du meeting qui se tint dans la salle de théâtre, par crainte d'une « note discordante » !!! Le comportement des organisateurs du congrès semblait inciter à croire que leur intention était de faire une démonstration de force vis-à-vis de leurs propres troupes mais en aucun cas d'engager un réel débat avec les fédéralistes. Un fait cependant est certain : les stratèges de la social-démocratie allemande ne voulaient à *aucun prix* d'une Internationale dans laquelle se trouveraient les « anarchistes ».

Un fait confirma James Guillaume dans l'idée que les organisateurs eux-mêmes du congrès ne prenaient pas celui-ci au sérieux. À Berne, l'année précédente, un point avait été proposé à l'ordre du jour de Gand sur les « tendances de la production moderne au point de vue de la propriété ». On pouvait s'attendre à ce que des représentants de toutes les organisations ouvrières d'Europe accourent, y compris des partisans de la propriété individuelle. Or Guillaume constate que « les seuls qui eussent répondu à l'appel des socialistes belges étaient des hommes dont l'opinion était déjà connue comme favorable à la propriété collective ; les organisations dont l'opinion, sur ce point, eût pu être douteuse ou hostile, n'avaient point envoyé de délégués au Congrès : en sorte que celui-ci formait, non plus une réunion représentant réellement l'ensemble du mouvement ouvrier avec toutes ses diversités de tendances et de principes, mais seulement une réunion de partisans de la propriété collective, divisés néanmoins entre eux sur un point important, les uns étant des autoritaires, c'est-à-dire des communistes d'État, les autres des anti-autoritaires, c'est-à-dire des collectivistes, ou autrement dit des communistes anarchistes (fédéralistes). »

La discussion sur la propriété ne présentait donc plus beaucoup d'intérêt – tout ayant été déjà dit dans les congrès de l'Association internationale des travailleurs, mais il y eut à Gand un échange de vues entre communistes et collectivistes sur le « mode d'organisation de la propriété commune ou collective ». Dans la séance du matin, Greulich et De Paepe, d'un côté, Guillaume et Brousse de l'autre, exposèrent leur manière de voir à ce sujet.

L'échange de vues fut parfaitement académique et n'apporte rien de nouveau dans le débat entre communistes et collectivistes, entre communistes d'État et fédéralistes. Pour les communistes « la propriété devait rentrer tout entière aux mains de l'État » ; toutefois, cette transformation pouvait se faire lentement, « au bout de quelques siècles ». De Paepe envisageait même une « participation des ouvriers aux bénéfices », mais à condition qu'elle soit pratiquée « loyalement », et à condition que cette participation se généralise. À quoi Brousse et Guillaume répondirent que si la propriété passe simplement des mains des capitalistes aux mains de l'État, le salariat est à la vérité transformé, mais non aboli : le travailleur deviendra le salarié de l'État. D'une certaine manière, Brousse et Guillaume étaient plus « marxistes » que les intervenants communistes... À l'issue de ce débat, deux résolutions furent déposées résumant le point de vue de l'un et de l'autre.

C'est le débat du mercredi matin, consacré à « l'attitude du prolétariat à l'égard des divers partis politiques » qui fut le plus significatif de ce congrès. Sur le fait qu'il n'y avait rien à attendre des partis bourgeois, tout le monde était d'accord :

« Mais aussitôt se manifesta la dissidence, les uns disant : Pour combattre les partis bourgeois, le prolétariat doit se constituer lui-même en parti politique, et visera s'emparer de l'État ; les autres disant au contraire : Pour combattre les partis bourgeois, le prolétariat doit viser à détruire l'État au moyen d'une

révolution sociale, et s'abstenir de participer à la politique parlementaire où il jouera toujours un rôle de dupe¹. »

De l'aveu de James Guillaume, le débat se traînait dans des redites, les uns s'exprimant contre la politique parlementaire (Montels², Brousse, Costa), les autres en sa faveur (Hales, Anseele, Greulich, Brismée). Ces derniers ne voyaient dans « l'action politique » que le moyen « d'agir sur le peuple, de l'intéresser à ses propres affaires, de l'organiser en une force capable de lutter contre ses adversaires », dit James Guillaume.

La quatrième question à l'ordre du jour était en grande partie celle qui avait motivé la convocation du congrès de Gand : l'instauration d'un *Pacte de solidarité à conclure entre les diverses organisations ouvrières et socialistes*. C'était, pour Bakounine, ce qui légitimait *l'existence même de l'Internationale*. Les divergences d'orientation politique, idéologique, religieuse, philosophique ne devaient pas prendre le pas sur la solidarité ouvrière internationale. Le congrès se conclura par un constat d'échec. Greulich et Fränkel pensaient qu'il n'était pas possible de réunir dans une même organisation deux tendances aussi opposées que celles qui se confrontèrent dans ce congrès de Gand.

Soucieux d'unité, De Paepe pensait que malgré les divergences, il restait suffisamment de points communs entre les deux courants du mouvement ouvrier pour qu'un pacte de solidarité puisse s'établir. Costa, Brousse et quelques autres firent le constat qu'un rapprochement n'était plus possible ; pire, que les deux tendances seraient amenées à se combattre. Ce qui ne les empêcha pas, l'un et l'autre, de rallier peu après ce courant parlementaire qu'ils avaient villipendé...

1 James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, 6^e partie, ch. XIV, p. 271, éd. Champ libre.

2. Des trois cités, Jules Montels (1843-1916) fut le seul à ne pas renier ses idées. Ce communard internationaliste en voulut toute sa vie à Marx parce qu'il avait dénigré les communards.

James Guillaume proposa alors une motion dont les deux alinéas sont votés séparément :

« Le Congrès reconnaît qu'un pacte de solidarité, qui implique nécessairement identité dans les principes généraux et dans le choix des moyens, ne peut être conclu entre des tendances qui ont des principes et des moyens différents.

« Le Congrès émet le vœu que, dans le sein du parti socialiste de toutes nuances, on évite de retomber dans les attaques et les insinuations calomnieuses qui se sont malheureusement produites de part et d'autre ; et, tout en reconnaissant à chaque fraction le droit de critique raisonnée sur les autres fractions, il recommande aux socialistes le respect mutuel que se doivent des hommes ayant le sentiment de leur dignité et la conviction de leur sincérité réciproque. »

Une majorité estime qu'un pacte de solidarité est impossible. Le second alinéa est adopté à l'unanimité mais, à la réflexion, mais peut-on considérer comme un succès une résolution dans laquelle les délégués d'un congrès ouvrier s'engagent à ne pas se calomnier les uns les autres ? En marge du congrès, une réunion privée rassemble des délégués flamands, allemands et anglais, « plus deux ou trois autres », dit James Guillaume, afin de conclure un pacte spécial, avec un bureau fédéral établi à Gand.

« Ainsi s'est trouvé constitué, en face de l'Association internationale des travailleurs, un groupement nouveau, qui n'est pas une association, car ce groupement n'a pas de statuts, mais qui constitue néanmoins à l'état de parti spécial les diverses organisations dont le programme est analogue à celui des socialistes d'Allemagne¹. »

1 James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, 6^e partie, ch. XIV, éd. Champ libre, p. 275.

C'est, à n'en pas douter, l'embryon de la II^e Internationale qui commence à se mettre en place. Peut-être était-ce également l'objectif initial – non dit – du congrès de Gand.

Plusieurs résolutions sur l'action politique furent votées, dont deux un peu farfelues votées par leurs seuls auteurs ou presque. Celle de l'Internationale conclut à la nécessité de « combattre tous les partis politiques, qu'ils s'appellent ou non socialistes, en espérant que les ouvriers qui marchent encore dans les rangs de ces divers partis, éclairés par l'expérience, ouvriront les yeux et abandonneront la voie politique pour adopter celle du socialisme *anti-gouvernemental*. » C'était à l'évidence une déclaration de guerre contre les socialistes parlementaires. La résolution social-démocrate est curieusement moins catégorique que celle des fédéralistes :

« Considérant que l'émancipation sociale est inséparable de l'émancipation politique,

« Le Congrès déclare que le prolétariat, organisé comme parti distinct opposé à tous les autres partis formés par les classes possédantes, doit employer tous les moyens politiques tendant à l'émancipation sociale de tous ses membres. »

Enfin, le congrès s'achève sur un appel, adopté à l'unanimité moins Costa, pour la constitution d'une fédération internationale de corps de métiers et la création d'un « Bureau central de correspondance et de statistique ouvrière » qui réunirait et publierait les renseignements relatifs aux prix de la main-d'œuvre, des denrées alimentaires, aux heures de travail, aux règlements de fabriques, etc. », dont César De Paepe, qui soutient l'idée, déclare lui-même qu'il « n'aura pas une grande valeur pratique », dont l'« activité sera probablement nulle » mais qui sera, vis-à-vis de la bourgeoisie hostile, « comme un signe extérieur de l'unité du socialisme, un signe comparable à notre drapeau rouge qui, malgré nos divisions, n'en reste pas moins notre emblème à tous ».

Le commentaire est un peu désabusé...

James Guillaume également était désabusé. Les hommes qui avaient organisé le congrès de Gand étaient non certes des ennemis, mais des « hommes que la voie adoptée par eux éloignait de nous ». Certains d'entre eux, depuis La Haye, avaient fait cause commune avec les fédéralistes et les avaient « aidés en 1873 à réorganiser l'Internationale sur la base de l'autonomie ». Cette émotion, ces sentiments, « la plus grande partie des délégués de l'Internationale les partageaient, et j'eus la satisfaction de voir presque tous mes camarades prendre la même attitude que moi », déclara James Guillaume. Fait significatif de l'atmosphère du congrès, celui-ci décida de ne pas publier de compte rendu officiel de ses séances.

Marx, renseigné sur le Congrès de Gand par Maltman Barry¹, écrivit à Sorge, le 27 septembre 1877, un commentaire où il se montre égal à lui-même :

« Quoi que le Congrès de Gand ait pu laisser à désirer sur d'autres points, il a eu au moins cela de bon, que Guillaume et C^{ie} ont été totalement abandonnés par leurs anciens alliés. C'est à grand peine qu'on a pu retenir les ouvriers flamands, qui voulaient rosser Guillaume². Le filandreuse bavard De Paepe les a

-
- 1 Michael Maltman Barry (1842-1909), est un curieux personnage et sa proximité avec Marx montre à quel point ce dernier pouvait s'entourer d'hommes au parcours ambigu. Après sa rencontre avec Marx, dont il devint un ami, Maltman Barry se déclara marxiste mais se présenta sans succès à plusieurs élections en tant que candidat conservateur. Il fut temporairement président de l'AIT mais dut rapidement quitter l'organisation car il était accusé d'être un espion, ce qui ne l'empêcha pas d'être actif dans les cercles radicaux. Ce sont sans doute ses positions anti-russes et pro-turques qui l'ont rapproché de Marx. Aux élections de 1880, Maltman Barry fut le candidat malheureux du Parti conservateur à Dundee. Il appelait à soutenir la politique impériale défendue par les conservateurs.
 - 2 Note de James Guillaume. – *Der Genter Kongress, so viel er sonst zu wünschen übrig lässt, hatte wenigstens das Gute, dass Guillaume et Ko. total von ihren alten Bundesgenossen verlassen wurden. Mit mühe wurden die flämischen Arbeiter abgehalten, den grossen Guillaume durchzuprügeln.* » Je n'ai pas besoin de dire que l'attitude prêtée aux ouvriers flamands n'a existé que dans le reportage mensonger de Maltman Barry, ou dans les désirs malveillants de Marx. La population

insultés¹, ainsi que Brismée². M. John Hales ditto³. Ce dernier s'est placé sous le commandement de – Barry! que j'avais fait aller à Gand (*den ich veranlasst hinzugehen*), en partie comme membre du Congrès (comme délégué de je ne sais quelle société⁴), en partie comme correspondant du *Standard* de Londres. Pour ma part, je ne veux plus jamais rien avoir à faire personnellement avec Jung et Hales, mais vis-à-vis des Jurassiens leur seconde apostasie est utile⁵. Barry est mon factotum ici; il a dirigé aussi le reporter du *Times* (ce journal a donné son congé à M. Eccarius). »

James Guillaume fait remarquer qu'en publiant cette lettre, Sorge avait fait peu de cas de la renommée de son maître.

* * *

ouvrière de Gand nous témoigna constamment, à tous, la plus grande cordialité; on a vu combien les travailleurs gantois se montrèrent empressés et serviables lorsque nous fîmes appel au concours de quelques-uns d'entre eux pour garantir la sécurité de Kropotkine.

1. Note de James Guillaume. – « Les », c'est-à-dire « Guillaume et Cie ». Ceci est absolument faux; j'eus pendant toute la durée du Congrès de Gand les relations les plus cordiales avec De Paeppe et avec tous les Flamands, Coenen excepté.
2. Note de James Guillaume. – Brismée, tout en votant contre nous, ne cessa pas de me témoigner la même amitié qu'autrefois.
3. Note de James Guillaume. – Hales fut extrêmement correct dans toute son attitude.
4. Note de James Guillaume. – Marx n'ignorait pas que Maltman Barry était délégué du *Kommunistischer Arbeiterverein* de Londres, puisqu'il dit que c'est lui-même qui l'a « fait aller à Gand »; mais il éprouvait peut-être quelque gêne à en faire l'aveu à Sorge.
5. Note de James Guillaume. – On trouvera au chap. XV (p. 301) une lettre que m'écrivit Jung le 2 décembre 1877, et on pourra juger s'il s'était séparé de nous comme Marx le croyait.

Le projet de convoquer un congrès de réunification faisait-il partie d'un plan machiavélique destiné à porter un coup à l'Internationale ? Il est impossible de répondre à cette question. On peut seulement dire qu'il y avait dans le prolétariat européen une réelle volonté d'unité et que chez certains dirigeants social-démocrates cette volonté d'unité n'était pas dénuée d'arrière-pensées. Il semble également évident que les principaux chefs du socialisme allemand – Marx, Engels, et les dirigeants social-démocrates – voulaient à tout prix empêcher une unification du mouvement ouvrier européen dans laquelle les anarchistes auraient été partie prenante. Leurs efforts acharnés à les exclure de la II^e Internationale, entre 1889 et 1896, en sont la preuve. Il est vrai qu'en venant à un congrès visant à un rapprochement, en présentant une motion si restrictive qu'elle était impossible à accepter par l'autre partie, le courant qu'on peut maintenant qualifier d'« anarchiste » de l'AIT a beaucoup aidé les dirigeants social-démocrates allemands.

Le sentiment qu'a eu James Guillaume que l'Internationale était tombée dans un piège est exprimé rétrospectivement, lorsqu'il qu'il eut connaissance des événements qui survinrent par la suite. Le compagnon de Bakounine n'a de toute évidence pas assez de recul pour analyser les circonstances qui ont conduit à ce « piège », et, surtout, il n'est pas en mesure de se rendre compte que ce sont certains éléments de l'Internationale « anti-autoritaire » eux-mêmes qui achevèrent l'Internationale.

Le modèle social-démocrate produisait un attrait irrésistible par les résultats qu'il obtenait. Le parti allemand s'accroissait de jour en jour et l'organisation se renforçait. Aux élections de 1874, il avait obtenu 340 000 voix ; à celles de janvier 1877 il en eut 490 000. « Cela ne pouvait manquer de frapper l'imagination de tous les socialistes, et eut un grand effet sur les hésitants », écrit Iouri Steklov dans son *Histoire de l'Association internationale des travailleurs*. Les méthodes de l'Internationale « anti-autoritaire » semblaient être parvenues à une limite qui ne pouvait plus être dépassée et nombre de travailleurs cherchaient autre chose. Les Belges n'allaient pas

tarder à basculer. À Gand et à Anvers, on adoptait le programme social-démocrate ; la plupart des travailleurs de Bruxelles aussi. Seuls certains Wallons résistaient et demeuraient dans l'Internationale, s'opposant à l'usage du suffrage universel et à l'« action politique ». Enfin, César De Paepe, l'un des piliers de l'Internationale anti-autoritaire, bascula lui aussi dans la social-démocratie, reconnaissant l'importance des réformes politiques, désavouant l'abstentionnisme.

Il faut cependant se garder d'expliquer de manière simpliste ce basculement vers l'action légale, vers l'action parlementaire, en accusant les travailleurs de vouloir à tout prix s'intégrer au système, ou en divisant la classe ouvrière en « Nordistes » favorables à l'action légale et « Latins » opposés à celle-ci, comme le fait De Paepe, mais aussi Bakounine.

1878: Le congrès de Fribourg. – La fin de la Fédération jurassienne et l'évaporation de l'Internationale « anti-autoritaire »

Après Verviers et Gand, quelques sections vivotèrent encore dans le Jura, mais finirent par se rapprocher du socialisme parlementaire. La Fédération jurassienne ne survécut que de quelques années à l'évaporation de l'Internationale dite « anti-autoritaire ».

La déliquescence de l'organisation qui avait spectaculairement vaincu la bureaucratie de Londres en septembre 1872 était telle que, après Verviers et Gand, plusieurs délégués anarchistes du Jura ne rentrèrent tout simplement pas en Suisse : Costa, Montels, Werner, Rinke et Kropotkine – ce qui montre que les militants les plus représentatifs de la Fédération jurassienne n'étaient plus des travailleurs suisses mais des intellectuels plus ou moins déclassés en recherche d'une voie politique : la Fédération jurassienne était devenue, depuis un moment, une organisation affinitaire.

Kropotkine revint cependant peu après à Genève. Puis ce furent James Guillaume et Paul Brousse qui partirent. Cette hémorragie

de personnalités marquantes créa un vide qui ne put être comblé. Adhémar Schwitzguébel se tourna peu à peu vers le socialisme parlementaire. Quant à Auguste Spichiger, Louis Pindy et leurs amis, restés fidèles aux idées « bakouninistes », ils formèrent bientôt un petit noyau sans influence réelle¹.

Au congrès de la Fédération jurassienne qui se tint les 3, 4 et 5 août 1878, à Fribourg, se trouvaient représentées les sections de La Chaux-de-Fonds, Berne, Zurich, Boncourt, Vevey, Fribourg et la Fédération ouvrière du district de Courtelary. La Section du Locle n'existait plus depuis plusieurs années; celle de Neuchâtel déclinait depuis le départ de James Guillaume. La crise économique, mais aussi l'évolution des idées en faveur de l'action politique, c'est-à-dire parlementaire, avaient également conduit au déclin de plusieurs autres sections.

Nous sommes au début d'une période, qui va durer une vingtaine d'années, pendant laquelle vont coexister les deux stratégies principales du mouvement ouvrier, la stratégie révolutionnaire de l'action ouvrière et celle de l'action politique et électorale, qu'on qualifiera de « réformiste ». Ce réformisme-là n'abandonne pas le projet de transformation globale du système, mais ne l'envisage que par la mise en œuvre d'étapes successives. Il convient donc de le distinguer de ce qu'on appelle aujourd'hui « réformisme », mais qui n'envisage que des aménagements partiels au système capitaliste, et qui ne mérite même plus l'appellation de « réformiste ».

Cette période, donc, voit la coexistence de ces deux stratégies, qui se manifeste par des transferts périodiques de militants qui vont, selon les circonstances, d'un côté ou de l'autre. Rien n'est encore fixé. Au sein du courant social-démocrate, des groupes de militants préconisent l'action révolutionnaire, sans toutefois exclure par principe le recours aux élections, quitte à revenir à l'action

1 Sur l'histoire de la Fédération jurassienne, voir l'ouvrage incontournable de Marianne Enckell, *La Fédération jurassienne, les origines de l'anarchisme en Suisse*, L'Âge d'Homme, 1971

révolutionnaire lorsque le recours aux élections se révèle décevant. À l'inverse, dans le mouvement révolutionnaire (et à l'époque le seul mouvement révolutionnaire est anarchiste), certains militants finissent par préconiser l'action « politique ». Il n'y a pas de cloison totalement étanche entre les deux options. Ces cloisons vont être progressivement créées par les militants les plus intransigeants des deux bords :

- ceux qu'on peut qualifier d'« anarchistes » et qui vont refuser tout recours à l'action dite « légale », c'est-à-dire au recours à la loi pour faire valoir les revendications, et
- ceux qui – surtout les socio-démocrates allemands – vont tout faire pour imposer la seule voie parlementaire et légale à l'exclusion de toute autre, et qui vont expulser les « anarchistes » des congrès internationaux, ce qui sera accompli à partir de 1896.

Il y eut des tentatives de rassembler les anarchistes et les social-démocrates révolutionnaires, qui n'aboutirent pas. Il est vrai que dans l'ensemble, les social-démocrates révolutionnaires qui basculaient vers l'anarchisme avaient tendance, après un moment, à revenir vers la « maison mère ». Mais il ne faut pas nécessairement analyser cette tendance au retour comme le symptôme du fondement intrinsèquement réformiste de ces militants : on peut aussi l'expliquer par le constat décevant qu'ils ont pu faire de leur cohabitation avec mouvement anarchiste...

En 1891, Malatesta participa au congrès de Capolago qui entendait constituer un « parti socialiste anarchiste révolutionnaire » dans lequel se seraient trouvés des socialistes antiparlementaires et des anarchistes¹.

1 On constate périodiquement la tendance chez certains anarchistes à se référer à la notion de « parti ». Dans le *Manifeste du Parti communiste*, un parti est simplement un mouvement rassemblant des gens qui sont en accord sur certains points – le communisme en l'occurrence. Malatesta utilise le mot dans le même sens lorsqu'il dit « Par parti anarchiste nous entendons l'ensemble de ceux qui veulent concourir à réaliser l'anarchie, et qui par conséquent ont besoin de se

Le congrès de Fribourg est assez révélateur de l'évolution suivie par la Fédération jurassienne, qui est en principe une organisation ouvrière de type syndical, mais progressivement devenue une organisation affinitaire. Parmi les délégués au congrès se trouvaient Schwitzguébel, Spichiger¹, Kahn², Kropotkine, revenu en Suisse et Brousse. À l'ordre du jour du congrès figurèrent la lecture par Rodolphe Kahn d'un travail d'Elisée Reclus, qui n'avait pas pu se déplacer lui-même, sur le thème : « Pourquoi sommes-nous révolutionnaires ? Pourquoi sommes-nous anarchistes ? Pourquoi sommes-nous collectivistes ? » Kropotkine et Brousse firent également des exposés. Kropotkine développa un programme fondé en quatre points :

Négation de l'État,

Libre fédération des Communes et des associations libres des producteurs autonomes.

Soulèvement spontané du peuple, révolution sociale, expropriation des détenteurs de capitaux au profit des Communes ou des groupes de producteurs.

fixer un objectif à atteindre et une voie à parcourir » (*Organizzazione*, 1897, "Organizzatori e antiorganizzatori" in *Lagitazione*, Ancona, 4 juin 1897.) Plus tard, avec le développement de la social-démocratie, le parti est devenu une organisation regroupant des gens sur une base interclassiste et visant à la prise du pouvoir, soit pacifiquement, soit par la violence. La fascination de certains anarchistes envers la notion de parti est une sorte d'effet collatéral de leur fascination pour le marxisme, cette dernière étant à son tour directement liée à leurs lacunes concernant la théorie anarchiste. Pour des raisons évidentes de cohérence, on ne peut pas employer le même mot pour désigner deux formes absolument antagoniques d'organisation: l'une qui vise à se saisir du pouvoir, l'autre qui viserait à le détruire.

1. Auguste Spichiger (1842-1919), est un guillocheur, militant de la Fédération jurassienne, dont il fut nommé président.
2. Rodolphe Kahn, ouvrier graveur, communard, réfugié français, délégué de la section d'études et de propagande de langue allemande de Lausanne. Rodolphe Kahn contribua à la reconstitution d'une section de la Fédération jurassienne à Lausanne en février 1876. « Sa fondation était due en particulier à l'initiative d'un réfugié français, Rodolphe Kahn » (J. Guillaume, IDS.)

Propagande par le fait tendant à réveiller dans le peuple l'esprit d'initiative, en vue de désorganiser l'État et de préparer la « liquidation finale ».

Brousse quant à lui défendit le principe de la propagande par le fait qui, selon lui, devait permettre de conduire à des améliorations immédiates des conditions sociales. Le congrès se prononça en faveur de l'appropriation collective de la richesse sociale, de l'abolition de l'État et de l'action insurrectionnelle; mais au-delà de l'alignement du congrès sur le discours radical des ténors qui se sont exprimés, le compte rendu fait état d'une réserve intéressante à propos de la question électorale :

« Mais quoique tous les délégués du Congrès soient unanimes à se prononcer dans le même sens, c'est-à-dire contre le vote servant à constituer le fonctionnement régulier d'un rouage de l'État, mais pour le vote destructeur de ce rouage, pour le vote anarchiste et révolutionnaire, ils acceptent tous aussi la mise à l'étude de la question¹. »

Kropotkine indique dans une lettre à Paul Robin *qu'il n'y avait que huit délégués au congrès*, qui discutèrent néanmoins de ce qu'on appellerait aujourd'hui le municipalisme libertaire².

« Paul Brousse, qui dans peu de temps sera passé dans le camp de la social-démocratie réformiste, commence en défendant avec vigueur le principe de l'autonomie “pour faire disparaître presque tout recours au vote”. Adhémar Schwitzguébel retient que l'autonomie communale “pourrait devenir le point de départ d'une agitation populaire générale et nous ouvrir une route concrète pour la réalisation de nos principes”. Selon lui, il s'agit du terrain qui leur

1. L'Avant-Garde, 2e année, N° 33, du 26 août 1878. Cité par Charles Thomann, *Le Mouvement anarchiste dans les montagnes neuchâtelloises et le Jura bernois*, 1947, Imprimerie des Coopératives Réunies, p. 128.

2. Cf. Marianne Enckell, « Agitazione comunale o municipalismo libertario? » *A rivista anarchica*, anno 30 n. 266 ottobre 2000. Dans les lignes qui suivent je résume très succinctement l'article de Marianne Enckell.

est le plus favorable pour l'expérimentation. Kropotkine va encore plus loin : "Les États sont fatalement destinés à tomber et à laisser la place à des communes libres et librement fédérées... Dans la commune, dans les innombrables questions d'intérêt communal, nous trouverons un champ plus favorable à la propagande théorique et à la réalisation insurrectionnelle de nos idées collectivistes et anarchistes". Il souligne en outre "la nette distinction à faire entre les préoccupations concernant les détails de la vie communale pour réaliser légalement quelques fragiles améliorations d'une part, de l'autre saisir cette opportunité pour agiter les esprits en faveur du socialisme révolutionnaire". »

Brousse, ajoute Marianne Enckell dans son article, avait défendu le principe du vote dans certains cas, lorsque c'est un vote de protestation pour obtenir une amnistie, mais il pense aussi que les élections peuvent servir provisoirement au moins au niveau communal. « Quand il n'est pas encore possible de renverser un État dans son ensemble, si pour l'heure les conditions ne permettent pas de tester ses propres forces contre lui, il vaut mieux abîmer avec le vote les engrenages qui le composent, chercher à le bloquer plutôt que de rester là les bras croisés à le regarder fonctionner tranquillement¹. » Rodolphe Kahn ne partage pas ce point de vue : pour lui, le vote ne peut servir à rien dans la commune : soit la majorité est révolutionnaire et alors elle peut faire ce pour quoi elle a été élue, soit elle ne l'est pas.

Dix ans plus tôt, James Guillaume avait fait ce constat à partir de l'expérience de la participation des sections de l'Internationale aux élections locales : « La calotte de conseiller communal, de conseiller d'État ou de conseiller fédéral, posée sur la tête des socialistes les plus intelligents et les plus sincères, est quelque chose qui éteint immédiatement la flamme de la révolution. » Mais l'alternative proposée par le compagnon de Bakounine était de promouvoir l'action de masse de la classe ouvrière, sur le terrain de classe. Le problème

1 Cité par M. Enckell, *loc. cit.*

est qu'en 1878, et sans doute depuis quelques années déjà, la Fédération jurassienne n'était plus en mesure d'agir sur ce terrain. L'attrait des militants pour la voie électorale, même lorsqu'elle est affublée d'intentions subversives comme le fait Brousse, est peut-être le symptôme de la perte de perspective de l'action révolutionnaire. De fait, Brousse se ralliera peu après à la social-démocratie.

L'administration du *Bulletin de la Fédération jurassienne* avait été transférée, pour l'année 1878, de Sonvilier à La Chaux-de-Fonds. L'organe de la Fédération jurassienne était en déclin face à la croissance du mouvement social-démocrate dans le Jura. La diffusion du *Bulletin* régressait depuis plusieurs années. Vers la fin de 1877 de nombreux lecteurs s'étaient désabonnés à cause de la crise économique qui ne leur permettait plus de renouveler leur abonnement. Le départ de James Guillaume pour Paris, en 1878, porta également un coup fatal au *Bulletin*. Le 25 mars 1878 paraissait le dernier numéro de l'organe de la Fédération jurassienne :

« En nous retirant de l'arène, nous avons conscience de n'avoir pas travaillé en vain, durant six ans, à la propagande des idées socialistes. Notre modeste feuille a été, lors du conflit entre les autoritaires et les anti-autoritaires dans l'Internationale, un des premiers champions du principe fédéraliste ; elle a contribué dans la mesure de ses forces à la défaite du Conseil général, et les principes qu'elle représentait sont aujourd'hui acceptés même par nos anciens adversaires : aucune organisation internationale n'est désormais possible que sur la base de la fédération et de l'autonomie des groupes. Quant à notre programme économique et politique – Anarchie et Collectivisme, c'est-à-dire « liberté dans la communauté » – il est de mieux en mieux compris, et le nombre des esprits sérieux qui s'y rattachent devient tous les jours plus considérable. »

La situation des Jurassiens se compliquait du fait que Paul Brousse, qui faisait décidément dans l'extrémisme verbal, avait pris

position en faveur du régicide dans *L'Avant-Garde*, ce qui avait conduit à la disparition du journal à la fin de 1878¹. Un jugement (avril 1879) condamna Brousse à deux mois de prison et à dix ans de bannissement. *L'Avant-Garde* disparu, Kropotkine prit la relève en publiant à Genève, presque tout seul, *Le Révolté*.

« Il arriva donc que moi, un étranger, je dus entreprendre la publication d'un journal pour la Fédération. J'hésitai, cela va sans dire, mais il n'y avait pas d'autre parti à prendre, et avec deux amis, Dumartheray et Herzig, je lançai à Genève, en février 1879, un nouveau journal bi-mensuel sous le titre : *Le Révolté*. Je dus me charger de le rédiger presque en entier². »

Les propos de Kropotkine sont révélateurs de la situation dans laquelle se trouvait la Fédération jurassienne : elle n'est plus capable de publier un journal, celui-ci doit être pris en main par un étranger qui reconnaît qu'il le fait presque seul. La tendance au déclin se confirme dans la décision prise par le congrès de Fribourg de la Fédération jurassienne qu'« il n'y aura pas lieu pour la Fédération d'organiser un Congrès annuel de l'Internationale, ni une Conférence tendant à le remplacer, la crise qui existe dans tous les pays rendant en ce moment la fréquentation nombreuse de ce Congrès ou de cette Conférence incertaine³ ». Cette décision aboutit dans les faits à la disparition de l'Internationale anti-autoritaire, dont l'existence, devenue tout à fait théorique, ne reposait

1 L'année 1878 avait été particulièrement riche en attentats : 24 janvier : attentat de Véra Zassoulitch contre le général Trepov, chef de la police de Saint-Petersbourg. 16 août, en Russie : assassinat du général Nikolay Mezentsev, chef de la police politique, par Kravtchinski. 21 octobre, Allemagne : Bismarck saisit le prétexte d'attentats contre l'empereur pour imposer au Reichstag une loi d'exception (dite du « petit état de siège ») contre les socialistes. 17 novembre : attentat manqué contre le roi Humbert I^{er} d'Italie à Naples par un jeune anarchiste, Giovanni Passannante. Cet attentat fournira le prétexte à des actions répressives contre les militants internationalistes.

2 Kropotkine, *Autour d'une vie*.

3 *L'Avant-Garde*, 2^e année, n° 34, du 9 septembre 1878, cité par Charles Thoman, *op. cit.*

que sur la survie de la Fédération jurassienne et, dans cette dernière, sur l'initiative de quelques individus. Celle-ci allait survivre quelque temps avant de disparaître à son tour.

Le dernier congrès de la Fédération jurassienne se tint à la Chaux-de-Fonds les 9-10 octobre 1880. Tous les ténors de l'anarchisme étaient là, à commencer par Kropotkine qui fit un discours sur le socialisme réformiste et le socialisme anarchiste, Elisée Reclus, Carlo Cafiero qui était venu exprès à la Chaux-de-Fonds. Le congrès proclama le communisme anarchiste comme « conséquence nécessaire et inévitable de la révolution sociale ». Kropotkine proposa le communisme comme but, et présenta un rapport sur le thème « L'idée Anarchiste au point de vue de sa réalisation pratique » :

« La révolution économique passe par l'expropriation directe des détenteurs de capitaux par les travailleurs dans le cadre des communes. La base de la réorganisation de la société sera la Fédération des Communes et des groupes de Communes indépendantes. »

Les proclamations sont d'autant plus ambitieuses qu'il n'y a pas grand monde pour les écouter. Après cela, on ne trouvera que des traces isolées de l'anarchisme dans le Jura. La succession de la Fédération jurassienne peut être illustrée par les choix faits par deux des hommes qui furent les plus proches de Bakounine. James Guillaume se rapprocha des militants qui, dans la CGT française, commençaient à constituer le syndicalisme révolutionnaire. Adhémar Schwitzguébel rallia la social-démocratie.

La fédération belge décide de rallier la social-démocratie

Pour tenter de comprendre ce qui s'est passé, reprenons les événements à partir de 1876 au sein de l'AIT anti-autoritaire, lorsque la fédération belge décide de rallier la social-démocratie : ayant été

un des piliers de l'AIT anti-autoritaire, son départ prend une valeur de symbole et de symptôme.

En Belgique, un clivage était apparu entre les sections les plus anciennes, wallonnes, influencées par Proudhon et Bakounine, qui maintenaient une position abstentionniste, et les sections flamandes, tentées par l'action politique, c'est-à-dire électorale. Ainsi s'exprime César De Paepe :

« L'influence plus grande qu'ont prise aujourd'hui les sections flamandes au sein de la Fédération belge, et l'entrée dans ces sections de l'élément jeune dont nous avons parlé, ont notablement modifié cette attitude antipolitique¹. »

Le rapport que fit César De Paepe pour la Hollande sur l'avenir de l'Internationale, au congrès de Berne (1876), est pessimiste :

« Il y avait jadis dans ce pays des sections de l'Internationale dans les principales villes ; plusieurs corporations ouvrières y marchaient avec l'Internationale... Tout ce mouvement se rattachant à l'Internationale est à peu près disparu ; il ne reste que quelques petites sections internationales dans quelques villes² ... »

Le mouvement ouvrier belge s'organise en fait maintenant en dehors de l'Internationale : « Il existe une fédération ouvrière, le *Nederlandsche Arbeidersbond*, qui s'étend sur toute la Hollande... De plus, les ouvriers hollandais, qui ont déjà obtenu une loi sur les fabriques, se préparent à un mouvement politique en faveur du suffrage universel. » De Paepe conclut son rapport en disant que le mouvement ouvrier belge tend à prendre modèle sur les socialistes allemands tandis que le mouvement ouvrier Hollandais tend à se rapprocher du modèle des ouvriers anglais.

-
1. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, rapport de César De Paepe, 6^e partie, ch. VIII, p. 99.
 2. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, 6^e partie, ch. VIII, p. 99.

Des pétitions sont adressées au Parlement par les sections de Gand, qui ont également rédigé un manifeste revendiquant les droits politiques et développant des idées analogues à celles des socialistes allemands : « Tout cela fait que le temps n'est pas loin, pensons-nous, où les travailleurs belges commenceront une agitation politique, mais en n'oubliant pas, cependant, que cela ne doit pas constituer un but définitif, mais seulement un des nombreux moyens propres à hâter l'émancipation économique et sociale du prolétariat... » Dans la période qui précède l'enracinement définitif de la social-démocratie et de la stratégie parlementaire, les militants affirment fréquemment que l'action électorale n'est qu'un moyen parmi d'autres.

Cette question est parfaitement illustrée par le problème du travail des enfants, à propos duquel va se confronter le recours à l'action légale et la loi, et le recours à la pression directement exercée par la classe ouvrière contre les patrons. En fait, l'action légale dont les partisans affirment qu'elle est plus efficace, a produit au moins sur cette question-là, des résultats tout à fait décevants. On en vient donc à conclure que le recours à l'action légale n'a pas tant pour objet d'obtenir des résultats de manière plus efficace ou plus rapide, mais d'éviter les confrontations violentes et de justifier l'existence de médiateurs professionnels entre classe ouvrière et patronat/État. James Guillaume avait parfaitement pressenti ce phénomène.

En Belgique, plusieurs petits enfants avaient été tués ou mutilés dans des manufactures. Les sections de la vallée de la Vesdre, qui avaient conservé leurs positions abstentionnistes, s'opposaient, sur la manière de procéder, aux Internationaux flamands qui voulaient avoir recours à l'action légale. Les sections de la Vesdre publièrent en 1876 un manifeste dans lequel on pouvait lire que « la question telle qu'elle était posée dans la pétition en circulation ne changerait rien au sort du prolétariat, et que c'était une illusion que de demander des réformes à la bourgeoisie, attendu que celle-ci ne ferait jamais que ce qui lui serait imposé par la force¹ ». On a là

1. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, 6^e partie, ch. IX, p. 120.

l'exposé on ne peut plus clair de la stratégie fondée sur l'action de classe et de masse. La démarche consiste à considérer que les patrons ne céderont rien, *quoi qu'il arrive*, et qu'il ne vaut donc pas la peine d'imaginer un autre moyen que la force – en particulier la grève. Cette attitude est compréhensible dans la mesure où les ouvriers belges ont souvent eu affaire à la troupe, qui leur tirait dessus¹.

La position des abstentionnistes mérite une explication et ne relève pas d'une insensibilité par rapport au problème posé. Les militants flamands voulaient une réforme du travail des enfants par la voie « légale », politique; les Wallons pensaient qu'elle ne pourrait aboutir que par une action de masse vigoureuse. On pourrait croire que les Flamands étaient plus « raisonnables » et efficaces.

En fait, la seule efficacité de la voie légale, en termes de résultats effectifs, fut d'affaiblir le courant favorable à l'action de masse de la classe ouvrière. L'affaiblissement de ce courant fut directement lié à la mise en œuvre de structures de médiation et de négociation entre la classe ouvrière et le capital, aboutissant à des concessions. Le Parlement constituait l'une de ces instances de médiation.

À ce titre, l'examen de la situation respective de l'Allemagne et de la France dans les années 1860 est particulièrement intéressant.

-
1. En 1867, la récession frappa le secteur de la métallurgie et les charbonnages de Charleroi, ainsi que l'ensemble de la région industrielle en 1868-69. Le coût des denrées alimentaires augmenta de manière spectaculaire. De violents conflits éclatèrent à Charleroi en 1867-1868, à Liège et dans le Borinage en 1869. En février 1867, les métallurgistes de Marchienne se mirent en grève, suivis par les mineurs de la région. La troupe tira : une vingtaine d'ouvriers étaient étendus par terre, il y eut trois morts. En 1868, les mineurs du Gouffre, à Châtelineau, refusèrent d'accepter de nouvelles diminutions de salaire. Un groupe de mineurs tenta d'entraîner leurs camarades à cesser le travail au charbonnage de l'Épine. Le 11^e Régiment de ligne fut envoyé sur place et ouvrit le feu : dix ouvriers furent tués et il y eut de nombreux blessés. L'Internationale protesta contre ce massacre dans un long manifeste. Aux charbonnages de la Basse-Sambre la grève s'étendit et dura par à-coups pendant un mois, dans la région de Charleroi. Vingt-deux ouvriers furent entraînés devant la Cour d'Assises de Mons. En avril 1869, la grève des métallurgistes et des mineurs à Seraing, celle des mineurs dans le Borinage, furent de nouveau réprimées avec violence : il y eut quatre morts et de nombreux blessés. Plusieurs dirigeants de l'Internationale furent arrêtés.

Les deux pays sont sous le règne d'un empereur. Dans les deux pays, l'Internationale est interdite. En Allemagne, Bismarck met en place un système représentatif. L'AIT ne s'y implantera jamais parce que le parti socialiste ne voudra jamais risquer de mettre en cause ses acquis. En France, il n'y a pas de système représentatif, ou si peu. L'AIT, bien qu'interdite et réprimée, s'y développe. Il n'y a qu'un pas à faire pour déduire que la mise en place d'un système représentatif était *le meilleur moyen d'empêcher l'implantation de l'AIT*, et que les dirigeants ouvriers eux-mêmes considéraient comme une priorité le maintien de ce système représentatif. Précisons que ce n'est pas une question de « mollesse » de la part de la direction du mouvement socialiste allemand : de 1878 à 1891, à la suite de deux attentats attribués à des « anarchistes », une loi antisocialiste extrêmement répressive s'est abattue sur le mouvement ouvrier allemand, et ses organisations se sont pourtant développées pendant cette période. Il reste qu'il existe une corrélation manifeste entre la mise en place d'instances représentatives auxquelles la classe ouvrière participe et l'absence ou la disparition du mouvement révolutionnaire sous la forme d'organisations de masse. Ce constat reste évidemment valable aujourd'hui.

On peut également examiner la situation de l'Espagne. Dans ce pays, caractérisé par une suite ininterrompue de régimes autoritaires, avec une grande bourgeoisie et une aristocratie terrienne extrêmement arrogantes dotées d'une intelligence politique minimale, la mise en place de structures de médiation était pratiquement impossible. Dans la mesure où la moindre revendication ouvrière risquait de provoquer une réaction armée du pouvoir, le réformisme *n'avait pour ainsi dire pas sa place*. L'ouvrier ou le paysan qui revendiquent et qui trouvent systématiquement face à eux des policiers ou des soldats armés devient inévitablement révolutionnaire¹.

1. Il est possible que les anarchistes dits « insurrectionnalistes » d'aujourd'hui ont, consciemment ou non, compris ce rapport entre répression armée et conscience révolutionnaire et, prenant les choses à l'envers, ont systématiquement recours à l'insurrection pensant ainsi créer de toute pièce une atmosphère révolutionnaire.

Face aux réticences des militants wallons de tradition bakouninienne, et sans doute soucieux de réaliser l'unité sur cette question du travail des enfants, la fédération anversoise réagit intelligemment. Elle demanda que soit tenu à Verviers un meeting pour débattre de cette affaire, en présence de délégués d'Anvers. Le meeting eut lieu le 26 novembre 1876 et réunit quelques centaines de travailleurs. Un délégué d'Anvers fit un appel aux ouvriers du bassin de la Vesdre : il déclara que si les travailleurs wallons acceptaient l'idée de la pétition et si celle-ci était repoussée par le Parlement, les Flamands s'uniraient alors aux Wallons pour lutter par la force contre l'ennemi commun. Le délégué flamand fut vigoureusement applaudi, mais certains militants wallons, méfiants, s'opposèrent au pétitionnement. La proposition ne fut acceptée que de peu de voix, et beaucoup d'abstentions.

La « voie légale » pour modifier le sort des enfants dans les manufactures ne se montra pas particulièrement efficace. Les militants qui entendaient mener une action à travers les structures de classe du prolétariat par une confrontation ouverte avec les patrons et l'État avaient pour eux des arguments forts : en effet, ce n'est qu'en 1889 que le travail industriel sera interdit en Belgique aux enfants de moins de 12 ans ; la journée de travail sera fixée à 12 heures pour les garçons de 12 à 16 ans et pour les filles de plus de 12 ans. Le travail à la mine ne sera interdit pour les enfants des deux sexes de moins de 14 ans qu'en 1911¹ !!! Il fallut en somme attendre presque

1 À la fin du XIX^e siècle en Belgique, un député chrétien prêche pour le travail des enfants qui leur évite de traîner dans la rue en l'absence de leurs parents, qui leur apprend des vertus essentielles comme l'effort ou le courage et leur donne un métier... Il n'est pas rare de voir des enfants de six ans travailler, mais les patrons préfèrent les embaucher après la première communion, pour ne pas être obligés de les libérer pour aller au catéchisme, où on leur parlait sans doute de charité chrétienne et d'aimer son prochain, surtout leurs patrons. « Laissez venir à moi les petits enfants » prenait une valeur toute particulière pour les patrons qui employaient ces enfants dans les carrières, les briqueteries, les verreries, les aciéries, les filatures, dans les charbonnages où ils remplissaient et tiraient les wagonnets. Dès 7 ans, on voyait les enfants à l'usine ; beaucoup d'entre eux arrivaient, encore endormis, juchés sur les épaules de leur père. Ils

deux générations pour que la voie légale aboutisse! Ce n'est pas là un bilan particulièrement positif, et on peut à juste titre se demander si des grèves de masse bien vigoureuses, touchant le patronat à son portefeuille, n'auraient pas été plus efficaces, comme le préconisait James Guillaume pour la Suisse.

Chez les Jurassiens, la question des moyens à employer pour obtenir satisfaction avait fait l'objet d'un débat avec la société du *Grütli* sur la diminution de la longueur de la journée de travail. La lutte contre le travail des enfants était également l'un des axes militants du *Grütli*. Les Internationaux considéraient que « par la seule puissance de leur organisation en sociétés de résistance », les ouvriers pouvaient imposer leur volonté aux patrons. S'ils ne sont pas puissamment organisés en fédérations des sociétés de métiers, ils auront beau invoquer le texte d'une loi, ils ne pourront contraindre la bourgeoisie à l'exécuter. C'est le fond de l'argumentation des Jurassiens. On a bien vu lors du vote de la loi sur les 35 heures en France que là où les salariés n'étaient pas organisés, il fut très difficile de faire appliquer la loi. James Guillaume mentionne d'ailleurs le cas d'ouvriers suisses se plaignant qu'une loi qui les avantageait n'était pas appliquée par les patrons.

faisaient des journées s'étalant de 5 heures du matin à 10 heures du soir, avec une pause d'un quart d'heure pour déjeuner et d'une demi-heure pour dîner. Une journée de 12 heures est considérée comme légère. En 1861 à Béthune, en France, un accident dans une mine fit dix-huit morts dont sept enfants qui avaient tout juste neuf ans. Plus de 90 % des jeunes gens provenant des secteurs très industriels qui se présentent pour le service militaire sont éclopés, handicapés ou difformes. En 1874, la limitation de l'âge d'admission à l'embauche en France sera fixée à douze ans ; le travail de nuit sera interdit et le repos du dimanche deviendra obligatoire pour les ouvriers âgés de moins de seize ans. Il faudra attendre 1905 pour que d'autres lois complètent celle-ci. A Barcelone, il y avait une agence de placement d'enfants estropiés, vendus ou loués à des industriels. (*Le Réveil des Verriers*, 28 juillet 1895 et 25 septembre 1898). En 1898, on dénonçait le trafic d'enfants italiens achetés pour trois ans à leurs parents pour 100 francs par an et exploités dans les verreries à Paris ou dans le Nord de la France.

James Guillaume soupçonne également que les partisans de la voie « politique » cherchent surtout à « faire passer quelques-uns des leurs dans l'autorité législative » et à « conclure, avec celui des partis bourgeois qui se dira le plus avancé, une alliance politique dont les conditions seraient quelques améliorations apportées, sur le papier, à la situation *légal*e du travailleur¹ ».

Pour obtenir satisfaction, les Jurassiens entendent faire intervenir ce que James Guillaume appelle « l'armée du travail », c'est-à-dire les ouvriers « organisés partout en sociétés de métiers », elles-mêmes « groupées en fédérations corporatives » elles aussi fédérées entre elles, « couvrant le pays d'un vaste réseau » : « C'est l'armée du travail, une armée qui, une fois aguerrie et disciplinée, est en état de tenir tête à la bourgeoisie et de lui dicter ses volontés². » Il s'agit en somme de constituer une confédération syndicale organisée par fédérations d'industries, capable d'imposer au patronat des améliorations de la condition des travailleurs.

Lorsqu'on constate qu'il a fallu en Belgique *presque deux générations* pour régler définitivement, par la voie légale, la question du travail des enfants, on en vient naturellement à se poser des questions sur l'efficacité de cette méthode.

Il est certain que l'emploi de pétitions et l'envoi de représentants au Parlement sont des méthodes moins contraignantes que la lutte permanente sur le terrain. Cependant, ces méthodes *peuvent se révéler efficaces et aboutir à des résultats* si on a affaire à une bourgeoisie capable de comprendre qu'il vaut mieux lâcher un peu de lest pour éviter de perdre tout, ou si l'évolution culturelle générale de la société pousse dans le sens de la conciliation plutôt que dans le sens de l'affrontement. L'idée qu'il soit nécessaire de négocier d'abord, et si nécessaire le cas échéant de montrer sa force ensuite, fait son chemin et s'impose. Dans cette hypothèse, ce n'est pas seulement le choix du mouvement ouvrier d'entrer dans la voie de l'action

1 James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, 5^e partie, ch. X, p. 246.

2 James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, 5^e partie, ch. X, p. 248.

« politique », c'est-à-dire parlementaire, qui conduit à des améliorations progressives de la condition ouvrière ; c'est aussi le niveau de développement de la société civile qui ouvre la porte à cette voie pour éviter d'entrer dans un système d'affrontements permanents, auquel le capital n'a au fond pas intérêt, sauf en certaines circonstances.

Ce constat présuppose l'existence d'un mouvement ouvrier puissamment organisé capable d'empêcher un retour en arrière. *A contrario*, on constate que lorsque le mouvement ouvrier n'est plus puissamment organisé, *il y a toujours* un retour en arrière – comme c'est le cas en ce début du XXI^e siècle. Depuis le début de la révolution industrielle, la situation des classes laborieuses s'est progressivement améliorée de génération en génération, légitimant, d'une certaine manière, la voie « légale », la médiation. Aujourd'hui, on sait que pour la première fois depuis 1850, les générations nouvelles vivront moins bien que leurs parents. On s'achemine progressivement vers un retour au XIX^e siècle, et sans doute faudra-t-il sérieusement relire Bakounine.

Saint-Imier fut-il un congrès anarchiste ?

Si la question des tensions entre les fédéralistes et la bureaucratie du Conseil général a été résolue après le congrès de Saint-Imier avec la mini-scission de Marx (« mini » parce que personne ou presque ne l'a suivi), des tensions d'une autre sorte furent dès lors mises au jour, qu'on perçoit à la lecture de *L'Internationale documents et souvenirs*, mais à condition d'être très attentif car James Guillaume se montre très soucieux de ne pas les exposer ouvertement.

Le mouvement libertaire n'a pas réellement examiné ni étudié, semble-t-il, ces tensions, apparues après le VI^e congrès de l'Internationale, c'est-à-dire après 1873, mais présentes avant, *au sein* de l'Internationale, entre un courant qu'on pourrait qualifier de « proto-syndicaliste révolutionnaire », avec James Guillaume,

Bakounine, et la fédération espagnole, et un autre qui commence à se désigner explicitement comme anarchiste, avec des hommes comme Pierre Brousse, Andrea Costa, mais aussi Malatesta, Cafiero, etc., et la fédération italienne, de création très récente (1872).

Pourquoi la victoire politique éclatante que fut le congrès de Saint-Imier se transforma-t-elle six ans plus tard en déroute? Car l'Internationale dite « anti-autoritaire » ne s'acheva même pas sur un congrès prononçant sa propre fin, ce qui aurait été une manière de finir avec les honneurs: on décida simplement de ne pas convoquer d'autres congrès. Il ne semble pas que le contexte et les raisons de cette évaporation dans les airs d'une Internationale qui apparaissait fort vigoureuse à Saint-Imier en 1872, aient été examinés de manière convaincante. Marianne Enckell fournit une explication en montrant que les évolutions économiques avaient érodé les effectifs – déjà pas très nombreux – de la Fédération jurassienne¹. Si cette explication peut aussi être appliquée au reste de l'Internationale anti-autoritaire, il reste que le déclin de cette dernière a aussi des causes politiques et stratégiques.

C'est une erreur que de désigner comme « anarchiste » l'AIT anti-autoritaire, en tout cas telle qu'elle résulta du congrès de Saint-Imier en septembre 1872, et c'est une erreur de penser que ce congrès fut en quelque sorte l'acte fondateur de l'anarchisme. L'AIT anti-autoritaire est une organisation fédéraliste et collectiviste; les résolutions de Saint-Imier, qu'on qualifie souvent de proclamations anarchistes, tiennent un discours qui reste strictement dans les limites d'une organisation de classe, c'est-à-dire une organisation regroupant les travailleurs dans une structure de type syndical, fondée sur leur rôle dans le processus de production – ce qui n'est absolument pas l'objectif d'une organisation spécifiquement anarchiste ou, pour parler « moderne », d'une organisation spécifique (ou encore, « affinitaire »).

1 Marianne Enckell, *La Fédération jurassienne, les origines de l'anarchisme en Suisse*, L'Âge d'Homme, 1971.

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y avait pas dans l'AIT de militants se définissant comme « anarchistes », ni de militants préconisant une forme spécifique d'organisation. Mais l'AIT dite « anti-autoritaire » issue du congrès de Saint-Imier n'était absolument pas « anarchiste » – du moins au début.

Il est vrai que la 3^e résolution du congrès de Saint-Imier est d'inspiration clairement « anarchiste » et qu'il y a une certaine contradiction entre l'affirmation du droit pour chaque fédération de l'Internationale de choisir sa propre voie vers l'émancipation, et l'opposition à tout pouvoir politique affirmée à la fin de cette résolution. Dans un premier temps cette contradiction ne semblait pas insurmontable car les points développés par cette résolution restaient relativement vagues : on pouvait interpréter la « destruction de tout pouvoir politique » comme un objectif dont l'échéance n'était pas précisée ; par ailleurs « l'action en dehors de toute politique bourgeoise » était un point qui était généralement admis, même par les socialistes réformistes, pour qui l'activité parlementaire n'était (à cette époque-là) souvent qu'un moyen, pas un but en soi.

Dans l'immédiat après Saint-Imier, les deux paragraphes finaux de la 3^e résolution (voir *infra*, Annexes), qui pourraient constituer une sorte de « Manifeste anarchiste » de l'AIT anti-autoritaire, et qui, selon les termes de Marianne Enckell, « resteront dans la mémoire des anarchistes¹ », seront considérés comme moins importants que le pacte de solidarité établi entre les fédérations. Ce n'est que plusieurs années plus tard qu'une résolution de l'AIT anti-autoritaire tranchera dans le vif en affirmant que tous les partis *quels qu'ils soient*, y compris socialistes, ne constituent qu'une « masse réactionnaire ». Mais à ce moment-là, les effectifs de l'AIT auront tragiquement fondu² et les fédérations que cette restriction aurait pu concerner seront parties.

1 Marianne Enckell, *La Fédération jurassienne, les origines de l'anarchisme en Suisse*, L'Âge d'Homme, 1971.

2. On ne pouvait guère compter que sur la Fédération espagnole pour « gonfler » les effectifs de l'AIT mais à partir de janvier 1874, avec le coup d'État du général Pavai, l'Internationale espagnole est dissoute et passe dans la clandestinité jusqu'en 1881.

Saint-Imier se fondait sur l'idée que pouvaient adhérer à l'AIT des fédérations ayant la liberté du choix de ce qu'elles estimaient être la voie de l'émancipation. On a vu que John Hales, un dirigeant de la Fédération britannique, avait déclaré soutenir la Fédération jurassienne, mais que sa fédération choisissait la voie de l'action politique – c'est-à-dire parlementaire. Sans l'affirmation claire de cette liberté de choix des fédérations adhérentes, celles-ci n'auraient jamais, dans leur totalité, dénoncé les décisions prises par les bureaucrates du Conseil Général à La Haye.

Ce n'est que progressivement que le courant « anarchiste » de l'AIT anti-autoritaire a pris le dessus et qu'il a fait adopter un programme anarchiste, allant totalement à l'encontre de tout ce que Bakounine avait préconisé. Le vieux révolutionnaire avait prévenu qu'en établissant un programme unique dans l'Internationale, on introduisait la division dans le mouvement ouvrier international. En modifiant la nature de l'AIT, en la transformant d'organisation de classe qu'elle était en groupe d'affinité, les anarchistes ont provoqué le départ des fédérations qui ne se reconnaissaient pas dans le programme anarchiste. Cela dit, on peut aussi envisager l'hypothèse inverse : c'est parce que les fédérations qui ont soutenu la Fédération jurassienne en septembre 1872 se sont progressivement désengagées de l'Internationale anti-autoritaire que le champ a été rendu libre aux « anarchistes » pour qu'ils transforment l'organisation en groupe affinitaire.

La dissolution de l'AIT antiautoritaire ne peut pas être attribuée à une cause unique : Marianne Enckell dans son ouvrage sur la Fédération jurassienne insiste sur les effets de la crise économique¹. Mais il ne fait cependant pas de doute que les « anarchistes » ont joué un rôle dans sa disparition. Ces conclusions disqualifient-elles l'anarchisme pour autant, comme courant politique ? Bien sûr que non. La triste fin de l'AIT anti-autoritaire est largement due à une incompréhension des relations entre organisation politique (ou

1 Marianne Enckell, *La Fédération jurassienne, les origines de l'anarchisme en Suisse*, L'Âge d'Homme, 1971.

« spécifique ») et organisation de classe. On peut d'autant moins reprocher cette incompréhension aux militants des années 1870 qu'il ne semble pas que la question soit réglée encore aujourd'hui...

Si l'anarchisme veut survivre comme courant politique, il va lui falloir jeter un regard critique sur lui-même, un regard sans complaisance. S'il veut regagner le terrain qu'il a perdu dans le mouvement ouvrier, dans le mouvement syndical, dans le mouvement social d'une façon générale, il va falloir qu'il commence à se demander *pourquoi* il a perdu ce terrain. Il va lui falloir éviter de renvoyer la faute aux autres : le capitalisme, le marxisme, etc. Il va lui falloir découvrir ce qui, *dans ses propres rangs*, l'empêche d'avancer.

Quelques commentaires sur la naissance de l'anarchisme

Collectivistes et anarchistes communistes

Les collectivistes avaient mis l'accent sur la propriété collective des *moyens de production*. À partir de 1876, à l'initiative de groupes italiens, la Fédération jurassienne développe l'idée de la propriété collective des *produits du travail* comme complément nécessaire au programme collectiviste. Kropotkine propose au congrès de la Fédération jurassienne de la Chaux-de-Fonds, le 12 octobre 1879, d'adopter le communisme comme but avec le collectivisme comme forme transitoire.

Du point de vue de Bakounine, comme de celui des collectivistes de l'Internationale, la notion de « à chacun selon son travail » ne visait pas à écarter les jeunes, les vieux, les malades, les invalides, etc. mais les parasites sociaux. On peut dire par conséquent que le mot d'ordre proposé par les « communistes anarchistes » : « à chacun selon ses besoins » ne fait que préciser ce qui allait de soi. Mais en même temps, cette approche introduit à la fois une ambiguïté (les besoins de chacun sont subjectifs) et quelque chose de pervers : en

effet, tandis que le système de référence des collectivistes se fonde sur l'idée que les droits qu'on peut réclamer à la société résultent des devoirs qu'on a envers elle, celui des anarchistes communistes kropotkiniens suggère que chacun a des droits sans qu'il soit évident qu'il ait des devoirs¹. On pourrait donc en déduire que les deux systèmes ne sont pas des variations d'une même doctrine mais deux doctrines différentes. Ce basculement explique peut-être le passage d'une idéologie fondée sur le travail à une idéologie fondée sur la consommation (pas nécessairement liée à un travail ou, d'une manière générale, à une occupation en faveur de la collectivité).

Il y a entre la génération des collectivistes de l'Internationale de l'époque de Bakounine² et celle des anarchistes de l'époque de Kropotkine une régression considérable quant à la réflexion économique. La pensée économique de Proudhon avait grandement influencé Bakounine, mais ce dernier avait également intégré la pensée économique de Marx, qu'il considérait comme un acquis du mouvement ouvrier. À partir de Kropotkine la réflexion économique, sans être inintéressante, se cantonne dans le champ des utopies communalistes. Il faudra attendre le *Traité général de*

1 Si nous avons mauvais esprit, nous dirions que l'introduction, par les anarchistes-communistes, de la notion de « à chacun selon ses besoins » sans que cela soit en quoi que ce soit lié à une obligation au travail répond peut-être à l'inquiétude éprouvée par ces militants, dont beaucoup ne travaillaient pas, quant à leur propre situation.

La doctrine anarcho-communiste – de chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins – est apparue tout d'abord dans la brochure de François Dumartheray, « Aux travailleurs manuels partisans de l'action politique » (Genève 1876), probablement influencé par Elisée Reclus. La première formulation chez Kropotkine se trouve dans la brochure *Idée anarchiste au point de vue de sa réalisation pratique* (Berne 1879). Malatesta la formule pendant l'été de 1876 avec Carlo Cafiero et Emilio Covelli (cf. M. Nettlau, *Errico Malatesta. Vita e pensieri*, New York 1922, p. 141). En octobre, il la fait approuver au congrès italien de Florence et au congrès international de Berne. (Source : Marco Recchi, *Errico Malatesta e il metodo anarchista, Atti del Convegno di studi « Arché e Anarché »*, Roma-Alatri, 29-30 maggio 2009.

2. Bakounine avait auquel j'associe Proudhon, qui a beaucoup influencé Bakounine sur ce point.

science économique de Cornélius Cornelissen, en six volumes, publié entre 1908 et 1926, pour que l'économie politique s'introduise de nouveau dans la pensée anarchiste – un traité dont peu de monde dans le mouvement anarchiste connaît même l'existence.

Ce serait une grave erreur de reprendre telle quelle la problématique posée par les bakouniniens et les kropotkiniens, qui d'une certaine manière ne faisaient qu'« essayer les plâtres » en matière de doctrine. Parler de « à chacun selon son travail » ou de « à chacun selon ses besoins » n'a en réalité pas beaucoup de sens, pas plus que l'idée de « rendre au travailleur le produit de son travail ». Il faut prendre ces notions dans leur sens métaphorique. La question n'est pas de donner à chacun *individuellement* selon son travail. La question n'est pas non plus de ne *rien* donner à quiconque ne travaille pas. Chaque personne ayant un emploi a autour d'elle un certain nombre de personnes qui ne travaillent pas, ou qui ne travaillent plus : enfants, conjoints éventuellement, parents, malades, etc. Les anarchistes-communistes partisans du « à chacun selon ses besoins » pensaient-ils réellement que les collectivistes n'accorderaient à ces non-travailleurs aucun secours de la société ? Dans un texte datant de 1866, c'est-à-dire avant même son adhésion à l'Internationale, Bakounine écrit :

« Les vieillards, les invalides, les malades, entourés de soins, de respect et jouissant de tous leurs droits tant politiques que sociaux, seront traités et entretenus avec profusion aux frais de la société¹. »

Le problème auquel seront confrontés nos descendants, lorsqu'ils auront à bâtir une société libertaire, sera de mettre en œuvre des mécanismes permettant de définir les besoins sociaux de la population, globalement, et les moyens à mettre en œuvre pour réaliser ces objectifs. Il s'agira bien plus de connaître quels sont les besoins en écoles, hôpitaux, crèches, etc. que de savoir si le fils de mon

1. « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. I. Objet. II. Catéchisme Révolutionnaire », mars 1866.

voisin a « besoin » d'un « ghettoblaster ». Sur ce point, Bakounine et Kropotkine se rejoignent tout à fait : le premier disait qu'une révolution qui n'améliorerait pas immédiatement le sort de la population serait vouée à l'échec. Le second a construit toute sa pensée autour de la nécessité de bâtir la société anarchiste autour des besoins de la population.

On peut dire que l'anarchisme à proprement parler, dans l'acception contemporaine du mot, naît à ce moment-là, avec la fin de l'AIT anti-autoritaire, lorsque les militants issus de la fédération jurassienne abandonnent le collectivisme pour se référer au « communisme anarchiste ».

Ce n'est cependant pas tant cette innovation théorique, par ailleurs pertinente, qui fonde l'anarchisme en tant que mouvement mais le nouveau mode d'intervention qu'il va adopter. Le courant « anti-autoritaire » cesse d'exister en tant que mouvement de masse. Il s'atomise en groupes ayant des affinités d'idées mais qui perdent leur qualité de structure de classe. Édouard Dolléans, dans son *Histoire du mouvement ouvrier*, explique à propos de la fin de la Fédération jurassienne :

« Si le *Bulletin de la Fédération Jurassienne* nous apprend la création de nouvelles sections, ces sections ne sont pas des groupements ouvriers, mais des groupes purement révolutionnaires¹. »

Dolléans ajoute que, au sein de ces groupes révolutionnaires, des sensibilités variées s'affrontent, certains rejoindront le guesdisme, d'autres l'anarchisme.

Le terme « anti-autoritaire »

La capacité du mouvement libertaire à examiner de manière critique la bureaucratie qui était apparue à la direction de l'AIT a sans doute été desservie par une erreur d'interprétation du concept

1. Édouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, tome II, p. 11.

d'autorité, ou du moins par un glissement sémantique du terme. Le terme « anti-autoritaire » dérive du concept d'autorité qu'on retrouve fréquemment chez Proudhon et Bakounine, mais chez ces auteurs c'est un concept qui s'applique aux manifestations diverses du *pouvoir politique*, de l'État. Le « communisme autoritaire » est le communisme *d'État*.

Le terme fut créé comme synonyme de « bureaucratique », pour désigner Marx et ses amis. Les « anti-autoritaires » étaient opposés aux pratiques bureaucratiques de la direction de l'Internationale. Que celle-ci, et Marx en particulier, ait eu un comportement autoritaire est indéniable, mais ce n'est pas cela qui était principalement visé.

Être autoritaire, dans le cas qui nous concerne, n'est donc pas une attitude morale, un trait de caractère, c'est un comportement *politique*. Anti-autoritaire signifie, par opposition, « démocratique ». Ce dernier mot existait bien à l'époque, mais il avait lui aussi un contenu différent. Moins d'un siècle après la Révolution française, il qualifiait les pratiques politiques de la bourgeoisie. C'étaient les bourgeois qui étaient des démocrates. Ce n'est que plus tard qu'on a associé les notions de démocratie et de prolétariat, dans l'expression « démocratie ouvrière ». La tendance anti-autoritaire de l'AIT était donc en faveur de la démocratie ouvrière, tandis que la tendance marxiste était perçue comme étant en faveur de la centralisation bureaucratique.

La défaite des collectivistes après le congrès de La Haye en 1872 va être mise sur le compte de cette « autorité », puis sur le principe même d'organisation, qui produit cette « autorité ». Le mot devient progressivement utilisé dans son sens psychologique et comportemental. Va donc se développer, en réaction à la bureaucratisation et à la centralisation mises en place par Marx, une opposition à toute forme d'organisation. Engels ne s'y trompe pas, qui désigne les anti-autoritaires par le terme d'« autonomes¹ ». Seront abandonnés les fondements mêmes de la doctrine élaborée par Proudhon et par Bakounine, dont le centre de gravité était le fédéralisme; apparaît

1. *L'Internationale, documents et souvenirs*, éditions G. Lebovici, II, p. 22.

alors, sur le plan de la doctrine, une forme particulière de libéralisme radicalisé, et sur le plan de l'organisation, ce qu'on appellerait aujourd'hui l'horizontalisme, qui est en fait une négation du fédéralisme.

Les militants « anti-autoritaires » vont tenter de tirer les leçons de l'histoire. Ils diront : c'est la centralisation de l'organisation, le contrôle de son appareil par une petite coterie qui fut la cause de la dégénérescence « autoritaire », c'est-à-dire bureaucratique, de l'Internationale. Il faut donc empêcher toute centralisation quelle qu'elle soit. Contre les positions défendues par les grands théoriciens du mouvement libertaire qui préconisaient le fédéralisme, c'est-à-dire un équilibre entre l'action autonome des structures de base et la centralisation¹, ils vont, par réaction, se faire les défenseurs exclusifs de l'autonomie, les adversaires acharnés de toute forme d'organisation, accusée d'être par nature productrice d'« autorité ». Alors que des délégués nommés par les sections *représentaient* celles-ci lors des congrès, on devient maintenant un opposant à toute forme de représentation.

Mais peu à peu, le contenu sémantique de l'expression « anti-autoritaire », qui était à l'origine équivalent à « anti-bureaucratique », va dévier. On s'opposera désormais à toute forme d'autorité entendue comme comportement. Le simple respect de consignes librement débattues devient de l'autoritarisme. Le simple fait d'assumer une fonction élective quelconque va être qualifié d'« autoritaire » parce que voter pour déléguer temporairement un pouvoir devient une abdication intolérable de sa liberté individuelle, de son être intime. Seule l'initiative individuelle devient acceptable².

1 Aux partisans du « basisme » à tout prix, Gaston Leval disait que lorsqu'il y a une « base » ou une « circonférence », il y a forcément un « sommet » ou un « centre » : la vraie question était de savoir quel type de rapport existait entre l'un et l'autre...

2 Cf. *Voter, c'est abdiquer : abstention révolutionnaire anarchiste*. Paris [France] : Fédération anarchiste, 1986. Textes de Thyde Rosell, Maurice Joyeux, Roland Bosdeveix, Sébastien Basson, Jean-Marc Raynaud, Gaetano Manfredonia.

Alors que le concept *politique* d'autorité s'appliquait à ce qui était en relation avec le pouvoir d'État ou à des relations de pouvoir au sein d'une organisation, le terme « autorité » finit par prendre une connotation *psychologique*, ce que Malatesta explique parfaitement bien :

« L'erreur fondamentale des anarchistes adversaires de l'organisation est de croire qu'il n'y a pas de possibilité d'organisation sans autorité. Et une fois cette hypothèse admise, ils préfèrent renoncer à toute organisation, plutôt qu'accepter le minimum d'autorité. Maintenant que l'organisation, c'est-à-dire l'association dans un but déterminé et avec les formes et les moyens nécessaires pour poursuivre ce but, soit nécessaire à la vie sociale, c'est une évidence pour nous. [...] Mais nous préférons encore l'autorité qui gêne et attriste la vie, à la désorganisation qui la rend impossible¹. »

Ces propos restent malgré tout dans la perspective d'un « anti-autoritarisme » à caractère comportemental : l'organisation est inévitable, mais elle reste intrinsèquement productrice d'« autorité » : le simple fait d'assumer une fonction est « autoritaire ». Désigner quelqu'un à une fonction est un abandon de sa souveraineté individuelle. Dans ce même article, Malatesta cite l'exemple du machiniste et du chef de train qui ont « forcément une autorité », mais « les gens aimeront toujours mieux subir leur autorité plutôt que de voyager à pied »... Ce qui est tragique dans l'affaire est que les anarchistes en soient venus à considérer comme une relation d'« autorité » le fait pour un machiniste de conduire un train (ou pour un dentiste de soigner une carie, etc.), alors qu'il ne s'agit que de l'exercice d'une *fonction* que quiconque peut récuser en s'abstenant de prendre le train (ou d'aller chez le dentiste). Cela fausse toute la

1. Malatesta, *L'Agitazione*, Ancône, 4 juillet 1897, in : *Errico Malatesta, Articles politiques*, 10/18, p. 92-94.

réflexion sur le problème de l'« autorité » (et cela fait perdre beaucoup de temps en arguties).

Les « anti-autoritaires » nouvelle manière en vinrent à préconiser la décentralisation totale comme méthode pour éviter la centralisation qu'ils avaient jusque-là connue. En réaction à la centralisation, l'autonomie totale des structures de base deviendra le maître mot des anarchistes, au point qu'il n'y aura plus que des structures de base et aucune organisation réelle. Si une instance de régulation devait exister, elle n'aurait pas de fonction « politique », mais seulement une fonction technique : faire circuler le courrier, etc. Or lorsque les anarchistes mettront sur pied ce type de structure, sans aucune fonction « politique » ou décisionnelle, la circulation même du courrier ne fonctionnera jamais – sans doute parce que pour faire circuler du courrier à une échelle internationale (et une organisation internationale a beaucoup de courrier à faire circuler), il faut de l'argent, et pour avoir de l'argent il faut décider de prélever des cotisations, c'est-à-dire faire preuve d'« autorité »...

Toute organisation, intrinsèquement, fut perçue comme conduisant à l'autorité, à la centralisation et à la bureaucratie. La solution proposée fut donc de constituer des structures autonomes, sans liens entre elles autres qu'occasionnelles ; c'était remettre en cause un des fondements de l'anarchisme, le fédéralisme : « Le fédéralisme est constitutif de l'anarchisme depuis la période de l'Association internationale des travailleurs, puisque le courant anarchiste s'affirme là à travers sa critique du centralisme et sa célébration de l'autonomie », dit Marianne Enckell¹, qui a parfaitement raison de préciser que c'est le fédéralisme « qui est l'antonyme de centralisation, et non la décentralisation² ».

1 Marianne Enckell « Fédéralisme et autonomie chez les anarchistes », *Réfractations*, n°8, 2002, p. 8.

2 Cf. Amédée Dunois : « L'anarchisme n'est pas individualiste ; il est fédéraliste, "associationniste" au premier chef. On pourrait le définir : le fédéralisme intégral. » *Anarchisme et syndicalisme. Le congrès anarchiste international d'Amsterdam (1907)*. Introduction d'Ariane Miéville et Maurizio Antonioli, Nautilus

Les militants « anti-autoritaires », constatant ce qu'ils estimaient être les dégâts du *principe même d'organisation* après la fin de l'AIT, ont vidé le fédéralisme de son contenu et préconisé la décentralisation maximale. Ils se sont repliés d'abord sur le petit groupe d'affinités supposé être le garant de l'absence de bureaucratisme (d'« autorité »), puis sur l'individu, après quoi on n'a plus rien à décentraliser. L'organisation, limitée au groupe affinitaire, n'a pas pour fonction d'analyser une situation et de définir une ligne d'action en commun, elle a pour fonction d'y permettre l'épanouissement personnel.

« Le groupe est pour eux une simple école éducative; il n'y a ni bureau ni caisse, chacun est indépendant. Les adhérents s'occupent d'être eux-mêmes, puis se développent, s'instruisent; l'on discute afin de savoir ce qui est bien et ce qui est mal et chacun agit suivant les facultés que lui permet son tempérament. L'on ne dit à personne faites ceci ou faites cela... » [...] « École éducative, le groupe est aussi un lieu de camaraderie, de rendez-vous pour libres discussions avec des amis connus ou des compagnons de passage auxquels nul ne s'aviserait de faire décliner leur identité et où personne ne se préoccupe de verser ou d'encaisser des cotisations¹ »

Lorsque dans *la Science moderne et l'anarchie* Kropotkine écrit que « nous cherchons le progrès dans la plus grande émancipation de l'Individu de l'autorité de l'État; dans le plus grand développement de l'initiative individuelle et dans la limitation des fonctions gouvernementales », le lecteur finit par comprendre que l'organisation n'est pas le lieu où s'élaborent collectivement une stratégie de lutte contre le capital mais un lieu où des individus viennent exposer

– Éditions du Monde libertaire, 1997, p. 157. Notons qu'Amédée Dunois lui aussi, comme César de Paepe, finira par quitter le mouvement anarchiste.

1. *Les Anars des origines à hier soir*, Éditions du Monde libertaire-Éditions Alternatives libertaires. 4. « Des attentats au syndicalisme révolutionnaire ».

leurs problèmes pour y épanouir leur individualité et développer leurs initiatives individuelles. L'« Autorité » et, par extension l'État, qui est le concentrat de l'Autorité, finissent par devenir le principal adversaire de l'anarchiste, plutôt que le capitalisme¹, et l'anarchisme peut dès lors se dissoudre dans l'individualisme.

On en vint à constituer des groupes autonomes affinitaires dans lesquels l'initiative révolutionnaire individuelle et l'action exemplaire devaient permettre de passer sans transition à une société communiste. Un théoricien anarchiste qui expose ce genre de vues n'a strictement aucune idée de ce que peut être le syndicalisme, ou d'une manière plus générale l'organisation de groupes de travailleurs qui se défendent contre les capitalistes.

Pendant un temps, l'activité de ces anarchistes, notamment en Espagne et en Italie, fut de susciter des insurrections locales, lors desquelles quelques dizaines de personnes prenaient la mairie d'assaut, brûlaient les documents administratifs, proclamaient le communisme, la plupart du temps dans l'indifférence générale, avant de se faire chasser piteusement par la police. Il s'agissait de donner l'exemple aux populations.

On arrive ainsi à une définition de l'organisation par Malatesta qui est la plus longue définition qu'on puisse trouver d'une boîte à lettres. Le lecteur trouvera en note une citation de Malatesta, très longue, mais qui nous semble extrêmement révélatrice².

-
1. Dans le même ouvrage, Kropotkine définit ainsi l'anarchisme : « Dans la lutte entre l'Individu et l'État, l'Anarchisme, comme ses prédécesseurs du xviii^e siècle, est du côté de l'Individu contre l'État, de la Société contre l'Autorité qui l'opprime. »
 2. « [...] les Congrès, dans une organisation anarchiste, tout en souffrant, en tant que corps représentatifs, de toutes les imperfections que j'ai signalées, sont exempts de tout autoritarisme parce qu'ils ne font pas la loi; n'imposent pas aux autres leurs propres délibérations. Ils servent à maintenir et à étendre les rapports personnels entre les camarades les plus actifs, à résumer et provoquer l'étude de programmes sur les voies et moyens d'action, à faire connaître à tous la situation des diverses régions et l'action la plus urgente en chacune d'elles, à formuler les diverses opinions ayant cours parmi les anarchistes et à en faire une sorte de statistique, et leurs décisions ne sont pas des règles

L'organisation en elle-même, facteur d'autorité, devient le mal, l'autonomie la vertu. Le groupe autonome un tant soit peu organisé devient lui-même producteur d'« autorité » ; aussi en vient-on à proclamer l'autonomie de l'individu dans le groupe. C'est sans doute cette réaction, qu'on pourrait qualifier de centrifuge, qui sera le déclencheur d'un courant qui se qualifiera d'anarchiste individualiste. Stirner, totalement inconnu et qui ne sera « découvert » que dix ans plus tard, n'y est pour rien¹.

obligatoires, mais des suggestions, des conseils, des propositions à soumettre à tous les intéressés, elles ne deviennent obligatoires et exécutives que pour ceux qui les acceptent jusqu'au point où ils les acceptent. Les organes administratifs qu'ils nomment – Commission de correspondance, etc. – n'ont aucun pouvoir de direction, ne prennent d'initiatives que pour le compte de ceux qui sollicitent et approuvent ces initiatives, n'ont aucune autorité pour imposer leurs propres vues qu'ils peuvent assurément soutenir et propager en tant que groupes de camarades, mais qu'ils ne peuvent pas présenter comme opinion officielle de l'organisation. Ils publient les résolutions des congrès, les opinions et propositions que groupes et individus leur communiquent ; ils sont utiles à qui veut s'en servir pour plus de plus faciles relations entre les groupes et pour la coopération entre ceux qui sont d'accord sur diverses initiatives, mais libre à chacun de correspondre directement avec qui bon lui semble ou de se servir d'autres comités nommés par des groupements spéciaux. « Dans une organisation anarchiste, chaque membre peut professer toutes les opinions et employer toutes les tactiques qui ne sont pas en contradiction avec les principes acceptés et ne nuisent pas à l'activité des autres. En tout cas, une organisation donnée dure aussi longtemps que les raisons d'union sont plus fortes que les raisons de dissolution ; dans le cas contraire elle se dissout et laisse place à d'autres groupements plus homogènes. Certes, la durée, la permanence d'une organisation est condition de succès dans la longue lutte que nous avons à soutenir et, d'autre part, il est naturel que toute institution aspire, par instinct, à durer indéfiniment. Mais la durée d'une organisation libertaire doit être la conséquence de l'affinité spirituelle de ses membres et des possibilités d'adaptation de sa constitution aux changements des circonstances ; quand elle n'est plus capable d'une mission utile, le mieux est qu'elle meure. » (Malatesta, « Anarchie et organisation », 1927. [en réponse à la Plateforme d'Archinov]).

1. L'œuvre de Stirner, inconnue en France, dont il est incompréhensible selon nous qu'elle soit qualifiée d'« anarchiste », était tombée dans l'oubli en Allemagne. C'est John Henry Mackay (allemand malgré son nom) qui tira l'œuvre de Stirner de son oubli et l'associa à l'individualisme anarchiste, après la publication de *Max Stirner - sein Leben und sein Werk* (1898).

Les opposants au principe de l'organisation pousseront leurs convictions très loin : Gaston Leval rappelle que « Malatesta fut blessé d'un coup de revolver et aurait été tué sans l'intervention d'autres camarades par un anarchiste qui considérait une trahison que s'organiser en un mouvement fédératif¹ ».

1 Gaston Leval, La crise permanente de l'anarchisme. (<http://monde-nouveau.net/spip.php?article259>)

VII

Rupture avec le bakouninisme et « propagande par le fait »

De l'écrasement de la Commune au congrès de La Haye: le traumatisme

L'écrasement de la Commune, d'une part, le sabordage de l'Internationale par Marx de l'autre, vont provoquer chez les militants français un véritable traumatisme qui sera répercuté dans leurs conceptions politiques et qui modifiera sensiblement la physionomie du mouvement dit « anti-autoritaire ».

Le terme utilisé pour désigner les militants bakouniniens de l'Internationale était « collectiviste » ou « socialiste révolutionnaire ». Ce sont les mots que le révolutionnaire russe utilisait. « Anarchie » et ses dérivés étaient, dans la grande majorité des cas, utilisés dans leur acception courante de « chaos », de « désordre ». Vers la fin de sa vie, ils apparaissent plus souvent mais il y a chez Bakounine, comme chez James Guillaume, une évidente réticence à les utiliser. Bakounine les accompagne le plus souvent de commentaires destinés à préciser le sens d'un mot qu'à l'évidence il n'endosse pas : le 7 mai 1872, c'est-à-dire entre la conférence de Londres qui décida d'exclure Bakounine et James Guillaume et le congrès de La Haye qui les exclut effectivement, Bakounine écrivit ainsi à Anselmo Lorenzo : « Vous n'ignorez pas, Citoyen, qu'ils me présentent à

toute occasion comme le chef de l'École qu'ils appellent anarchiste, dans l'Internationale. C'est un honneur et une insulte que je n'ai jamais mérités¹. » Bakounine se résigna finalement à cette désignation parce que ses amis italiens l'utilisaient fréquemment et qu'il ne voulait manifestement pas se couper d'eux.

Les passages où le révolutionnaire russe se réclame de l'« anarchie » sans restriction se situent à une période de pic dans le conflit qui l'oppose à Marx, en 1872 et 1873. Une fois ce conflit est terminé, le mot reprend son sens habituel. L'« anarchisme » n'est pas une invention de Bakounine.

Après La Haye, les manœuvres bureaucratiques de Marx sont révélées au grand jour. Personne, jusqu'alors, ne pouvait croire qu'un personnage disposant d'aussi peu de pouvoir réel, d'aussi peu de soutien réel dans le mouvement de masse, aurait pu, avec l'aide de quelques complices, liquider en si peu de temps une organisation internationale comme l'AIT.

Lorsque César De Paepe, un militant belge, écrivait en 1869 les lignes suivantes, il décrivait un mouvement ouvrier en pleine ascension :

« C'est dans le bassin houiller de Mons (Borinage) que nous faisons en ce moment le plus de progrès; nous continuons notre propagande dans les bassins houillers de Charleroi, de Namur, de La Louvière, de Liège comme parmi les populations travailleuses de Bruges, de Gand, d'Anvers, de Verviers, du Brabant wallon. Dans quelque temps la classe ouvrière sera complètement organisée en Belgique, et en même temps que nous nous organisons, nous nous enseignons mutuellement sur les réformes sociales à introduire. Si tous les pays marchent comme on marche ici, nous n'aurons

1. Cf. René Berthier, « El empleo del término "anarquía" en Bakunin », *Tierra y Libertad* n° 271, Febrero 2011. Version numérique en français, monde-nouveau.net, Rubrique Bakounine, « L'usage du mot "anarchie" chez Bakounine ».

plus peur, lorsque éclatera la grande débâcle de la société bourgeoise, de voir le mouvement escamoté par les avocats de la république formaliste¹. »

Les manœuvres bureaucratiques de Marx et de son entourage ont découragé une génération de militants et d'organiseurs d'une valeur exceptionnelle. Mais, dira-t-on, si Marx disposait d'aussi peu d'atouts, si les « anti-autoritaires » étaient si forts, pourquoi ont-ils perdu ? La question est biaisée. Les militants qui, comme ceux du Borinage, risquaient les charges de la troupe quand ils faisaient grève, et qui parfois se faisaient tuer, ne pouvaient pas concevoir que la direction même de leur Internationale complotait dans leur dos. Ces pratiques n'étaient tout simplement *pas concevables*.

C'est ce qu'expriment les délégués espagnols à propos des manipulations marxistes du congrès de La Haye. Dans une lettre aux rédacteurs de *La Liberté*, datée du 18 septembre 1872, ils écrivent : « [...] nous n'avions jamais pu soupçonner qu'au sein de l'Internationale même des adversaires s'abaissent jusqu'à la malhonnêteté, et parce que, ayant conservé un reste de confiance dans la loyauté des partisans de la dictature dans l'Internationale, nous ne pouvions pas nous attendre à une pareille mystification². »

En France, la répression féroce de la Commune de Paris va affecter grandement les militants. 25 000 tués sur les barricades, plus de 13 000 hommes, femmes et enfants fusillés, déportés. À quoi s'ajoute une ambiance de répression et de terreur quotidiennes qui s'installe³. Pierre Monatte déclara ainsi au congrès anarchiste international d'Amsterdam, en 1907 :

« La défaite de la Commune déchaîna en France une réaction terrible. Le mouvement ouvrier en fut arrêté net, ses militants ayant été assassinés ou contraints de

1. Lettre à H. Jung, membre du Conseil général, 7 janvier 1869.

2. Cité par James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, vol II t. 1, p. 11.

3. Le 14 mars 1872 est votée la « loi Dufaure » qui punit de peines sévères tout individu membre de l'Internationale.

passer à l'étranger. Il se reconstitua pourtant, au bout de quelques années, faible et timide tout d'abord ; il devait s'enhardir plus tard. »

Fernand Pelloutier, dans son *Histoire des bourses du Travail*, va dans le même sens :

« La section française de l'Internationale dissoute, les révolutionnaires fusillés, envoyés au bagne ou condamnés à l'exil ; les clubs dispersés, les réunions interdites ; la terreur confinant au plus profond des logis les rares hommes échappés au massacre : telle était la situation du prolétariat au lendemain de la Commune. »

On comprend qu'un désespoir profond se soit emparé de nombre de militants, désespoir qui en a conduit certains à des actes de violence brutale et individuelle, au terrorisme, justifiés par l'idée qu'« il n'y a pas d'innocent ». Le prolétariat français a payé très cher la peur qu'il a infligée à la bourgeoisie pendant la Commune. Cependant, la répression ne saurait à elle seule suffire à expliquer l'effondrement du mouvement ouvrier français. En effet, le mouvement ouvrier espagnol, au même moment, vivait dans un contexte au moins aussi répressif qu'en France, et si l'Espagne a bien connu elle aussi une tragique période d'attentats, le mouvement ouvrier espagnol n'a jamais cessé de se développer en tant qu'organisation de masse.

Le mouvement libertaire français, atteint d'une sorte de complexe d'infériorité par rapport au marxisme, et peut-être victime d'une sorte de « syndrome du martyr », a toujours réagi par rapport à l'histoire de l'AIT comme si les anti-autoritaires avaient été des victimes. *C'est exactement le contraire*. Marx est tombé dans un piège qu'il avait lui-même érigé, il s'est pris le pied dans le filet qu'il avait lui-même tissé. Voulant exclure *deux hommes* qui le gênaient, il s'est finalement trouvé contraint d'exclure, dans un premier temps, la fédération qui les soutenait, puis *l'ensemble du mouvement ouvrier de son temps* puisque toutes les fédérations ont

désavoué ces exclusions¹. Il se retrouva dès lors tout seul, avec un Conseil général fantôme à New York qui a fini par s'auto-dissoudre.

Le pseudo-congrès de l'AIT scissionniste organisé à Genève en 1873, par un Conseil général vidé de sa substance, fut un échec retentissant, un « fiasco », selon les termes mêmes de Marx, alors que celui organisé dans la même ville presque au même moment regroupe tous ceux que Marx et Engels avaient exclus. Les manœuvres bureaucratiques de Marx et Engels se transformèrent donc en une écrasante défaite des « marxistes » et en une victoire spectaculaire des collectivistes – une victoire dont-ils ne profitèrent pas longtemps, il est vrai.

Il reste que ce fut un terrible traumatisme que de constater que deux hommes, Marx et Engels, parce qu'ils contrôlaient l'appareil de l'AIT, avaient pu réussir à en exclure la totalité du mouvement ouvrier organisé de leur temps...

Le départ de la fédération belge sera été le prélude à la désagrégation. L'Internationale anti-autoritaire, qui avait survécu quelques années au sabotage de l'AIT par Marx et Engels, disparaît en 1878 : il est simplement décidé de ne plus convoquer de congrès. L'Association internationale des travailleurs dite anti-autoritaire, déjà très largement affaiblie, ne survécut que de deux ans au Conseil général « marxiste » de New York, lui aussi en totale déliquescence. Un peu comme si chacun des deux courants du mouvement ouvrier avait besoin de l'autre pour vivre².

-
1. Les Allemands ne constituaient pas une fédération.
 2. Il ne faut pas croire que les manifestations de cette sorte de « géméité » disparurent lorsque le mouvement anarchiste fut supplanté de manière écrasante par le mouvement communiste – du moins en France. Les dirigeants du parti communiste, et ceux de la CGT, furent en permanence contraints de dénoncer les tendances insidieuses de l'anarcho-syndicalisme à réapparaître. Mais c'est une autre histoire.

Le mouvement ouvrier français après la Commune

Le 22 mai 1871, au lendemain de l'écrasement de la Commune, Auguste Thiers télégraphie aux préfets de la nouvelle République française : « Le sol est jonché de leurs cadavres ; ce spectacle affreux servira de leçon. » La répression de la Commune a été terrible : elle aurait fait, selon Édouard Dolléans, plus de cent mille victimes, un chiffre très supérieur à celui qui est généralement admis, mais qui nous paraît tout à fait plausible. On comprend dès lors que toute trace d'organisations ouvrières ait disparu¹. Pour éviter qu'elles ne se reconstituent, l'Assemblée nationale avait voté le 14 mars 1872 une loi qui punissait l'affiliation à l'Internationale d'amendes, de prison, de privations de droits civils. Il s'agissait aussi d'assurer la protection des populations ouvrières contre les grèves qui sont, comme chacun le sait, « le résultat d'une mauvaise pensée, le résultat d'un complot contre l'ordre social² ». Il faut empêcher par la peur la reconstitution du mouvement ouvrier en France. La République se montre à cet égard beaucoup moins tolérante que le Second Empire. Chaque tentative de reconstitution d'une quelconque structure ouvrière, même la plus anodine, était suivie d'arrestations et de citations devant un conseil de guerre.

Un Cercle de l'Union syndicale ouvrière, créé le 28 août 1872 par vingt-trois associations ouvrières pour promouvoir l'enseignement professionnel, le progrès moral et matériel des travailleurs, est dissout par le préfet de police. Il n'est évidemment pas question d'autoriser la création de chambres syndicales. À Lyon, une Union des ouvriers sur métaux est condamnée en 1874. Une commission d'enquête sur les conditions de travail en France, nommée par l'Assemblée nationale en mai 1872, et qui travaillera pendant trois ans et demi, ne consultera pas un salarié.

-
1. Sur la répression de la Commune, voir : Alexandre Samis, *Negras Tormentas, o federalismo e o internacionalismo na Comuna de Paris*, éd. Hedra, p. 311-338.
 2. Discours de Depeyre à l'Assemblée Nationale, 6-7 mars 1872, cité par É. Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*.

Beaucoup de militants ont disparu, fusillés, exilés ou au bagne ; ceux qui restent sont traqués par une police omniprésente, à l'affût de tout comportement suspect. En résumé, la peur règne. Mais, comme l'écrit Édouard Dolléans, « le feu couve sous la cendre des organisations ouvrières détruites ».

Un très timide congrès ouvrier est convoqué à Paris du 2 au 10 octobre 1876, qui n'entend rester que sur le terrain purement ouvrier, économique et corporatif, mais dont les revendications vont très loin pour l'époque : il revendique pour les *ouvrières* la journée de huit heures, la suppression du travail de nuit dans les manufactures et l'égalité du salaire. Il réclame également l'organisation de retraites pour les vieux, avec l'aide des seules chambres syndicales, sans l'intervention de l'État, ainsi que l'éducation professionnelle et gratuite à tous les degrés. Enfin, le congrès reprend la revendication formulée dans le « Manifeste des Soixante » sous le Second Empire : le principe de la candidature ouvrière. Le *Bulletin de la Fédération jurassienne* reconnaîtra que ce congrès fut un événement positif « parce qu'en lui-même et indépendamment de tout le reste, le seul fait d'avoir réuni des ouvriers en congrès à Paris est une bonne chose ». Un autre congrès se tiendra à Lyon en 1878, inspiré lui aussi par le mutualisme, le coopérativisme. Une tentative de conférence internationale, à l'occasion de l'Exposition universelle de septembre 1878, sera interdite. Une minorité de délégués, malgré tout, se réunira le 15 septembre pour protester contre l'interdiction : il y aura trente-huit arrestations, ce qui fournira à Jules Guesde l'occasion de prendre leur défense et de rédiger une brochure qui aura une très forte diffusion¹.

1. Bien que n'ayant pas participé à la Commune, Guesde s'exile à l'étranger après la répression de la Semaine sanglante menée par les Versaillais du 21 au 28 mai 1871. Installé à Genève, il se lie à James Guillaume, qui le convertit à l'anarchisme. Guesde adhère à la Fédération jurassienne, milite pour l'autonomie des sections dans les colonnes de son journal, *Le Réveil international*. Ce n'est qu'à son retour en France en 1876, qu'il se rapprochera des cercles marxistes parisiens.

Un congrès ouvrier socialiste, le troisième, est convoqué à Marseille le 23 octobre 1879. Il rassemble des représentants d'organisations ouvrières et de groupes socialistes nouvellement créés : les délégués d'associations ouvrières de 45 villes sont présents, dont des anarchistes, parmi lesquels Jean Grave, représentant la Chambre syndicale des ouvriers cordonniers de Marseille.

« Les collectivistes y triomphèrent des mutuellistes qui furent écrasés », peut-on lire dans *l'Encyclopédie anarchiste*¹ de Sébastien Faure :

« Par 72 voix contre 27 le Congrès adopte pour but : la collectivité du sol, sous-sol, instruments de travail ; matières premières données à tous et rendues inaliénables par la Société à qui elles doivent retourner. Ce qui n'empêche nullement le Congrès d'invoquer la légalité et de déclarer que ce programme n'est réalisable que par la prise du pouvoir politique et de transporter dans l'arène politique l'antagonisme des classes. »

Mais alors que les deux congrès précédents étaient spécifiquement ouvriers, celui de Marseille accueille également des délégués de groupes socialistes, c'est-à-dire des groupes d'opinion. Jules Guesde, qui est la personnalité dominante de ce congrès, tente d'unir le mouvement ouvrier et le mouvement socialiste. Le congrès de Marseille décide la création de la Fédération du Parti des Travailleurs socialistes de France.

« C'est du Congrès de Marseille, en 1879, que date l'immixtion de la politique dans les syndicats. Ceux-ci s'en trouvèrent gênés jusqu'à la constitution de la CGT. en 1895. L'unité ouvrière en fut retardée d'un quart de siècle. Et ce fut une suite de luttes terribles qui s'aggravèrent encore du fait des scissions qui se produisirent et se multiplièrent dans le Parti socialiste en se répercutant dans les Syndicats, comme aujourd'hui. », dit *l'Encyclopédie anarchiste*.

1. *Encyclopédie anarchiste*, Article « CGT » (rédigé par Pierre Besnard).

En mai 1880, Jules Guesde se rendit à Londres pour soumettre à Karl Marx un projet de programme électoral qui devait être ratifié en juillet par la fédération du Centre, qui se réunissait à Paris. Marx et Engels amendent le programme et le cautionnent. Engels se montrera même surpris de la teneur du texte. Cette bénédiction donnée à Jules Guesde par les fondateurs du socialisme dit « scientifique » instaurera le socialiste français comme gardien intransigeant du dogme.

Un quatrième congrès ouvrier socialiste se tint au Havre du 14 au 22 novembre 1880, lors duquel devait être adopté le programme qui eut l'approbation de Marx. Mais à peine constitué, le Parti ouvrier français dut faire face à une série de quatre scissions entre 1881 et 1882.

Les groupes et chambres syndicales, de tendance mutuelliste et coopérativiste, scissionnèrent. Ensuite les anarchistes quittèrent le congrès et siégèrent dans une salle différente. Une troisième scission survint avec la création de l'Alliance socialiste républicaine. Enfin, Paul Brousse s'en alla pour fonder le parti possibiliste lors d'un congrès qui se tient à Saint-Etienne en septembre 1882¹. Une cinquième scission survint en octobre 1890 au sein de la Fédération des travailleurs socialistes entre partisans de Brousse et partisans d'Allemane. Ainsi, le mouvement socialiste se trouva divisé entre le Parti ouvrier (guesdiste), la Fédération des travailleurs socialistes de France et le parti ouvrier socialiste révolutionnaire (allemaniste).

Dès lors, guesdistes et possibilistes se livrèrent une guerre acharnée.

Une cinquième scission se produisit au sein même du parti possibiliste (Fédération des Travailleurs socialistes de France) entre les partisans de Brousse et les partisans de Jean Allemane.

La coupure définitive entre anarchistes et socialistes eut lieu à Paris le 22 mai 1881 au congrès régional du Centre. À la suite de

1. « Brousse, Joffrin, Rouanet, Ferroul et Boyer se séparèrent des guesdistes pour former la tendance "possibiliste". » (*L'Encyclopédie anarchiste.*)

divergences sur le contrôle des mandats, les anarchistes décidèrent de tenir leur propre congrès séparément, du 25 au 29 mai. On peut dire qu'à cette date se situe la séparation définitive entre socialistes et anarchistes.

Les années qui suivirent l'écrasement de la Commune ne furent pas, on le voit, un désert total du point de vue de l'activité ouvrière. Rappelons que le vote de la loi d'amnistie du 11 juillet 1880 ramena en France de nombreux militants. De même, du côté des institutions de l'État, les préoccupations concernant le sort de la classe ouvrière ne sont pas absentes, même si elles ne suscitent pas une adhésion enthousiaste, ni de la part des patrons, ni de la part des ouvriers. Le 4 juillet 1876, un député radical fait une proposition de loi à la Chambre tendant à la reconnaissance légale des syndicats professionnels, et encourageant les conventions collectives. Cette proposition est condamnée par le Congrès ouvrier de Paris, en octobre 1876 car elle exigeait que les noms et adresses de tous les membres du syndicat soient déclarés.

Les délégués de 62 chambres syndicales ouvrières de Paris nomment le 30 mars 1878 une commission chargée d'élaborer un projet de législation sur les associations professionnelles. Le 1^{er} juillet, la Commission conclut que la seule déclaration exigible soit celle des statuts et du nombre des membres, et qu'à Paris la déclaration soit faite, non à la Préfecture de Police, mais à la Préfecture de la Seine.

Le gouvernement Jules Ferry réplique en déposant un projet de loi, le 21 novembre 1880, qui conserve la déclaration obligatoire des noms et adresses des membres du syndicat, qui retire la faculté d'entrer dans le syndicat aux ouvriers étrangers et aux ouvriers français privés de leurs droits civils. Un député, Alain Targé, affirme en mars 1881 qu'il y a en France cinq cents chambres syndicales (dont cent cinquante à Paris), comptant soixante mille adhérents. Une série de lois seront votées, notamment la loi du 21 mars 1884 relative à la création des syndicats, abrogeant la loi Le Chapelier et

les articles 415 et 416 du code pénal¹. Les syndicats professionnels peuvent désormais se constituer librement, sans l'autorisation du gouvernement, dans des conditions qui sont encore à peu près les mêmes aujourd'hui.

Les débats qui auront lieu dès lors dans les organisations ouvrières porteront pour une grande part sur la critique des lois qui leur accordent des libertés nouvelles, lois dont on dénonce l'« opportunisme », le « piège », qui « ne rendent service qu'au gouvernement », etc.

Il nous a semblé important de faire ce rappel historique de la situation de la classe ouvrière française au lendemain de l'écrasement de la Commune pour montrer que le traumatisme a été réel et considérable, la répression qui a suivi a elle aussi été réelle et considérable, mais que la classe ouvrière n'a jamais baissé les bras, qu'elle a sans doute fait pendant un temps le dos rond, mais que le combat pour s'organiser et lutter n'avait jamais totalement cessé. Ceux des militants anarchistes qui ont fait le choix de la « propagande par le fait » dans son acception terroriste n'étaient donc pas confrontés à cette *seule* option pour réagir contre une situation qu'ils jugeaient intolérable. L'alibi de la répression consécutive à l'écrasement de la Commune ne saurait être la seule, ni même la principale explication du choix du terrorisme.

1. « Article 415. – Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus. Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans.

« Article 416. – Seront aussi punis de la peine portée par l'article précédent et d'après les mêmes distinctions, les ouvriers qui auront prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toutes proscriptions sous le nom de damnations et sous quelque qualification que ce puisse être, soit contre les directeurs d'ateliers et entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres. Dans le cas du présent article et dans celui du précédent, les chefs ou moteurs du délit pourront, après l'expiration de leur peine, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. »

Bakounine quitte l'Internationale

Pour expliquer la réorientation suivie par le mouvement anarchiste, il est difficile de faire la part entre la répression subie par le mouvement ouvrier à la suite de la Commune, la disparition de la génération de l'époque héroïque de l'AIT, l'émergence d'une nouvelle génération plus pressée et moins cultivée, et des conditions nouvelles créées par la concentration de l'industrie, l'apparition massive du machinisme. Il faut également tenir compte que de nombreux militants pensaient réellement que la révolution était proche et que pour réveiller les masses apathiques, il fallait leur donner un coup de pouce.

Le 3 décembre 1876, le *Bulletin de la Fédération jurassienne* publie une lettre de Carlo Cafiero à Malatesta dans laquelle il déclare : « La Fédération italienne croit que *le fait insurrectionnel*, destiné à affirmer par des actes les principes socialistes, est le moyen de propagande le plus efficace. » Les Italiens s'appuyaient sur certains textes que Bakounine avait écrits à la fin de sa vie, en les réinterprétant quelque peu.

En effet, Bakounine avait écrit en octobre 1873 aux « compagnons de la Fédération jurassienne » une lettre extrêmement émouvante pour leur annoncer sa démission de l'AIT. « Depuis quatre ans et demi à peu près que nous nous connaissons, malgré tous les artifices de nos ennemis communs et les calomnies infâmes qu'ils ont déversées contre moi, vous m'avez gardé votre estime, votre amitié et votre confiance. Vous ne vous êtes pas même laissé intimider par cette dénomination de "Bakouninistes" qu'ils vous avaient jetée à la face. » Bakounine se réjouit dans sa lettre que ses amis aient remporté la victoire « contre l'intrigue ambitieuse des Marxistes, et au profit de la liberté du prolétariat et de tout l'avenir de l'Internationale ». Cette lettre fut écrite un an après la constitution de l'Internationale « anti-autoritaire ». Le révolutionnaire russe était fatigué, malade. Il pensait que l'Internationale n'a plus besoin de lui.

« Pour en agir ainsi j'ai beaucoup de raisons. Ne croyez pas que ce soit principalement à cause des dégoûts personnels dont j'ai été abreuvé pendant ces dernières années. Je ne dis pas que j'y sois absolument insensible ; pourtant je me sentirais encore assez de force pour y résister, si je pensais que ma participation ultérieure à votre travail, à vos luttes, pouvait être de quelque utilité au triomphe de la cause du prolétariat. Mais je ne le pense pas¹. »

Par sa naissance, dit-il, il n'est qu'un bourgeois, et comme tel il ne saurait faire autre chose que de la propagande théorique.

« Eh bien, j'ai cette conviction que le temps des grands discours théoriques, imprimés ou parlés, est passé. Dans les neuf dernières années, on a développé au sein de l'Internationale plus d'idées qu'il n'en faudrait pour sauver le monde, si les idées seules pouvaient le sauver, et je défie qui que ce soit d'en inventer une nouvelle. Le temps n'est plus aux idées, il est aux faits et aux actes. Ce qui importe avant tout aujourd'hui, c'est l'organisation des forces du prolétariat. Mais cette organisation doit être l'œuvre du prolétariat lui-même². » (*Je souligne.*)

Le propos est extrêmement clair : le temps est aux *actes*, c'est-à-dire à « *l'organisation des forces du prolétariat* », qui doit être « *l'œuvre du prolétariat lui-même* ». Bakounine conclut sa lettre d'octobre 1873 par une recommandation que les militants qui se lanceront dans les actions insurrectionnelles ou terroristes ignoreront :

« 1^o Tenez ferme à votre principe de la grande et large liberté populaire, sans laquelle l'égalité et la solidarité elles-mêmes ne seraient que des mensonges.

1 « Lettre aux compagnons de la fédération jurassienne », 1^{re} quinzaine d'octobre 1873.

2 *Ibid.*

« 2° Organisez toujours davantage la solidarité internationale, pratique, militante, des travailleurs de tous les métiers et de tous les pays, et rappelez-vous qu'infimement faibles comme individus, comme localités ou comme pays isolés, vous trouverez une force immense, irrésistible, dans cette universelle collectivité¹. »

La « victoire de la liberté et de l'Internationale contre l'intrigue autoritaire », selon les termes de Bakounine, sera une victoire à la Pyrrhus. D'autant que, interprétant ces propos à leur manière, des militants italiens, dont Errico Malatesta, se lanceront dans des tentatives insurrectionnelles qui se termineront lamentablement et qui précipiteront l'effondrement de l'Internationale anti-autoritaire.

Deux mois plus tard les militants italiens constitueront le « Comité italien pour la révolution sociale » qui organisera plusieurs tentatives de soulèvements populaires organisés par de petits groupes de militants sans contact avec le prolétariat, voire même le « peuple » qu'ils étaient censés réveiller de sa torpeur, et en contradiction totale avec les injonctions de Bakounine.

Insurrection cantonaliste en Espagne, préparation d'insurrection en Italie

Pendant l'été de 1873 une révolution éclate en Espagne. Bakounine veut s'y rendre mais ses amis s'y opposent. On lui fait comprendre qu'il est trop vieux. Il leur reproche de le « condamner au rôle très peu enviable et surtout parfaitement inutile d'un Dalai-Lama qu'on engraisserait à grands frais pour le salut de tout le monde² ». Il finit par reconnaître que son état de santé le rend « peu apte aux expéditions aventureuses », mais, ajoute-t-il, « j'ai toujours maintenu mon devoir et mon droit de me jeter dans tout mouvement révolutionnaire qui prendrait un caractère plus ou moins général, consistant et

1. *Ibid.*

2. Bakounine, « Mémoire justificatif ».

sérieux, et j'ai toujours senti et pensé que la fin la plus désirable pour moi serait de tomber au milieu d'une grande tourmente révolutionnaire ». La révolution espagnole échoue. Bakounine commente :

« La révolution espagnole venait d'échouer misérablement faute d'énergie et de passion révolutionnaire dans les chefs aussi bien que dans les masses, et tout le reste du monde s'était plongé dans une réaction la plus morne¹. »

L'insurrection cantonaliste de juillet 1873 ne fut pas déclenchée par les bakouniniens de la *Allianza* ; elle fut le fait des « républicains intransigeants » qui prirent les armes contre le gouvernement de Pi y Margall en juillet 1873. La base sociale des instigateurs de l'insurrection était la petite bourgeoisie et les masses pauvres du Sud du pays. Les Internationaux tentèrent, sans succès, de profiter du mouvement pour lui donner une impulsion sociale et révolutionnaire.

Engels, qui n'aime décidément pas les Internationaux espagnols – il a quelques raisons pour cela –, leur consacre de longs développements dans le *Volkstaat* du 31 octobre et du 2 novembre. L'échec de l'insurrection est imputé tout simplement aux... bakouniniens.

Les internationaux espagnols sont dans leur écrasante majorité bakouniniens. Le Conseil général tenta de renverser la tendance en envoyant Lafargue dans le pays, avec pour mission de développer un courant favorable au Conseil général, sans succès. Le 24 juillet 1872, Engels écrivit au conseil fédéral espagnol une lettre incroyable, dans laquelle il réclamait « une liste de tous les membres de l'Alliance ». La lettre se termine par : « À moins de recevoir une réponse catégorique et satisfaisante par retour du courrier, le Conseil général se verra dans la nécessité de vous dénoncer publiquement²... » . On se souviendra des déboires de John Hales avec Engels qui bloquait toute information : « Lorsque j'étais secrétaire général de ce

1. Bakounine, « Mémoire justificatif ».

2. Mémoire de la Fédération Jurassienne.

Conseil, je n'ai jamais connu et je n'ai jamais pu obtenir les adresses des fédérations du continent¹ ».

En Italie, les militants préparent pour le 7 août une insurrection qui doit éclater à Bologne et s'étendre à la Romagne, aux Marches et à la Toscane. Le pays est secoué par de graves troubles sociaux et le terrain semble favorable, mais Bakounine reste sceptique : L'Italie présente « quelques symptômes d'un réveil révolutionnaire », mais « il fallait encore beaucoup de travail pour en tirer une puissance populaire », écrit-il². Les défaites du mouvement populaire en France et en Espagne ne l'incitent pas à l'optimisme. Tenant à peine sur ses pieds, souffrant d'un asthme qui lui coupe le souffle, il décide de participer à l'insurrection. Il écrit à James Guillaume qu'il part pour son dernier combat.

L'insurrection échoue. En fait, elle ne commença même pas : Costa, son principal organisateur, fut arrêté, ainsi que de nombreux insurgés. Bakounine pensait-il vraiment qu'elle réussirait ? C'est peu probable : il a toujours été sceptique concernant toutes les insurrections auxquelles il a participé, mais jamais il n'a reculé pour y participer malgré tout. « J'étais décidé de mourir » écrit-il. Les jeunes italiens qui l'entouraient « trouvaient naturel que Bakounine les accompagne en Italie » dit Madeleine Grawitz. « A leurs yeux, il incarnait encore l'esprit de la révolution et tous le considéraient comme le spécialiste de sa technique. La légende de Prague, Dresde, Lyon comptait davantage que la réalité de ces trois échecs. Comment ces jeunes hommes de trente ans prêts à mourir pour la liberté auraient-ils pu comprendre la fatigue de Michel et ses préoccupations familiales ? Pour lui, l'Italie offrait toujours la solution préférée : la mort sur une barricade³. »

Ce n'est pas la moindre des ironies que le révolutionnaire russe ait quitté l'Italie, après l'échec de l'insurrection, déguisé en prêtre.

1 Cf. la lettre de John Hales reproduite dans James Guillaume, *L'Internationale documents et souvenirs*, second volume p. 25.

2. *L'Internationale documents et souvenirs Op. cit.* Cinquième partie, Ch. IV p. 99.

3. Madeleine Grawitz, Michel Bakounine, Plon, 1990, p 551.

« Ainsi déguisé, appuyé sur une canne, un petit panier avec des œufs à la main, Bakounine revient de son dernier exploit révolutionnaire¹ ». Il mourut le 1^{er} juillet 1876, un livre de Schopenhauer à la main. Autre ironie de l'histoire : l'officier d'état civil chargé de rédiger l'acte de décès, ne sachant que mettre sur la ligne « profession » du vieux révolutionnaire, inscrivit : « rentier »... Un comble.

Après avoir démissionné de l'Internationale et recommandé à ses compagnons jurassiens de renforcer l'organisation ouvrière, Bakounine fait donc le contraire et participe à une tentative d'insurrection. Comme lors des trois précédentes – Prague, Dresde, Lyon – il sait qu'elle n'a aucune chance de succès. La participation du vieux révolutionnaire à cette tentative insurrectionnelle confirma sans doute les militants italiens dans leurs projets insurrectionnels ultérieurs. Quelques militants italiens, parmi lesquels Malatesta et Cafiero, se lancèrent entre 1874 et 1877 dans des mouvements armés qui échouèrent, ou se terminèrent dans le ridicule. C'est ainsi que le 5 avril 1877, Malatesta, Costa, Cafiero, et une trentaine d'hommes armés investirent deux villages dans le Bénévent, à l'est de Naples, brûlèrent les archives et distribuèrent l'argent trouvé dans le bureau du receveur des impôts.

« Une petite bande armée, conduite par Cafiero et Malatesta, débarqua à l'improviste dans un des villages, annonçant que le monde va changer, qu'il s'agit d'abolir l'État et la propriété dans la commune pour arriver ensuite à les abolir complètement. Bien accueillis par la population curé en tête, les internationaux s'emparent alors de la mairie, portent sur la place publique les archives et les titres de propriété auxquels ils boutent le feu². »

Il n'y eut aucune victime. La même scène se déroula dans plusieurs villages avec un accueil sans enthousiasme de la population.

1. H.E. Kaminski, Michel Bakounine, *La Vie d'un révolutionnaire*, Aubier, p. 331.

2. Marianne Enckell, la Fédération jurassienne, Canevas éditeur, p. 186.

Nos révolutionnaires errèrent ensuite pendant quelques jours dans la campagne, transis de froid, et furent finalement arrêtés. Pourtant, cinq années plus tôt, Bakounine avait prévenu ses amis italiens contre de telles initiatives : dans une lettre à Celsion Cerretti, il écrivit qu' « il ne faut pas que la révolution se déshonore par un mouvement insensé et que l'idée d'un soulèvement révolutionnaire tombe dans le ridicule¹.

Au terme de leur procès, les membres de l'équipée du Bénévent furent même acquittés ! Bien plus tard, lors d'un procès tenu à Milan en 1921, pour une autre affaire, évidemment, Malatesta fit une déclaration dans laquelle il dit notamment ceci :

« Les procès ont toujours été l'un de nos meilleurs moyens de propagande et le prétoire a été l'une de nos tribunes les plus efficaces et, permettez-moi de le dire, les plus glorieuses. Je n'aurai donc pas l'occasion de vous faire un large exposé du programme anarchiste, peut-être dans l'espoir de convertir l'un d'entre vous à l'anarchisme, encouragé en cela par ce qui m'arriva aux assises de Troni (1875). Onze membres du jury ne m'ont pas seulement acquitté, mais vinrent immédiatement à moi pour inscrire leurs noms comme membres de l'Association internationale des travailleurs². »

L'idée de propagande par le fait commence à se diffuser. James Guillaume affirme que c'est Andrea Costa qui fut l'inventeur du terme. Paul Brousse veut « réveiller la conscience populaire ». Mais le discours est d'autant plus virulent que l'emprise sur la réalité est faible : l'Internationale se désagrège.

Pourtant Bakounine avait pris clairement position contre les menées aventuristes. Il avait participé à plusieurs mouvements insurrectionnels : à Prague en 1848, à Dresde en 1849, à Lyon en

1. Lettre à Ceretti, 17 mars 1872.

2. Cité par Max Nettlau, *The Biography of an Anarchist*, Published by the Jewish Anarchist Federation, New York City, 1924.

1870. A chaque fois il avait analysé la situation et prévu leur échec, mais il y avait participé quand même. Il était extrêmement critique envers ceux qui menaient le peuple dans des actions aventuristes et qui « s’imaginent qu’il leur suffit de se former en petits centres de conspiration » entraînant « tout au plus avec eux quelques centaines d’ouvriers, et de se lever à l’improviste d’une insurrection simultanée, pour que les masses suivent¹. »

En fait, ces propos concernent les partisans de Mazzini, mais peuvent tout aussi bien s’appliquer à d’autres. Dans une lettre à Celsio Ceretti, il s’en prend aux mazziniens dont les entreprises « ont eu pour résultat invariable des fiascos sanglants et même quelquefois ridicules », qui répètent sans cesse une « succession terrible d’avortements douloureux ». Mazzini n’a jamais compris que « les masses ne se mettent en mouvement que lorsqu’elles y sont poussées par des puissances, – à la fois intérêts et principes –, qui émanent de leur propre vie, et que des abstractions nées en dehors de cette vie ne pourront jamais exercer sur elles cette action. Trompé par cette constante illusion de sa vie, il a cru jusqu’au dernier moment qu’on pouvait faire une révolution par un coup de surprise, et qu’une prise d’armes spontanée et simultanée par quelques centaines de jeunes gens, répandus par petits groupes dans tout le pays, suffirait pour soulever la nation. »

L’action anarchiste : parole, écrit, poignard, fusil et dynamite

L’action anarchiste est ainsi définie, en 1880 : « La révolte permanente par la parole, par l’écrit, par le poignard, le fusil, la dynamite [...] tout est bon, pour nous, qui n’est pas la légalité². » Il faut préciser que cette phrase, parue dans la revue que dirigeait Kropotkine, lui a été faussement attribuée – mais on peut à bon droit penser qu’il l’approuvait. Elle se trouve dans un article intitulé « L’action », non signé, dont Carlo Cafiero est l’auteur. Souvent citée, la phrase

1 Lettre à Ceretti, 13-27 mars 1872.

2. *Le Révolté*, 25 décembre 1880, cité par Jean Maitron.

est tronquée, car dans les moyens d'action préconisés, après la dynamite, l'article ajoute : « voire même, des fois, par le bulletin de vote, lorsqu'il s'agit de voter pour Blanqui et Trinquet, inéligibles... » Kropotkine ne prendra ses distances avec les attentats, et encore de façon très modérée et ambiguë, que lorsque le mouvement anarchiste lui-même prendra ses distances.

Le 14 juillet 1881, les anarchistes se réunissent en congrès à Londres pour tenter de réorganiser le mouvement : Kropotkine préside la séance. Ce congrès est parfois présenté comme un congrès de l'AIT, à tort selon nous. Il y a trente et un délégués représentant treize pays, un éventail qu'on ne retrouvera pas avant longtemps, mais qui ne signifie pas pour autant une masse importante d'adhérents. Des représentants de la Serbie, de la Turquie, de l'Égypte côtoient des délégués allemands, suisses, anglais, italiens, belges, français, hollandais, espagnols, russes et états-uniens. Se trouvent également présents des représentants issus de fédérations de l'Internationale anti-autoritaire, ce qui fit dire à tort que ce fut un congrès de l'AIT.

Deux motions sont votées : la première, qui ne sera jamais appliquée, prévoit la création d'un « bureau international de renseignements ». L'autre motion, se référant à l'AIT, rappelle que celle-ci avait « reconnu nécessaire de joindre à la propagande verbale et écrite la propagande par le fait ». La référence à l'AIT était cependant faussée, car par « propagande par le fait » l'Internationale entendait la création de sociétés ouvrières, de mutuelles, de coopératives, de bibliothèques, etc. La motion propose de « propager l'esprit de révolte » et de porter l'action « sur le terrain de l'illégalité qui est la seule voie menant à la révolution » :

« Les sciences techniques et chimiques ayant déjà rendu des services à la cause révolutionnaire et étant appelées à en rendre encore de plus grands à l'avenir, le Congrès recommande aux organisations et individus [...] de donner un grand poids à l'étude et aux applications de ces sciences, comme moyen de défense et d'attaque. »

Il y a quelque chose de puéril dans de telles proclamations, qui font penser à des rodomontades impuissantes face à une situation à laquelle on ne peut rien changer. Pourtant, ces appels, qui favorisaient toutes les manipulations, allaient conduire aux pires dérives – la plus terrible étant l’attentat au théâtre à Barcelone, en novembre 1893, qui fit 80 victimes.

Les militants de la section espagnole de l’AIT interpréteront l’appel à la « propagande par le fait » de manière parfaitement « orthodoxe », c’est-à-dire dans le sens exact où le terme avait été défini par l’AIT. En application de leur congrès de 1873, ils appelleront à soutenir les grèves, à créer des caisses de résistance, à organiser des manifestations, des meetings, des réseaux de coopératives de consommation, à créer des écoles, des bibliothèques, des centres éducatifs, des sociétés mutualistes et des bureaux de placement. Le fait est que la section espagnole avait été la seule à conserver un caractère d’organisation de masse.

Précisons que la répression anti-ouvrière en Espagne n’était pas moins féroce qu’en France. Malheureusement, dans les deux pays, les attaques destructrices contre l’organisation ouvrière ne viendront pas seulement de l’État ou des patrons, mais d’une partie du mouvement anarchiste lui-même. En France, les anarchistes communistes se montreront opposés à toute action revendicative qui ne mène pas directement à la révolution, et se couperont de fait du mouvement ouvrier.

L’engrenage de la violence

Nous avons évoqué le contexte de la répression impitoyable consécutif à la Commune. Ce serait une erreur de ne considérer la période de la « propagande par le fait » que comme un simple égarement. C’est oublier que les ouvriers *livrés à un arbitraire patronal que plus rien ne freine*, et qui souvent n’ont rien à voir avec le mouvement anarchiste, prennent l’initiative de l’action individuelle violente. En 1881 un patron du textile de Roanne se fait révolvérer

par un ouvrier. En janvier 1886 à Decazeville, la misère terrible des mineurs provoque une émeute. Un ingénieur particulièrement détesté, Watrin, sous-directeur de la compagnie minière, concentre la colère de la foule. Il est frappé à la tête, défenestré, puis lynché.

Mais pour quelques cas médiatisés, de nombreux cas restés ignorés.

Dans les années 1880 aux États-Unis, des manifestations pour la journée de huit heures sont brutalement dispersées par la police. Le 3 mai 1886 à Chicago, un meeting protestant contre les briseurs de grève est réprimé et se termine avec des morts et des blessés. Une manifestation de protestation est immédiatement organisée : une bombe éclate, tuant des policiers et des manifestants. Cinq anarchistes accusés à tort de cet attentat sont condamnés à mort. Une vague internationale de solidarité proteste en vain contre cette condamnation. La journée du 1^{er} mai restera le symbole du souvenir et de la lutte pour le mouvement ouvrier international.

En 1892, Ravachol détruit à la bombe les maisons de deux juges qui avaient lourdement condamné des ouvriers pour avoir mené une prétendue émeute le 1^{er} mai de l'année précédente. Caserio poignarde un président de la République française en 1894. Quelques années plus tard, Czolgosz tuera un président des États-Unis.

À l'heure où les grévistes se font tuer par la troupe, où le patronat et les juges se déchaînent, où on prend huit à dix ans de bagne pour avoir distribué un tract anti-militariste ou volé des lapins, que pensent les ouvriers des attentats anarchistes ? Camélinat, un député socialiste, ne condamne pas les pratiques anarchistes et leur reconnaît une légitimité en disant que « les anarchistes ont leur raison d'être, car dans la société actuelle, il y a aussi les démolisseurs, pour faire place à de nouvelles constructions ». La « propagande par le fait » n'est en réalité pas une invention anarchiste, elle n'est que la conceptualisation et la reprise, par les anarchistes, de pratiques qui se répandaient naturellement dans le mouvement ouvrier de l'époque. Quelques intellectuels anarchistes, qui ne faisaient pas

partie de cette génération héroïque d'organiseurs de l'époque de l'AIT, ont pu éprouver une sorte de fascination et de délicieux frissons d'épouvante pour ces méthodes parfois expéditives.

La « propagande par le fait » fut également accompagnée d'une autre pratique, appelée « reprise individuelle », consistant à reprendre aux patrons ce qu'ils avaient volé aux ouvriers. « Reprise individuelle » étant évidemment un euphémisme pour « vol ». Il s'agit en somme de prendre à la société ce qu'elle ne vous a pas apporté. Cette activité éminemment révolutionnaire débuta le 5 octobre 1886 lorsque Clément Duval, membre du groupe « la Panthère des Batignoles », dévalisa l'hôtel particulier des dames Herbelin et Lemaire¹.

Un cordonnier italien vivant à Paris, Pini, membre du groupe « Les Intransigeants », veut exproprier le pape et pour ce faire il commence par dévaliser les communautés religieuses de la région parisienne, amassant une somme considérable : 500 000 francs.

Les partisans de la reprise individuelle ne négligeaient pas cependant les villas, châteaux et églises de France, comme « la bande d'Abbeville » dont 23 membres furent arrêtés en 1904. Le chef de cette bande s'appelait Marius Jacob, typographe de son état. Il s'en prenait aux « parasites sociaux » : militaires, magistrats, ecclésiastiques et épargnait les gens qu'il considérait comme utiles : médecins, écrivains, etc. S'apercevant, au cours d'un cambriolage, qu'il dévalisait la maison de Pierre Loti, il partit sans rien prendre. Lors de son procès, il se comporta en accusateur. Un journaliste nommé Maurice Leblanc se trouvait là : le personnage d'Arsène Lupin est incontestablement inspiré de Marius Jacob. Malheureusement, les conditions d'existence, comme disait Bakounine, créant les mentalités, pour un Marius Jacob il y avait cent authentiques petites frappes qui se croyaient « anarchistes »².

1. En 1882, ce groupe du XVII^e arrondissement de Paris avait organisé une réunion consacrée à la « confection des bombes à main ».

2. Cf. Jacky Toublet, « La mystique de la violence, une dérive toujours possible », *Réfractations* n° 5.

Sur ces pratiques, Kropotkine dira : « Sur le terrain de l'illégalisme, faire la part des actes délictueux, commis sous le couvert de l'action politique, et des actions relevant du simple banditisme, n'est pas toujours facile¹. »

Un vieux militant² qui avait connu des anarchistes de cette période raconta à l'auteur de ces lignes qu'il était évidemment plus facile de cambrioler les chambres de bonne que les appartements, mieux gardés, de leurs maîtres. Faire la part des actes de « reprise individuelle » commis sous le prétexte de l'action politique, et des actions relevant du simple banditisme, n'est certes pas toujours facile.

Il nous semble utile avant de poursuivre, de nous inscrire en faux contre l'explication de Max Nettlau concernant les dérives de l'anarchisme de cette période. Selon lui, la période terroriste de l'anarchisme se caractériserait par « l'afflux parmi les anarchistes de nombreux socialistes révolutionnaires, de vieux blanquistes français et de sociaux-démocrates allemands – qui furent attirés par l'anarchisme surtout en tant que révolte intégrale –, lesquels, à cause de leur rigorisme, phénomène typiquement autoritaire, rendirent tortueuse, immobile, stationnaire et dogmatique la pensée libertaire³ ».

Cette explication, qui prétend en somme disculper les « vrais » anarchistes et accable les nouveaux venus issus de courants « autoritaires », est totalement insatisfaisante. Pour commencer, Paul Brousse et André Costa, qui furent en quelque sorte les initiateurs de la « propagande par le fait » qui progressivement dériva vers le terrorisme, ne venaient pas d'un courant « autoritaire », au contraire ils finirent par le rejoindre.

1. Il est vrai que, repentant, Kropotkine émettra plus tard cette Lapalissade : « Un édifice social de plusieurs centaines d'années ne se détruit pas avec quelques kilos de dynamite. »

2. Gaston Leval.

3. Max Nettlau, *Histoire de l'anarchie*, Éditions de la Tête de feuilles, p. 149.

Sur le terrorisme

Le premier attentat commence le 20 octobre 1881 : un jeune tisseur, Émile Florian, ne réussit pas à tuer Léon Gambetta et décharge son revolver sur le premier *bourgeois* venu, un médecin. Il sera condamné à vingt ans de travaux forcés. Le 16 novembre 1883, un adolescent, Paul-Marie Curien, ne réussit pas à abattre Jules Ferry, président du Conseil et se contente de menacer l'huissier de service : il fut condamné à trois ans de prison. Curien lisait les journaux anarchistes.

Ceux qui s'étaient adonnés à la « propagande par le fait » nouvelle manière étaient animés de motivations diverses : au premier degré, c'était la vengeance contre les pratiques patronales et l'arbitraire d'État le plus absolu, une façon de dire : « Vous ne pouvez plus faire n'importe quoi sans risquer des conséquences. » C'était manifestement le cas d'Émile Henry. En 1894, lorsqu'on lui demanda pourquoi il avait lancé une bombe dans un café avec « des consommateurs paisibles, qui écoutent de la musique et qui, peut-être, ne sont ni magistrats, ni députés, ni fonctionnaires ? », il répondit : « Pourquoi ? C'est bien simple – la bourgeoisie n'a fait qu'un bloc des anarchistes : un seul homme, Vaillant, avait lancé une bombe ; les neuf dixièmes des compagnons ne le connaissaient même pas. Cela n'y fit rien. On persécuta en masse. Tout ce qui avait quelque relation anarchiste fut traqué. Eh bien ! puisque vous rendez ainsi tout un parti responsable des actes d'un seul homme, et que vous frappez en bloc, nous aussi, nous frappons en bloc. »

Certains voulaient « saper la société bourgeoise » et s'imaginaient que faire sauter le palais Bourbon, le palais de Justice, la préfecture de police contribueraient à réveiller les masses ouvrières. Mais souvent, la « propagande par le fait » était une façon de s'imaginer détenir une puissance qu'on ne mettait de toute façon pas en œuvre : du terrorisme en chambre. Jean Grave, dans *Quarante ans de propagande anarchiste*, raconte avec quels délices il fabriqua une substance explosive, avec essais ratés, absorption de fumées malodorantes,

maux de tête, etc., après quoi il communiqua les résultats de ses expériences à deux camarades avant de partir en voyage en Suisse. Armons-nous et partez, encore.

Sur le plan théorique, l'un des éléments qui fonde l'amalgame entre terrorisme et anarchisme est le « Catéchisme du révolutionnaire » attribué à Bakounine mais qui est en réalité de Netchaïev, texte qui est confondu avec le « Catéchisme révolutionnaire » de Bakounine, qui est tout autre chose. Le fait que Bakounine ait été, très furtivement, en relations avec Netchaïev contribue largement à entériner la confusion. Si le nihiliste russe a pu un temps faire illusion, Bakounine a très rapidement pris ses distances : dans une lettre datée du 2 juin 1870, il rompt avec Netchaïev :

« Vous bannirez de votre organisation l'emploi systématique des méthodes policières et jésuitiques, vous bornant à n'y recourir que dans la mesure où ce serait effectivement et absolument nécessaire et surtout raisonnable et seulement vis à vis du gouvernement et des partis ennemis ; vous rejetterez l'idée absurde qu'on peut faire la révolution en dehors du peuple et sans sa participation et accepterez comme base fondamentale de votre organisation l'idée de la révolution populaire spontanée, où le peuple sera l'armée et l'organisation, rien de plus que l'état-major. »

L'article « du » fait toute la différence, mais c'est une nuance sémantique qui a rarement été perçue : le catéchisme « du » révolutionnaire définit, comme la formulation l'indique, le comportement de l'individu révolutionnaire. Netchaïev écrivit son « catéchisme » en 1869 afin de codifier ce qu'il pensait devoir être l'action des révolutionnaires :

« Attitude du révolutionnaire envers lui-même :

« 1) Le révolutionnaire est un homme perdu d'avance. Il n'a pas d'intérêt particulier, d'affaires privées, de sentiments, d'attaches personnelles, de propriété, il n'a

même pas de nom. Tout en lui est absorbé par un seul intérêt à l'exclusion de tout autre, une seule pensée : la Révolution.

« 2) Au fond de son être, non seulement en paroles, mais en actes, il a rompu tout lien avec l'ordre public et avec le monde civilisé tout entier, avec toutes les lois, convenances, conventions sociales et règles morales de ce monde. [...]

« 6) Tous les tendres sentiments qui rendent efféminés, tels les liens de parenté, l'amitié, l'amour, la gratitude, l'honneur même, doivent étouffer en lui par la seule et froide passion pour la cause révolutionnaire. »

L'absence de l'article « du » dans le « catéchisme révolutionnaire » de Bakounine révèle qu'il ne s'agit pas de l'énonciation de règles de comportement individuel mais d'idées, d'un programme politique. De fait, le « Catéchisme révolutionnaire » est le point II d'un document intitulé « Principes et organisation de la Société internationale révolutionnaire », rédigé en 1866 lorsque Bakounine était à Naples, donc bien antérieurement au texte de Netchaïev.

Voici, en résumé, les points que Bakounine y développe :

- Elimination absolue de l'influence divine dans les affaires humaines ;
- Affirmation de la raison humaine comme source unique de vérité, de la conscience humaine comme la base de la justice, et de la liberté individuelle et collective comme source et base unique de l'ordre dans l'humanité ;
- La liberté de chacun n'est réalisable que dans l'égalité de tous ;
- Exclusion absolue de tout principe d'autorité et de raison d'État [...] L'ordre dans la société doit être la résultante du plus grand développement possible de toutes les libertés locales, collectives et individuelles ;

- L'organisation politique et économique de la vie sociale, doit être fondée sur le principe d'association et de fédération libres ;
- La liberté est impossible sans l'égalité, mais l'égalité politique et sociale est impossible aussi, sans l'égalité économique ;
- Le travail étant seul producteur de richesse ;
- Chacun sera libre également de s'associer, ou de ne pas s'associer pour le travail – Mais le travailleur isolé, ne pourra prétendre à aucun des bénéfices généraux ou particuliers, garantis à tous les groupes de travailleurs par le fait de l'association ;
- La femme différente de l'homme, mais non à lui inférieure, intelligente, travailleuse, libre comme lui, est déclarée son égale ;
- Le mariage religieux et légal est remplacé par le mariage libre ;
- L'instruction élémentaire gratuite et obligatoire, les institutions de perfectionnement scientifique et professionnel mises à la portée de tout le monde, offriront à tous les habitants, soit des villes, soit des campagnes, et à conditions égales, les moyens de donner le plus grand essor à leur intelligence, et d'entreprendre la carrière de leur choix ;
- Les libertés nationales étant solidaires, les révolutions particulières de tous les pays doivent l'être aussi - Il n'y a plus *des* révolutions, il n'y a désormais pour l'Europe et pour tout le monde civilisé que *la* révolution, comme il n'y a qu'une seule réaction européenne et mondiale » ;
- La vraie révolution n'étant guère comprise par la plupart des hommes, c'est à la conspiration de la développer et de l'accélérer dans tous les pays – D'où la conséquence que tout en laissant à l'autonomie et à l'initiative locales cette liberté d'action sans laquelle aucun changement profond et sérieux n'est possible, il faut néanmoins que l'organisation secrète aboutisse à un centre unique ; et cela non pas tant à cause

des difficultés inhérentes aux sociétés de cette nature, qu'en vue du besoin suprême de rallier à un plan général d'action et de mouvement les efforts partiels des révolutionnaires de tous les pays. »

Le « catéchisme révolutionnaire » de Bakounine se limite à cela. Il s'agit d'une première mouture d'un programme anarchiste assez banal; si le dernier point présente un caractère conspiratif indéniable, il se comprend par le contexte répressif de l'époque et n'est au fond que l'affirmation que la révolution mondiale ne saurait être spontanée. Il n'y a en tout cas absolument rien de « terroriste » là-dedans. Pourtant, certains auteurs, et non des moindres, ont fait la confusion entre le texte de Bakounine et celui de Netchaïev.

Le basculement de certains anarchistes vers le terrorisme est habituellement considéré comme un phénomène très circonstanciel, limité dans le temps, et serait le résultat de l'écrasement de la Commune de Paris et de la terrible répression qui s'abattit sur le mouvement ouvrier. Cette explication n'est évidemment pas à écarter mais elle n'est pas satisfaisante, et elle sert de prétexte pour ne pas examiner l'état réel de déliquescence d'une partie importante du mouvement anarchiste français de l'époque. À cela il faut ajouter les erreurs d'analyses sur les leçons à tirer de l'effondrement de l'AIT, dont les causes furent attribuées presque exclusivement à la centralisation politique de l'Internationale; en réaction, affirma la nécessité presque exclusivement de la décentralisation et de l'autonomie des groupes, qui conduisirent à un émiettement de l'action et au découragement. Enfin, il ne faut pas non plus écarter la baisse du niveau théorique du mouvement.

L'amalgame entre anarchisme et terrorisme est extrêmement ancré dans l'opinion publique, y compris chez ceux dont on pourrait attendre un minimum de nuances¹. Malatesta, lui-même acteur

1. En 1988, lorsque j'écrivais mon ouvrage *Bakounine politique* (éditions du Monde Libertaire), j'ai tenté, dans un accès de naïveté, de proposer un travail sur Bakounine dans le cadre d'un doctorat. Je n'ai pas pu trouver de directeur de thèse qui accepte un travail sur l'aspect positif de la pensée du révolutionnaire

des tentatives insurrectionnalistes en Italie des années auparavant, affirmait certes, en 1892, la nécessité de la violence pour abattre le régime d'exploitation, mais ajoutait qu'il s'agit toujours, « dans chaque acte, de choisir le moindre mal, de tenter de faire le moindre mal pour la plus grande somme de bien possible ». En tout cas il ne s'agit pas, dans sa perspective, de violence individuelle aveugle.

« L'humanité se traîne péniblement sous le poids de l'oppression politique et économique; elle est abrutie, dégénérée et tuée (pas toujours lentement) par la misère, l'esclavage, l'ignorance et leurs effets. Cette situation est maintenue par de puissantes organisations militaires et politiques, qui répondent par la prison, l'échafaud et le massacre à toute tentative de changement. Il n'y a pas de moyens, pacifiques, légaux, pour sortir de cette situation¹. »

Malatesta écrit dans cet article qu'il faut « tenir compte du principe du moyen le plus économique, parce qu'ici la dépense se totalise en vies humaines » :

« Nous connaissons assez les conditions matérielles et morales déchirantes où se trouve le prolétariat, pour nous expliquer les actes de haine, de vengeance, et même de férocité qui pourront avoir lieu. [...] Nous devons accepter, encourager et imiter de tels actes. Nous devons être résolu et énergiques, mais nous devons également nous efforcer de ne jamais dépasser les limites nécessaires.

« La révolution par la haine serait un échec complet ou bien engendrerait une nouvelle oppression, qui pourrait même s'appeler anarchiste² ... »

russe. Le premier que je contactai (à Paris VIII) accepta à condition que je travaille sur Bakounine et le terrorisme. Bien entendu je refusai. Le second (à la Sorbonne) voulait bien que je travaille sur Bakounine et l'individualisme. Là encore je refusai, et décidai de ne plus perdre mon temps.

1. « Un peu de théorie », Errico Malatesta, *Articles politiques*, 10/18 p. 35.
2. *Ibid.*, pp. 37-38.

Il est vrai que Malatesta tient ces propos en 1892, presque vingt ans après ses mésaventures du Bénévent, qu'on ne peut d'ailleurs pas qualifier de terroristes, mais d'insurrectionalistes. Il fait là un résumé saisissant de la condition des masses laborieuses au moment même où se déroule une vague d'attentats anarchistes en France.

La vengeance comme motivation aux attentats est une option envisageable : pour Emile Henry, il n'y a pas d'innocents. Pourtant, la vengeance est absente de la théorie anarchiste. Pour Bakounine, les révolutionnaires doivent s'en prendre aux positions sociales, pas aux hommes. Il s'exprime sur la question en plusieurs occasions ; en 1868 d'abord :

« Convaincus que le mal individuel et social réside beaucoup moins dans les individus que dans l'organisation des choses et dans les positions sociales, nous serons humains, autant par sentiment de justice que par calcul d'utilité, et nous détruirons sans pitié les positions et les choses afin de pouvoir sans aucun danger pour la Révolution épargner les hommes¹. »

Puis de nouveau en 1871 :

« Le socialisme n'est pas cruel, il est mille fois plus humain que le jacobinisme, je veux dire que la révolution politique. Il n'en veut nullement aux personnes, même les plus scélérates, sachant très bien que tous les individus, bons ou mauvais, ne sont que le produit fatal de la position sociale que l'histoire et la société leur ont créée. Les socialistes, il est vrai, ne pourront certainement pas empêcher que dans le premier élan de sa fureur le peuple ne fasse disparaître quelques centaines d'individus parmi les plus odieux, les plus acharnés et les plus dangereux ; mais une fois cet ouragan passé, ils s'opposeront de toute leur énergie à la

1. « Statuts secrets de l'Alliance : Programme et objet de l'organisation révolutionnaire des Frères internationaux », 1868.

boucherie hypocrite, politique et juridique, organisée de sang-froid.

« Le socialisme fera une guerre inexorable aux “positions sociales”, non aux hommes ; et une fois ces positions détruites et brisées, les hommes qui les avaient occupées, désarmés et privés de tous les moyens d’action, seront devenus inoffensifs et beaucoup moins puissants, je vous l’assure, que le plus ignorant ouvrier ; car leur puissance actuelle ne réside pas en eux-mêmes, dans leur valeur intrinsèque, mais dans leur richesse et dans l’appui de l’État¹. »

« La révolution d’ailleurs n’est ni vindicative ni sanguinaire », ajoute Bakounine dans *l’Empire knouto-germanique*². On ne peut être plus éloigné des attentats aveugles. Mais pour les militants de la brève période terroriste de l’anarchisme, Bakounine était déjà du passé. La position de Kropotkine est plus complexe. S’agissant du contexte russe, il écrit dans *Autour d’une vie* :

« Le terrorisme est né de certaines conditions spéciales de la lutte politique, à un moment donné de l’histoire. Il a vécu et a pris fin. Il peut renaître et disparaître encore. Mais le nihilisme a mis son empreinte sur la vie toute entière des classes cultivées de la Russie et cette empreinte persistera pendant de nombreuses années³. »

Lors du congrès anarcho-communiste de Londres de 1906, Kropotkine participa à l’élaboration d’une motion sur le terrorisme. A cette époque-là, les anarchistes français ont abandonné la « propagande par le fait » dans son acception terroriste et ont commencé

-
1. « Lettre à mes amis d’Italie. À mes amis d’Italie à l’occasion du Congrès des travailleurs tenu à Rome le 1^{er} novembre 1871 par le parti mazzinien. » 19-28 octobre 1871.
 2. Champ libre, *Ceuvres*, VIII, p. 345.
 3. Stock, 22^e édition, 1921, p. 204. – le livre fut écrit en 1896/98.

depuis plusieurs années leur travail militant dans le mouvement ouvrier. Il s'agissait donc de prendre ses distances sans pour autant condamner :

« Dans notre littérature, il a souvent été indiqué que les actes individuels ou collectifs de protestation – qualifiés de terroristes – sont inévitables contre l'organisation sociale actuelle. Dans les périodes non révolutionnaires ils indiquent souvent une prise de conscience sociale et ils élèvent le désir d'indépendance des masses. Ils donnent un exemple d'héroïsme individuel pour servir la cause sociale et réveillent l'indifférence de la majorité. En même temps, ils sapent la foi dans la puissance des oppresseurs en politique et en économie. Dans des époques déjà révolutionnaires, ils font partie d'une situation générale et ces actes ne sont plus le fait d'individus d'un héroïsme exceptionnel, qui répondent par la résistance armée à l'oppression. Il n'est même plus nécessaire alors qu'ils soient faits principalement par des révolutionnaires, qui approuvent ces actes. Mais tout en reconnaissant cette situation générale, il est indispensable, cependant de ne pas oublier que le sens de tout acte terroriste se mesure à ses résultats et aux impressions qu'il produit.

« Cette remarque peut servir de critère pour tout acte qui aide la révolution, et pour ceux qui se révèlent une perte inutile en force et en vies humaines. La première condition, d'importance vitale, est que les données d'un acte terroriste soient compréhensibles à tous, sans longues explications ni exposés complexes¹. »

La motion précise que certaines personnes sont tellement connues qu'un acte terroriste contre elles est immédiatement compris.

1. Résolution adoptée au congrès anarcho-communiste d'octobre 1906 à Londres.

Mais si l'homme de la rue « commence à se poser de nombreuses questions », l'influence de l'acte terroriste est nulle, voir négative. La motion ajoute ainsi : « Nous considérons l'action par la terreur en politique et sur le terrain économique, qu'elle soit centralisée ou "spontanée", comme complètement artificielle. »

« Mais il y a dans le problème de la terreur un autre aspect, celui de l'organisation. Nous pensons que l'acte terroriste est le fait de la décision d'individus isolés ou de cercles aidant ces camarades : c'est pourquoi la terreur centralisée où certains exécutent les décisions des autres, va à l'encontre de nos principes. De même que nous ne pensons pas possible d'éloigner les camarades des actes révolutionnaires au nom de la discipline d'un parti, de même nous n'estimons pas possible de les inviter à donner leur vie pour des actes qu'ils n'auront pas décidés et pensés¹. »

C'est une manière de dire que le terrorisme est admissible s'il est individuel et anti-autoritaire... La distanciation par rapport au terrorisme apparaît de manière subtile dans le dernier paragraphe : on ne peut interdire, puisqu'on est anarchiste ; on ne peut imposer une discipline de parti puisqu'on n'est pas un parti : aussi on explique, et ce faisant on prend ses distances :

« La distinction principale sur la question de la terreur entre nous et les partis politiques consiste en ce que nous ne pensons pas du tout que la terreur peut servir comme *moyen* pour changer l'ordre actuel. Par contre, nous y voyons une manifestation tout à fait naturelle de la conscience indignée et un acte d'autodéfense qui, précisément pour cette raison, mène à l'agitation et permet l'expression du sentiment d'indignation dans le peuple². »

1. Pierre Kropotkine, *Œuvres*, Maspéro 1976, pp. 253-254.

2. *Ibid.* p. 254-255.

Ainsi, le 8 août 1897, l'Italien Michele Angiolillo assassine Antonio Canovas del Castillo, Premier ministre espagnol pour venger les victimes de la barbarie policière; en 1900, Gaetano Bresci tue le roi d'Italie Vittorio Emanuele; en 1909, Simon Radowitzky abat le chef de la police argentine responsable d'un massacre d'ouvriers lors de la manifestation du 1^{er} mai organisée par la FORA; en 1923, Kurt Wilckens tue le lieutenant-colonel Varela, responsable de l'assassinat de 1 500 ouvriers agricoles grévistes en Patagonie¹. On connaît les conséquences tragiques de deux autres attentats: en 1914 l'anarchiste serbe Gavrilo Princip abat l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche; en 1933 le conseiller hollandais Marinus van der Lubbe met le feu au Reichstag de Berlin. Dans ces deux cas, il serait naïf de croire que si les responsables de ces actes s'étaient abstenus, les événements qui suivirent – déclaration de la guerre en 1914 et accession de Hitler au pouvoir en 1933 – n'auraient pas eu lieu.

L'un des très rares attentats terroristes qui eut un réel effet sur le déroulement ultérieur de l'histoire fut l'assassinat de Carrero Blanco après la mort de Franco. Les formes institutionnelles de l'Espagne d'aujourd'hui auraient certainement été très différentes. Ce ne fut cependant pas un attentat anarchiste. Dans l'ensemble, les actes de terrorisme anarchiste reflètent la réaction contre une situation devenue insupportable, ou ont un caractère plus symbolique que sanglant².

1 Cf. Jacky Toublet, *loc. cit.*

2 Le lecteur pourra se reporter au livre autobiographique d'Alain Péculnia, *Les ombres ardentes*, un Français de 17 ans dans les prisons franquistes (Cheminements).

VIII

L'héritage de Bakounine

Le mouvement « anti-autoritaire » se divise en deux

Une partie de ceux qui se réclamaient de l'héritage de Bakounine et du collectivisme insistèrent sur la nécessité de créer des organisations regroupant les travailleurs sur le terrain de la lutte des classes, contre le patronat et l'État, sur le lieu de travail, mais aussi dans la localité. On trouve là les fondements du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme.

L'héritage de Kropotkine (que celui-ci en ait accepté la paternité ou non) aboutit l'anarcho-communisme, à la création de groupes d'affinité extérieurs à la classe ouvrière, centrés sur l'insurrectionnalisme et fortement tentés de considérer la lutte revendicative pour l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs comme d'intolérables concessions au capitalisme¹. De fait, le mouvement libertaire se divise en deux, et cette division se constate de manière particulièrement claire en Espagne.

Dans *les Anarchistes espagnols et le pouvoir*, C. M. Lorenzo, fils d'Horacio Prieto qui fut secrétaire de la CNT durant la Révolution

1 J'en reviens toujours à ces anarchistes qui condamnaient la réduction de la journée de travail parce qu'elle aurait détourné les ouvriers de la révolution.

espagnole, décrit cette évolution : en février 1881, lorsque le droit d'association et de réunion est rétabli, la Fédération espagnole sort de la clandestinité et organise un congrès à Barcelone en septembre. Rapidement, la fédération récupère 50 000 adhérents¹, mais un conflit très grave apparaît entre « les vieux militants de formation bakouninienne » et les « nouveaux venus séduits par le communisme anarchiste de Kropotkine et Malatesta ».

« Les premiers préconisaient le syndicalisme, l'action de masse, la grève générale et un certain centralisme pour aboutir à une société socialiste où seuls les moyens de production seraient collectivisés et où chaque travailleur serait rétribué "selon ses œuvres"². »

Les anarchistes communistes, quant à eux, dont le courant s'était constitué de manière formelle au congrès de la Fédération jurassienne de la Chaux-de-Fonds en octobre 1879, dans la lignée des positions de Kropotkine,

« [...] repoussaient toute organisation sous prétexte de combattre les moindres germes de bureaucratie, de temporisation avec le capital et de réformisme soporifique; ils vantaient le mérite des groupes autonomes, de l'initiative révolutionnaire individuelle et du terrorisme pour atteindre sans transition une société communiste intégrale où n'existerait plus la propriété des biens de consommation, où chacun produirait selon ses forces et consommerait selon ses besoins (suppression de la monnaie, "prise au tas", travail libre dans la joie), où il n'y aurait ni autorité ni loi puisque les hommes, naturellement bons, auraient réduit à l'impuissance une minorité de méchants: patrons, banquiers, spéculateurs, marchands, gardiens de

-
1. A titre de comparaison, les treize groupes parisiens (sur une quarantaine en France) regroupaient environ 200 membres en 1881...
 2. C.M. Lorenzo, *les Anarchistes espagnols et le pouvoir*, le Seuil, p. 31.

prison, militaires, policiers, législateurs, prêtres, gros propriétaires, politiciens¹. »

Que les anarchistes communistes issus des dernières années de l'AIT aient été ou non fidèles aux conceptions kropotkiniennes à peu d'importance. Kropotkine n'a jamais été ni un tacticien ni un stratège, son soutien ambigu au terrorisme a plutôt été une attitude consistant à souffler dans le sens du vent (et à cesser de souffler lorsque le vent était tombé). Il développa une doctrine qui abandonna une des données fondamentales de la théorie du fédéralisme, la structure verticale, pour s'en tenir à un horizontalisme qui cautionnait les positions de ceux qui voyaient dans la moindre forme d'organisation un germe d'« autorité ». Les attaques systématiques des anarchistes communistes contre les organisations de masse résultent d'une profonde coupure sociologique entre les militants qui s'obstinent à combattre, dans leurs structures de classe, le patronat et l'État, et ceux qui ne voient la révolution qu'à travers des groupes affinitaires très vaguement structurés entre eux.

En Espagne, où les positions héritées de Bakounine perduraient, les orientations des collectivistes furent confirmées au congrès de Séville en septembre 1882, mais la lutte entre anarcho-communistes et collectivistes (c'est-à-dire les syndicalistes) finira par entraîner la dissolution de la Fédération des travailleurs de la Région espagnole² en 1888.

« La lutte entre anarcho-communistes et collectivistes ne tarda pas à entraîner la disparition de la fédération des travailleurs de la Région espagnole³. Les communistes libertaires menacèrent de mort les membres de la Commission fédérale (les vétérans Farga Pellicer, Francisco Tomas, José Lluнас Pujals, etc.), s'introduisirent en Catalogne, désintégrérent les syndicats et obtinrent finalement la dissolution effective de la Fédération

1. C.M. Lorenzo, *op. cit.*

2. La Fédération espagnole de l'Internationale avait pris le nom de Fédération des travailleurs de la Région espagnole après sa sortie de clandestinité en 1881.

3. Appellation que s'était donnée la section espagnole de l'AIT.

au congrès de Valence d'octobre 1888. Quelques années plus tard, certaines "sections" tenaient encore bon mais l'heure du "groupisme", du messianisme révolutionnaire, des insurrections, des attentats était venue¹. »

Ainsi, la seule organisation de masse existante encore après la défaite de la Commune de Paris disparut, moins sous les coups de l'État et du patronat que du fait des divisions internes. Les kropotkiens et les malatestiens ne se contentèrent pas de développer leurs thèses pour les confronter à la réalité, ils désintégrérent les syndicats et réussirent là où la réaction n'avait pas réussi, ils détruisirent l'organisation de masse.

L'exemple espagnol est extrêmement instructif car il relativise considérablement, voire infirme l'argument selon lequel la répression empêchait l'émergence en France d'un mouvement organisé et se trouvait à l'origine des dérives du mouvement « anti-autoritaire » vers les attentats, les groupes affinitaires, l'insurrectionnalisme et le messianisme révolutionnaire. Au contraire de l'Espagne, il n'existait pas en France d'organisation de masse constituée sur le modèle libertaire. Or, en Espagne, les militants s'étaient trouvés dans la même situation de répression après le coup d'État militaire du 3 janvier 1874 et la restauration de la monarchie : dissolution de l'organisation, interdiction des journaux, prison, déportation, exécutions. Le rétablissement du droit d'association est immédiatement suivi par la reconstitution du mouvement de masse

L'ère des attentats, de la répression et des attentats pour répondre à la répression commença en 1891. Le 6 juin 1896 une bombe jetée au passage d'une procession à Barcelone déclencha une répression terrible : des centaines de militants de tous bords pris au hasard furent incarcérés dans la forteresse de Monjuich et torturés d'une manière abominable, ce qui entraîna d'autres attentats. Cet engrenage du terrorisme convenait tout à fait aux extrémistes qui

1. Cesar M. Lorenzo, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir*, Le Seuil, 1969.

pensaient secouer la torpeur des masses, et profita à la réaction qui put accroître les mesures répressives.

La division qui frappa ceux qui se réclamaient de l'héritage de Bakounine et de l'Internationale anti-autoritaire toucha particulièrement la France et l'Italie, comme le montre Maurizio Antonioli avec érudition dans un texte déjà ancien, mais qui n'a rien perdu de son intérêt et de son actualité¹.

James Guillaume quitte la Suisse et s'installe en France. La fin de sa vie est étroitement liée au mouvement syndicaliste révolutionnaire et à la CGT, à Pierre Monatte et au groupe de *La Vie ouvrière*, à des hommes comme Amédée Dunois. Les anarcho-communistes – surtout des Italiens – se regrouperont autour de revues telles que *Volontà* à Ancône, *Le Réveil/Il Risveglio* de Genève, mais aussi des *Temps nouveaux*.

Jusqu'à la déclaration de la guerre, les deux courants vont s'affronter durement autour de l'héritage de l'AIT et de Bakounine. Le cœur du débat se trouvera dans la définition du rôle assigné respectivement à l'organisation de lutte économique et à l'organisation de lutte politique dans l'élaboration de la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière. Il s'agira en particulier de déterminer quel était le point de vue de Bakounine sur cette question.

La branche « syndicaliste » de l'héritage bakouninien s'efforce de montrer la filiation entre les thèses de Bakounine et leurs propres pratiques. Elle ne manque pas d'argument allant dans ce sens et James Guillaume ne manque pas de les mettre en valeur.

Les anarchistes-communistes ne nient pas cette filiation et tentent eux aussi de la démontrer, mais dans une perspective différente.

1 Maurizio Antonioli, « Bakounin tra sindacalismo rivoluzionario e anarchismo », *Bakounin cent'anni dopo*, Edizioni Antistato, 1976, p. 75. Traduction française : *Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme*, Éditions Noir & Rouge, 2014. Je tiens à souligner l'extrême intérêt que j'ai eu à lire cette étude de Maurizio Antonioli, à laquelle j'ai emprunté beaucoup de choses, et à le remercier de m'avoir autorisé à la traduire pour les éditions Noir & Rouge. (R.B.)

Redécouverte des textes de Bakounine

C'était l'époque où on découvrait, ou redécouvrait, les textes écrits par Bakounine en Suisse :

- En 1903, James Guillaume publie une série d'articles qui seront ensuite réunis en brochure : *Le Collectivisme dans l'Internationale*.

- En 1905 est publié le premier volume de *L'Internationale documents et souvenirs*.

- En 1905 également, Amédée Dunois publie dans *Les Temps Nouveaux* un article sur la Fédération jurassienne, « Les Précurseurs », qui sera ensuite publié par Fabbri dans *Il Pensiero*.

- Fabbri écrit en 1906 une brochure, *L'Organisation ouvrière et l'anarchie*, à propos de laquelle *La Vita Operaia* d'Ancone écrira, en juillet 1906 : « Le syndicalisme est le concept que donnèrent Bakounine d'abord et l'Internationale ensuite, aux organisations de résistance ouvrière ayant pour base l'abolition du capitalisme et la substitution des organisations fédérales des travailleurs à l'État bourgeois au moyen de l'action directe et révolutionnaire du prolétariat¹. »

- En 1907, tout en continuant de publier *L'Internationale documents et souvenirs*, James Guillaume s'attèle à la publication du volume II des *Œuvres* de Bakounine, dont le premier volume était paru en 1895.

Les deux courants héritiers de l'Internationale redécouvrent donc Bakounine, mais c'est un texte publié en 1869 dans *l'Égalité* de Genève, sous forme de quatre articles, qui va déclencher une véritable querelle : il s'agit de *La Politique de l'Internationale*, dont de larges extraits avaient été publiés en 1907 dans *Les Temps Nouveaux* et dans *Il Risveglio*. Le texte de Bakounine va fournir le prétexte à une polémique qui va durer au moins jusqu'à la déclaration de la guerre.

1. Voir : *A proposito di sindacalismo*, in « *La Vita Operaia* », 14 juillet 1906.

Pour les syndicalistes révolutionnaires, la prépondérance du point de vue économique affirmée par Bakounine conduirait à la prépondérance de l'organisation de lutte économique sur l'organisation politique.

Sous le pseudonyme de Isidine, Marie Goldsmith résume parfaitement la question dans un article, « Le syndicalisme révolutionnaire et les Partis politiques en Russie¹ », publié par *Les Temps Nouveaux* en juillet 1907. Elle souligne « la ressemblance, et même, sous beaucoup de rapports, [...] l'identité des idées syndicalistes avec les idées anarchistes ». Et elle ajoute : « Bakounine, dans son article *La Politique de l'Internationale*, expose la ligne de conduite, qu'il voudrait voir suivre au mouvement ouvrier dans les termes tels que le mouvement syndicaliste actuel semble être la réalisation exacte de son programme. »

Nombreux sont ceux qui tiennent pour acquis, au sein des courants issus de l'Association internationale des travailleurs anti-autoritaire et de la Fédération jurassienne, que l'anarchisme était un produit de l'AIT et que le syndicalisme était un produit de l'anarchisme. Amédée Dunois, par exemple, affirme en juillet 1907 que l'anarchisme syndicaliste « ressemblait comme un fils au collectivisme de l'Internationale » et qu'il « provenait en ligne directe de Bakounine² » .

Il va de soi que la référence à Bakounine est dans une large mesure un prétexte. Le syndicalisme est un produit spontané de la lutte des classes et serait apparu sans l'aide de Bakounine ou de Marx.

En France, le syndicalisme révolutionnaire entendait affirmer son hégémonie sur le mouvement révolutionnaire, hégémonie que le mouvement anarchiste contestait. Marc Pierrot, un militant

-
1. M. Isidine, Le syndicalisme révolutionnaire et les partis politiques en Russie, in « Les Temps Nouveaux », 6 juillet 1907. Isidine était un pseudonyme de Marie Goldsmith, qui, avec Pierrot avait fait partie du groupe des ESRI. Voir J. Maitron, Le groupe des étudiants cit.
 2. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam, Août 1907*, La Publication sociale, Paris 1908, p. 65.

anarchiste de l'époque (1871-1950) s'opposait clairement au point de vue syndicaliste révolutionnaire et à l'orientation de la CGT :

« Le développement de cette Confédération a amené des difficultés nouvelles et des problèmes qui ne se posaient pas à l'époque de Pelloutier. Surtout, il a donné naissance à une nouvelle conception, la conception syndicaliste, qui s'oppose à la conception anarchiste, sur le rôle et l'avenir des syndicats¹. »

On constate dans la littérature anarchiste de l'époque une double tendance : celle qui affirme que le syndicalisme révolutionnaire est identique à l'anarchisme, mais aussi celle qui reproche au syndicalisme d'être en quelque sorte un concurrent de l'anarchisme.

Il y a une certaine confusion dans la vision qu'a Marc Pierrot du syndicalisme, qu'il accuse d'« impérialisme² » :

« La conception syndicaliste, qui est d'ailleurs commune à tous les syndicalistes, qu'ils soient révolutionnaires, réformistes ou royalistes, cette conception considère l'organisation syndicale comme un nouveau Parti, en somme un véritable impérialisme, qui se dressera en face de l'État politique, soit pour amener celui-ci à composition, en traitant de puissance à puissance, soit pour l'abattre et se substituer à lui. »

Cette accusation d'« impérialisme » n'empêche pas Pierrot de préconiser une certaine forme de « colonialisme » à l'égard du syndicalisme, puisqu'il proposait de « profiter du mouvement de révolte économique pour le vivifier du souffle de l'idéalisme anarchique, pour l'amener aux conceptions communistes » ; tel est, affirme-t-il, « le rôle des anarchistes », pour qui « le syndicat n'est qu'un moyen ». « L'organisation syndicale, dit-il encore, n'est pas pour eux le but nécessaire. Ils n'iront pas clamer dans les réunions, comme les orateurs syndicaux : travailleurs, organisez-vous ! » On comprend

1. M. Pierrot, « Les syndicats et l'anarchie », *Les Temps Nouveaux*, 19 mars 1910

2. M. Pierrot, *loc. cit.*

donc que, pour Pierrot, l'activité des anarchistes dans les syndicats ne consiste pas à apporter à l'intérieur des syndicats leur capacité à mobiliser les travailleurs pour leur défense mais à y faire de la propagande. On apprend ainsi que « c'est la propagande qui est surtout le but des anarchistes dans les milieux syndicaux, que leur importe l'Unité ouvrière, si chère aux syndicalistes. »

Pour l'anecdote, Marc Pierrot était médecin, il considérait que l'anarchie était avant tout une morale et ne fut jamais un homme d'action.

Les nombreux articles et brochures anarchistes publiées à l'époque s'en prennent au « corporatisme » de la CGT, au « fonctionnarisme », au « contractualisme », toutes choses qui étaient assimilées au fonctionnement d'une centrale réformatrice. Par corporatisme il faut entendre défense des intérêts matériels des travailleurs¹ ; par fonctionnarisme il faut entendre l'existence de permanents syndicaux ; par contractualisme il faut entendre signature de « contrats collectifs » c'est-à-dire de conventions collectives, que les anarchistes de l'époque considéraient comme antinomique avec l'action directe. Il ne semblait pas leur venir à l'esprit que l'action directe puisse aboutir à la signature d'une convention collective favorable. Les militants anarchistes voyaient dans les pratiques de la CGT une dérive vers le réformatisme.

Pourtant, disaient les syndicalistes, Bakounine avait bien écrit, dans *La Politique de l'Internationale*, que l'émancipation de la classe ouvrière passait inévitablement par « la lutte solidaire des ouvriers contre les patrons » ; c'est pourquoi il fallait se battre pour « la diminution des heures du travail et l'augmentation

1. Voici comment Marc Pierrot définit le corporatisme dans *Les Temps Nouveaux* du 11 mai 1907 : « Le corporatisme (ou réformatisme) est la doctrine qui correspond à la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière. C'est même sur cet unique terrain que tous les syndicats et les fédérations sont unis dans les C.G.T. ». Pour Charles Benoît (*Les Temps Nouveaux*, 15-12-1906) et sans doute pour l'ensemble des anarchistes de l'époque, il était reproché au syndicalisme de ne s'occuper que de « revendications partielles et non pas intégrales comme celles des anarchistes ».

des salaires », choses considérées par les anarchistes comme une concession au réformisme.

Au-delà des légitimations que les uns ou les autres pouvaient chercher chez tel ou tel auteur, le fond du problème était que le syndicalisme s'était développé à un rythme et avec une ampleur que les militants anarchistes ne pouvaient pas, et surtout ne savaient pas suivre, bien que pour beaucoup d'entre eux, le syndicalisme fût d'essence anarchiste.

Les syndicalistes révolutionnaires se sentirent renforcés par le congrès d'Amiens lors duquel fut votée la fameuse « charte » qui affirmait le principe de l'indépendance syndicale par rapport aux écoles politiques. Si les partis politiques étaient visés, les anarchistes avaient bien compris que cette indépendance valait également pour les organisations anarchistes « spécifiques ». La charte d'Amiens était peut-être, compte tenu du contexte défensif de l'époque, l'application la plus intelligente, par le mouvement syndical, des préceptes bakouniniens. Mais ce fut tout sauf une victoire. Contrairement à l'idée couramment acceptée, elle n'est pas l'expression ultime de l'idée syndicalisme révolutionnaire, elle en est une édulcoration.

La charte d'Amiens

La charte d'Amiens est un texte de compromis, qui exprime en fait un recul du syndicalisme révolutionnaire : il n'y a rien sur la lutte contre l'État ni sur les illusions du parlementarisme. Les adversaires de l'anarchisme voyaient clairement dans la Charte d'Amiens une défaite de celui-ci. En effet, pour Edouard Vaillant (socialiste, député à partir de 1893), la charte d'Amiens est une victoire *sur* les anarchistes ; Victor Renard, lui, dira plus trivialement que « les anarchistes qui prédominent à la CGT ont consenti à se mettre une muselière¹ ».

1. « L'anarchosyndicalisme, l'autre socialisme », Jacky Toublet, Préface à *La Confédération générale du travail* d'Émile Pouget, Editions CNT Région parisienne, 1997.

La charte d'Amiens n'est en aucun cas l'expression condensée du syndicalisme révolutionnaire, comme l'exprime très bien Jacky Toublert :

« Le texte d'Amiens ne résumait pas le syndicalisme révolutionnaire et son programme, ce n'était pas là son objet. Dans ce programme, la Charte d'Amiens a sélectionné quelques éléments, théoriques comme la lutte de classes, pratiques comme l'indépendance ou la neutralité. Lorsque sa formulation apparut, à tort, comme un résumé synthétique sur lequel on fabriqua d'innombrables textes d'explication et de formation, on négligea, on oublia même ses autres éléments. Pas un mot dans la Charte à propos de la lutte contre l'État et de la dénonciation contre ceux qui prétendent qu'il peut devenir un instrument de libération, rien non plus concernant les analyses à produire à l'encontre des partis politiques et des illusions parlementaires¹. »

La charte d'Amiens est un texte défensif destiné à contrer le courant guesdiste qui entendait subordonner le syndicat au parti, et qui proclamait son intention sans beaucoup de diplomatie ; à ce titre la charte est un compromis entre syndicalistes révolutionnaires et ceux des socialistes qui ne contestaient pas l'indépendance syndicale. Soulignons toutefois que l'indépendance du syndicat par rapport aux partis politiques figure déjà dans les statuts fondateurs de la CGT dès 1895. Réaffirmer cette indépendance en 1906 n'est donc pas réellement une nouveauté.

L'adoption de la grève générale par les Bourses du travail dès 1893, puis par la CGT, n'avait pas manqué d'inquiéter les socialistes. Jean Jaurès avait publié dans *La Petite République*, le 29 août

1. « L'anarchosyndicalisme, l'autre socialisme », Jacky Toublert, Préface à *La Confédération générale du travail* d'Émile Pouget, Editions CNT Région parisienne, 1997.

et le 1^{er} septembre 1901, un article très critique, « Grève générale et Révolution ». La « Commission des grèves et de la grève générale » de la CGT y répondit par un article en deux parties, « Grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire ».

A l'époque où Jaurès écrivit son article, il était violemment opposé aux positions antiparlementaires de la CGT et à l'idée de grève expropriatrice. Il fut un des plus acharnés à vouloir exclure les anarchistes lors du congrès de l'Internationale de Londres, en 1896. Mais son article de 1901 contre la grève générale n'est pas une attaque hystérique, c'est quelque chose d'argumenté. Jaurès ne croit pas à l'efficacité de la grève générale, qu'il qualifie de « conception d'une naïveté extrême » ; il affirme qu'« il n'est pas démontré du tout que la grève générale, même si elle prend un caractère révolutionnaire, fasse capituler le système capitaliste » – sans se demander à son tour en quoi la « conquête légale de la majorité » pourra « faire capituler le système capitaliste ».

L'unité des socialistes se constitue en 1904 avec la fondation de la SFIO, qui est une fusion du Parti socialiste français (Jean Jaurès), du Parti socialiste de France (Jules Guesde), du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (Jean Allemane) et de quelques fédérations autonomes. Les guesdistes venant du PSdF sont alors majoritaires sur les jaressistes mais leur courant, sclérosé, sera ensuite minoritaire sur la plupart des questions, notamment sur la question de l'indépendance syndicale.

Sur cette question, les positions de Jaurès évolueront à partir de 1904-1905, moins par conviction que par réalisme politique. On constate dans les articles qu'il écrit dans *l'Humanité* qu'il a intégré le syndicalisme révolutionnaire dans sa vision politique, tout simplement parce que sans cela il se coupe du mouvement ouvrier français. Au contraire du courant guesdiste qui veut subordonner le syndicat au parti, les jaressistes intégreront également l'idée d'indépendance syndicale. Jean Jaurès, affable et conciliant, s'est donc montré bien plus intelligent que l'imprécateur Jules Guesde. Après le congrès d'Amiens, il affirma son attachement à l'indépendance

syndicale, désamorçant en quelque sorte l'hostilité que les syndicalistes révolutionnaires auraient pu éprouver¹.

L'alliance de fait des syndicalistes révolutionnaires et des socialistes réformistes contre le guesdisme n'est en rien une « alliance fortuite » (*casuale alleanza*), contrairement à ce que pense Maurizio Antonioli². Elle est le résultat de la conjonction d'au moins deux facteurs : la montée de la stratégie électorale dans le mouvement ouvrier, à laquelle il était impossible de résister ; la volonté qu'avaient les syndicalistes révolutionnaires de préserver le plus possible l'identité du mouvement syndicaliste dans un contexte de mutation radicale de la société. La charte d'Amiens est, à l'évidence, un document qui définit des choix stratégiques lourds – et le fait qu'on s'y réfère *encore aujourd'hui*, même si c'est pour en travestir l'esprit, n'est pas, lui, *fortuit*.

-
1. Jaurès écrivit après le congrès d'Amiens : « Les membres de la C.G.T. ont montré à Amiens que leur conception s'accordait avec la nôtre beaucoup plus que nous ne le croyions et le congrès d'Amiens a abouti à une conclusion que personne de nous n'eût pu espérer. C'est tout ce que nous pouvions attendre et la décision d'Amiens nous donne entièrement satisfaction. [...] Les deux organisations doivent vivre à côté l'une de l'autre, chacune dans sa fonction, et non plus avec ces tiraillements qui ne sont causés que par quelques membres seulement de la CGT. [...] Le congrès d'Amiens a déclaré sa neutralité, décidé que les syndicats ne devaient pas être le champ clos où des opinions politiques différentes se combattraient, et que les camarades pouvaient aller discuter là où l'on fait de la politique. [...] Si les ouvriers socialistes sont dans les syndicats, le contraire n'a pas lieu : tous les syndiqués ne sont pas socialistes. Nous avons donc intérêt à ce que la C.G.T., qui est le terrain de recrutement de notre parti, se développe. [...] nous aussi, nous reconnaissons l'autonomie de la C.G.T., son droit de définir et exercer son action syndicale et révolutionnaire, que nous voulons la seconder dans ses efforts et que nous sommes prêts à agir non seulement au 1^{er} mai, mais toujours quand son action se confond avec la nôtre, dans la grève générale par exemple. [...] ... nous sommes, C.G.T. et parti, les deux éléments formateurs de l'unité ouvrière totale, définitive. » (*Bulletin trimestriel de l'Institut français d'histoire sociale*, octobre 1956, n° 16. « La Charte d'Amiens », pp. 164 sq.
<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb343980994/date>
 2. « Bakunin sindacalista ? », *Rivista anarchica* online,
http://xoomer.virgilio.it/anarchivio/archivio%20testi/049/49_09.htm

Et le fait que les syndicalistes révolutionnaires de cette période cherchaient une légitimation dans les textes de Bakounine n'est pas, lui non plus, fortuit.

Ainsi René Chaughy publie dans *Les Temps Nouveaux* un article intitulé « Bakounine et le syndicalisme », constitué en fait presque intégralement de citations de Bakounine extraites de *Politique de l'Internationale*¹. L'auteur veut montrer que

« la place des ouvriers n'est pas parmi les politiciens même soi-disant socialistes ; elle est au syndicat, là où s'accomplit "la lutte solidaire contre les patrons". Bakounine était donc "syndicaliste", bien avant que le syndicalisme fût créé. Cette idée de la prépondérance du point de vue économique et de l'absentéisme en matière politique, était toute neuve en 1869. Le Conseil général de l'Internationale, comme aujourd'hui l'état-major du parti socialiste, ne la partageait point. »

Dire que Bakounine fut littéralement l'« inventeur » du syndicalisme est évidemment faux. Le syndicalisme n'a pas eu besoin de Bakounine pour exister. Ce qui est exact en revanche, c'est que Bakounine fut un observateur très attentif des pratiques du mouvement ouvrier suisse et que c'est à partir de cette observation qu'il développa sa théorie de l'organisation, qu'il n'a pas absolument inventée, selon laquelle les formes d'organisation adoptées par la classe ouvrière dans sa lutte contre le capital aujourd'hui préfigurent les formes d'organisation de la société socialiste de demain. Il est incontestable qu'on retrouve cette idée très clairement exposée dans la charte d'Amiens : « le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale. »

Cependant, les auteurs qui traitent de la question dans la presse anarchiste étant rarement des ouvriers – René Chaughy était issu de

1. R. Chaughy, *Bakounine et le syndicalisme*, *Les Temps Nouveaux*, 26 janvier 1907.

la bourgeoisie – ils passent totalement à côté d’un des éléments les plus importants de la théorie bakouninienne de l’organisation, ce que le révolutionnaire russe appelle les « sections centrales », c’est-à-dire les structures interprofessionnelles du mouvement syndical, dont Bakounine dit qu’elles sont des instances éminemment *politiques*. Il est donc faux de réduire, comme le fait René Chaughi (et bien d’autres), la vision bakouninienne à la seule « prépondérance du point de vue économique » et à « l’abstention en matière politique ».

C’est peut-être l’impact du congrès d’Amiens sur le mouvement anarchiste qui conduisit celui-ci à affirmer « l’identité des idées syndicalistes avec les idées anarchistes », et à nier toute proximité entre le marxisme et le syndicalisme, comme cela est affirmé dans un article signé M. Isidine (Maria Isidorovna Goldsmith), « Le syndicalisme révolutionnaire et les partis politiques en Russie¹ ».

Bakounine est appelé à la rescousse: son texte *Politique de l’Internationale* « expose la ligne de conduite, qu’il voudrait voir suivre au mouvement ouvrier dans les termes tels que le mouvement syndicaliste actuel semble être la réalisation exacte de son programme. »

« Et depuis, toute la propagande anarchiste qui a suivi : “Le Révolté”, “La Révolte”, “Les Temps Nouveaux”, les écrits de Kropotkine et de Grave, tous les livres et toutes les brochures, et toute l’action des anarchistes parmi les ouvriers — qu’est-ce, sinon la propagande et l’application de ces mêmes principes? »

À l’évidence il y a un enchaînement logique qui va de l’anarchisme au syndicalisme révolutionnaire, à cette différence près que « l’anarchisme comprend toute une série d’idées philosophique,

1. *Les Temps Nouveaux*, 6 juillet 1907 : « Le corporatisme (ou réformisme) est la doctrine qui correspond à la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière. C’est même sur cet unique terrain que tous les syndicats et les fédérations sont unis dans les CGT. »

morales, historiques et autres, tandis que le syndicalisme est un mouvement purement pratique. Mais de telles vues pratiques ne sont conciliables qu'avec une seule théorie — la théorie anarchiste. Elle seule donne la conception générale de cette tactique et lui sert de fil conducteur. » L'anarchisme serait donc la théorie du syndicalisme révolutionnaire.

La fin de l'article d'Isidine tente de montrer que tous les concepts clés du syndicalisme révolutionnaire sont aussi des concepts anarchistes. Ainsi, le rôle de la minorité révolutionnaire « est une idée très répandue dans les écrits anarchistes ». Kropotkine est appelé en témoin : « Depuis les *Paroles d'un Révolté* (chapitre “La Minorité révolutionnaire”), on la rencontre partout dans nos brochures et nos journaux. Et voici que nous la retrouvons, dans les écrits syndicalistes, exposée et formulée d'une façon absolument identique. [...] « En d'autres termes, lorsqu'il passe dans le domaine de la théorie, le syndicalisme révolutionnaire adopte les idées anarchistes. »

Cela frise tout de même un peu la « récupération ».

Et c'est oublier un peu vite Bakounine lui-même, pour qui la révolution en tant que transformation radicale de la société ne peut être que l'œuvre des masses ouvrières elles-mêmes puisant leurs forces dans « l'instinct révolutionnaire éclairé, dans la volonté collective et dans l'organisation propre des masses ouvrières elles-mêmes¹ ». Mais précisément, dit-il, dans les moments de grande crise politique ou économique, « dix, vingt ou trente hommes bien entendus et bien organisés entre eux, et qui savent où ils vont et ce qu'ils veulent, en entraîneront facilement cent, deux cents, trois cents ou même davantage² ». D'ailleurs « l'Alliance » bakouninienne ne fut-elle pas une organisation de la minorité révolutionnaire ?

Il semble qu'il y avait alors une polémique entre anarchistes et marxistes, chacun tentant d'affirmer son camp comme le fondateur

1 Bakounine, « Lettres à un Français sur la crise actuelle », (Suite), 1870.

2 Bakounine, « Circulaire. A mes amis d'Italie, à l'occasion du congrès ouvrier convoqué à Rome pour le 1^{er} novembre 1871 par le parti mazzinien (1871).

du syndicalisme. On retrouve l'écho de cette polémique dans l'article d'Isidine cité : les marxistes, écrit-elle, « proclament que le premier fondateur du syndicalisme fut Marx et que ses adeptes sont les seuls vrais syndicalistes ». Une telle affirmation passe outre, dit encore Isidine, « l'identité des idées syndicalistes avec les idées anarchistes ». Les social-démocrates se voient ainsi accusés de pratiquer la « récupération » du syndicalisme révolutionnaire : « La nouvelle tendance de la social-démocratie ne poursuit qu'un seul but : offrir aux ouvriers les mêmes idées, sous le pavillon, devenu populaire, du syndicalisme, et détourner ainsi de sa voie un courant révolutionnaire vivant, pour lui faire suivre l'ornière de l'ancien programme social-démocrate¹. »

Pour Marc Pierrot, « toutes les conceptions actuelles qui sont l'expression même du syndicalisme révolutionnaire » avaient été « propagées surtout par des camarades anarchistes »².

Les Temps Nouveaux s'étaient fait l'écho d'une polémique qui avait opposé, sur plusieurs numéros du journal, Marc Pierrot et Hubert Lagardelle en avril 1907. L'intérêt de ce débat est qu'il montre les représentations que chacun des courants d'idées se faisait de l'autre, mais surtout qu'il révèle l'image que chacun de ces deux courants se faisait du rapport entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme – image que quelque peu faussée, on le verra.

Lors de cette polémique, Lagardelle avait tenté d'opposer Kropotkine au courant syndicaliste. En effet le *Groupe des Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes* (dont Pierrot avait été membre³) avait publié en 1898 une brochure dans laquelle il invi-

1. M. Isidine, *loc. cit.*

2. « Syndicalistes et anarchistes », *Les Temps Nouveaux* 27 avril 1907.

3. Et dont Monatte, pour l'anecdote, avait été le dernier secrétaire.

Le groupe des Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes fut fondé en 1891 par Jules Louis Breton (faculté des lettres), Alexandre Zévaes (faculté de droit), Léon Thirivier (faculté de médecine). Il dura jusqu'en 1903. Il y avait à l'origine 25 adhérents dont 2 russes, 1 Roumain et une personne de nationalité inconnue. Le groupe se donnait a pour but « l'étude et la propagande » et se fondait sur le socialisme scientifique, c'est-à-dire « la socialisation du sol et des moyens de production ».

tait les anarchistes à entrer dans les syndicats. Lagardelle écrit à ce sujet : « Cette brochure pseudo-syndicaliste fut d'ailleurs blâmée par les anarchistes. Kropotkine, après l'avoir lue, refusa d'en écrire la préface. Il donna ses raisons dans une lettre que Pierrot ne peut pas refuser de publier. Ce sera pour lui le meilleur moyen de me confondre. »

Alors que Pierrot affirmait que les idées syndicalistes révolutionnaires avaient été progagées « surtout par les camarades anarchistes », Lagardelle, qui n'est évidemment pas d'accord avec cette affirmation et qui tente de la discréditer, y oppose le refus présumé de Kropotkine de rédiger la préface de cette brochure. Pierrot fit une mise au point, mais surtout Kropotkine adressa aux *Temps Nouveaux*¹ une explication qui mettait fin aux accusations de Lagardelle. Il affirme en effet que son refus n'était pas motivé par un désaccord sur le fond avec la brochure, mais parce qu'il en désapprouvait la forme. Il joint une copie de cette lettre, dans laquelle il reproche aux rédacteurs de la brochure des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes de ne pas se contenter de « faire ressortir les arguments que l'on peut produire en faveur d'une part plus active à prendre aux luttes des syndicats », mais d'avancer des « idées générales sur l'anarchie » qu'il ne peut pas partager – ce qui revient tout de même un peu, quoi qu'on en dise, à un désaccord de fond...

Mais Kropotkine s'en prend surtout à Lagardelle, et réaffirme que « les organisations ouvrières sont la vraie force capable d'accomplir

Les ESRI organisèrent chaque semaine des conférences-débats puis, une fois par mois, des conférences auxquelles participèrent des personnalités socialistes telles que Allemane, Brousse, Guesde, Jaurès, Reclus, etc. Assez rapidement le groupe se scinda en deux, une partie souhaitant s'orienter vers l'action politique, l'autre s'orientant nettement vers l'anarchisme. De 1894 à leur dissolution en 1903, les ESRI publièrent 14 brochures, 7 rapports qui devaient être présentés à l'occasion du congrès ouvrier révolutionnaire international de 1900, qui fut interdit. Les ESRI jouèrent un rôle considérable dans l'élaboration de la doctrine syndicaliste révolutionnaire et développèrent des idées très en avance sur leur temps, notamment en ce qui concerne la condition de la femme.

1. « Les Anarchistes et l'Internationale », *Les Temps Nouveaux*, 25 mai 1907.

la révolution sociale, après que le réveil du prolétariat aura été fait d'abord par des actes individuels, puis par des actes collectifs de grèves, révoltes de plus en plus élargies ».

« [...] ceux des anarchistes qui ont toujours pensé que le mouvement ouvrier, organisé professionnellement, pour la *lutte directe* contre le Capital – aujourd'hui on l'appelle en France syndicalisme et « action directe » constitue la vraie force, capable *d'amener* à la révolution sociale et de la *réaliser*, par la transformation égalitaire de la consommation et de la production – ceux de nous qui ont pensé ainsi pendant ces trente-cinq dernières années, sont simplement restés fidèles à l'idéologie de l'Internationale, telle que l'avaient conçue, dès 1864, les Français (*contre* Marx et Engels) et telle qu'elle fut toujours appliquée en Catalogne, dans le Jura bernois, dans la vallée de Vesdre et en partie en Italie. L'Internationale fut un grand mouvement syndicaliste qui posa dès lors tout ce que ces messieurs prétendent avoir découvert dans le syndicalisme¹. »

Une telle attitude était, dans l'ensemble, dominante dans le mouvement anarchiste : la référence à l'Internationale anti-autoritaire était incontournable.

Mais pour une minorité, les avis divergeaient sur la nature de l'AIT : pour Charles Albert, elle était constituée surtout de « groupes de pensée, de discussion et de propagande² ». « Il s'agissait cependant, dit Maurizio Antonioli, de prises de position isolées, surtout d'éléments résolument étrangers aux vicissitudes du mouvement ouvrier organisé³. »

1 Kropotkine, « Les Anarchistes et les Syndicats », *Les Temps Nouveaux*, 25 mai 1907.

2. C. Albert, Après le Congrès, *Les Temps Nouveaux*, 7 décembre 1907.

3 Maurizio Antonioli, « Bakunin tra sindacalismo rivoluzionario e anarchismo », *Bakunin cent'anni dopo*, Edizioni Antistato, 1976, p. 75.

Le consensus se désagrège

Cet accord quasi unanime va progressivement se désagréger à partir de 1907-1908. En effet, les espérances nées dans le mouvement anarchiste après le congrès d'Amiens de la CGT, interprété comme une victoire, et après le congrès anarchiste international d'Amsterdam¹, ne se réalisent pas. Sans doute attendait-il de la CGT des succès rapides et immédiats. C'est ainsi que Malatesta, qui était venu en France enthousiasmé, lors des manifestations du 1^{er} mai 1906 pour la journée de huit heures, repartit déçu que la CGT n'ait pas réussi à imposer cette revendication dès la première tentative : il en tira des leçons négatives sur le syndicalisme en général, ignorant que ce type de combat ne pouvait que se situer dans la durée et nécessitait en réalité de la patience et de l'obstination. Cette attitude est sans doute plus expressive de la distance séparant Malatesta du syndicalisme que de l'incapacité du syndicalisme à obtenir satisfaction de la revendication des huit heures.

On peut d'ailleurs penser que les premiers signes du « divorce » entre les deux courants étaient apparus dans le débat qui avait opposé Monatte et Malatesta lors du congrès d'Amsterdam².

Alors que tout le monde à cette époque cherchait dans Bakounine une légitimation de ses propres positions – Bakounine ne servant en l'espèce que de prétexte – on assiste une nouvelle fois à une rupture par rapport aux positions qu'il développa dans l'Association internationale des travailleurs. Au lieu de considérer l'activité de masse et l'action des minorités comme un ensemble complémentaire, les « syndicalistes » vont développer l'idée que le syndicat se suffit à lui-même, étendant par conséquent son champ d'intervention à tous les aspects de la lutte, tandis que les « anarchistes » vont combattre

-
1. Le congrès d'Amsterdam avait débouché sur la création de l'Internationale anarchiste, dont le bureau était constitué de Malatesta, Rocker, Turner, Wilquet, Shapiro et qui publia un « Bulletin de l'Internationale anarchiste ».
 2. Voir : Anarchisme et syndicalisme. *Le congrès anarchiste international d'Amsterdam* (1907). Introduction d'Ariane Miéville et Maurizio Antonioli, Nautilus – Éditions du Monde libertaire, 1997.

cette attitude que Marc Pierrot, on l'a vu, qualifiait d'« impérialiste » et vont affirmer la nécessité d'une minorité révolutionnaire. Certains militants, peu nombreux, avaient cependant une vision globale, comme Dunois par exemple. Il avait écrit dans *Les Temps Nouveaux*¹ qu'il souhaitait que « les militants syndicalistes aillent nombreux à Amsterdam. Ils montreraient ainsi qu'ils ne croient pas littéralement que le syndicalisme, le soulèvement des masses organisées, suffise à tout ; et par ailleurs, l'idée anarchiste ne pourrait que gagner au contact d'hommes qui doivent davantage à la réalité pratique qu'à nos pâles et sèches idéologies. » D'une façon fort élégante, Dunois suggère aux anarchistes qu'ils aillent se confronter au principe de réalité.

C'est pourquoi, ajoute Dunois, « ce n'est pas aux organisations ouvrières à venir à l'anarchisme, mais bien plutôt à l'anarchisme à aller aux organisations ouvrières ». La question est de savoir pour y faire quoi ?

Pour la plupart, la vision qu'avaient les anarchistes du travail dans les syndicats n'était pas de développer à l'intérieur de l'organisation de masse une stratégie cohérente et concertée : il s'agira au mieux d'utiliser le mouvement syndical comme lieu dans lequel on fera de la « propagande anarchiste ». Cette absence de vision globale aura des conséquences dramatiques une dizaine d'années plus tard, après la révolution russe, parce qu'elle va empêcher à la fois les syndicalistes de la CGT et les anarchistes d'organiser la résistance à la pénétration bolchevique dans l'organisation syndicale.

Une telle carence du mouvement anarchiste et anarchiste-syndicaliste n'était pas inévitable, comme le montre l'exemple espagnol, parmi d'autres. Kropotkine a d'ailleurs une intuition étonnante lorsqu'il écrit que les organisations ouvrières, qui ont « continué de marcher la main dans la main avec les anarchistes », ont « obtenu, d'une part des résultats immédiats (la journée de huit heures dans

1 A. Dunois, « Sur le Congrès d'Amsterdam », in *Les Temps Nouveaux*, 16 février 1907.

les métiers de la Catalogne) et d'autre part fait une large propagande de la révolution sociale¹ ».

En attendant, les anarchistes reprochaient à la CGT ses concessions au réformisme, sans comprendre que le discours révolutionnaire passait de moins en moins bien dans la confédération du fait même de la montée des courants réformistes et de l'extension inévitable, au sein même de la classe ouvrière, de la croyance en la politique électorale. Ils ne comprirent pas que l'ordre du jour n'était pas de tirer à boulets rouges sur les anarchistes syndicalistes, mais d'entrer dans l'organisation syndicale pour organiser de l'intérieur, un courant révolutionnaire pour combattre le réformisme. Mais pour faire cela, il aurait fallu qu'ils se débarrassent de l'idée que la révolution était pour demain et que l'activité revendicative n'aboutissait pas forcément à la révolution immédiate. On pense à Malatesta pour qui il faut « travailler toujours pour la propagande et l'action qui amèneront et accompliront la révolution² » .

Une telle stratégie n'empêchait aucunement de créer des groupes anarchistes « spécifiques ». Lagardelle n'avait pas tort de dire que les groupes anarchistes avaient été « dissous par le syndicalisme » et que ceux-ci préconisaient leur « reconstitution³ » .

Pendant un temps, le syndicalisme était réputé constituer l'essence même de l'anarchisme ou, comme l'avait dit Luigi Fabbri en 1905, le syndicalisme était « le socialisme anarchiste en action⁴ ».

Cette période fusionnelle ne dura pas.

Malatesta était revenu du congrès d'Amsterdam avec la conviction renforcée que le syndicalisme était par nature réformiste, idée qui ne fut pas immédiatement acceptée dans le mouvement anarchiste. Il publia dans la presse anarchiste un article, repris par *Les*

1 Kropotkine, « Les Anarchistes et les Syndicats », *Les Temps Nouveaux*, 25 mai 1907.

2. Malatesta, « Anarchisme et syndicalisme », *Les Temps Nouveaux* 28 décembre 1907.

3. « Syndicalistes et anarchistes », *Les Temps Nouveaux*, 27 avril 1907.

4 Luigi Fabbri, *Il sindacalismo*, « Il Pensiero », 1^{er} juin 1905.

Temps Nouveaux, « Anarchisme et syndicalisme »¹, dans lequel il exposait ses réserves. Cet article donne l'impression désagréable que l'image qu'il se fait du mouvement ouvrier est factice, construite intellectuellement mais pas en accord avec la réalité.

S'il affirme la nécessité de « prendre une part active dans la vie des masses » à travers le mouvement syndical, il prend soin d'exposer toutes sortes de réserves. En effet, plus le mouvement syndical se développe, « plus il devient égoïste, conservateur, occupé exclusivement des intérêts immédiats et restreints ». Cet état de choses, ajoute Malatesta, « a induit beaucoup de camarades à se retirer du mouvement syndical et même à le combattre comme quelque chose de réactionnaire et de nuisible ». La conséquence en a été que « notre influence parmi ces ouvriers a diminué et que le champ a été laissé libre à ceux qui désiraient exploiter le mouvement dans un intérêt personnel ou dans un intérêt de parti² ».

Heureusement, dit Malatesta, d'autres anarchistes refusèrent d'abandonner le syndicalisme aux politiciens et entreprirent de « ramener ces organisations à leur but premier et de tirer d'eux tous les avantages qu'elles offrent à la cause anarchiste ». Malatesta pense ici à ceux qui, en France, ont créé un nouveau mouvement qui, « sous le titre de "syndicalisme-révolutionnaire", cherche à organiser les ouvriers, indépendamment de toute influence bourgeoise et politique ». Mais c'est une erreur de penser que « nous réaliserons l'anarchie tout naturellement par le développement progressif du syndicalisme ». Or ceux qui ont fondé ce mouvement ont tendance à « regarder le syndicalisme comme l'équivalent de l'anarchisme, ou au moins comme le moyen suprême, remplaçant à lui tout seul tous les autres moyens, pour réaliser l'anarchie ». A l'inverse, « les anarchistes doivent s'abstenir de s'identifier avec le mouvement syndicaliste; ils ne doivent pas prendre pour but ce qui n'est qu'un des moyens de propagande et d'action³ ».

1 28 décembre 1907. Cf. <http://monde-nouveau.net/spip.php?article510>

2 Malatesta, *loc. cit.*

3 *Ibid*

C'est là une manière de légitimer la division du travail, traditionnelle à la social-démocratie, entre activité économique et activité politique. D'autres modèles étaient possibles puisque à peu près à la même date se constitua – en 1904 – en Argentine une organisation de masse fondée sur l'anarcho-communisme, la FORA (Fédération ouvrière régionale argentine). À son V^e congrès de 1905¹ la FORA affirma son orientation vers le communisme libertaire : « Le V^e Congrès de la FORA déclare que non seulement il approuve mais qu'il recommande à tous ses adhérents, le plus amplement, la propagande et l'illustration par l'exemple des principes économique-philosophiques du communisme anarchiste (*principios económicos y filosóficos del comunismo anárquico*) ». Il est difficile de penser que Malatesta n'ait pas été au courant de cette situation, ou de celle de la FORU, en Uruguay, fondée en août 1905, véritable centrale des travailleurs qui maintiendra l'unité syndicale jusqu'à la scission de 1923 dans la foulée de toutes les scissions provoquées par l'Internationale communiste.

La fin de l'article de Malatesta a quelque chose d'irréel. Le militant italien reconnaît que « la faute d'avoir abandonné le mouvement ouvrier a fait beaucoup de mal à l'anarchie », mais il ajoute, à titre de consolation, que au moins, cela « l'a laissée pure avec son caractère distinctif » !

Nous sommes ici à mille lieues de Bakounine. Malatesta ne comprend pas que l'implication des anarchistes dans le mouvement syndicaliste ne doit pas se limiter à faire de la « propagande anarchiste » mais à mettre la main à la pâte. Heureusement, les anarchistes sont présents dans toutes les luttes du moment, à l'échelle internationale, en dépit des réserves formulées par le révolutionnaire italien.

Il est vrai que l'activité des militants anarchistes était quelque peu occultée par l'activité syndicale, au point qu'Amédée Dunois, pourtant syndicaliste, en était arrivé à souhaiter, dans *Les Temps*

1. Cinquième parce que la FORA était la continuatrice de la FOA (Federación Obrera Argentina) qui avait changé de nom au IV^e congrès de 1904.

Nouveaux du 1^{er} décembre 1906, la création d'une organisation spécifiquement anarchiste. Nous sommes alors au lendemain du congrès d'Amiens de la CGT et à la veille du congrès anarchiste international d'Amsterdam. On peut supposer que, au lendemain d'Amiens, l'ambiance chez les syndicalistes révolutionnaires, et en particulier les anarchistes de la CGT, est à l'optimisme et que ces militants entendent « transformer l'essai » à Amsterdam. C'est peut-être ce qui anime Amédée Dunois dans l'article qu'il écrit le 1^{er} décembre 1906, c'est-à-dire dans l'intervalle des deux congrès.

Dans son article des *Temps Nouveaux*¹, Dunois constate qu'il n'y a pas d'organisation spécifiquement anarchiste en France, tandis que les militants des Pays-Bas et de Belgique, qui organisent le congrès d'Amsterdam, sont « constitués déjà en groupements et en fédérations de propagande, ils sont forts où, nous, nous défailons ».

Une lecture attentive de cet article laisse une curieuse impression, et on peut se demander s'il n'a pas besoin d'être décrypté, car l'auteur y révèle une méconnaissance des principes fondamentaux du syndicalisme révolutionnaire qui ne nous paraît pas crédible. Par ailleurs, le discours qu'il adresse aux anarchistes, destiné à mettre leur mouvement en valeur, est en même temps ponctué de « piques » assez vachardes – comme par exemple sur le congrès anarchiste international de 1881 auquel participa Kropotkine, et dont Dunois dit « qu'il se contenta de l'épithète de révolutionnaire ».

Pour Dunois, le syndicalisme révolutionnaire est dans une période d'expansion, ce qui lui semble être « le plus heureux des événements politiques de ce temps ». Le syndicalisme est un « mécanisme essentiel à la lutte de classe », et il n'a pas à jouer de rôle « platement corporatif », comme l'entendent à la fois Jules Guesde, mais aussi « quelques anarchistes attardés aux formules d'autrefois ». En revanche, pour les travailleurs et pour les anarchistes qui ne sont pas attardés aux formules d'autrefois, on comprend que le syndicat est devenu « l'institution politique par excellence », mais qui

1 Cf. « Un congrès anarchiste », *Les Temps Nouveaux*, 1^{er} décembre 1906.

« ne saurait réaliser à lui seul l'entière transformation sociale ». Si le syndicat se suffit bien à lui-même, « il ne suffit pas à tout ». Cette affirmation est curieuse car elle va à l'encontre des principes fondamentaux du syndicalisme révolutionnaire et de la charte d'Amiens ; en revanche elle rejoint tout à fait le point de vue de Bakounine :

« Si ample que nous apparaisse pourtant sa capacité politique et révolutionnaire, le syndicalisme ne saurait réaliser à lui seul l'entière transformation sociale. Il se suffit à lui-même, nous a dit le Congrès d'Amiens. D'accord, et j'entends clairement cette formule. Mais s'il se suffit à lui-même, il ne suffit pas à tout. »

Les propos qui suivent posent problème car on peut se demander si Dunois pense réellement ce qu'il écrit ou s'il se positionne en retrait, pour des raisons d'opportunité, par rapport aux fondements du syndicalisme révolutionnaire : il se trouve même en retrait par rapport à la charte d'Amiens qui affirme, rappelons-le, que « le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale. » Or, manifestement soucieux de montrer que le syndicat ne suffit pas à tout, Dunois nous explique que dans le domaine de la répartition et de la consommation, dans le mode d'organisation de la société issu de la révolution, le syndicalisme n'apporte pas de solution, « le syndicalisme ne sait rien ». La mission du syndicalisme est « d'agir dans la société telle qu'elle est, sans chercher à prévoir celle qui pourrait être. Son pouvoir est d'action, non de spéculation. » Or de telles affirmations vont *totalemment à l'encontre* des principes fondamentaux du syndicalisme révolutionnaire.

Dunois est manifestement soucieux de dire qu'à « l'avant-garde du mouvement ouvrier », il y a place « pour un mouvement plus spécialement idéologique, pour un "groupement d'opinion" constitué et agissant. »

Il ne semble pas que les anarchistes aient répondu à ce pressant appel du pied.

Après un temps de latence

Après un temps de latence correspondant à une génération, après une véritable rupture de continuité d'une vingtaine d'années, ceux qu'on appelle maintenant « syndicalistes » et « anarchistes » vont tenter de se réapproprier l'héritage de l'AIT anti-autoritaire, de la Fédération jurassienne et de Bakounine. Ces vingt années ont largement contribué à éroder l'histoire, à la déformer et à faire tomber dans l'oubli certains points théoriques importants.

James Guillaume, qui a quitté la Suisse et s'est installé en France, joua un rôle décisif dans cette réappropriation de l'héritage par les deux courants. En effet, dans un premier temps, les uns et les autres semblent d'accord pour souligner le fait que Bakounine a été un précurseur du syndicalisme révolutionnaire, que le syndicalisme révolutionnaire est même la forme spécifique par laquelle l'anarchisme se manifeste dans la classe ouvrière. Peu à peu ils évolueront d'une manière qui va les conduire à se confronter. Le syndicalisme révolutionnaire se trouve dans ce que Maurizio Antonioli appelle une « logique d'absorption », assumant à la fois la fonction d'organisation de masse et d'organisation spécifique. Il est accusé d'avoir des tentations « impérialistes », selon l'expression de Marc Pierrot, et les anarchistes vont reprocher au syndicalisme révolutionnaire de ne laisser aucune place à l'organisation fondée sur un « idéal », c'est-à-dire à l'organisation politique.

Pendant cette période le mouvement syndicaliste révolutionnaire et le mouvement anarchiste vont se poser la question de la fonction de l'organisation de la minorité révolutionnaire, et de son rapport avec l'organisation de classe sans que s'instaure réellement un débat serein.

Pendant en gros les quinze ans qui précèdent la Grande Guerre, les anarchistes se plaindront des prétentions des syndicalistes révolutionnaires à l'hégémonie et de leur idée selon laquelle « le syndicat suffit à tout ». Pourtant, on ne trouve rien de tel chez Bakounine. Selon le révolutionnaire russe, quel que soit le niveau d'exigence

qu'on puisse avoir envers une organisation de masse comme l'AIT, il y a des limites à ce qu'on peut lui demander, limites liées précisément à son hétérogénéité :

« On ne peut commettre de plus grande faute qu'en demandant soit à une chose, soit à une institution, soit à un homme plus qu'ils ne peuvent donner. En exigeant d'eux davantage, on les démoralise, on les empêche, on les fausse, on les tue. L'Internationale, en peu de temps, a produit de grands résultats. Elle a organisé, et elle organisera chaque jour d'une manière plus formidable encore le prolétariat pour la lutte économique. Est-ce une raison pour espérer qu'on pourra se servir d'elle comme d'un instrument pour la lutte politique ?

« M. Marx pour l'avoir espéré a manqué d'assassiner l'Internationale par sa criminelle tentative de La Haye¹. »

Il est clair que l'AIT – autrement dit l'organisation syndicale – ne peut pas « suffire à tout ». Il y a donc autre chose. Les militants anarchistes de cette période auraient pu se référer à l'Alliance bakouninienne, à laquelle James Guillaume refusa d'en faire partie. Or l'Alliance aurait pu servir de modèle pour l'organisation anarchiste spécifique dont on se plaint qu'elle n'est pas constituée à cause de l'hégémonie syndicale et de « l'absorption des énergies par le mouvement syndical » (Maurizio Antonioli).

L'Alliance avait été dissoute et transformée en section de l'Internationale, elle n'était donc plus une « société secrète » mais il est évident que d'une certaine manière, elle existait quand même. C'est en tant que militant de l'Alliance que Fanelli se rend en Espagne en novembre 1868 pour y répandre les idées de l'Internationale.

La minorité révolutionnaire devait-elle être sélectionnée à l'intérieur du syndicat, comme le voulait James Guillaume, ou à

1. Bakounine, *Écrit contre Marx*.

l'extérieur, comme le voulait Malatesta? Bakounine aurait vu là un faux problème. La question n'est pas tant de savoir *où* ces élites se recrutent (dans le mouvement syndical ou en dehors) ni *qui* est recruté (des travailleurs ou des bourgeois transfuges de leur classe) mais quel type d'activité ces élites mènent. Il ne fait aucun doute, cependant, que Bakounine n'aurait jamais admis que ces élites *instrumentalisent* simplement le mouvement de masse au bénéfice de leurs idées, ce que Malatesta exprime en disant que « nous voulons faire de la propagande et profiter du mouvement ouvrier au bénéfice de notre cause¹ », ou J. Mesnil en exigeant de « rester complètement anarchiste, dans les syndicats comme ailleurs² », ou encore L. Merlino qui reproche aux anarchistes de s'être « jetés la tête la première dans le mouvement syndical³ », formulations qui suggèrent clairement l'extériorité des anarchistes par rapport au mouvement de masse.

La question du rôle des intellectuels, pour Bakounine, ne se pose pas en termes de *direction* mais de *collaboration*. Elle est en outre totalement dénuée d'illusion et de complaisance à l'égard aussi bien des socialistes bourgeois que des ouvriers embourgeoisés.

Les approches de Malatesta, de Mesnil et de Merlino, se situent à cent lieues de celles du mouvement libertaire espagnol, qu'il ne faut certes pas mythifier mais qui reste exemplaire. On imagine très mal reprocher à un anarchiste espagnol des années 1920 ou 1930 de « se jeter la tête la première dans le mouvement syndical ». Il ne comprendrait tout simplement pas.

L'une des manifestations évidentes de l'« extériorité » des anarchistes français, suisses et italiens de cette période se trouve dans l'attitude de Malatesta par rapport à l'échec de la campagne de la

-
1. E. Malatesta, « Ancora tra Guillaume e Malatesta », in *Volontà*, 21 mars 1914 (Cité par Maurizio Antonioli).
 2. J. Mesnil, *l'Esprit révolutionnaire*, in « Les Temps Nouveaux », 13 mars 1909. (Cité par Maurizio Antonioli.)
 3. L. Merlino, *Esperimento sindacalista*, in *Volontà*, 22 juin 1913. (Cité par Maurizio Antonioli.)

CGT pour la journée de huit heures, en 1906 – campagne qui l’avait au début enthousiasmé. Le révolutionnaire italien avait été très déçu du syndicalisme révolutionnaire et de sa capacité à engager une action révolutionnaire. Pourtant, imaginer qu’une revendication de l’ampleur de celle de la journée de huit heures en 1906 puisse être satisfaite en une seule fois, dès la première tentative, est extrêmement naïf : la déception de Malatesta fut sans doute à la mesure de sa naïveté. L’action syndicale revendicative implique une activité de tous les jours, obstinée ; elle exige de ne jamais lâcher prise.

Ce n’est qu’à la veille de la guerre, lors d’un congrès tenu en août 1913, que le mouvement anarchiste français révisera ses positions par rapport au syndicalisme. Dans un article des *Temps nouveaux* dans lequel il commente ce congrès, Francis Delaisi fait montre d’une approche du syndicalisme beaucoup plus réaliste que celle de Malatesta :

« Mais il est clair que cette “gymnastique révolutionnaire” ne saurait se faire de façon continue. Après tout mouvement d’ensemble, il faut une période de recueillement ; toute bataille, même victorieuse, laisse dans l’organisme des blessures qu’il faut panser, des pertes qu’il faut réparer si l’on veut reprendre ensuite un effort plus vigoureux¹ ».

L’extériorité du mouvement anarchiste se manifeste également dans l’incapacité de percevoir le lien (« dialectique », oserais-je dire...) qui peut exister entre action revendicative – identifiée au « réformisme » – et action révolutionnaire, les anarchistes n’étant censés se livrer qu’à des actes révolutionnaires, à l’exclusion de tout autre. Il est évident que dans ces conditions, les anarchistes n’ont pas grand-chose à faire dans les organisations de masse en dehors de la « propagande anarchiste » visant à recruter. Pour de nombreux anarchistes, les syndicalistes révolutionnaires sont tout simplement

1. *Les Temps Nouveaux*, 23 août 1913.

des réformistes. Selon Marc Pierrot, il n'y a « aucune différence entre syndicalistes réformistes et syndicalistes révolutionnaires », parce que « les uns et les autres ne réclament que des réformes¹ ». Ce qui suggère que les militants anarchistes qui, par hasard, militaient dans les syndicats ne devraient en aucun cas réclamer des réformes.

Bakounine pensait qu'à son époque, la classe ouvrière n'avait pas encore atteint un stade suffisant de maturité pour se passer d'une minorité révolutionnaire. En 1870, on n'avait pas encore trouvé le mode précis d'organisation de cette minorité révolutionnaire. Trente ans plus tard, on n'a pas avancé par rapport à la période de l'AIT : on pourrait dire que le mouvement anarchiste avait plutôt régressé sur la question de l'organisation de la minorité révolutionnaire. En effet, alors que les bakouniniens ne parlaient pas de division du travail entre action revendicative et action politique, alors qu'ils ne parlaient même pas de séparation entre action revendicative et action révolutionnaire, les anarchistes d'après 1900 adoptent en fin de compte les mêmes positions que la social-démocratie. Car l'un des points qui définit *précisément* la social-démocratie, c'est l'idée de division de travail entre parti et syndicat – une division qui aboutit inévitablement à la subordination de second au premier. On connaît l'insistance que met Malatesta sur la séparation entre « lutte économique » et « lutte politique ».

Les reproches faits aux syndicalistes révolutionnaires par les anarchistes étaient injustes et ne tenaient aucun compte du contexte historique et sociologique. La stratégie parlementaire était un fait acquis : son incapacité à modifier les rapports de production capitalistes n'apparaissait pas évidente à tous et il était inévitable que de nombreux ouvriers aient été tentés par une voie qualifiée de pacifique et légale alors que le moindre mouvement de grève se voyait impitoyablement réprimé. Deux ans après le congrès d'Amiens, la grève des terrassiers de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges

1 M. Pierrot, *La Conférence de Bertoni*. (Cité par Maurizio Antonioli.)

aboutit à l'arrestation de nombreux dirigeants de la CGT, la décapitant littéralement et laissant les réformistes s'engouffrer dans le vide ainsi créé.

Le mouvement syndicaliste révolutionnaire commença à décliner, non pas en 1914, mais à partir de 1906 et surtout 1908, sous le coup de la répression policière d'une part (grève de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges, grève des postiers), de la montée du réformisme d'autre part. Pourtant, malgré la montée en force des réformistes, la Confédération réussit à organiser en 1912 une grève générale de 24 heures contre la guerre, décidée lors d'un congrès extraordinaire. L'aile réformiste de la CGT s'était vigoureusement opposée à la grève générale, mais elle s'exprima devant une salle très hostile. Les responsables confédéraux – Léon Jouhaux, Yvetot, Griffuelhes, Merrheim et Dumoulin – avaient compris qu'ils ne pouvaient pas négliger les craintes des plus modérés. Faire voter une grève générale de 24 heures aurait été en soi une victoire, étant donné le contexte. La direction confédérale devait faire face à une répression féroce du pouvoir et au sabotage, par les réformistes dont l'influence grandissait, de toute initiative d'envergure.

La grève fut un demi-succès, mais elle sauva l'honneur : il y eut 600 000 grévistes. Une vague de répression suivit, contre les militants syndicalistes, les Jeunesses syndicalistes et contre la Fédération communiste anarchiste, qui fut particulièrement touchée. Le procès contre les « menées anarchistes » se conclura par un total de seize années de prison pour cinq anarchistes et 6 300 francs d'amende. La publicité de ce procès fut totalement éclipsée par celui de la bande à Bonnot, qui se tenait en même temps.

A ceux qui reprochaient à la CGT ne pas suffisamment lancer d'initiatives révolutionnaires, Francis Delaisi répondit dans son commentaire au congrès anarchiste de d'août 1913 : « ...Et s'il fallait déclarer la grève générale tous les six mois, simplement chaque fois que le gouvernement ferait une provocation à la classe ouvrière,

il est clair qu'on essoufflerait bien vite l'organisme syndical ; qu'au lieu d'entraîner les hésitants à la révolution, on les découragerait ; et qu'en usant les rouages par une tension trop continue, on provoquerait précisément ce mouvement de recul qu'on veut éviter¹. »

Il fallut attendre le congrès anarchiste tenu en août 1913 à Paris pour « normaliser » en quelque sorte les relations entre anarchisme et syndicalisme. Le congrès fut organisé par la F.C.A., les groupes des *Temps nouveaux*, les journaux *Le Libertaire*, *Les Temps nouveaux*, *Le Réveil anarchiste ouvrier*. Il eut lieu du 15 au 17 août à la Maison des syndiqués, rue Cambronne. Furent présents environ 130 délégués représentant 60 groupes (24 de Paris et 36 de province).

Il est à retenir que ce congrès, tenu peu après l'affaire Bonnot, fut marqué par une vigoureuse prise de distance avec l'individualisme. Mauricius se vit privé de parole (après avoir tout de même longuement monopolisé la tribune) ; Jean Grave annonça au nom des *Temps nouveaux* qu'il se retirerait du congrès si les individualistes y siégeaient. Pierre Martin, du *Libertaire*, déclara à leur adresse : « Entre vous et nous, il n'y a pas d'entente possible. » Sébastien Faure souligna l'« abîme infranchissable » qui séparait les conceptions communistes et individualistes.

Le compte rendu fait par *Les Temps Nouveaux* du 23 août 1913 et les commentaires qui le suivent relatent longuement la question syndicale. On y lit « qu'il est important que les anarchistes se mêlent aux syndicats afin d'y semer des sentiments révolutionnaires et l'idée de la grève générale expropriatrice ». À la suite de ce congrès qui, enfin, voyait s'établir une certaine cohésion entre anarchistes français, se tinrent de nombreuses conférences régionales. Notons cependant que la fédération du Sud-Est, qui tint son congrès à Lyon, admettait toutes les tendances – individualistes compris – mais s'opposait à l'action syndicale.

Ce n'est donc qu'à la veille de la guerre pour que le mouvement anarchiste français entame un processus de réorganisation sérieuse.

1 « Notre congrès », *Les Temps Nouveaux*, 23 août 1913.

Des fédérations régionales se constituent partout. Vingt-cinq groupes adhéraient à la nouvelle organisation en octobre 1913. Un congrès anarchiste international devait se tenir à Londres en août 1914. Le secrétaire d'organisation était A. Schapiro; les initiateurs, les fédérations anarchistes d'Allemagne, de France et de Londres. Des Russes, des Italiens, des Espagnols, des Hollandais s'y intéressaient. Le déclenchement de la guerre allait mettre un terme à ces projets d'union internationale.

On a l'impression que le mouvement anarchiste est totalement extérieur à la classe ouvrière et qu'il ne décide d'entrer dans les syndicats pour y faire de la propagande anarchiste que par choix tactique. Ce n'est pas une stratégie globale dans laquelle anarchistes et syndicalistes travaillent ensemble à une œuvre commune. On pense évidemment au mouvement libertaire espagnol, même si la collaboration n'a pas toujours été idyllique, mais aussi au mouvement latino-américain, argentin en particulier. Maurizio Antonioli montre, il est vrai, que *ni les syndicalistes ni les anarchistes, à quelques exceptions près (Dunois, par exemple), ne semblaient disposés à une telle collaboration.*

C'est donc particulièrement handicapés que les militants syndicalistes révolutionnaires et anarchistes affronteront, après la guerre et la révolution russe, la politique d'assujettissement des organisations de masse ordonnée par l'Internationale communiste.

Le divorce entre anarchistes et socialistes

À plus d'un siècle de distance, on oublie qu'entre 1870 et 1900, tout n'était pas joué et que la séparation entre le courant social-démocrate et le courant fédéraliste-syndicaliste n'était pas absolument irrémédiable. Nous avons montré que les libertaires se sont obstinés pendant longtemps à participer aux congrès socialistes internationaux, puis quand s'est constituée la II^e Internationale, aux congrès de cette dernière jusqu'en 1896. Mais l'inverse est vrai

également : au sein de la social-démocratie existaient des courants oppositionnels proches de l'anarchisme.

En Allemagne, une fraction du parti social-démocrate sera exclue en 1880 et évoluera vers l'anarchisme ; Johan Most, qui deviendra une figure de l'anarchisme américain, faisait partie de cette opposition. Dès 1885 une autre opposition apparaît dans le parti, les « Jungen » (les Jeunes), en faveur de la constitution de groupes autonomes et dénonçant « l'influence petite-bourgeoise et socialiste d'État » et l'idée d'une organisation centralisée. Une scission intervient en 1891 et les Jungen créent l'Association des socialistes indépendants, sur des bases fédéralistes, préconisant la « pure lutte de classe » et l'antiparlementarisme. Nombre de ses militants, comme Gustav Landauer, évolueront vers l'anarchisme. L'Association se dissout en 1894, la plupart des militants retournent au parti social-démocrate, et ses chefs deviendront des porte-parole du révisionnisme, c'est-à-dire des réformistes extrêmes¹.

En Belgique, de violentes émeutes ouvrières éclatent en 1886. Au sein du Parti ouvrier belge un courant en appelle à l'action directe. Ce courant fonde le Parti socialiste républicain en 1887, favorable au suffrage universel, mais également partisan de la grève insurrectionnelle. Cette dissidence disparaît en 1889 et réintègre le parti.

Aux Pays-Bas, une personnalité comme Domela Nieuwenhuis, ancien pasteur converti au socialisme, joue un rôle important dans la formation de la gauche hollandaise. Dans un premier temps il milite pour l'édification des syndicats, pour le suffrage universel et les grèves économiques. Au sein du parti social-démocrate (le SDB), il reste convaincu de la nécessité de l'utilisation du parlement comme tribune révolutionnaire. Cependant, il rejette le parlementarisme en 1891 et devient, dans la II^e Internationale, le seul dirigeant antiparlementaire. Cette évolution s'explique par le constat que

1 Rappelons qu'il s'agit du révisionnisme dans le sens qu'avait le mot dans le vocabulaire politique de l'époque, de révision du marxisme dans un sens réformiste.

les revendications en vue de l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière se heurtent systématiquement à la violence patronale et étatique. La dénonciation de la social-démocratie comme fraction de la bourgeoisie constituera un des points de rencontre entre anarchistes et conseillistes. Ces derniers diront en effet que la social-démocratie est le courant le plus conséquent à l'intérieur de la fraction avancée de la bourgeoisie.

En 1891, Nieuwenhuis défendait dans la II^e Internationale l'idée de grève générale des travailleurs des pays belligérants en cas de guerre. En 1893 il propose une motion, qui sera adoptée à une courte majorité, rejetant toute activité électorale. Une scission intervint, avec la constitution d'un Parti ouvrier social-démocrate sur le modèle allemand, et qui, aux Pays-Bas, est perçu par les ouvriers comme une organisation dirigée par une petite minorité d'éléments de la classe moyenne. Cependant, le rapport des forces devait se modifier rapidement, car un nombre croissant d'adhérents du SDB devaient se rallier à l'électoratisme. Les militants de ce parti rejoignirent soit le parti réformiste, soit le mouvement libertaire. Le SDB se dissout en 1900. En 1896, Nieuwenhuis avait quitté ostensiblement le congrès de Londres de la II^e Internationale, qui avait décidé d'exclure les anarchistes. Lui et ses partisans, ralliés à l'anarchisme, quittent le SDB en 1897.

Nieuwenhuis et Cornelissen collaborèrent un moment et fondèrent un journal, *Le socialiste libertaire*, et une éphémère organisation, la Fédération des socialistes libertaires. Le centre de gravité du mouvement libertaire était désormais dans le syndicat. En 1893 s'était constitué le NAS (Secrétariat national du travail), sous l'influence de Cornelissen. Cette organisation, aux effectifs peu nombreux mais très militants, sera à la pointe de la lutte des classes aux Pays-Bas.

Il y eut donc une « période de transition » pendant laquelle les groupes ouvriers faisaient l'expérience de l'une ou l'autre stratégie, passaient de l'un à l'autre courant selon les circonstances. Le refus

catégorique des dirigeants de la II^e Internationale d'intégrer dans leurs rangs tout groupe n'acceptant pas l'action parlementaire a pu contribuer à forger une relative homogénéité de façade au mouvement socialiste, mais ce fut fait au détriment de la vie et du débat. La crispation de la social-démocratie allemande contre toute discussion sur la grève générale en cas de guerre fut la conséquence évidente de son approche dogmatique des problèmes.

Cependant, le modèle représenté par la II^e Internationale n'était lui-même pas définitivement fixé puisque cette dernière acceptait des organisations syndicales – à condition qu'elles soient favorables à la stratégie électorale (on appelait cela « l'action politique »). C'est ainsi que des militants français expulsés d'un congrès socialiste en tant qu'anarchistes revenaient au congrès suivant avec un mandat de la CGT.

Jusqu'en 1900, il y eut même une véritable convergence entre l'anarchisme et le socialisme de gauche non parlementaire. C'est que les délégations socialistes aux congrès internationaux ne sont alors pas homogènes du fait que le modèle social-démocrate ne s'est pas encore définitivement fixé, ni totalement imposé. C'est ainsi que la délégation allemande du congrès de la II^e Internationale, à Zurich, fit expulser de la salle les Indépendants de Gustav Landauer, une tendance opposée au parlementarisme. Cet acte d'intolérance suscita un véritable tollé, et cinquante délégués quittèrent la salle en solidarité. Les dissidents du congrès tinrent des réunions séparées : on y trouvait des anarchistes anglais, italiens, français, la plupart des socialistes néerlandais, des socialistes français. C'est lors de ces réunions que Domela Nieuwenhuis déclara que « *la fusion de tous les éléments révolutionnaires est possible*¹ » .

Cette convergence entre anarchistes et socialistes révolutionnaires devait conduire à un congrès, en 1900, et aurait dû aboutir à la formation d'une Internationale anti-autoritaire. Le congrès fut dispersé par la police, au titre des lois anti-anarchistes de 1894, et

1. *Le Temps*, 12 août 1893.

n'eut jamais lieu¹. Mais ce serait sans doute une erreur que d'attribuer à la police française la seule responsabilité de l'échec de la constitution d'une Internationale anti-autoritaire : là encore, des facteurs internes jouèrent un grand rôle. Si l'initiative avait correspondu à un besoin impérieux de la période historique, elle aurait abouti. Comme il fallait s'y attendre, et comme cela eut lieu précédemment, une grande partie des socialistes antiparlementaires finit par rentrer dans le rang et rejoignit la social-démocratie.

Une fois le constat fait de l'existence de partis socialistes se consacrant à l'activité électorale, l'AIT anti-autoritaire aurait pu axer sa propagande sur l'idée d'indépendance de l'organisation de classe par rapport à l'organisation politique (recrutant sur des critères d'opinion). Le syndicalisme révolutionnaire français sera très précisément le représentant d'un tel courant, mais il ne sera pas issu de l'AIT par héritage direct : il y aura une quinzaine d'années de chaos consécutif à la période des attentats anarchistes.

Pourtant, pendant la période noire du terrorisme anarchiste, qui ne dura que quelques années, les anarchistes organisateurs et militants du mouvement ouvrier sont toujours là : la grande vague d'attentats de 1892-1894 avec les figures de Ravachol, Vaillant et Emile Henry, apparaît au moment même où le mouvement ouvrier révolutionnaire commence à se reconstituer sous l'impulsion de Pouget, de Pelloutier et de beaucoup d'autres.

Curieusement, ces militants anarchistes ne parvenaient pas à accepter la coupure entre les deux courants du mouvement ouvrier. Ils continuent de participer aux congrès socialistes, malgré les

1 On pourra consulter Guillaume Davranche, « Pelloutier, Pouget, Hamon, Lazare et le retour de l'anarchisme au socialisme (1893-1900) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 110, 2009.

manœuvres d'Engels et de la social-démocratie allemande pour les exclure de la II^e Internationale.

En France, le divorce entre anarchistes et socialistes se fait progressivement et va rapidement s'étendre à toute l'Europe, mais il ne sera définitivement réalisé qu'en 1896 avec l'exclusion des anarchistes de la II^e Internationale. Nombre d'anarchistes, après la fin de l'AIT, s'obstinèrent à se sentir attachés à la grande famille du socialisme et continuèrent de vouloir participer aux congrès de l'Internationale, ce que la plus grande partie des ouvriers socialistes ne contestaient pas. En 1889 et en 1891, les anarchistes voulurent participer aux congrès de Paris et de Bruxelles, mais leur présence donna lieu à de violentes contestations. Une grande partie des délégués ouvriers anglais, hollandais et italiens, scandalisés par ce comportement, se retirèrent. Ne se sentant cependant pas encore assez forts, les socialistes ne firent voter aucune mesure sur la question parlementaire et les alliances avec les partis gouvernementaux. C'est au congrès de Zürich, en 1893, qu'ils crurent s'en tirer en faisant voter une motion qui disait notamment que « toutes les chambres syndicales seront admises au prochain congrès; [ainsi que] les partis et groupements socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation des travailleurs et de l'action politique ». Un amendement proposé par August Bebel précise :

« Par action politique, il est entendu que les partis ouvriers emploient tous leurs efforts à utiliser les droits politiques et la machinerie législative (corps législatif, législation directe) en vue des intérêts du prolétariat et de la conquête des pouvoirs publics. »

Nous avons évoqué le fait qu'à cette époque, il n'y avait pas, au niveau des militants de base, d'imperméabilité entre les socialistes et les anarchistes¹. Il est fréquent qu'en Europe dans les années 1880 des militants ou des groupes socialistes locaux basculent vers

1. Cf. *supra* : « 1878 : Le congrès de Fribourg. – La fin de la Fédération jurassienne. »

l'anarchisme. C'est le cas en France, en Allemagne, en Angleterre, aux Pays-Bas, en Italie. C'est le débat sur l'opportunité de participer à l'action électorale qui est en général le déclencheur de ces mouvements. Il ne s'agissait donc pas là d'un débat académique entre Bakounine et Marx mais d'un problème que les militants se posaient réellement, souvent après en avoir fait concrètement l'expérience. La résolution socialiste de 1893, qui exige des socialistes qu'ils « emploient tous leurs efforts » à l'action parlementaire, rendue de ce fait obligatoire, renvoyait à la marge les anarchistes, mais elle marginalisait également nombre de socialistes opposés au parlementarisme, ainsi que ceux pour qui l'action parlementaire n'était qu'une option parmi d'autres, et ceux qui en avaient fait l'expérience et ne la jugeaient pas concluante.

Engels aussi en a fait l'expérience, d'ailleurs : en 1891, malgré l'instauration d'un système représentatif, il constate que « le gouvernement possède tout pouvoir exécutif », et que les « chambres n'ont pas même le pouvoir de refuser les impôts ». « La crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes paralyse l'action de la social-démocratie¹ », dit-il encore, confirmant totalement l'opinion de Bakounine selon laquelle les formes démocratiques n'offrent que peu de garanties pour le peuple. Le « despotisme gouvernemental » trouve ainsi une forme nouvelle et efficace dans la pseudo-volonté du peuple.

Les anarchistes, expulsés par la porte, revinrent par la fenêtre en 1896, au congrès de Londres... en tant que délégués de syndicats. Sur les quarante-trois délégués ouvriers français, vingt étaient des anarchistes notoires, dont Emile Pouget et Fernand Pelloutier²...

1 *Critique du programme d'Erfurt*, Éd. sociales, p. 101.

2 Cette situation était tout sauf spontanée ou le fait du hasard. En effet, c'est Fernand Pelloutier et Augustin Hamon qui eurent l'idée d'organiser une délégation « syndicalo-anarchiste » au congrès de Londres. Ils eurent l'aide de Malatesta, qui vivait à Londres et connaissait les milieux syndicalistes, et de Cornelissen en Hollande. Ce dernier rédigea pour l'occasion un texte intitulé « Le communisme révolutionnaire. Projet pour une entente et pour l'action commune des Socialistes révolutionnaires et des Communistes anarchistes ».

Il fallut trois jours de bataille, que les socialistes gagnèrent de justesse, pour que passe une résolution excluant des congrès futurs les groupements, même corporatifs, qui n'acceptaient pas la nécessité du parlementarisme. Le rapport introductif du congrès anarchiste d'Amsterdam, tenu en 1907, dira : « La majorité voulait en finir avec les anarchistes ; elle ne se doutait pas qu'elle venait d'éloigner d'elle, à jamais, le prolétariat organisé¹. » L'orateur ne croyait pas si bien dire.

-
1. Anarchisme et syndicalisme, Le congrès anarchiste international d'Amsterdam. – Introduction d'Ariane Miéville et Maurizio Antonioli. Nautilus-Éditions du Monde libertaire. La réédition des actes de ce congrès révèle un fait intéressant, qu'il serait utile de développer. En effet, dans l'imagerie d'Épinal du mouvement libertaire, le congrès d'Amsterdam fut l'événement lors duquel se heurtèrent deux conceptions divergentes, l'anarchisme et le syndicalisme, personnifiés respectivement par Malatesta et Monatte (le premier ayant, rappelez-le, collaboré sans problème avec les syndicalistes-anarchistes – on ne parlait pas encore d'anarcho-syndicalistes – lors du congrès socialiste international de 1896). En réalité, on s'aperçoit que si le débat « anarchisme ou syndicalisme », est réel, il reste relativement marginal par rapport à un autre : « faut-il ou ne faut-il pas s'organiser », introduit par les individualistes... Amédée Dunois, rapporteur de la 4^e séance, s'en prit violemment aux individualistes et aux opposants à toute forme d'organisation en évoquant le temps où les anarchistes, « isolés les uns des autres, plus isolés encore de la classe ouvrière, semblaient avoir perdu tout sentiment social ; où l'anarchisme, avec ses incessants appels à la réforme de l'individu, apparaissait à beaucoup comme le suprême épanouissement du vieil individualisme bourgeois »... Lors de la 5^e séance du congrès, un certain H. Croiset, développant un stirnérisme mal digéré, résuma clairement la position des individualistes : « Ma devise, c'est : Moi, moi, moi... et les autres ensuite ! » Il précisa : « L'organisation a pour résultat fatal de limiter, toujours plus ou moins, la liberté de l'individu. » Les maîtres sont souvent plus profonds que les disciples : une lecture attentive de l'Unique révèle ainsi que Stirner se soucie peu que l'organisation restreigne sa liberté : « Qu'une société, l'État, par exemple, restreigne ma liberté, cela ne me trouble guère. Car je sais bien que je dois m'attendre à voir ma liberté limitée par toutes sortes de puissances, par tout ce qui est plus fort que moi, même par chacun de mes voisins ; quand je serais l'autocrate de toutes les R..., je ne jouirais pas de la liberté absolue. Mon individualité, au contraire, je n'entends pas la laisser entamer. Et c'est précisément à l'individualité que la société s'attaque, c'est elle qui doit succomber sous ses coups. »

IX

Réinventer l'anarchisme ?

À l'échelle de l'histoire européenne du XIX^e siècle

À l'échelle de l'histoire européenne du XIX^e siècle, la satisfaction progressive de la revendication du droit de vote pour tous apparaît comme *inéluçtable*. En Allemagne, c'est Bismarck lui-même qui a tenté deux fois sans succès d'instaurer le suffrage universel avant d'y parvenir en 1866. En France, Napoléon III l'introduit de manière partielle. L'instauration du suffrage universel est une revendication que la classe ouvrière reprend à son compte parce que la démocratie politique est perçue sans beaucoup de contestation comme le meilleur moyen d'obtenir une amélioration des conditions d'existence des couches les plus défavorisées de la population. Le « Manifeste des Soixante » est à ce titre un texte fondateur de la revendication des travailleurs à avoir une représentation spécifique¹.

On voit, dans *L'Internationale, documents et souvenirs*, comment James Guillaume tente de montrer que seule une mobilisation ouvrière de masse, la constitution d'une « armée du travail »,

1 « A propos du Manifeste des Soixante, <http://monde-nouveau.net/spip.php?article74>

peut parvenir à cette fin, mais il va à contre-courant de la tendance générale de l'époque.

L'erreur des anarchistes est sans doute de ne pas avoir compris l'inéluctabilité de l'instauration du suffrage universel, et le fait que, dès lors qu'un droit est obtenu ou accordé, on peut difficilement empêcher les gens de l'exercer. Pour ne pas avoir compris cela, les anarchistes se sont marginalisés, bien que sur le fond leur analyse sur la nature du suffrage universel dans une société capitaliste fût juste. Il n'y a rien à changer de l'analyse qu'en a fait Bakounine vers 1870. De Paepe, dans son rapport au congrès de Berne, décrit assez bien ce phénomène d'attirance que la « voie légale » suscite.

Il convient de préciser que lorsqu'un droit est obtenu, le fait de ne pas l'exercer peut relever d'un choix parfaitement délibéré et conscient. Le fait de ne pas voter aux élections parlementaires entre dans cette catégorie. La carence du mouvement libertaire réside dans le fait que les raisons invoquées pour ne pas voter ne sont en général pas convaincantes. Le fort taux d'abstentionnisme aux élections n'est pas forcément significatif d'une contestation de l'ordre en place, il peut être le résultat d'une absence totale de perspectives, à laquelle les anarchistes contribuent grandement en n'en proposant aucune...

L'opposition des anarchistes à la participation aux élections est-elle due au caractère intrinsèquement faussé de cette pratique politique, ou est-elle motivée, inconsciemment, par le fait que les élections peuvent conduire à une amélioration des conditions d'existence des masses ?

Bakounine n'était absolument pas opposé au principe du suffrage universel¹; Cependant, il explique dans une lettre à Palix du 29 septembre 1870 qu'il est totalement illusoire d'instaurer un système dans lequel la population vote mais où la propriété privée des moyens de production n'est pas abolie. Ailleurs, il écrit :

1 Cf. *supra*, ch. IV, « L'espoir de rapprochement ».

« Le suffrage universel, tant qu'il sera exercé dans une société où le peuple, la masse des travailleurs, sera ÉCONOMIQUEMENT dominé par une minorité détentrice de la propriété et du capital, quelque indépendant d'ailleurs ou libre qu'il soit ou plutôt qu'il paraisse sous le rapport politique, ne pourra jamais produire que des élections illusoires, antidémocratiques et absolument opposées aux besoins, aux instincts et à la volonté réelle des populations¹. »

Ce n'est donc pas une opposition de principe au suffrage universel.

L'analyse de Bakounine se fonde sur des critères politiques, sociologiques, pas sur des considérations métaphysiques. Or le mouvement anarchiste peu après la fin de l'Internationale a transféré l'opposition à la participation aux élections sur le terrain psychologique et moral, voire métaphysique : c'était devenu une abdication de la souveraineté de l'individu.

Les anarchistes du xx^e siècle ne se sont pas posé la question d'une stratégie politique adaptée à un contexte où les réformes sociales, certes partielles, deviennent une pratique courante. L'amélioration progressive des conditions d'existence des masses est-elle antinomique avec le projet anarchiste ? Les anarchistes de la seconde moitié du xx^e siècle n'ont pas vu que beaucoup de ce que réclamaient Proudhon et Bakounine est devenu une banalité aujourd'hui. Qui, du temps de l'Association internationale des travailleurs, aurait pensé obtenir quatre, cinq voire six semaines de congés annuels² ?

1 Bakounine, *l'Empire knouto-germanique*.

2. Il est vrai que de ce point de vue, une véritable révolution reste à faire dans de nombreux pays industriels, comme aux États-Unis, où il n'existe pas d'obligation légale pour les employeurs d'octroyer des congés payés à leurs salariés : un quart des salariés n'en bénéficient pas, ce qui ne signifie pas qu'ils ne prennent pas de congés, mais qu'ils en prennent sans solde à la discrétion de l'employeur. Dans les grandes sociétés, la norme est de deux semaines de congés payés, complétés par quatre à six jours de maladie tolérés cumulables, et parfois des congés non rémunérés.

En effet, si on recense les différentes revendications que formulaient les deux révolutionnaires du XIX^e siècle, on s'aperçoit qu'elles sont pour une large part mises en œuvre aujourd'hui, ou qu'elles constituent des revendications formulées encore aujourd'hui sans qu'elles aient la moindre connotation révolutionnaire ou subversive.

En 1866 Bakounine propose un programme dans lequel les chômeurs seraient pris en charge par la collectivité, ainsi que les vieillards et les malades. C'était à l'époque quelque chose de totalement révolutionnaire. Ça l'est d'ailleurs encore dans beaucoup de pays... L'égalité des droits entre l'homme et la femme est également affirmée – point sur lequel Bakounine insistera toujours.

L'instruction devra être gratuite et obligatoire pour tous (y compris les filles) du primaire « jusqu'aux plus hautes institutions de perfectionnement, théorique et pratique, dans les sciences, dans les lettres, dans les arts et dans l'industrie ». C'était là encore une revendication révolutionnaire pour l'époque, et cela le reste même dans bien des pays industrialisés, où l'instruction des enfants coûte très cher aux familles.

En 1870 en France, ces revendications étaient extrêmement subversives. Elles sont parfaitement banales aujourd'hui, mais à l'époque on pensait qu'elles ne pourraient pas être réalisées par la société capitaliste; qu'elles ne pourraient l'être qu'après une révolution globale des rapports politiques et sociaux. On s'aperçoit aujourd'hui que la société capitaliste a réussi à absorber une grande partie de ces revendications.

La question principale en réalité n'est pas : « Faut-il voter ou pas ? » mais : « Peut-on obtenir des avantages par la négociation (syndicale) et la médiation (politique) ? » Or la Fédération jurassienne en 1876 pose le problème autrement : Faut-il arracher des avantages par la confrontation, à un moment où la confrontation violente systématique commence à être sur le déclin ? – ce qui n'exclut pas par la suite des confrontations *occasionnelles*. La

plupart des ouvriers préfèrent tout de même éviter la confrontation parce que des journées sans salaire ont toujours des conséquences dramatiques.

Si dans les pays latins comme l'Italie et l'Espagne le mouvement révolutionnaire resta encore très présent, ce n'est pas parce que les « Latins » étaient génétiquement programmés pour être révolutionnaires, mais parce que le niveau de développement culturel, les institutions politiques, l'état d'esprit des classes dirigeantes faisait qu'il n'y avait aucune médiation, aucune culture de la négociation entre État et patronat d'une part, classe ouvrière de l'autre¹. Répression étatique de toute lutte revendicative et pouvoir dictatorial ne laissent guère à la classe ouvrière que la voie révolutionnaire.

Dès lors que la brèche est ouverte pour l'instauration d'un système représentatif, la classe ouvrière, et surtout une partie de ses élites, s'y précipitent. Si les grands penseurs anarchistes, et en particulier Bakounine, ont un point de vue qui reste pertinent sur les tentations opportunistes des élites ouvrières et socialistes qui utilisent la classe ouvrière comme marchepied pour leur carrière politique, ils ne donnent pas de solution quant à ce qu'il faut faire quand l'illusion se répand qu'il devient possible d'obtenir des améliorations par la négociation plutôt que par la confrontation. La question n'a jamais été posée en ces termes par le mouvement anarchiste ou anarcho-syndicaliste, à l'exception notable du mouvement anarcho-syndicaliste suédois qui est d'ailleurs le seul qui a su garder des effectifs qui dépassent de loin les quelques centaines d'adhérents des groupes libertaires d'aujourd'hui.

À l'exemple suédois on peut peut-être ajouter l'exemple espagnol. Après la chute de Franco le mouvement anarcho-syndicaliste s'est trouvé à l'heure des choix : reconstituer la CNT telle qu'elle était en 1936 ou trouver des formes plus adaptées à la situation

1. Il ne faut pas systématiser : la CNT d'Espagne signait à l'occasion des accords et des conventions collectives, ce que beaucoup de jeunes militants d'aujourd'hui semblent ignorer.

de la fin du siècle. Ce problème a conduit à une confrontation entre deux tendances : le courant « traditionnel » qui a gardé le nom de CNT, et le courant « moderniste », la CGT¹, sans que ses effectifs atteignent ceux qu'avait la CNT avant la guerre civile. On constate dans le cas de la Suède comme dans celui de l'Espagne qu'un mouvement anarcho-syndicaliste qui entend s'adapter à l'évolution de la société moderne tout en gardant un projet révolutionnaire atteint des effectifs qui ne dépassent de toute façon pas quelques dizaines de milliers d'adhérents. Ce qui nous ramène à l'idée de « minorité agissante » traditionnelle au syndicalisme révolutionnaire...

Dire que les améliorations sont vite rattrapées ou remises en cause est vrai – ce que Proudhon, quant à lui, avait parfaitement vu –, mais on ne peut éviter que le salarié se dise que c'est toujours bon à prendre. On n'est pas en situation de confrontation révolutionnaire à tout moment. Dans les intervalles, il faut bien faire quelque chose : les révolutionnaires radicaux ont tendance à faire de l'attentisme², les réalistes se livrent à la lutte revendicative. Il est certain que l'ouvrier moyen préférera les seconds aux premiers. L'alternative posée par Rosa Luxembourg en 1898 – réforme ou révolution – mérite d'être rediscutée. Mais ce qui mérite surtout d'être rediscuté, c'est à la fois la notion de révolution et celle de réforme. Aucune des révolutions populaires depuis la Commune n'a été le résultat d'un choix des organisations de la classe ouvrière : toutes ont été la simple réaction à une situation qui leur a été imposée. Autrement dit, on ne *déclenche* pas une révolution populaire³. Il

1 La CGT d'Espagne, issue d'une scission de la CNT, aurait aujourd'hui 80 000 adhérents.

2. Voire même à s'opposer à toute amélioration des conditions de travail de la classe ouvrière : à la fin du XIXe siècle certains anarchistes, mais aussi certains socialistes, s'opposaient à la réduction du temps de travail parce que l'accroissement des loisirs allait détourner les ouvriers de la révolution. C'est au fond le même raisonnement que les bien-pensants chrétiens qui envoyaient les enfants à l'usine à 7 ans pour éviter qu'ils tournent mal.

3. La révolution d'octobre 1917 fut en réalité un coup d'État à l'intérieur de la révolution : il s'agissait pour le parti bolchevik de prendre de court le congrès

paraît évident qu'il n'y aura plus jamais de « révolution » dans le sens où l'entend l'extrême gauche marxiste, qui a vécu dans un délire d'identification avec la Révolution russe et s'est imaginée qu'un jour, peut-être, elle pourra renouveler l'expérience des bolcheviks, non plus dans un pays sous-développé sans pratiquement de classe ouvrière, mais dans un pays industrialisé.

Le discours sur la nécessité, ou l'inévitabilité d'une révolution, évacue le fait que l'écrasante majorité de la population dans les sociétés industrielles d'aujourd'hui ne semble pas disposée à envisager un changement de fond de leur fonctionnement, quels que soient les griefs que les uns ou les autres peuvent porter. Les innombrables couches qui composent la société, elles-mêmes parcourues d'innombrables contradictions, finissent, en dernière analyse, par se scinder en deux groupes pratiquement égaux numériquement, dont l'un vote à droite, l'autre à gauche ; droite et gauche n'étant en la circonstance que deux variantes pour gérer le système capitaliste – la gauche servant en général à prendre des mesures que la droite n'oserait pas prendre. Les alternances ne jouent en fait que sur 0,5 ou 1 % des électeurs, selon les circonstances et relèvent plus de la loterie que d'autre chose. Le désinvestissement d'une partie importante des citoyens envers « la politique », c'est-à-dire les élections, qui conduit à d'importants taux d'abstention, est attribué par les commentateurs à de nombreuses raisons, ce qui est normal puisque leur gagne-pain consiste à commenter ; rarement est évoqué le fait que les électeurs ont fini par se rendre compte que voter ne sert à rien parce que les élus, et le pouvoir politique en particulier, n'ont aucun pouvoir de décision.

Le mouvement anarchiste ne semble pas se poser la question de savoir comment se développer dans un tel contexte. Faut-il continuer de se référer à des concepts qui étaient valables en 1900, 1920, 1930 ? Ou trouver autre chose ?

pan-russe des soviets qui s'apprêtait à prendre le pouvoir. Il ne fallait à aucun prix que les soviets se déclarent détenteurs légitimes du pouvoir.

Références de plus en plus obsolètes

En France, l'anarchisme comme mouvement spécifique¹ a continué son existence en fondant sa pensée et son action sur des références qui devenaient de plus en plus obsolètes. Le discours anarchiste d'aujourd'hui n'a pas beaucoup changé depuis la fin du XIX^e siècle, il est essentiellement axé sur la critique de l'« autorité ». L'analyse de la nature de l'État n'est pas fondamentalement différente de celle qui était en vigueur il y a plus d'un siècle : c'est une structure « autoritaire » dont il n'y a rien à tirer. Or depuis Proudhon, l'État a acquis des fonctions bien plus étendues que du temps de Napoléon III, qui débordent celles des fonctions régaliennes traditionnelles. Il est largement impliqué dans la gestion du social, dans les services publics. Les anarcho-syndicalistes suédois ont fait ce constat, mais en ont poussé les conclusions jusqu'à collaborer avec lui sur les questions sociales, telles que la gestion des caisses de retraite. Ont-ils eu raison ? Par ailleurs : la gestion des caisses de retraite est-elle une fonction étatique, où une fonction de type mutualiste dont l'État s'est emparé ?

Une réflexion sur l'adaptation de l'anarcho-syndicalisme et de l'anarchisme à la société d'aujourd'hui devrait intégrer quantité de situations qui n'existaient pas du temps des « pères fondateurs », vers lesquels on a parfois tendance à se tourner. Si depuis Proudhon et Bakounine le fait de l'exploitation de la force de travail n'a pas changé, tout l'environnement social, économique, technique s'est radicalement transformé. Pour commencer, on constate la réduction considérable de la part du prolétariat industriel et l'augmentation des couches sociales liées aux services. Ces couches sociales, pour des raisons idéologiques, sont réticentes à s'identifier à la classe ouvrière, pourtant elles restent des « prolétaires » si on leur applique la définition de Pierre Besnard et de la CGT-SR². La capacité

-
- 1 Euphémisme employé par les anarchistes pour ne pas se désigner comme mouvement politique.
 - 2 « [...] l'ouvrier de l'industrie ou de la terre, l'artisan de la ville ou des champs – qu'il travaille ou non avec sa famille – l'employé, le fonctionnaire,

des directions d'entreprises à relocaliser la production n'importe où sur la planète modifie considérablement les conditions de lutte, qui ne peuvent plus se limiter à une activité de type syndical cantonnée à l'entreprise mais qui impose la lutte au niveau horizontal (ou géographique) sur le plan interprofessionnel, mais qui imposera aussi de plus en plus l'intervention des consommateurs.

Les héritiers du léninisme ont fini par se rendre compte qu'ils ne pourront plus jamais « prendre le Palais d'Hiver ». Ils se reconvertissent en simples partis social-démocrates qui développent, sans aucune imagination, des revendications un ou deux crans plus à gauche que leurs homologues dits « réformistes », lesquels d'ailleurs ne sont même plus réformistes.

Du côté libertaire également, il est nécessaire de faire le bilan. Il paraît évident que les exemples historiques de mouvements de masse influencés par l'anarchisme ne sont plus reproductibles aujourd'hui. Pour construire une organisation d'un million d'adhérents capable de mener la population laborieuse à reprendre en main presque instantanément la production industrielle et agricole, les transports et les services, comme en Espagne en 1936, il a fallu soixante-dix ans de propagande syndicaliste et libertaire incessante. C'est dire que le débat sur la mise en œuvre d'une stratégie sur le long terme est sans doute la chose la plus urgente de l'heure, mais il ne s'agit pas de copier sur le terrain syndical ce que les héritiers de Lénine font dans le domaine politique en ayant un discours « un cran plus à gauche ». *Il faut trouver autre chose.*

Le qualificatif de « réformiste » désigne, en principe, celui qui pense qu'il est possible de parvenir au socialisme par des réformes successives. Il faut donc le distinguer de celui qui mène une activité revendicative, quelle que soit par ailleurs son point de vue quant aux voies permettant de réaliser le socialisme. Le terme de « réformiste » a cependant été assimilé à la simple activité revendicative.

le contremaître, le technicien, le professeur, le savant, l'écrivain, l'artiste, qui vivent exclusivement du produit de leur travail appartiennent à la même classe : le prolétariat. »

Les anarcho-sindicalistes espagnols des années trente, qui font l'objet d'une certaine mythification romantique, faisaient de l'action revendicative et n'hésitaient pas à signer des conventions collectives en attendant mieux. Le fait de se livrer à une activité revendicative n'est donc pas *en soi* une preuve de « réformisme ». Le réformisme n'exclut d'ailleurs pas le recours à l'action vigoureuse et violente lorsque c'est nécessaire. C'est Karl Legien, un bonze syndical réformiste blanchi sous le harnais, et non les révolutionnaires allemands, qui a provoqué l'échec du coup d'État d'extrême droite de Kapp en mars 1920¹. La grève des mineurs britanniques commencée en 1984 et qui a duré un an a été organisée par une organisation syndicale parfaitement réformiste. La grève du *Parisien libéré* en France a duré deux ans et demi. Etc.

Le réformisme est moins une « trahison » de la classe ouvrière par quelques bureaucrates syndicaux machiavéliques et cupides que l'adaptation de l'action ouvrière à un contexte où la négociation devient possible et où la révolution n'est pas à l'ordre du jour. Suffrage universel et négociation iraient donc de pair. Le réformisme est une forme de médiation classe ouvrière-capital qui convient *aux deux parties*², parce qu'aucun ouvrier n'ira préférer risquer sa vie sur une barricade s'il peut obtenir satisfaction, même temporairement, par le vote ou la négociation. La question ne serait donc pas : Réforme ou Révolution ? mais : à quel moment peut-on envisager

1 Karl Legien est le type même du bonze syndical réformiste, inspirateur de la droite social-démocrate. Il avait combattu Bebel, Liebknecht et Rosa Luxembourg. Pendant la guerre, il avait été le chef de file des social-patriotes, l'initiateur de la chasse aux révolutionnaires dans le parti. Le 17 mars, Legien lance le mot d'ordre de grève générale, constitue un Comité central de grève auquel il convie toutes les organisations ouvrières, Parti communiste compris. Alors que les ministres et dirigeants social-démocrates s'enfuient, Legien reste à Berlin, passe dans la clandestinité pour diriger une extraordinaire grève générale : toute vie, toute activité sont arrêtées tant que Kapp reste au pouvoir. Les troupes ne sont pas ravitaillées, il n'y a plus de moyens de transport, les chefs militaires ont ni téléphone ni moyens de communication.

2. Cela ne veut pas dire que le patronat ne préférerait pas, à tout prendre, un contexte dans lequel il peut imposer ses vues sans négocier.

une action révolutionnaire et à quel moment faut-il se contenter d'actions revendicatives? Deux questions subsidiaires apparaissent aussitôt: *a)* Comment empêcher que l'action revendicative devienne une fin en soi, empêchant de basculer dans l'action révolutionnaire lorsque le moment est venu? *b)* Est-il possible de mener des actions revendicatives qui aient un contenu révolutionnaire?

Le mouvement libertaire n'a jamais réellement voulu envisager son propre déclin comme étant la conséquence de causes internes, comme la conséquence de son incapacité à s'adapter à un contexte social où la moindre grève ne trouve plus systématiquement face à elle la troupe qui tire.

L'argumentaire marxiste à fondement polémique selon lequel l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme sont des idéologies petites bourgeoises correspondant à des phases historiques du capitalisme marqué par la petite production artisanale et préindustrielle, tandis que le marxisme est l'idéologie du prolétariat du capitalisme industriel, est fallacieux. Le marxisme s'est implanté dans les pays où existaient des instances représentatives de la population élues au suffrage universel. A contrario, le marxisme révolutionnaire n'a eu aucune prise dans les pays industriels développés. Même la révolution allemande de 1919-1923 n'a touché qu'une proportion infime de prolétaires allemands, l'écrasante majorité d'entre eux étant restés dans les partis et syndicats traditionnels, malgré la trahison des dirigeants social-démocrates en 1914. Le parti communiste allemand, constitué pendant la période révolutionnaire, n'a commencé à prendre de l'extension que lorsque le Komintern lui a imposé la ligne de « front uni » et la participation aux élections.

L'anarcho-syndicalisme, qui est la seule forme par laquelle l'anarchisme s'est manifesté comme mouvement de masse en Europe occidentale, dans certains pays d'Europe centrale comme la Bulgarie, en Amérique latine, n'a pu s'imposer que dans les pays où dominait une forte répression anti-ouvrière, comme ce fut le cas en Espagne, au Portugal (qu'on oublie trop souvent), en Italie, etc. En France, l'anarcho-syndicalisme s'est constitué pendant une période

répressive intense contre le mouvement ouvrier, mais son déclin date *précisément* du moment où la stratégie électorale s'impose. Il y a une *évidente* corrélation entre le recours accru aux structures représentatives de la population telles que le Parlement, et le déclin d'un mouvement ouvrier révolutionnaire.

L'AIT anti-autoritaire : un modèle inachevé

L'AIT anti-autoritaire a constitué entre 1872 et 1876 un modèle – dans le sens de « option parmi d'autres » – dont les potentialités n'ont pas pu s'affirmer. Jusqu'au congrès de La Haye, l'Association internationale des travailleurs était plutôt une organisation de type syndical, dont l'activité revendicative n'excluait pas qu'elle se préoccupe de questions politiques plus larges. En fait, les choses n'étaient pas aussi claires, mais là où les fédérations de l'AIT existaient et étaient vivantes, c'était le cas. L'AIT de 1864 était en fait un agrégat de structures de classe de type syndical, de groupes nationaux (section slave où ne se trouvaient que des intellectuels) et de groupes d'opinion. Cependant, les noyaux les plus importants étaient constitués de structures de classe, comme en Espagne, en Belgique, en Suisse jurassienne, du moins au début. C'était également le projet qu'en avait Bakounine et ses amis.

Le modèle social-démocrate s'est constitué en opposition à celui représenté par l'AIT anti-autoritaire, et là se trouvait le cœur de l'enjeu qui opposait « marxistes » et « bakouniniens » : l'organisation de la classe ouvrière devait-elle être la structure de classe qui regroupe les travailleurs sur la base de leur rôle dans le processus de production, ou devait-elle être un groupement d'opinion à structure nationale aspirant à la prise du pouvoir par les élections ?

C'est dans cette confrontation de stratégies et de projets que la social-démocratie s'est constituée : or celle-ci ne se définit pas seulement par l'existence d'un parti politique dont la vocation est d'accéder au pouvoir, mais *peut-être surtout par l'affirmation de la division du travail* entre l'organisation politique et l'organisation chargée de l'activité

revendicative, et par la subordination de cette dernière au parti – ce qui légitime la parenté essentielle existant entre social-démocratie « réformiste » et « révolutionnaire », c'est-à-dire le léninisme.

Ce constat s'est vérifié de manière particulièrement frappante lorsque dans les années qui ont précédé la Première guerre mondiale la CGT pressait avec insistance la social-démocratie allemande de discuter avec elle d'une action commune en cas de déclenchement d'une guerre entre les deux pays : les dirigeants allemands refusaient systématiquement de reconnaître à la CGT le droit de discuter de questions qualifiées de « politiques ». Cette dernière se vit répondre qu'il fallait qu'elle voie ça avec le parti socialiste en France. Elle se vit même, à un moment, *interdire* d'aborder dans les congrès internationaux certaines questions politiques, comme la grève générale en cas de déclenchement d'une guerre. Le désintérêt des socialistes allemands pour l'AIT¹ était la conséquence de la conviction que le parti social-démocrate allemand se développait, qu'ils auraient un jour une majorité suffisante au Parlement pour prendre le pouvoir, et que la subordination du mouvement syndical au parti allait de soi.

Les tentatives de rapprochement qui avaient conduit au congrès de Gand en 1877 auraient pu s'insérer dans le train d'initiatives menant à la constitution d'un contre-modèle, mais l'intransigeance des « anarchistes » a rendu cela impossible. Lorsqu'on va à un congrès où se trouvent des partis socialistes avec une motion s'opposant à toute notion de parti politique, on ne peut pas s'attendre à parvenir à un compromis.

Cependant, on ne peut pas savoir ce qui serait advenu d'une AIT « anti-autoritaire » – à cette époque-là largement déclinante, de toute façon – si l'option du rapprochement avec la social-démocratie avait prévalu. Selon toute probabilité les « anti-autoritaires » auraient fini par être absorbés.

1. Il n'existait même pas de fédération allemande représentée aux congrès. Les adhésions étaient individuelles et, rappelons-le, Engels s'indigna de constater qu'au congrès de La Haye il n'y avait que 208 cartes d'adhérents allemands... (Marx-Engels, La social-démocratie allemande, 10/18, p. 66.)

Que peut-on retenir aujourd'hui de Bakounine ?

Puisque nous avons évoqué la « rupture » avec Bakounine, la question qu'on doit se poser en conclusion de ce travail est : peut-on opérer un retour vers Bakounine et cela est-il souhaitable ? En effet, la société d'aujourd'hui a profondément changé depuis les années 1870. Bien des principes qu'il a énoncés restent parfaitement valables, mais ils sont inapplicables si on ne tient pas compte dans notre réflexion des profondes modifications dans le contexte.

Que peut-on retenir aujourd'hui de Bakounine ? Sa pensée philosophique, sa critique de la société bourgeoise, ses analyses sur le mouvement socialiste et sur les « exploités du socialisme » – les bourgeois qui utilisent le mouvement ouvrier comme marchepied pour leurs ambitions – sa critique du marxisme et du socialisme d'État sont des champs de réflexion qui restent encore parfaitement d'actualité aujourd'hui, comme ses réflexions sur l'organisation du mouvement ouvrier et ses descriptions de l'organisation de classe. Incontestablement, Bakounine a posé les bases du syndicalisme révolutionnaire¹.

Il va de soi que le Bakounine auquel on pense n'est pas le démocrate révolutionnaire et insurrectionnaliste de 1848. Cet insurrectionnalisme-là est aujourd'hui complètement dépassé. Bakounine lui-même l'a exprimé à la fin de sa vie : après l'écrasement de la Commune de Paris, avec la constitution de l'Empire allemand, avec la création des États modernes, le pouvoir politique dispose de moyens de contrainte infiniment supérieurs à ceux dont pourraient disposer des groupes d'insurgés. Les militants libertaires d'aujourd'hui, et en particulier les militants qui se réclament de l'« insurrectionnalisme », semblent n'avoir aucune idée des moyens invraisemblables dont le système capitaliste et étatique d'aujourd'hui dispose pour surveiller, manipuler, réprimer, détruire toute contestation de fond des privilèges. La seule manière d'abattre ce système – et on en revient au

1. Cf. Gaston Leval, Bakounine, fondateur du syndicalisme révolutionnaire.

Bakounine de la période de l'AIT, c'est que les « masses se mettent en mouvement ».

La dernière lettre que le révolutionnaire russe écrivit, peu avant sa mort, à Elisée Reclus, est particulièrement significative : « la révolution pour le moment est rentrée dans son lit », dit-il, « nous retombons dans la période des évolutions, c'est-à-dire dans celle des révolutions souterraines, invisibles et souvent même insensibles ».

Bakounine n'est pas soudainement devenu « réformiste » et partisan des réformes graduelles, il ne fait que commenter ce qui sera l'un des thèmes chers à son ami, celui de l'évolution et de la révolution. Reclus, pense en effet que

« la science ne voit aucune opposition entre ces deux mots d'Évolution et Révolution, qui se ressemblent si fort ; mais dans le langage commun ils sont employés dans un sens bien distinct de leur signification première. Loin d'y voir des faits du même ordre ne différant que par l'ampleur du mouvement, les hommes timorés que tout changement emplit d'effroi affectent de donner aux deux termes un sens absolument opposé. L'*Évolution*, synonyme de développement graduel, continu, dans les idées et dans les mœurs, est présentée comme si elle était le contraire de cette chose effrayante, la *Révolution*, qui implique des changements plus ou moins brusques dans les faits. C'est avec un enthousiasme apparent ou même sincère qu'ils discourent de l'évolution, des progrès lents qui s'accomplissent dans les cellules cérébrales, dans le secret des intelligences et des cœurs, mais qu'on ne leur parle pas de l'abominable révolution qui s'échappe soudain des esprits pour éclater dans les rues, accompagnée parfois par les hurlements de la foule et le fracas des armes¹. »

1. Elisée Reclus, *Évolution et Révolution dans l'idéal anarchiste*.

Rappelons que nous sommes au lendemain de la victoire prussienne sur la France, qui vit l'instauration de l'hégémonie allemande sur l'Europe, cette même hégémonie que Marx et Engels avaient souhaitée : rappelons-nous la lettre du 20 juillet 1870, dans laquelle Marx déclarait que la victoire allemande allait assurer la prépondérance du prolétariat allemand sur la « scène mondiale » (*sic*) en même temps que « la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon¹ ».

Pour Bakounine, l'évolution qu'il perçoit alors est « la dernière incarnation d'une classe épuisée, jouant son dernier jeu, sous la protection de la dictature militaire Mac-Mahono-Bonapartiste en France, Bismarkienne dans le reste de l'Europe ». Bakounine avait prévu qu'une défaite de la France aboutirait à la constitution durable d'une Europe sous hégémonie prussienne. C'est ce même constat qui poussa des hommes comme Kropotkine et Cornelissen à prendre position en faveur de l'Entente, contre l'Allemagne, en 1916 : la crainte d'un renforcement de l'hégémonie allemande sur l'Europe. On a condamné, avec raison, la prise de position d'une poignée d'anarchistes qui ont signé le Manifeste des Seize. On s'est rarement interrogé pour savoir pourquoi ils ont *attendu 1916* pour prendre position. Or à ce moment-là, tout laissait croire que la France était en train de perdre la guerre. Les signataires du Manifeste des Seize étaient presque tous des « vieux », qui avaient connu la guerre de 1870 et ses conséquences, et qui ne voulaient à aucun prix voir se renouveler ce qu'ils avaient vécu alors. La lettre de Bakounine à Reclus contient toutes ces questions en germe.

En déclarant que « l'heure des révolutions est passée », Bakounine veut dire que la révolution n'est pas forcément à l'ordre du jour *tout le temps*, qu'il y a des cycles. Nous sommes maintenant dans un cycle descendant, lors duquel « la pensée, l'espérance et la passion révolutionnaires ne se trouvent absolument pas dans les masses » : pendant de telles périodes, « on aura beau se battre les flancs, on ne fera rien ».

1 Voir *supra*, « La question de la conquête du pouvoir ».

Les Jurassiens et les Belges¹, dont Bakounine admire la persévérance, continuent, « au milieu de l'indifférence générale », à faire ce qu'ils faisaient, « alors que le mouvement général était ascendant et que le moindre effort créait une force ». Ces « derniers Mohicans de l'Internationale [...] opposent leur front obstiné au cours absolument contraire des choses ».

Pour sortir de ce « cloaque » il faudrait « une immense révolution sociale », mais Bakounine constate que « jamais la réaction internationale de l'Europe ne fut si formidablement armée contre tout mouvement populaire. Elle a fait de la répression une nouvelle science qu'on enseigne systématiquement dans les écoles militaires aux lieutenantes de tous les pays ». Autrement dit, la puissance dont dispose l'État pour réprimer la révolution est infiniment supérieure à celle dont dispose la classe ouvrière. D'autant que pour attaquer cette « forteresse inexpugnable », nous avons des « masses désorganisées » qui ne sont pas « suffisamment passionnées pour leur propre salut » qui « ne savent pas ce qu'elles doivent vouloir » et qui « ne veulent pas ce qui seul peut les sauver ».

La dernière phrase de cette lettre inachevée est terrible car elle anticipe sur un événement qui aura lieu quarante ans plus tard : « Reste un autre espoir : la guerre universelle. Ces immenses États militaires doivent bien s'entre-détruire et s'entredévorer tôt ou tard. Mais quelle perspective ! »

Du temps de Bakounine, le mouvement ouvrier se heurtait souvent à la répression la plus sévère : la troupe tirait sur les ouvriers, faisant parfois de nombreux morts. Cette situation a duré, dans certains pays, très longtemps après la mort de Bakounine. Ainsi, le 21 décembre 1907 au Chili, une grève des mineurs de nitrate de Iquique s'achève dans un bain de sang : un nombre estimé entre 2000 et 3600 ouvriers sont massacrés par des tirs d'artillerie. Mais *la même année* eut lieu une insurrection de vigneron dans le Sud de la France : le 17^e régiment d'infanterie refusa de tirer sur les grévistes

1. Ces derniers vont d'ailleurs bientôt rallier la social-démocratie.

et se révolta. Si dans les deux cas l'usage des armes à feu fut ordonné, la différence de réaction de la troupe est révélatrice de la différence profonde des contextes¹. Il est difficile de croire que l'intense propagande anti-militariste de la CGT française, alors dominée par les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires, n'y soit pas pour quelque chose. Il reste que dans un cas comme dans l'autre, la troupe fut envoyée pour tirer.

Aujourd'hui, ce contexte a pratiquement disparu en Europe occidentale, parce que les mœurs ont changé et que des structures de médiation ont été mises en place pour faire tampon en cas de crises. On peut s'en réjouir ou le regretter, mais le constat est là. Ce n'est pas le cas partout : dans certains pays d'Amérique latine, l'appropriation de la terre par les caciques locaux provoque de sérieux antagonismes avec la petite paysannerie, et cela se termine parfois dans des bains de sang. En 2012 en Afrique du Sud, une grève de mineurs aboutit à de nombreux tués.

Il ne faut toutefois pas se faire d'illusion sur le caractère « civilisé » des conflits dans les pays industrialisés où domine le modèle parlementaire. Il suffirait de très peu de chose pour que les troupes armées au service de l'État et du Capital retrouvent leurs fonctions initiales. Bakounine avait prévenu contre les illusions qu'on pourrait se faire : la bourgeoisie défendra féroce­ment ses privilèges lorsqu'ils seront sérieusement menacés, et le régime représentatif ne sera pas pour elle un frein : « ...satisfaire la passion et les aspirations populaires est, pour les classes possédantes et dirigeantes, une impossibilité absolue ; mais il leur reste un moyen : *la contrainte gouvernementale*, en un mot *l'État*, parce que l'État est précisément le synonyme de *contrainte*, de domination par la force, camouflée si possible, au besoin brutale et nue². » L'État, dit Bakounine, reste le dernier rempart de la bourgeoisie contre le prolétariat.

1. Cela n'empêcha pas que les mouvements sociaux de l'époque voient leur compte de victimes ouvrières, comme à Villeneuve-Saint-Georges en 1908.

2. Bakounine, Étatisme et anarchie.

La critique du capitalisme développée par l'AIT en 1870 s'appuyait sur un certain nombre de carences du système qui n'existent plus aujourd'hui dans les mêmes proportions. La misère de masse de la classe ouvrière des *pays industriels* ne s'est pas accrue avec le développement du capitalisme, bien qu'une proportion très importante de la population vive aujourd'hui dans un tel état de précarité, voire de misère absolue, qu'on peut se demander si nous n'assistons pas à un retour en arrière vers les conditions qui existaient au début du XIX^e siècle. Pour la première fois depuis la révolution industrielle, les nouvelles générations vont vivre moins bien, être moins bien soignées, moins bien nourries, etc., que les générations précédentes. Il s'agit là d'une régression sans précédent à laquelle la gauche, les syndicats et le mouvement libertaire n'ont pas su s'adapter.

Le capitalisme a su s'adapter et mettre au point une législation qui offre des garanties – certes minimales – à la majorité de la population. Cette législation a souvent été le résultat de luttes très âpres de la classe ouvrière. Les causes principales de la misère, dénoncées il y a plus d'un siècle, ont été en partie – en partie seulement – atténuées par la législation sociale : l'assurance-maladie, l'assurance vieillesse sont des conquêtes de la classe ouvrière, mais on en trouve les prémisses dans les théories mutualistes de Proudhon. Ces conquêtes issues des combats de la classe ouvrière française sont d'ailleurs absentes dans beaucoup de pays industrialisés, pour ne pas mentionner les pays du tiers-monde ou dits « émergents ». La sécurité sociale française et son système de retraites sont considérés aux États-Unis avec beaucoup de circonspection : c'est pour ainsi dire du « communisme ». Ces conquêtes sociales sont aujourd'hui sérieusement remises en cause par les politiques néolibérales.

Dans le mouvement anarchiste existe une certaine confusion sur la fonction de l'État aujourd'hui et le niveau des débats sur la nature de l'État est largement en dessous de ce qu'il était dans l'AIT anti-autoritaire. En effet, nombre de conquêtes sociales issues de luttes souvent très âpres, sont assimilées à des fonctions étatiques,

ce qu'elles ne sont pas. La protection sociale, les retraites, etc. sont certes aujourd'hui sous le contrôle de l'État, mais ce n'était pas le cas initialement : le mouvement mutualiste et syndical se sont tout d'abord opposés à l'immixtion de l'État. Ces fonctions ont été intégrées de force par l'État.

Ces acquis sociaux n'existaient pas du temps de Proudhon et de Bakounine. Il en résulte que si nous devons aborder les analyses de Bakounine sur l'État, par exemple, nous ne pouvons pas les appliquer telles quelles à la situation d'aujourd'hui. Il ne s'agit pas là d'une réhabilitation de l'État mais d'un simple constat. Le simple examen d'un exemplaire des Lois et Décrets du *Journal officiel* montre qu'aujourd'hui 60 % des lois, arrêtés, circulaires, etc. qui sont publiés relèvent du ministère des Affaires sociales : la gestion du social est devenue une des principales activités de l'État, ce qui n'était pas le cas du temps de l'AIT. On ne peut donc pas analyser les deux situations de la même façon.

La misère effroyable du prolétariat que décrit Proudhon dans le *Système des contradictions économiques*¹, ou celle que décrit Marx dans *le Capital*, n'existe que marginalement – ce qui est toute de même trop –, du moins dans les pays industriels. Marx explique

1. « ...Ce sont des scènes auxquelles l'imagination refuse de croire, malgré les certificats et les procès-verbaux. Des époux tout nus, cachés au fond d'une alcôve dégarnie, avec leurs enfants nus; des populations entières qui ne vont plus le dimanche à l'église, parce qu'elles sont nues; des cadavres gardés huit jours sans sépulture, parce qu'il ne reste du défunt ni linceul pour l'ensevelir, ni de quoi payer la bière et le croque-mort (et l'évêque jouit de 4 à 500 000 liv. de rente); des familles entassées sur des égouts, vivant de chambrée avec les porcs, et saisies toutes vives par la pourriture, ou habitant dans des trous, comme les albinos; des octogénaires couchés nus sur des planches nues; et la vierge et la prostituée expirant dans la même nudité: partout le désespoir, la consommation, la faim, la faim!... et ce peuple, qui expie les crimes de ses maîtres, ne se révolte pas! Non, par les flammes de Némésis! Quand le peuple n'a plus de vengeances, il n'y a plus de providence. Les exterminations en masse du monopole n'ont pas encore trouvé de poètes. Nos rimeurs, étrangers aux affaires de ce monde, sans entrailles pour le prolétaire, continuent de soupirer à la lune leurs mélancoliques voluptés. » (*Système des contradictions économiques I*, 149.)

que l'interdiction du travail des enfants a été instaurée en Angleterre parce que les inspecteurs des fabriques, dont il lisait les rapports, avaient averti les autorités que s'épuisant à la tâche, les enfants ne parviendraient pas à l'âge adulte, ne seraient pas en mesure de se reproduire et que, à terme, il n'y aurait plus de prolétariat! (On n'avait pas encore trouvé la solution de l'immigration des travailleurs du tiers-monde.)

« Les hommes du *West Riding* sont devenus les fabricants de drap de l'humanité entière, la santé du peuple des travailleurs a été sacrifiée et deux générations auraient suffi pour faire dégénérer la race, s'il ne s'était pas opéré une réaction. Les heures de travail des enfants ont été limitées, etc¹. »

On interdit le travail des enfants au-dessous de neuf ans (!) et on réduisit le temps de travail des enfants de 10 à 13 ans à 8 heures par jour. Mais les adultes continuaient de travailler 12, 14 heures.

L'élimination de l'anarchisme de la scène sociale

L'élimination de l'anarchisme de la scène sociale est largement due au fait que, à partir de la fin du siècle dernier, l'intelligence politique du système capitaliste a été beaucoup plus grande que celle des anarchistes. Si, pour comprendre la faiblesse du mouvement libertaire d'aujourd'hui il n'est pas possible d'évacuer les causes externes, il serait injuste de ne pas évoquer les causes internes. Pour dire les choses simplement, l'anarchisme s'est fondé sur un discours qui pouvait être pertinent il y a un siècle mais qui, s'il est repris tel quel, est complètement dépassé aujourd'hui. Il ne faut pas oublier que certains anarchistes de la fin du siècle dernier se sont *opposés* à la réduction du temps de travail parce qu'en améliorant les conditions de vie des travailleurs, cela aurait conduit, disaient-ils, à une désaffection de la classe ouvrière envers la révolution! C'était là une

1. Report of the Registrar Général for October 1861, cité dans le Capital.

vision stratégique suicidaire. N'oublions pas que Malatesta a failli être assassiné par un anarchiste qui lui reprochait de préconiser l'organisation !

Le raidissement du pouvoir dans le sens de la répression au service de la bourgeoisie suscitait naturellement la constitution d'un mouvement ouvrier révolutionnaire – et, jusqu'à la fondation du parti bolchevik, le seul mouvement révolutionnaire dans les pays industrialisés était l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire. Mais le risque était peut-être que les militants finissent par perdre de vue que l'objectif était tout de même l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Dans tout processus où la violence est le moyen systématique pour parvenir à une fin (défense des travailleurs du point de vue des militants ouvriers ; attaque contre les travailleurs du point de vue de la bourgeoisie et de l'État), lorsque cette situation dure trop longtemps, l'objectif finit par se dissoudre et le moyen devient la fin. À partir du moment où ce processus de recours systématique à la force est brisé et que s'instaure une certaine forme de négociation, de médiation, on assiste à une situation où, individuellement, les militants les plus radicaux peuvent se trouver désespérés¹ et, politiquement, le mouvement révolutionnaire se trouve incapable de s'adapter, et régresse au niveau de petits groupes tentés par la violence individuelle.

Il devient clair que les concessions accordées par le système (négociations en économie et système représentatif en politique) furent le moyen le plus efficace d'enrayer toute dynamique révolutionnaire. Or les anarchistes ne semblaient pas avoir compris que ce processus était dans l'ensemble *irréversible*, qu'il introduisait une nouvelle donne dans les relations entre le mouvement révolutionnaire et la classe ouvrière, à laquelle il fallait s'adapter ou disparaître. Les mouvements révolutionnaires n'ont perdu en Europe que là où la classe dominante et l'État se sont obstinés à refuser toute forme de médiation. Mais là où la démocratie représentative a été

1. Certains d'entre eux s'engageant alors dans le banditisme.

instaurée, les mouvements révolutionnaires ont fini par se dissoudre. Les anarchistes n'ont pas su s'adapter à une telle situation.

Le mouvement ouvrier français a trouvé une solution originale – temporairement en tout cas : le syndicalisme révolutionnaire a « inventé » la notion d'indépendance syndicale par rapport aux partis¹. En France, cette idée s'est imposée au congrès d'Amiens en 1906 comme solution de repli. C'était la manière la plus intelligente, et sans doute la seule, de préserver dans le mouvement syndical français un peu de l'esprit de l'AIT et des principes énoncés par Bakounine. Des hommes comme James Guillaume, Fernand Pelloutier etc., ne s'y sont pas trompés.

Pourtant, aujourd'hui encore il y a nombre de militants qui se réfèrent obstinément à ce texte qui n'est qu'une expression tronquée, obsolète du syndicalisme révolutionnaire.

La force du PCF et son déclin

Les anarchistes ont mal analysé, et n'ont pas tiré les leçons de ce qui a fait pendant des décennies la force du parti communiste en France. Du point de vue étroit des anarchistes, le PC apparaissait comme un parti « réformiste » et parlementariste. Or, dans le discours interne du PC, les « réformistes » désignaient les socialistes et les syndicalistes qui n'étaient pas sous l'influence du PC. Les cadres du parti communiste transmettaient aux nouveaux militants l'idée que le parti était révolutionnaire ; seulement, on mettait les méthodes d'action révolutionnaires en sourdine parce que le moment n'était pas venu. Quant au parlementarisme du PC, c'était une chose tout à fait théorique. Les militants aguerris du PC savaient bien qu'ils ne prendraient pas le pouvoir par les urnes, et l'action parlementaire était elle-même une tactique temporaire que ces militants considéraient avec une certaine ironie. Le parti

1 Soulignons que pendant un temps, les socialistes (hors les guesdistes) ne contestèrent pas cette notion d'indépendance.

communiste avait dans ses rangs un noyau dur de militants prêt à passer à l'action si c'était nécessaire.

D'une certaine manière, on peut dire que le PC s'était adapté à l'évolution de la société, en conservant, ne serait-ce que de manière formelle, son projet et son discours révolutionnaires. De cette façon, malgré le fait que tout le monde savait qu'il ne parviendrait jamais au pouvoir par les urnes pour appliquer un programme « révolutionnaire », il gardait, auprès d'une grande partie de la classe ouvrière, l'image d'un parti qui défend les travailleurs. Dans une société industrielle, un parti communiste qui rassemble 25 % des voix aux élections et possède des centaines de milliers d'adhérents reste, quoi qu'on dise, un rempart contre les formes les plus excessives du capitalisme.

Le déclin du parti communiste a commencé le jour où il abandonna cette « mythologie » révolutionnaire, le jour où il abandonna sa fonction de « rempart » et décida de participer au pouvoir. Les militants avaient été parfaitement capables de comprendre que le parti ne pouvait pas prendre le pouvoir, pour l'instant, et qu'il fallait attendre le bon moment, qu'il fallait faire des concessions temporaires, etc., et leur patience était soutenue par le maintien de cette « mythologie » : dictature du prolétariat, lutte des classes, avant-garde, etc. Or un jour, la direction du parti déclara : maintenant on veut *la vérité des prix*, on se montre tels qu'on est en réalité, un parti qui négocie des accords avec des alliés pour accéder aux gamelles ministérielles. Le parti s'est intégré dans un système qui se voulait consensuel, et jamais il n'a mieux mérité l'accusation portée par Bakounine contre ceux qui font des « alliances contre-nature » et qui, de ce fait, dénaturent leur propre programme. On abandonna le concept de lutte des classes pour s'engager dans des « luttes citoyennes », dans la « lutte des places ».

Dès lors, le parti communiste cessait d'être *le* parti mythologique de la classe ouvrière et devenait un parti comme les autres, comme il y en avait à la pelle. Il n'y avait plus de raison de ne pas voter socialiste. Fin du parti communiste. En somme, le parti communiste – sa

direction – s’est pris à son propre piège et, en voulant avoir des ministres, il a perdu des députés, il a en fait tout perdu, même son aura mythologique.

Prolétariat et « suprématie politique »

Bakounine n’a jamais été sensible au fait que les prolétaires puissent constituer la majorité de la nation : ce n’est pas pour lui un fait déterminant, alors qu’on trouve constamment cette préoccupation dans les textes de Marx et d’Engels, qui sont convaincus que, les prolétaires constituant la majorité de la nation, le parti communiste parviendra nécessairement au pouvoir. C’est là que se trouve le fondement de sa critique des illusions de Marx et d’Engels sur le suffrage universel.

Au-delà de la remise en cause des alliances inévitables auxquelles cette politique conduit, il s’agit surtout de faire le constat que, le prolétariat ne constituant pas forcément la majorité de la nation, parvenir au pouvoir par les élections est simplement impossible. Ce n’est que poussé dans ses derniers retranchements par la critique bakouninienne que Marx module son optique. En 1872, au congrès de La Haye dont le principal point à l’ordre du jour était l’exclusion de Bakounine et de James Guillaume, Marx déclare devant un auditoire soigneusement sélectionné :

« L’ouvrier doit saisir un jour la suprématie politique pour asseoir la nouvelle organisation du travail ; il doit renverser la vieille politique soutenant les vieilles institutions [...].

« Mais nous n’avons point prétendu que pour arriver à ce but les moyens fussent identiques.

« Nous savons la part qu’il faut faire aux institutions, aux mœurs et aux traditions des différentes contrées ; et nous ne nions point qu’il existe des pays comme l’Amérique, l’Angleterre, et si je connaissais mieux vos

institutions, j'ajouterais la Hollande, où les travailleurs peuvent arriver à leur but par des moyens pacifiques. Si cela est vrai, nous devons reconnaître aussi que, dans la plupart des pays du continent, c'est la force qui doit être le levier de nos révolutions ; c'est à la force qu'il faudra en appeler pour un temps afin d'établir le règne du travail¹. »

Cela signifie en somme que là où existent des institutions représentatives et la démocratie politique, les ouvriers seront en mesure d'acquérir la « suprématie politique ». Le désaccord qui sépare Bakounine de Marx sur ce point est lié à l'analyse que le révolutionnaire russe fait de la nature des régimes politiques que le système capitaliste produit. Pas plus que Marx, Bakounine ne fait l'amalgame entre les régimes où existe le système représentatif et les régimes militaires, dictatoriaux : mais, au contraire de Marx, il réfute catégoriquement qu'il soit *plus facile* pour la classe ouvrière de faire une révolution sociale dans un pays où existe un système représentatif (saisir « la suprématie politique pour asseoir la nouvelle organisation du travail ») que dans un régime autoritaire.

La question de la réalisation du socialisme ne se pose pas en termes de processus pacifique et démocratique dans les pays où existe un régime représentatif, ou de passage en force dans les régimes autoritaires et militaires. C'est là pure naïveté, aux yeux de

1. Quelque dix ans plus tard, Engels dira la même chose, pratiquement mot pour mot dans sa critique du programme d'Erfurt : « On peut concevoir que la vieille société pourra évoluer pacifiquement vers la nouvelle dans les pays où la représentation populaire concentre en elle tout le pouvoir, où, selon la constitution, on peut faire ce qu'on veut, du moment qu'on a derrière soi la majorité de la nation ; dans des républiques démocratiques comme la France et l'Amérique, dans des monarchies comme l'Angleterre, où le rachat imminent de la dynastie est débattu tous les jours dans la presse, et où cette dynastie est impuissante contre la volonté du peuple. Mais en Allemagne, où le gouvernement est presque tout-puissant, où le Reichstag et les autres corps représentatifs sont sans pouvoir effectif, proclamer de telles choses en Allemagne, et encore sans nécessité, c'est enlever sa feuille de vigne à l'absolutisme et en couvrir la nudité par son propre corps. »

Bakounine, une fausse alternative. La bourgeoisie, fût-elle libérale, mettra en œuvre les mêmes moyens que les régimes qualifiés d'autoritaires pour vaincre la révolution. *Jamais*, pense-t-il, la bourgeoisie ne se laissera déposséder de ses biens et de ses privilèges par les moyens démocratiques : les formes démocratiques n'offrent que peu de garanties pour le peuple. « Le despotisme gouvernemental n'est jamais aussi redoutable et aussi violent que lorsqu'il s'appuie sur la prétendue représentation et la pseudo-volonté du peuple¹. »

« Tout le mensonge du système représentatif repose sur cette fiction, qu'un pouvoir et une chambre législative sortis de l'élection populaire doivent absolument ou même peuvent représenter la volonté réelle du peuple². »

S'il est vrai, pense Bakounine, que l'idéal des bourgeois reste le système représentatif libéral, la liberté politique ainsi conçue est « réelle pour les classes possédantes, fictive pour les masses populaires, et fondée sur l'asservissement économique de ces dernières ». Un tel régime ne peut durer que si la masse des travailleurs est

1 *Étatisme et anarchie*, IV, 221. La critique bakouninienne du pouvoir dans la démocratie représentative se situe dans la continuité des réflexions de Tocqueville qui, avant le révolutionnaire russe, avait perçu la dynamique de l'État moderne et pressenti que celui-ci instaurerait un type de domination inédit, un despotisme nouveau : « Un peuple composé d'individus presque semblables et entièrement égaux, cette masse confuse reconnue pour le seul souverain légitime, mais soigneusement privée de toutes les facultés qui pourraient lui permettre de diriger et de surveiller elle-même son gouvernement. Au-dessus d'elle, un mandataire unique, chargé de tout faire en son nom sans la consulter. » (*L'Ancien Régime et la Révolution*, Gallimard, I, 213.) On croirait presque lire du Bakounine : Tocqueville définit ici précisément ce que l'anarchisme n'est pas. Dans *De la Démocratie en Amérique*, Tocqueville évoque ces citoyens qui doivent « choisir de temps à autre les représentants de ce pouvoir ; cet usage si important, mais si court et si rare, de leur libre arbitre, n'empêchera pas qu'ils ne perdent peu à peu la faculté de penser, de sentir et d'agir par eux-mêmes... » (*Ibid.*, II, 326.)

2. Bakounine, *Œuvres*, « Manuscrit de 114 pages rédigé à Marseille » (octobre 1870) Champ libre, V, 62.

« assez généreuse pour se sentir fière de porter la liberté d'autrui sur ses épaules d'esclave ». Cependant,

« aussitôt que des aspirations et des idées contraires commencent à pénétrer dans les masses; du moment que ces millions de travailleurs de l'industrie et de la terre, fatigués de leur rôle passif, et ne voulant plus servir de piédestal à la liberté, à la civilisation et à l'humanité des minorités privilégiées, commencent à réclamer tous les droits humains pour eux mêmes; et qu'ils se montrent disposés à les conquérir, au besoin, par la force; tout ce système du libéralisme bourgeois croule comme un château de cartes. Son humanité se transforme en fureur. [...] Le libéralisme politique des bourgeois disparaît, et ne trouvant en lui-même ni les moyens ni la force nécessaires pour réprimer les masses, s'immolant au profit de la conservation des intérêts économiques des bourgeois, il fait place à la dictature militaire¹. »

Le système représentatif n'est au fond qu'un accident dans l'histoire du capitalisme, et sa pérennité ne s'explique que par le *consensus qui s'est formé au sein même de la masse des travailleurs pour ne pas le remettre en cause*. La formation de ce consensus est un processus complexe, que nous ne développerons pas ici, mais qui peut se résumer à ceci :

- Le système représentatif reposant sur une fiction de démocratie, une chambre législative issue de ce système ne peut pas représenter la volonté réelle du peuple.
- Si la bourgeoisie possède le loisir et l'instruction nécessaires à l'exercice du gouvernement, il n'en est pas de même du peuple. De ce fait, même si les conditions institutionnelles de l'égalité politique sont remplies, celle-ci reste une fiction.

1. Ibid. Le « bonapartisme » de Marx et le « césarisme » de Bakounine présentent de nombreux points communs.

- De plus, les lois ont la plupart du temps une portée très spéciale, elles échappent à l'attention du peuple et à sa compréhension.
- Le rôle de l'idéologie bourgeoise dans la classe ouvrière, l'influence des « socialistes bourgeois » qui parasitent le mouvement ouvrier, l'existence de couches aux intérêts divergents au sein de la classe ouvrière sont des obstacles à son émancipation.

Tout cela empêche le prolétariat, même s'il est majoritaire, de parvenir à des positions homogènes : le seul moyen pour qu'il s'émancipe est la création d'une organisation internationale qui, « en mettant ainsi le prolétariat en dehors de la politique des États et du monde bourgeois, constitue un monde nouveau, le monde du prolétariat solidaire de tous les pays. Ce monde est celui de l'avenir¹... »

Le système capitaliste ne peut survivre que grâce à la conjonction de deux phénomènes : la domination idéologique de la bourgeoisie et la complicité des « socialistes bourgeois » et autres « exploiters du socialisme » – les termes sont de Bakounine – dont le fonds de commerce est précisément le contrôle politique des masses exploitées par le jeu des institutions parlementaires. On comprend dès lors que, du point de vue du révolutionnaire russe, système représentatif ou dictature militaire (et tous les régimes intermédiaires), s'ils ne sont pas équivalents du point de vue de la vie quotidienne de la population, reviennent à peu près à la même chose lorsque le prolétariat tente de renverser le système capitaliste parce que, *de toute façon*, cette tentative se heurtera inévitablement à une réaction violente de la bourgeoisie.

Dans l'œuvre de Marx et Engels, les passages où le recours à la force est envisagé pour « asseoir la nouvelle organisation du travail » restent parfaitement marginaux. Dans l'ensemble, c'est bien par des moyens légaux, par le recours au parlement, que la classe ouvrière devra « saisir un jour la suprématie politique ».

¹ Bakounine, *Protestation de l'Alliance*.

On ne peut avoir derrière soi la majorité de la nation, selon l'expression d'Engels, que grâce à la conclusion de ce que Bakounine appelle un « pacte politique » entre « la bourgeoisie radicale ou forcée de se faire telle, et la minorité intelligente respectable, c'est-à-dire dûment embourgeoisée, du prolétariat des villes, à l'exclusion et au détriment de la masse du prolétariat non seulement des campagnes, mais des villes ». « Tel est, conclut l'anarchiste, le vrai sens des candidatures ouvrières aux parlements des États existants¹ ». Les social-démocrates allemands sont explicitement accusés d'avoir « attaché le prolétariat à la remorque de la bourgeoisie »,

« [...] car il est évident que tout ce mouvement politique prôné par les socialistes de l'Allemagne, puisqu'il doit devancer la révolution économique, ne pourra être dirigé que par des bourgeois ou, ce qui sera pis encore, par des ouvriers transformés par leur ambition, ou par leur vanité, en bourgeois². »

On peut s'étonner de la foi naïve d'Engels dans les institutions parlementaires, une fois les lois anti-socialistes levées et après les résultats spectaculaires de la social-démocratie aux élections de 1890. Dans sa *Critique du programme d'Erfurt*, il écrit en 1891 :

« On peut concevoir que la vieille société pourra évoluer pacifiquement vers la nouvelle dans les pays où la représentation populaire concentre en elle tout le pouvoir, où, selon la constitution, on peut faire ce qu'on veut, du moment qu'on a derrière soi la majorité de la nation ; dans des républiques démocratiques comme la France et l'Amérique, dans des monarchies comme l'Angleterre, où le rachat imminent de la dynastie est débattu tous les jours dans la presse, et où cette dynastie est impuissante contre la volonté du peuple. »

1. *Œuvres*, Écrit contre Marx, Champ libre, III, 161.

2. *Ibid.*

Certes, Engels précise qu'en Allemagne le gouvernement est tout-puissant et « le Reichstag et les autres corps représentatifs sont sans pouvoir effectif ». Mais cela ne l'empêche pas de déclarer quatre ans plus tard :

« L'ironie de l'histoire mondiale met tout sens dessus dessous. Nous, les “révolutionnaires”, les “chambardeurs”, nous prospérons beaucoup mieux par les moyens légaux que par les moyens illégaux et le chambardement. Les partis de l'ordre, comme ils se nomment, périssent de l'état légal qu'ils ont créé eux-mêmes. Avec Odilon Barrot, ils s'écrient désespérés : la légalité nous tue, alors que nous, dans cette légalité, nous nous faisons des muscles fermes et des joues roses et nous respirons la jeunesse éternelle. Et si nous ne sommes pas assez insensés pour nous laisser pousser au combat de rues pour leur faire plaisir, il ne leur restera finalement rien d'autre à faire qu'à briser eux-mêmes cette légalité qui leur est devenue si fatale¹. »

Il faut rendre cette justice à Marx et à Engels que leurs prises de position furent beaucoup plus nuancées que ce qu'a pu en connaître Bakounine, et qu'ils firent à l'encontre de la social-démocratie allemande des critiques sévères, mais formulées pour l'essentiel dans leur correspondance, après la mort de Bakounine. On trouve de temps en temps chez Marx et Engels des rappels à l'ordre indiquant qu'à l'occasion, la violence est également un mode d'action envisageable et que le respect de la légalité ne doit être considéré que de manière tactique. Dans l'introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France*, Engels écrit :

« Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes, est passé². Là où il s'agit

-
1. Friedrich Engels, introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France* de Marx.
 2. On pense évidemment à la lettre de Bakounine à Elisée Reclus dans laquelle il déclare que le temps des révolutions est passé...

d'une transformation complète de l'organisation de la société, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pourquoi elles interviennent (avec leur corps et avec leur vie). Voilà ce que nous a appris l'histoire des cinquante dernières années. Mais pour que les masses comprennent ce qu'il y a à faire, un travail long, persévérant est nécessaire ; c'est précisément ce travail que nous faisons maintenant, et cela avec un succès qui met au désespoir nos adversaires. »

Ces propos, écrits en 1895, font écho à ce que disait Bakounine plus de vingt ans auparavant dans *Étatisme et anarchie* (1874) :

« La misère et le désespoir ne suffisent pas pour susciter la révolution sociale. Ils peuvent donner naissance à des soulèvements locaux, mais ils sont insuffisants pour soulever de grandes masses. Pour cela, il est nécessaire que tout un peuple possède un idéal commun, [...] une idée générale de son droit et une foi profonde, passionnée, religieuse, si l'on veut, en ce droit. »

Ailleurs, Bakounine disait que le socialisme vivant « ne trouve une réelle existence que dans l'instinct révolutionnaire éclairé, dans la volonté collective et dans l'organisation propre des masses ouvrières elles-mêmes, – et quand cet instinct, cette volonté et cette organisation font défaut, les meilleurs livres du monde ne sont rien que des théories dans le vide, des rêves impuissants¹. » Pour renverser l'ordre capitaliste, il faut une « disposition collective du prolétariat » qui est toujours le « double produit de tous les événements antérieurs d'abord, et ensuite et surtout de sa situation économique et sociale présente². » On trouve ainsi un Bakounine prudent et temporisateur qui correspond peu à l'image d'Épinal :

1. Bakounine, « Lettres à un Français sur la crise actuelle », 1870.

2. Bakounine, *Étatisme et anarchie*, Champ libre, IV, 64.

« Nul ne peut vouloir détruire sans avoir au moins une imagination lointaine, vraie ou fausse, de l'ordre de choses qui devrait selon lui succéder à celui qui existe présentement ; et plus cette imagination est vivante en lui, plus sa force destructrice devient puissante ; et plus elle s'approche de la vérité, c'est-à-dire plus elle est conforme au développement nécessaire du monde social actuel, plus les effets de son action destructrice deviennent salutaires et utiles¹. »

C'est une condamnation sans équivoque de l'insurrectionnalisme.

1. Bakounine, « Protestation de l'Alliance ».

Conclusion

Avec Bakounine, on finit toujours par revenir à sa réflexion lancinante sur l'Allemagne : aussi bien l'État allemand que le mouvement social-démocrate dont il pense qu'il est totalement intégré à l'État. La philosophie allemande, l'histoire de l'Allemagne, la politique de l'État allemand contemporain ont fourni au révolutionnaire russe les fondements sur lesquels il a élaboré l'essentiel de sa pensée politique. Il est clair cependant que c'est d'un point de vue international que se place le champ de sa pensée. La sympathie que lui inspire la classe ouvrière allemande ne l'empêche pas de douter que la révolution puisse partir l'Allemagne. L'influence déterminante de la direction social-démocrate, l'héritage des institutions bismarckiennes sont un poids trop lourd. Loin de penser que le chancelier travaille inconsciemment pour le mouvement ouvrier, comme l'ont dit Marx et Engels pendant la guerre franco-prussienne¹, Bakounine a toujours affirmé que les dirigeants social-démocrates étaient les instruments inconscients de Bismarck. Pas un instant Bakounine ne croit à la validité du jugement émis trente ans plus tard par les social-démocrates russes : « Le modèle allemand peut être caractérisé comme l'utilisation du parlementarisme à des

1 « Il serait absurde de faire de l'anti-bismarckisme notre seul principe directeur. Bismarck en ce moment, comme en 1866, travaille pour nous à sa façon. » (Engels à Marx, 15 août 1870.) Selon Marx et Engels, une victoire prussienne allait contribuer à accélérer le processus d'unification de l'Allemagne et donc renforcer la position du mouvement ouvrier allemand en Europe.

fins révolutionnaires¹ », parce que le parlementarisme ne peut *jamais* être utilisé à des fins révolutionnaires.

Dans la mesure où l'Allemagne était sur le continent le seul État – avec la Suisse – dans lequel existaient des institutions représentatives, elle constituait aux yeux de Bakounine un excellent laboratoire pour tenter de comprendre l'évolution possible des formes politiques propres au système capitaliste de son temps. Or, si Bakounine reste persuadé que « la liberté politique n'émancipe en réalité que la seule bourgeoisie² », cela ne signifie pas qu'il récusait toute action ne menant pas immédiatement à la révolution. Le refus du « modèle allemand » et de l'action parlementaire n'exclut pas que la classe ouvrière puisse envisager des étapes, des perspectives à court terme à son action, par son organisation « en dehors et contre la bourgeoisie ». Ce n'est, affirme Bakounine, que grâce à une forte organisation du prolétariat que la bourgeoisie entrera dans la voie des « concessions non illusoires mais sérieuses » :

« [...] et une fois arrivés à ce résultat par la force et seulement grâce à la démonstration bien réelle de votre puissance organisée, vous pourrez, pour éviter des collisions sanglantes et toujours fâcheuses pour les deux parties, temporiser, transiger avec eux, leur accorder, selon les circonstances, dix, quinze, ou même vingt ans pour amener, au moyen de réformes économiques réelles et sagement combinées, l'égalité des conditions économiques du travail et de la vie sociale pour tout le monde³. »

« Bakounine réformiste ? Celui-ci sait bien que la révolution ne se décrète pas, et il n'a pas de mots assez durs pour ceux qui veulent entraîner les masses dans une révolution, sans préparation. Il ne faut pas, dit-il, que la révolution se déshonore par un mouvement insensé

1 Claudie Weill, *Marxistes russes et social démocrates allemands*, Maspéro, p. 29.

2. Lettre à Celsio Cerretti, 13-27 mars 1872.

3 *Ibid.*

et que l'idée d'un soulèvement révolutionnaire tombe dans le ridicule.»

Dans son déclenchement, la révolution ne saurait être le résultat d'un acte volontariste : « les masses ne se mettent en mouvement que lorsqu'elles sont poussées par des puissances — à la fois intérêts et principes — qui émanent de leur propre vie. Mais dans son déroulement il est nécessaire de déterminer précisément sa limite, celle-ci étant soumise à une foule de conditions sociales, dont l'ensemble constitue la situation réelle d'un pays, et qui pèsent nécessairement sur chaque révolution populaire¹ ». Ainsi, le devoir des chefs sera non pas « d'imposer leurs propres fantasmes aux masses », mais de bien comprendre quelles sont ces limites : une erreur d'analyse, dit-il ailleurs, pouvant conduire à une catastrophe : «... un parti qui, pour arriver à ses fins, s'engage délibérément et systématiquement dans la voie de la révolution se met dans l'obligation d'assurer la victoire². »

Ces quelques considérations très sommaires suggèrent que la critique du « programme allemand », c'est-à-dire de la conquête du pouvoir d'État par les élections parlementaires, s'accompagne de réflexions sur les conditions et les voies de la révolution prolétarienne qui, à l'examen, sont très loin de l'image traditionnellement donnée des conceptions de Bakounine, chez qui l'« exigence théorique » aurait été occultée par l'« exigence pratique » du révolutionnaire brouillon, irréfléchi et pandestructeur. Il va de soi qu'une telle image, romantique entre toutes, n'a pas encouragé l'histoire des idées politiques à accorder à sa pensée la moindre valeur normative.

Les auteurs non anarchistes qui ont approché un peu la pensée de Bakounine d'un point de vue *politique*, c'est-à-dire sans *a priori* polémique, et qui ont au moins *lu* ses œuvres (ce qui n'est pas toujours le cas...), sont fort rares. Parmi ceux-ci, mentionnons Henri Lefebvre, qui ne cache pas sa préférence pour Marx, mais dont le concept de mode de production étatique relève plus de la problématique post-bakouninienne que post-marxiste.

1 Lettre à Celsio Ceretti, 13-27 mars 1872, Champ libre, II, 242.

2 *Étatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, 404.

L'œuvre de Bakounine se distingue de celle des grands auteurs de la philosophie politique en ce qu'elle n'a pas *d'intention* théorique apparente : n'étant pas un homme de cabinet, il ne systématise pas sa pensée. Ses écrits sont destinés à ses innombrables correspondants en Europe, ce sont des lettres, des discours, des conférences faites à des ouvriers, des injonctions à s'organiser. Pourtant, l'intention théorique, explicative, didactique, apparaît à chaque instant et elle étend très loin ses racines dans la philosophie allemande et la pensée politique française des Lumières. Chez Bakounine, plus que chez tout autre, la théorie naît de la pratique et de l'observation de la réalité. Ce n'est donc pas non plus un hasard si *Étatisme et anarchie* et *l'Empire knouto-germanique* se terminent, l'un par un appel à l'action des Slaves, l'autre par un appel à l'action du prolétariat.

Qu'en est-il de nos jours, des thèmes développés par Bakounine il y a un siècle ? Malgré l'évolution considérable subie par l'économie capitaliste, les mutations techniques, les transformations sociologique de la classe ouvrière, bien des points restent encore actuels : la constitution de grands blocs étatiques ; l'adéquation de la démocratie représentative à la rationalité capitaliste ; la technicité des tâches parlementaires qui excluent toute démocratie réelle ; la réduction des instances représentatives au rôle de chambres d'enregistrement de décisions prises par l'appareil d'État ou en dehors de celui-ci.

Si, cependant, nous ne devons garder qu'une chose de la pensée politique de Bakounine, nous nous limiterions à ce constat : le succès des grandes mutations historiques n'est pas seulement dû à ce que les conditions matérielles étaient mûres, mais à ce que les classes qui étaient porteuses d'une « Idée » véhiculaient, relativement à leur époque, des valeurs universelles et mobilisatrices.

Aujourd'hui, Bakounine ne manquerait pas de poser la question : de quelles valeurs le prolétariat des pays industriels est-il porteur¹ ?

1 Je prends la définition du prolétariat dans le sens où l'entendait la CGT-SR, v. note 2 p. 350.

A N N E X E S

Liste des congrès de l'Association internationale des travailleurs

1866	AIT 1 ^{er} congrès	Genève 3-6 septembre.
1867	AIT 2 ^e congrès	Lausanne 2-8 septembre.
1867	<i>1^{er} congrès de la Ligue de la paix et de la liberté</i>	<i>Genève 9-12 septembre</i>
1868	AIT 3 ^e congrès	Bruxelles 6-13 septembre.
1868	<i>2^e congrès de la Ligue de la paix et de la liberté</i>	<i>Berne 21-25 septembre</i>
1869	AIT 4 ^e congrès :	Bâle 5-12 septembre.
1872	AIT 5 ^e congrès	La Haye 2-6 septembre
1873	AIT 6 ^e congrès	Genève
1874	AIT 7 ^e congrès	Bruxelles (Belgique) 7 au 13 septembre
1876	AIT 8 ^e congrès	Berne 26-27 octobre
1877	AIT 9 ^e congrès	Verviers 6-8 septembre
1877	Congrès universel	Gand
1878	AIT 10 ^e congrès	Annoncé à Fribourg, n'a jamais eu lieu

Résolutions du congrès de Saint-Imier, 15-16 septembre 1872

Première résolution

Attitude des Fédérations réunies en Congrès à Saint-Imier, en présence des résolutions du congrès de La Haye et du Conseil général :

Considérant que l'autonomie et l'indépendance des fédérations et sections ouvrières sont la première condition à l'émancipation des travailleurs ; que tout pouvoir législatif et réglementaire accordé aux Congrès serait une négation flagrante de cette autonomie et de cette liberté, le congrès dénie en principe le droit législatif à tous les congrès, soit généraux soit régionaux, ne leur reconnaissant d'autre mission que celle de mettre en présence les aspirations, besoins et idées du prolétariat des différentes localités ou pays, afin que leur harmonisation et leur unification s'y opèrent autant que possible. Mais dans aucun cas la majorité d'un congrès quelconque ne pourra imposer ses résolutions à la minorité.

Considérant d'autre part que l'institution du Conseil général dans l'Internationale est, par sa nature même est fatalement poussée à devenir une violation permanente de cette liberté qui doit être la base fondamentale de notre grande Association ; considérant que les actes du Conseil général de Londres, qui vient d'être dissout, pendant ces trois dernières années, sont la preuve vivante du vice inhérent à cette institution ; que, pour augmenter sa puissance d'abord très minime, il a eu recours aux intrigues, aux mensonges, aux calomnies les plus infâmes pour tenter de salir tous ceux qui ont osé le combattre ; que pour arriver à l'accomplissement final de ses vues, il a préparé de longue main le congrès de La Haye, dont la majorité, artificiellement organisée, n'a évidemment eu d'autre but que de faire triompher, dans l'Internationale, la domination d'un parti autoritaire, et que, pour atteindre ce but, elle n'a pas

craint de fouler aux pieds toute décence et toute justice ; qu'un tel congrès ne peut pas être l'expression du prolétariat des pays qui s'y sont fait représenter : le congrès des délégués des fédérations espagnole, italienne, jurassienne, américaine et française, réuni à Saint-Imier, déclare repousser absolument toutes les résolutions du congrès de La Haye, et pour sauver et fortifier davantage l'unité de l'Internationale, les délégués ont jeté les bases d'un projet de pacte de solidarité entre ces fédérations.

Deuxième résolution

Pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle entre les fédérations libres :

Considérant que la grande unité de l'Internationale est fondée non sur l'organisation artificielle, mais sur l'identité réelle des intérêts et des aspirations du prolétariat de tous les pays, les délégués réunis à ce congrès ont conclu, au nom de ces fédérations et sections, et sauf leur acceptation et confirmation définitives, un pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle. Ils proclament hautement que la conclusion de ce pacte a pour but principal le salut de cette grande unité de l'Internationale que l'ambition du parti autoritaire a mise en danger.

Troisième résolution

Nature de l'action politique du prolétariat :

Considérant que vouloir imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale, est une prétention aussi absurde que réactionnaire ; que nul n'a le droit de priver les fédérations et sections autonomes du droit incontestable de déterminer elles-mêmes et suivre la ligne de conduite politique qu'elles croiront la meilleure, et que toute tentative semblable nous conduirait fatalement au plus révoltant dogmatisme ;

que les aspirations du prolétariat ne peuvent avoir d'autre objet que l'établissement d'une organisation et d'une fédération économiques absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendantes de tout gouvernement politique, et que cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes; considérant que toute organisation de la domination au profit d'une classe et au détriment des masses, et que le prolétariat, s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploiteuse: le congrès réuni à Saint-Imier déclare:

- que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat;
- que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui;
- que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

Quatrième résolution

Organisation de la résistance du travail. Statistiques:

La liberté et le travail sont la base de la morale, de la force, de la vie et de la richesse de l'avenir. Mais le travail, s'il n'est pas librement organisé, devient oppressif et improductif pour le travailleur; et c'est pour cela que l'organisation du travail est la condition indispensable de la véritable et complète émancipation de l'ouvrier. Cependant, le travail ne peut s'exercer librement sans la possession des matières premières et de tout le capital social, et ne peut s'organiser si

l'ouvrier, s'émancipant de la tyrannie politique et économique, ne conquiert le droit de se développer complètement dans toutes ses facultés. Tout État, c'est-à-dire tout gouvernement et toute administration des masses populaires, de haut en bas, étant nécessairement fondé sur la bureaucratie, sur les armées, sur l'espionnage, sur le clergé, ne pourra jamais établir la société organisée sur le travail et sur la justice, puisque par la nature même de son organisme, il est poussé fatalement à opprimer celui-là et à nier celle-ci.

Suivant nous, l'ouvrier ne pourra jamais s'émanciper de l'oppression séculaire, si à ce corps absorbant et démoralisateur, il ne substitue la libre fédération de tous les groupes producteurs fondée sur la solidarité et sur l'égalité. En effet, en plusieurs endroits déjà on a tenté d'organiser le travail pour améliorer la condition du prolétariat, mais la moindre amélioration a bientôt été absorbée par la classe privilégiée qui tente continuellement sans frein et sans limite, d'exploiter la classe ouvrière. Cependant, l'avantage de cette organisation est tel que, même dans l'état actuel des choses, on ne saurait y renoncer. Elle fait fraterniser toujours davantage le prolétariat dans la communauté des intérêts, elle l'exerce à la vie collective, elle le prépare pour la lutte suprême. Bien plus, l'organisation libre et spontanée du travail étant celle qui doit se substituer à l'organisme privilégié et autoritaire de l'État politique, sera, une fois établie, la garantie permanente du maintien de l'organisme économique contre l'organisme politique.

Par conséquent, laissant à la pratique de la révolution sociale les détails de l'organisation positive, nous entendons organiser et solidariser la résistance sur une large échelle. La grève est pour nous un moyen précieux de lutte, mais nous ne nous faisons aucune illusion sur ses résultats économiques. Nous l'acceptons comme un produit de l'antagonisme entre le travail et le capital, ayant nécessairement pour conséquence de rendre les ouvriers de plus en plus conscients de l'abîme qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, de fortifier l'organisation des travailleurs et de préparer, par le fait des simples

luttons économiques, le prolétariat à la grande lutte révolutionnaire et définitive qui, détruisant tout privilège et toute distinction de classe, donnera à l'ouvrier le droit de jouir du produit intégral de son travail, et par là les moyens de développer dans la collectivité toute sa force intellectuelle, matérielle et morale.

La Commission propose au congrès de nommer une commission qui devra présenter, au prochain congrès, un projet d'organisation universelle de la résistance et des tableaux complets de la statistique du travail dans lesquels cette lutte puisera de la lumière. Elle recommande l'organisation espagnole comme la meilleure jusqu'à ce jour.

Dernière lettre de Bakounine à Elisée Reclus

Ce 15 Février. 1875 – Lugano

Mon très cher ami,

Je te remercie beaucoup pour tes bonnes paroles. Je n'ai jamais douté de ton amitié, ce sentiment est toujours mutuel, et je juge du tien par le mien.

Oui, tu as raison, la révolution pour le moment est rentrée dans son lit, nous retombons dans la période des évolutions, c'est-à-dire dans celle des révolutions souterraines, invisibles et souvent même insensibles. L'évolution qui se fait aujourd'hui est très dangereuse, sinon pour l'humanité, au moins pour certaines nations. C'est la dernière incarnation d'une classe épuisée, jouant son dernier jeu, sous la protection de la dictature militaire Mac-Mahono-Bonapartiste en France, Bismarkienne dans le reste de l'Europe.

Je m'accorde avec toi à dire que l'heure de la révolution est passée, non à cause des affreux désastres dont nous avons été les témoins et les terribles défaites dont nous avons été les plus ou moins coupables victimes, mais parce qu'à mon grand désespoir j'ai constaté et je constate chaque jour de nouveau, que la pensée, l'espérance et la passion révolutionnaires ne se trouvent absolument pas dans les masses, et quand elles sont absentes, on aura beau se battre les flancs, on ne fera rien. J'admire la patience et la persévérance héroïques des Jurassiens et des Belges – ces derniers Mohicans de l'Internationale – et qui malgré toutes les difficultés, adversités et malgré tous les obstacles, au milieu de l'indifférence générale, opposent leur front obstiné au cours absolument contraire des choses, continuant à faire tranquillement, ce qu'ils ont fait avant les catastrophes, alors que le mouvement général était ascendant et que le moindre effort créait une force. C'est un travail d'autant plus méritoire, qu'ils n'en recueilleront pas les fruits, mais ils peuvent être certains que le travail ne sera point perdu – rien ne se perd dans ce monde – et les gouttes d'eau pour être invisibles, n'en forment pas moins l'océan.

Quant à moi, mon cher, j'étais devenu trop vieux, trop malade, trop lassé, et faut-il te le dire, à beaucoup de points de vue trop désabusé, pour me sentir l'envie et la force de participer à cette œuvre. Je me suis bien Décidément retiré de la lutte et je passerai le reste de mes jours dans une contemplation non oisive, mais au contraire intellectuellement très active, et qui j'espère ne laissera pas de produire quelque chose d'utile.

Une des passions qui me dominent à cette heure, c'est une immense curiosité. Une fois que j'ai dû reconnaître que le mal a triomphé et que je ne puis l'empêcher, je me suis mis à en étudier les évolutions et développements avec une passion quasi-scientifique, tout à fait objective.

Quels acteurs et quelle scène. Au fond et dominant toute la situation en Europe, l'Empereur Guillaume et Bismarck à la tête d'un grand peuple laquais. Contre eux, le Pape avec ses jésuites toute l'Église Catholique et Romaine, riches de milliards, dominent une grande partie du monde par les femmes, par l'ignorance des masses, par l'habileté incomparable de leurs affiliés innombrables, ayant leurs yeux et leurs mains partout. Troisième acteur – La civilisation française incarnée dans Mac-Mahon, Dupanloup et Broglie rivant les chaînes d'un grand peuple déchu. Puis autour de tout cela, l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, la Russie faisant chacune leurs grimeurs d'occasions – et de loin l'Angleterre ne pouvant se décider à redevenir quelque chose, et encore plus loin la République modèle des États-Unis d'Amérique coquetant déjà avec la dictature militaire.

Pauvre humanité!

Il est évident qu'elle ne pourra sortir de ce cloaque que par une immense révolution sociale. Mais comment la fera-t-elle, cette révolution? Jamais la réaction internationale de l'Europe ne fut si formidablement armée contre tout mouvement populaire. Elle a fait de la répression une nouvelle science qu'on enseigne systématiquement dans les écoles militaires aux lieutenants de tous les pays. Et pour

attaquer cette forteresse inexpugnable qu'avons-nous? Les masses désorganisées. Mais comment les organiser, quand elles ne sont pas même suffisamment passionnées pour leur propre salut, quand elles ne savent pas ce qu'elles doivent vouloir et quand elles ne veulent pas ce qui seul peut les sauver.

Reste le propagande, telle que la font les Jurassiens et les Belges. C'est quelque chose sans doute, mais fort peu de chose, quelques gouttes d'eau dans l'océan; et s'il n'y avait pas d'autre moyen de salut, l'humanité aurait eu le temps de pourrir dix fois avant d'être sauvée.

Reste un autre espoir: la guerre universelle. Ces immenses États militaires doivent bien s'entre-détruire et s'entre-dévorner tôt ou tard. Mais quelle perspective! [le manuscrit s'arrête ici]

Table des matières

Avant-propos : L'AIT : un enjeu politique	3
Introduction	7
I. Les questions	21
La question de la conquête du pouvoir	21
La question du programme	30
L'expérience pratique de la solidarité	41
Action et organisation	48
L'Alliance	49
Le « Rapport sur l'Alliance »	65
Prolétariat et organisation	74
« Sections de métier » et « sections centrales »	82
Résumons le point de vue de Bakounine	95
II. La Commune	98
La conférence de Londres (17-23 septembre 1871)	100
Réaction contre la conférence de Londres	104
Le V ^e congrès de l'Internationale à La Haye (2-7 septembre 1872)	109
Les deux congrès de Saint-Imier (15 septembre 1872)	113
III. L'effondrement de l'Internationale marxisée	121
L'AIT en Allemagne	125
Le Vi ^e congrès de l'Internationale, Genève, 1 ^{er} septembre 1873	142

Réactions à New York	144
Réactions des « anti-autoritaires »	146
Le congrès des scissionnistes marxistes de Genève (8 septembre 1873)	150
« La caisse du Conseil général était vide »	153
Dissolution du Conseil général.....	158
IV. L'Internationale anti-autoritaire et les tentatives de rapprochement	161
Le congrès d'Olten (1 ^{er} juin 1873) : dialogue (presque) dépassionné	162
Comment la social-démocratie allemande percevait l'« anarchisme »	164
Précédents de tentatives de rapprochement.....	170
Sur la tombe de Bakounine	173
Des initiatives de rapprochement semblent se concrétiser ...	174
Socialistes allemands contre le rapprochement.....	177
V. Le déclin	181
Le VII ^e congrès de l'Internationale à Bruxelles (7-13 septembre 1874).....	181
Le VIII ^e Congrès de l'Internationale à Berne (26-27 octobre 1876)	183
Les débats du congrès de Berne	184
Rapport de la fédération belge.....	187
Mode de représentation.....	187
L'espoir de rapprochement	189
Julius Vahlteich	200
Le congrès de Gotha.....	203
VI. Vers la fin de l'AIT « anti-autoritaire »	209
Le IX ^e congrès de l'Internationale à Verviers (6-8 septembre 1877)	209
Paul Brousse (1844-1912) et Andrea Costa (1851-1910) ...	214
Débats sur le congrès socialiste universel de Gand	217

Le Congrès de Gand (9 septembre 1877)	223
1878: Le congrès de Fribourg. – La fin de la Fédération jurassienne et l'évaporation de l'Internationale	
« anti-autoritaire »	232
La fédération belge décide de rallier la social-démocratie	240
Saint-Imier fut-il un congrès anarchiste?	248
Quelques commentaires sur la naissance de l'anarchisme....	252
Collectivistes et anarchistes communistes	252
Le terme « anti-autoritaire »	255
VI. Rupture avec le bakouninisme	
et « propagande par le fait »	265
De l'écrasement de la Commune au congrès de La Haye: le traumatisme.....	265
Le mouvement ouvrier français après la Commune	270
Bakounine quitte l'Internationale.....	276
Insurrection cantonaliste en Espagne, préparation d'insurrection en Italie.....	278
L'action anarchiste: parole, écrit, poignard, fusil et dynamite	283
L'engrenage de la violence.....	285
Sur le terrorisme.....	289
VIII. L'héritage de Bakounine.....	301
Le mouvement « anti-autoritaire » se divise en deux	301
Redécouverte des textes de Bakounine.....	306
La charte d'Amiens.....	310
Le consensus se désagrège.....	320
Après un temps de latence	327
Le divorce entre anarchistes et socialistes	334
IX. Réinventer l'anarchisme?	343
À l'échelle de l'histoire européenne du XIX ^e siècle	343
Références de plus en plus obsolètes	350
L'AIT anti-autoritaire: un modèle inachevé.....	354

Que peut-on retenir aujourd'hui de Bakounine?	356
L'élimination de l'anarchisme de la scène sociale.....	363
La force du PCF et son déclin	365
Prolétariat et « suprématie politique »	367
Conclusion	377

Annexes

Liste des congrès de l'Association internationale des travailleurs.....	382
Résolutions du congrès de Saint-Imier, 15-16 septembre 1872	383
Première résolution	383
Deuxième résolution	384
Troisième résolution.....	384
Quatrième résolution	385
Dernière lettre de Bakounine à Elisée Reclus	388